



JOURNAL

HISTORIQUE.



TOME SECOND.

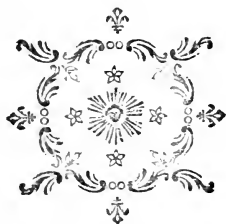




JOURNAL
HISTORIQUE,
DE LA RÉVOLUTION
*Opérée dans la Constitution de
la Monarchie Française, par
M. de MAUPEOU, Chancelier
de France.*

*Quis talia fando
Temperet à lacrymis?*

TOME SECOND.



A LONDRES,

M. DCC. LXXV.



425023

CSP

DC

133

M22

1775

V. 2



JOURNAL HISTORIQUE,

*De la révolution opérée dans la
Constitution de la Monarchie
Françoise, par M. de MAUPEOU,
Chancelier de France.*



Du premier Juillet 1771.

EXTRAIT d'une lettre de St. Dizier, du
20 juin. " Les officiers du bailliage de
cette ville sont toujours persistans dans leur
premier arrêté, ainsi qu'on le voit par les
deux ci-joints. Les officiers du bailliage de
Vitry n'ont eu aucun égard à l'arrêt du con-
seil de Châlons, ainsi que ceux des autres
sièges qui n'ont pas enregistré; on assure qu'ils
sont déterminés à souffrir tout événement. »

Tome II.

A

Arrêté du bailliage de St. Dizier , du 31 mai.

« Nous officiers du bailliage de St. Dizier soussignés , considérant l'illégalité des opérations qui ont donné lieu à l'installation des officiers qui tiennent leurs séances au parlement de Paris en vertu d'un Edit portant suppression & création d'offices dans le parlement de Paris , donné à Versailles au mois d'avril 1771 , enregistré au parlement le 13 dudit mois d'avril , & au conseil supérieur de Châlons , le 8 mai suivant. »

« Que cet Edit a été rendu en l'absence de la plus grande partie des princes du sang & des pairs , & au préjudice de leurs protestations. »

« Considérant que l'énonciation qui porte que cet Edit a été enregistré au parlement , le roi séant en son lit de justice au château de Versailles le 13 avril 1771 , est une énonciation illusoire . quant au terme de *parlement* , parce qu'il est constant que depuis le 21 janvier 1771 , Paris est sans parlement légal. »

« Que Mrs. les conseillers d'Etat & maîtres des requêtes qui , en qualité de prétendus officiers de parlement de Paris , ont assisté au lit de justice , étant les mêmes que ceux qui ont tenu leurs séances au parlement en vertu des lettres patentes du 23 janvier 1771 , il résulte que ces officiers étoient sans compétence & sans caractère , parce que lesdites lettres patentes n'ayant été adressées en aucun bailliage , on peut dire qu'elles n'ont point été promulguées , selon les formalités prescrites par les ordonnances du royaume , & qu'elles n'ont jamais eu force de loix : ce qui nous auto-

rise à méconnoître toutes especes de vérifications , enregistrements & autres actes émanés desdits officiers & de ceux à l'installation desquels ils ont consenti. »

« Considérant , enfin , que cet Edit ne nous laisse que la cruelle alternative , ou d'être refractaires & parjures , ou de passer pour déobéissans aux ordres du roi. »

« Avons arrêté que pleins de soumission & de respect pour les ordres de l'auguste monarque qui nous gouverne , nous nous ferons toujours un devoir d'y souscrire , quand leur exécution pourra s'allier avec celle des loix constitutives du royaume. »

« Arrêté en outre , que nous ne pouvons procéder à l'enregistrement de l'Edit dont il est question , sans manquer à ce qu'exigent de nous les loix , le devoir , l'honneur , la conscience & le serment. »

« Signé *Gillet & Artinet.* »

Autre arrêté du Bailliage de S. Dizier , 16 mai.

« Nous étant rendus en la chambre du conseil pour délibérer sur trois Edits du roi , registrés au parlement de Paris , les 13 , 17 , & 19 avril dernier , & au conseil de Châlons le 24 du même mois. »

« Le premier portant suppression de la cour des aides de Paris. »

« Le second concernant les conseils supérieurs. »

« Le troisieme portant création de chancelleries près les conseils supérieurs : lesquels Edits nous ont été présentés par les gens du roi , &c. »

« Considérant que les déclarations du roi ,

Edits & lettres patentes n'ont jamais eu force de loix qu'après avoir été vérifiées par des officiers d'une institution légale. »

« Considérant qu'on entend par institution légales celles qui sont faites en vertu d'Edits registrés suivant les formalités prescrites par les loix constitutives du royaume. »

« Considérant , enfin , que les officiers qui composent les conseils supérieurs exercent leurs fonctions en vertu d'un Edit du roi , dont l'enregistrement est illégal pour les raisons énoncées en notre arrêté du 15 avril dernier , dans lequel nous persistons.

« Par toutes ces considérations avons arrêté que nous ne pouvons procéder à l'enregistrement des Edits dont il est question. »

Du 1 Juin 1771.

On assure que dimanche 23 juin , outre l'abbé *Vincent* , jésuite , six autres jésuites ont prêché. Ce schisme fait des progrès , non-seulement en chaire , mais à l'égard de l'administration des sacrements. Certains confesseurs obligent leurs pénitens de s'expliquer sur les matieres du temps , & si l'on tergiverse , ou l'on se déclare contre M. le chancelier & ses opérations , on refuse l'absolution , ou l'on impose des peines très-rigoureuses. Dernièrement un avocat malade ayant demandé le viatique , après avoir été refusé d'être entendu en confession par un prêtre de St. Roch, sous le prétexte ci-dessus , & s'étant ensuite confessé à un religieux plus modéré , ce prêtre qui avoit dénoncé le mourant à sa communauté , a empêché qu'on ne lui portât les sacrements ; on a eu recours à M. de Sartines , qui est allé voir l'archevêque , &

par composition il a été administré : mais on ne doute pas si cela continue , que la créance au nouveau tribunal comme vrai parlement , & aux meveilles de M. le chancelier , son créateur , ne devienne un article de foi du symbole.

Du 2 Juillet 1771.

C'est un bruit assez général depuis quelque temps , que madame la comtesse Dubarri fait solliciter en cour de Rome la cassation de son mariage. On représente pour cette dame , que peu au fait des regles canoniques , elle n'a su que depuis la célébration qu'il fut défendu d'épouser le frere d'un homme avec qui on a vécu ; qu'elle est obligée d'avouer qu'elle a eu des foibleesses pour un frere de son mari : qu'heureusement prévenue à temps de la sorte d'inceste qu'elle alloit commettre ; sa conscience ne lui a pas permis d'habiter avec son nouvel époux ; qu'ainsi le crime n'a pas encore été commis , & sa sainteté est à même de la relever d'une alliance aussi scandaleuse. On veut que M. le duc d'A *** ait beaucoup contribué à la prétention de madame Dubarri , & a promis de faire terminer cette affaire auprès du souverain pontife , si une fois il étoit ministre en titre des affaires Etrangères , & que ce ne soit pas un des moindres motifs qui ont favorisé son avancement. Ceux qui autorisent & confirment la nouvelle , insinuent qu'on n'a point laissé ignorer à cette dame le mariage de conscience , aujourd'hui reconnu par tous les historiens , entre *Louis XIV* & madame de Maintenon , & l'espérance que doit lui donner un exemple de cette espece.

Du 2 Juillet 1771.

Extrait d'une lettre de Tours du 19 juin 1771. . . " Le conseil supérieur de Blois ayant rendu un arrêt , signifié le 31 mai à notre présidial , portant injonction à tous les officiers des bailliages & sénéchaussées d'enregistrer dans huitaine l'édit de sa création , faute de quoi les condamne en 300 livres d'amende par chaque jour de retard , il a été fait l'arrêté suivant en date du 13 juin 1771. »

" La compagnie , pénétrée des principes & des maximes qu'elle a consignés dans les très-humbles remontrances & représentations envoyées à M. le chancelier , ne peut sans manquer à la fidélité qu'elle a jurée au roi , aux engagements qu'elle a contractés envers S. M. & la nation , obtemperer à l'injonction d'un tribunal dont l'établissement ne lui est pas encore légalement connu ; & contre lequel on voit tous les princes du sang royal , la plus grande partie des pairs , enfin tous les états du royaume réclamer la justice & la bonté du roi. »

" Considérant que l'Edit du mois de février formant l'établissement du conseil supérieur de Blois , n'étant point dûment enregistré , les officiers qui le composent n'ont pu qu'incompétamment & illégalement rendre une pareille décision , contre lesdits tribunaux légitimes qui ne les reconnoissent point. Que c'est de leur part se rendre (par un double bouleversement des formes) juges dans leur propre cause , pour s'affervir des magistrats qui ont le malheur de voir leurs vrais supérieurs dispersés , éloignés & privés de leurs fonctions. »

« Considérant encore que ceux qui ont rendu cette décision, n'ont pas fait attention que le privilege des françois est de naître libres, que cette liberté est tellement une loi de l'Etat, que l'esclave Etranger l'acquiert par la seule habitation dans le royaume, que si les sujets du roi lui doivent leurs vies pour son service, leurs fortunes n'en demeurent pas moins affectées à leurs personnes & à leurs héritiers : qu'une amende de 300 livres par jour, qui ne pourroit avoir d'exemple que chez les nations qui ont admis le despotisme, tendroit à l'établir, en dépouillant en peu de temps de bons citoyens pour revêtir le fief des biens qu'ils ne tiennent que des travaux de leurs peres, que l'autorité ne s'étend sur nos personnes qu'en cas de forfaiture, & sur les offices que nous tenons du roi que dans le même cas ; que la décision du prétendu arrêt opéreroit dans ses effets une confiscation réelle, qui n'a lieu dans la coutume de Tourraine que pour le seul crime de Leze-Majesté, crime qui ne peut se supposer dans une compagnie qui sacrifiera librement & en tous temps ses biens & sa vie, non-seulement pour la défense de sa personne sacrée, mais encore pour sa gloire ; que cette supposition admise ne peut avoir lieu sans offenser en même-temps tous les princes du sang royal, tous les tribunaux du royaume & tous les Etats de la nation. »

« La compagnie ne pouvant donc opposer l'autorité légale qui lui est confiée par le roi, à une autorité colorée de souveraine & prétendue émanée du même principe, ses membres attendront en fideles sujets tous les malheurs qu'ont essuyé ceux qui, affermis dans leur

devoir , n'ont jamais eu la foiblesse de s'en écarter dans les plus tristes révolutions. »

Du 2 juillet 1771.

Extrait d'une lettre de Beauvais du 27 juin 1771. « Vous avez vu le désordre où est notre bailliage par la démission du procureur du roi & l'absence de notre lieutenant général , qui n'ayant pas voulu rester témoin & participer en rien à l'enregistrement de l'édit destructeur de l'ancien parlement & créateur d'un nouveau , connoissant d'ailleurs la foiblesse des officiers de son siege , a pris la tournure de se faire appeller par la chambre des comptes dont il est maître & de colorer ainsi son évasion. Depuis rien ne s'opposant à la volonté de M. le chancelier , un substitut est allé à Paris pour instruire le chef de la magistrature de l'état du tribunal , & solliciter la place de procureur du roi , à la charge de requérir l'enregistrement & de le faire effectuer. M. le chancelier , sans lui rien accorder , lui a dit de remplir ses fonctions , & que le roi verroit ensuite à le récompenser de son zele ; il est revenu bercé de son espoir , il a fait procéder à l'opération désirée , & de retour auprès de M. de Meaupeou il a demandé le prix de son obéissance. Celui-ci a répondu qu'il eût à se retirer , qu'il n'étoit pas fait pour remplir une pareille charge.

Du 2 juillet 1771.

M. le comte de Lauraguais a déjà donné en plusieurs occasions des marques du zele patriotique dont il est échauffé ; ce seigneur n'a pu soutenir le spectacle des malheurs de la

France , il a vendu tous ses biens , & a pris le parti d'aller à Londres , jusqu'à ce que des jours plus fereins lui permissent de revenir à Paris. Mais pour être loin d'eux , il n'en est pas moins attaché à ses concitoyens : son génie actif ne l'a pas laissé oisif dans la fermentation générale des têtes , & quoique n'étant point encore duc & pair , il n'ait point été appelé spécialement pour s'expliquer sur la question importante qui divise la nation , il ne s'est pas moins cru obligé de consigner ses sentimens dans un ouvrage propre à éclairer les gens peu instruits : on assure qu'il a pour titre *droits des francs*. Il avoit expédié une voiture qui en devoit apporter 1500 exemplaires : un homme à cheval l'escortoit pour être à même de rendre compte à son maître du sort de cet envoi. Le secret a été éventé , on a arrêté la charrette. Le charretier étoit en outre chargé , dit-on , de manuscrits du même auteur , qu'on a surpris aussi : en sorte qu'on parle beaucoup de la brochure en question , & l'on ne trouve personne qui atteste l'avoir vue & lue.

Du 3 juillet 1771.

Il paroît un arrêt du conseil d'état du roi , en date du 15 juin , portant règlement pour la perception des droits seigneuriaux , dûs à S. M. lors des mutations des biens assis dans les mouvances & directes dépendantes de ses domaines. C'est une suite de celui du 26 mai dernier. Il ordonne qu'à compter du 1 juillet la perception de ces droits sera faite au profit de S. M. , il fixe d'une manière invariable , les remises qui seront accordées aux acqué-

reurs , les détermine d'après la quotité de droits auxquels les mutations donneront lieu , afin qu'elles deviennent uniformes dans tout le royaume , prend les précautions nécessaires pour prescrire les bornes les plus étroites à la générosité de S. M. & à celle de ses successeurs , & détaille les formalités qu'il cherche à simplifier , & à rendre les moins onéreuses qu'il sera possible.

Autre arrêt du conseil , en date du 9 juin 1771 , qui ordonne la réunion des domaines & droits domaniaux de Bretagne , ci-devant aliéné aux états de ladite province , à compter du 1 juillet 1771 , & le paiement des arrérages des rentes constituées pour le principal des 40 millions , prix de ladite aliénation , par le Sr. de Gagny , trésorier de la caisse des arrérages ; mais en même temps déclare qu'il n'en fera fait fonds , suivant le nouveau style de ces arrêts , jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné par S. M. , qu'à raison de quatre pour cent des capitaux , pour être payés par ledit trésorier , de la même manière & sur le même pied que les arrérages & intérêts des rentes & effets énoncés en l'article 2 de l'arrêt du 20 janvier 1770.

Du 3 juillet 1771.

Le nouveau tribunal a enregistré le 26 juin un édit du roi , donné à Marly le même mois , portant suppression du siege présidial de Mâcon , attribution des matieres présidiales au conseil supérieur de Lyon ; suppression du siege de l'élection de Mâcon , & union au bailliage de la même ville ; suppression des offices du bailliage de Mâcon , & création des nouveaux. Les motifs donnés dans le préambule

bule de ces suppressions , incorporations , reconstructions , sont toujours le bien public , l'extinction des privilèges trop multipliés , &c. Mais les véritables sont les refus constants de certains de ces officiers de reconnoître le conseil supérieur de Lyon. M. le chancelier continue à désigner avec éloge les membres dévoués à ses volontés , dont il exalte le zèle & l'affectation pour le service du roi , & les nomme ; savoir , le Sr. *Dauphin* ; ci-devant procureur du roi , dont on a fait un lieutenant particulier , assesseur civil & criminel : le Sr. *Daugy* , ci-devant conseiller en l'élection , dont il fait un avocat du roi ; & les Srs. *Aubel* , *Mioland Saunier* , *Chandon* , ci-devant 4 conseillers , aussi en l'élection , dont il fait quatre conseillers du bailliage. Reste à occuper pour compléter ce siège , l'office de lieutenant général civil , celui de lieutenant criminel , & deux de conseillers , tous rétablis moyennant finance.

Du 3 juillet 1771.

M. le chancelier continue à réformer dans la magistrature inférieure tout ce qui s'oppose à ses volontés. On a déjà vu la suppression qu'il avoit faite dans le bailliage d'Auxerre pour se ménager la facilité de faire passer l'édit de création du nouveau tribunal. Quelques officiers de la juridiction de cette ville n'ayant pas encore eu toute la docilité qu'exige le chef de la justice , il a été rendu à Marly le mois dernier un édit portant suppression , remboursement & création d'offices dans le bailliage & siège présidial d'Auxerre. Il étoit composé de deux offices de lieutenants parti-

euliers , de douze conseillers , de deux procureurs & avocats du roi , l'un concernant les affaires ordinaires , l'autre concernant les aides & tailles : & il est réduit à un lieutenant particulier , un assesseur civil & criminel , dix conseillers , un procureur & un avocat du roi. Quelques officiers distingués , dit-on , par leur zele & leur affection pour le service du roi , sont nommés & conservés , savoir , les Srs. de la *Maisonblanche* , lieutenant particulier , *Billy* , *Seurat* , *Billeteau* , *Raffin* & *Raffin de Charmoy* , conseillers ; & le Srs. *Camelin* procureur du roi sur le fait des aides & tailles , choisi pour marque de la satisfaction de S. M. , & élevé au grade de conseiller en l'élection. Cet édit a été enregistré aussi le 20 juin au nouveau tribunal , grand'chambre & tour-nelle assemblées seulement.

De la même manière & le même jour a été enregistré un autre édit portant suppression de quatre offices de conseillers honoraires , ensemble de celui du procureur du roi , & de greffier , créés par édit du mois de novembre 1720 , pour exercer la juridiction sur le fait des aides & tailles dans le comté de Bar-sur-Seine.

Du 3 juillet 1771.

Les officiers de la chambre des comptes ont reçu hier des billets d'invitation pour se trouver au palais & y entendre les ordres du roi. On ne doute pas que ce ne soit pour un lit de justice qu'y doit tenir au nom du roi M. le comte de la Marche.

Il y a quelques jours que M. le chancelier avoit fait remettre es mains du procureur gé-

néral de cette chambre un état des gages attribués par le roi aux officiers du nouveau tribunal , pour en requérir l'enrégistrement : cette tentative n'ayant pas été plus heureuse que les autres , faites par le chef de la magistrature , dans l'intention d'opérer directement ou indirectement la reconnoissance de son prétendu parlement par cette cour , il a cru nécessaire d'en venir à cette voie d'autorité : il est d'autant plus embarrassé à cet égard , qu'il fait combien M. de Nicolaï , chef de la compagnie , lui est opposé & traverse toutes ses intrigues. En effet , ce magistrat dévoué , ce semble , par son poste , plus essentiellement aux vues de la cour , a ouvert presque toujours les avis les plus vigoureux dans les circonstances présentes , & tout récemment , lors de l'enrégistrement fait de l'édit concernant les offices , il avoit voté , pour corriger la foiblesse de la chambre en cette occasion , d'insérer dans l'enrégistrement que l'envoi de cet édit seroit fait par le procureur général de la cour aux bailliages & sieges inférieurs , vu l'absence du parlement , &c. Son sentiment n'ayant pas eu la pluralité , l'exécution proposée n'a pas eu lieu ; mais on en infère au moins de-là une grande résistance dans une occasion aussi importante.

Du 3 juillet 1771.

La revue quadriennale de la maison du roi , cavalerie , a eu lieu lundi au *Trou d'Enfer*. Les princes , vu leur disgrâce , n'ont point encore assisté à la cérémonie ; les princes en conséquence ont cru devoir s'en absenter , quoique madame la dauphine & madame la comtesse de Provence y fussent.

Du 4 juillet 1771.

Hier matin , les semestres de la chambre des comptes assemblés , M. le marquis de Dreux , grand maître des cérémonies , a notifié de la part du roi à la compagnie que M. le comte de la Marche alloit tenir un lit de justice au nom de S. M. ; ce qui a été suivi de l'arrêté ci-joint.

Arrêté de la chambre des comptes.

« Ce jour , les semestres assemblés , un de Mrs. a dit à Mrs. : la chambre vient d'apprendre par le grand maître des cérémonies que le roi envoie M. le comte de la Marche pour lui faire connoître ses volontés : la chambre ne peut que présumer un acte de pouvoir absolu du roi. Elle doit prendre avant l'arrivée de ce prince le parti que son zele lui inspire pour la conservation des formes légales qui sont renversées par les enrégistremens non délibérés , la chambre est dans l'usage de faire des protestations contre cette espece d'enrégistremens dans lesquels l'intérêt du roi & celui des peuples ne sont pas moins blessés que l'honneur même des magistrats , qui sont les dépositaires naturels de la confiance du monarque. »

« Sur quoi la chambre , après avoir délibéré , a arrêté que M. le premier président sera chargé de déclarer à M. le comte de la Marche , qu'elle réclamera toujours la liberté de ses suffrages , qui est entièrement détruite par les actes du pouvoir absolu ; qu'elle ne peut consentir à l'enrégistrement de toutes lettres de la volonté du roi sur lesquelles elle n'auroit

pas librement délibéré à huit clos , & sans introduction de personnes étrangères ; qu'elle réclamera, en tout temps & en toute occasion, contre les atteintes portées à la liberté , à l'honneur & à l'état des magistrats , & notamment contre la destruction des cours & juridictions dont l'utilité étoit justifiée par leur existence depuis plusieurs siècles , contre la rigueur exercée sur les magistrats dont les démarches n'ont été guidées que par leur zèle à maintenir la dignité de leurs offices , & à ne point intervertir les formes légales dont l'exécutive leur étoit confiée ; contre les remboursements ordonnés d'un grand nombre d'offices qui ne peuvent être exécutés sans augmenter considérablement les charges de l'état , & aggraver le mauvais état des finances dudit seigneur roi ; contre la situation malheureuse à laquelle se trouvent réduits les ministres inférieurs de la justice , par une révolution subite qui cause la ruine d'un grand nombre de familles ; & enfin contre l'existence des corps & officiers non légalement créés , & substitués aux vrais & anciens magistrats. »

« En conséquence , la chambre persistant dans tout ce qui a été par elle fait jusqu'à ce jour , se réserve de faire audit seigneur roi , en tout temps & en toutes circonstances , les plus instantes & les plus respectueuses représentations sur les maux dont la magistrature entière est affligée, au grand détriment dudit seigneur roi & de ses sujets , & pour obtenir de sa justice & de sa bonté la réintégration de toutes les cours & juridictions , dont une longue expérience dans leurs fonctions , les mettoit chacun dans leur tribunal plus à portée de faire jouir les peuples du bénéfice

des loix établies pour leur tranquillité & leur bonheur. Fait en la chambre des comptes , les semestres assemblés , le 3 juillet 1771. »

A l'heure indiquée M. le comte de la Marche est entré , suivi de M. le maréchal de Richelieu & des sieurs de la Galaisiere & d'Ormesson , conseillers d'état. Tout le monde ayant pris place , le sieur de la Galaisiere a fait part à l'assemblée de l'objet de la mission de M. le comte de la Marche , & il a été fait lecture d'un paquet d'édits , déclarations , &c. & autres actes concernant le nouveau tribunal & ses opérations à enrégistrer par la cour.

Le premier président a fait part dans son discours à M. le comte des protestations de la cour , ainsi que de ce qu'il avoit été chargé de lui déclarer.

M. Perrot , avocat général , a fait ensuite un discours très-éloquent & très-pathétique , où après avoir peint avec le pinceau le plus énergique les malheurs de l'état , les calamités publiques , & les vexations de toute espece sous lesquelles gémit la France , au lieu de requérir , comme sembloit l'exiger son ministère , l'enregistrement des édits en question , il a , au contraire , déclaré , à l'exemple de M. Segnier , qu'il ne pouvoit ni ne devoit en faire.

On a passé outre , & M. le comte de la Marche retiré , la cour a fait l'arrêté subséquent :

« Ce jour les semestres assemblés après la séance tenue en la chambre par M. le comte de la Marche , les conseillers correcteurs & auditeurs avertis de l'ordre de la chambre par le commis plumitif de se rendre au bureau , & ayant pris place , savoir les correcteurs au bureau par deux de leurs députés , & les con-

seillers auditeurs au banc à eux destiné par quatre de leurs députés ; lecture faite de l'arrêté fait par la chambre , a arrêté qu'il sera dressé procès verbal de tout ce qui s'est passé dans la séance de ce jour , où M. le comte de la Marche a apporté les ordres du roi , & qu'elle persiste dans les protestations & réclamations par elle faites avant ladite séance & dans celles contenues dans les autres précédents arrêts. Fait en la chambre des comptes , les semestres assemblés , le 3 juillet 1771. »

Du 5 juillet 1771.

Le 2 de ce mois le nouveau tribunal a enregistré un édit de suppression de l'amirauté , dont la cause apparente est toujours le bien public , & la cause réelle toujours refus de reconnoître le prétendu parlement.

Par un autre édit le bailliage de Villefranche , quoique dans l'apanage de M. le duc d'Orléans , est réuni au conseil supérieur de Lyon. On connoît la généreuse fermeté de de ces magistrats , qui les premiers ont réclamé contre l'érection des conseils.

Du 5 dudit.

Le Sr. *Beze de Lys* , conseiller au parlement , de grand'chambre , autrefois renommé pour son zele & sa fermeté dans les affaires publiques , illustré par des punitions distinguées , semble avoir dégénéré de son antique vigueur & foiblir avec l'âge. Ennuyé , sans doute , de son exil , il a pris le parti de faire liquider son office , & de mériter son retour par cet acte de soumission : il est actuelle-

ment à Paris. Ses confreres sont indignés d'une telle démarche , par la crainte que beaucoup d'autres ne suivent un exemple aussi funeste pour la compagnie.

Du 5 juillet 1771.

Il paroît tout récemment une brochure intitulée *Correspondance secrete & familiere de M. de Maupeou avec M. de Sorhouet , conseiller du nouveau parlement.*

Cet écrit bien plus propre que le *maire du palais* , à aigrir la bile de M. le chancelier , mérite une attention particuliere & sera discuté plus au long.

Du 6 juillet 1771.

Le livre de M. le comte de Lauragais a pour titre *Extrait du droit public de la France , par Louis Brancas , comte de Lauragais* : c'est une brochure in-8^o. de 137 pages. Son but est de prouver que les françois avoient un droit public : l'auteur en rassemble les preuves en sept parties.

Dans la premiere , il établit le contrat social & le pacte social , que forment la constitution de la monarchie françoise.

La seconde contient les développemens du pacte social.

La troisieme contient les principes généraux du droit.

La quatrieme traite du cens royal , des tributs & des devoirs.

La cinquieme des tribunaux.

La sixieme des juges.

La septieme de la jurisprudence civile & de la jurisprudence criminelle.

Sans entrer dans la discussion de ces parties, il suffit d'observer que le but de l'écrivain est de démontrer que les événements historiques par lesquels il entre en matière, concernant l'élection des anciens rois & leur déposition, ne tenoient pas simplement à l'indépendance d'une nation bizarre, fiere & sauvage, mais aux loix, à la constitution, au droit public des françois. Qu'il y avoit un contrat social entre la nation & le roi, qu'il en dérhoit un pacte social entre les parties constituantes du souverain & de la souveraineté : 1. dans la supposition de l'observation des conditions du contrat social : 2. dans le cas de l'infraction de ces conditions : d'où il résulroit un acte réciproque, par lequel un peuple dit à un homme : *vous serez roi à telles conditions, alors je serai fidele : si vous les enfreignez, je serai votre juge. . . .* & cela fondé sur la définition de la puissance qui coopere aux loix qui ne doivent être faites que par le concours du peuple & du roi, & qui donne le nom de roi à l'homme qui exerce cette puissance, *s'il est juste, il est roi : s'il veut être oppresseur, c'est un tyran.*

Ces deux phrases extraites, mot à mot, du livre même, en sont à peu près tout le résultat essentiel.

Du reste, M. de Lauraguais n'annonce son ouvrage que comme un extrait, un prospectus d'un autre, bien plus grand, sur la même matière, & il faut convenir qu'il n'y a ni développement, ni liaison, ni transition, ni rien de fondu dans celui-ci : c'est une chaîne de citations extraites des capitulaires de nos rois, des anciens historiens, des chartres, &c. Le lecteur intelligent, dégagé des pré-

jugés , en conclut aisément les inductions à tirer ; mais le livre manque de cet ensemble qui rend un raisonnement plus lumineux & plus à portée de diverses sortes d'esprit.

Au reste , si celui de M. de Lauraguais est trop souvent obscur par une surabondance d'idées qui se croisent & se confondent , on ne peut se méprendre sur la nature de son cœur , qui certainement est rempli d'amour pour son roi & pour sa patrie.

Du 6 juillet 1771.

L'édit concernant les nouveaux nobles dont on a parlé , a occasionné des remontrances de la part du nouveau tribunal , & malgré le secret que M. le chancelier a prescrit aux magistrats qui le composent dans son discours lors de l'installation du 13 avril , en forme de catéchisme , on a su cette particularité , qu'on se doute bien n'avoir percé que du consentement du chef de la magistrature , qui voudroit donner une sorte de confiance & de considération à son parlement. C'est par les mêmes motifs sans doute qu'on ajoute qu'un de Mrs. a dénoncé dans une assemblée de chambres l'arrêt du conseil qui impose le quinzième sur les rentes perpétuelles & le dixième sur les rentes viagères ; second objet qui doit faire partie des mêmes remontrances : enfin par un autre jeu propre à se concilier la bienveillance du peuple , Mrs. y ont joint un troisième objet , concernant la cherté des grains , à ce qu'on assure. On ajoute que les gens du roi , chargés de savoir de S. M. le jour , le lieu & l'heure où il lui plairoit recevoir lesdites remontrances de son parlement , le roi a donné jour à mardi 9 juillet.

On ne doute pas que toute cette comédie ne soit arrangée par le chancelier , & qu'en donnant l'édit concernant les nouveaux nobles , en faisant rendre l'arrêt du conseil , on n'eût envie de prouver au tribunal en question l'occasion de déployer son éloquence pour la cause publique , & qu'il n'obtienne en conséquence , en tout ou en partie , ce qu'il demande.

Du 6 juillet 1771.

Les jésuites se répandent de plus en plus dans la vigne du Seigneur , & l'on en trouve beaucoup employés aux paroisses , à l'administration des sacrements , à la prédication , &c.

Du 7 dudit.

Extrait d'une lettre de Troye du 2 juillet....

« Aujourd'hui Mrs. du bailliage & siege présidial de cette ville , ont fait dresser procès verbal contenant protestation de leur part sur ce qui pourroit être présenté de relevée à l'audience par l'avocat du roi pour être enregistré (ce sont des édits à lui envoyés par le conseil supérieur de Châlons ;) ils y déclarent qu'ils ne se rendront pas à l'audience de ce jour pour éviter l'indécente scène que le lieutenant général se proposoit sans doute de renouveler , comme on l'a vu ci-devant.

Dudit jour.

Les maîtres des requêtes persistant à refuser aux requêtes de l'hôtel l'enregistrement de l'édit portant création des quatre présidents

dont on a fait mention , ont reçu des lettres de jussion qui leur ordonnent d'y procéder.

Du 8 juillet 1771.

Le discours de M. *Perrot* , avocat général de la chambre des comptes , a produit une telle sensation que le gouvernement a voulu sévir contre lui : il y a eu des ordres pour l'arrêter & le poursuivre , mais il est caché , & l'on cherche pendant ce tems à calmer le courroux de M. le chancelier.

Du 8 juillet 1771.

M. le chancelier a trouvé enfin en la personne du sieur *Chastelus* , ancien commissaire , un digne sujet pour occuper la charge de lieutenant particulier au châtelet , & ce docile magistrat doit incessamment faire son entrée au tribunal.

Du 8 dudit.

Le 1 juillet le nouveau tribunal a rendu un arrêt qui , sur le refus des anciens avocats de le reconnoître en donnant leurs avis sur des causes légères , mais instantes & provisoires , qu'il est d'usage en la cour de mettre en compromis par devant eux , & sur le requisitoire du procureur général , le reçoit opposant à tous les arrêts de la cour , qui ont prononcé des renvois devant des avocats de ladite cour , & sur lesquels il n'y a point eu d'arrêts de réception d'avis : ordonne que les pieces des causes renvoyées , seront remises aux avocats actuels des parties , ou à leurs anciens procureurs , pour par elle en poursuivre le juge-

ment en l'audience de la cour suivant les derniers errements.

On trouve très-mal adroit cet arrêt , qui a été imprimé , publié & affiché , en ce qu'il constate juridiquement & à tout le monde , le refus persévérant des avocats de reconnoître le tribunal , & ne peut qu'en inspirer encore plus de défiance , après la conduite de cet ordre éclairé & respectable.

Du 8 juillet 1771.

L'édit du roi donné à Versailles au mois de juin 1771 , & enregistré au nouveau tribunal le 2 juillet , concernant la suppression de la sénéchaussée de Villefranche , réunit cette juridiction , non au conseil supérieur de Lyon , mais à la sénéchaussée de cette ville ; elle constate les démissions données par les officiers , & ne parle en rien des droits de M. le duc d'Orléans , dans l'apanage duquel étoit située la sénéchaussée en question & à la nomination duquel en étoient les membres.

Quant à celui portant suppression du siège général de l'amirauté de Paris , en date du même mois & enregistré le même jour , il ordonne qu'il soit pourvu à l'indemnité due à l'amiral de France pour raison de ladite suppression.

Du 8 juillet 1771.

Il court deux manuscrits , très-rares & curieux par les détails qu'ils contiennent ; l'un intitulé , *Remontrance de la Bazoche* , en date du 1 juillet 1771 : l'autre , *Observations sur les officiers du châtelet restés en place depuis l'édit de suppression* , &c. On parlera plus au long de ces deux pieces.

Du 9 juillet 1771.

La correspondance *secrete & familiere* entre M. de Maupeou & M. de Sorhouet est en forme de lettres. Ce dernier lui déclare ingénument les divers griefs dont on l'accuse dans le monde, & lui demande quelles sont les réponses qu'il doit y donner ? L'autre lui dévoile en conséquence sa façon de penser, détaille les motifs de sa conduite, & fournit toutes les armes nécessaires pour sa défense. Il paroît que l'auteur a choisi pour modele de cet ouvrage, les *lettres provinciales*. Il est écrit en style Socratique, c'est-à-dire, avec cette ironie fine & soutenue, qui étoit la figure favorite du philosophe Grec. Le développement du génie du chef de la magistrature est fait avec une adresse & une vérité singuliere : on y fouille jusques dans les replis de son ame. L'affaire de M. le duc d'Aiguillon & la destruction du parlement sont les deux points principaux sur lesquels roule son apologie : pour l'appuyer, M. de Maupeou remonte jusques aux principes de sa morale, qui n'est pas toujours la vraie & la saine, celle des honnêtes gens. Au reste, l'écrivain, avec la même impartialité, lui fait porter contre le parlement les accusations les plus graves, les reproches les mieux fondés, & sous prétexte de faire voir le tort de cette compagnie d'avoir imaginé ou voulu faire accroire que ses membres étoient les représentants de la nation, & qu'elle pouvoit suppléer aux assemblées des états, il en prouve la nécessité, & que tout ce qui a été fait sans ce concours, est une infraction des droits des François. On termine

la brochure par une lettre de M. de Sorhouet à un ancien conseiller du grand conseil , où , d'après les lumières qu'il a reçues sur la marche de l'administration de M. de Maupeou , il l'exhorte à bénir avec lui *cet excellent citoyen , ce chancelier si vertueux , si sage , si attentif au bien de la patrie , & à la conservation de ses droits , &c.* La dernière pièce est un court billet de M. de Maupeou : ce chef de la magistrature , fondé sur les principes qu'on lui a fait établir pour opérer la condamnation du parlement & sa destruction , promet de ne jamais sceller d'édit d'impôt , qu'il ne lui ait apparu préalablement du libre consentement de la nation légitimement assemblée. C'est ainsi que par une supposition fictive , on lui montre ce qu'il devoit faire , & on lui suggère les grands torts , les griefs essentiels du parlement , qui ne sont pas d'avoir assimilé sa puissance à celle du souverain , mais au contraire , d'avoir osé enchaîner avec lui la nation , en la laissant écraser sous cette multitude énorme d'édits ruineux , au point que par la facilité à tout enrégistrer , il se trouve que *Louis le Bien-aimé* a mis , lui seul , plus d'impôts sur ses peuples , que ses 65 prédécesseurs , pris collectivement : c'est une des assertions du livre qui , sans doute , a été vérifiée.

Quoique cette *correspondance* soit absolument imaginaire , M. le chancelier & son panégyriste y sont si bien dépeints , elle est soutenue d'anecdotes si sûres & si vraies , le ton même des interlocuteurs est si bien observé , qu'on doit regarder l'ouvrage en question comme le plus propre à désoler les personnages qu'on y traduit en ridicule , en les dévouant en même temps à l'exécution publique.

Ce *Sorhouet* est désigné sous le nom du grand racoleur dans la liste du parlement , comme un des principaux séducteurs de ses confreres du grand conseil.

Du 9 juillet 1771.

L'état du châtelet actuel constaté , il est composé aujourd'hui des officiers suivans.

Mrs. Jean-François du Four de Villeneuve ,
lieutenant civil.

De Sartines lieutenant général de police.

Augustin Testard du Lys , lieutenant criminel.

Moreau procureur du roi.

Conseillers.

Pillet Benoist , pere , (ne faisant plus sa charge depuis long - temps) *Fosseyeux* , *Dufresnay* , *Bachois* , *Gateau de la Chatiere* , *Suisant-des-Placelles* (enfermé depuis sept ans pour libertinage ,) *Benoît de Maisongelles* , le *Roi de Baraincourt* , *Perinet Dorval* , *Boucher le jeune* (souscrivant des procès verbaux) comme contraint , *Maussion* (aussi souscrivant des procès verbaux) comme contraint , *Magnyer* idem.

Du 9 juillet 1771.

Il passe pour constant que , d'après l'arrangement fait avec M. le chancelier , M. *Perrot* , avocat général de la chambre des comptes , s'est retrouvé qu'il a écrit une lettre au chef de la magistrature , où il annonçoit qu'il avoit appris les perquisitions faites de sa personne , qu'il lui donnoit avis de son retour , & étoit disposé à obéir aux ordres du roi : sur quoi ce

magistrat avoit été conduit au château de Vincennes, pour en sortir au bout de deux fois vingt-quatre heures. Quoi qu'il en soit, ce matin, M. le doyen des maîtres de semestre, a dit qu'il couroit un bruit de l'enlèvement de M. Perrot, avocat général; que cet événement sembloit mériter l'attention de la cour: sur quoi il a été arrêté que les semestres seroient convoqués pour demain matin, mercredi, aviser à ce qu'il y auroit à faire sur ce récit constaté. On ne doute pas que demain à cette assemblée, on n'apprenne, suivant la convention faite avec M. le chancelier, que M. Perrot est élargi. On le présume d'autant mieux, que cet orateur, par son attention à ne pas laisser percer son discours, semble convenir de son tort, sacrifier son amour propre à sa sûreté, & recevoir avec résignation le châtiment de la cour.

Du 10 juillet 1771.

Un nommé *Moreau*, appelé l'*avocat des finances*, connu pour auteur des différents écrits politiques, dont il a été chargé par le gouvernement, entr'autres l'*observateur Hollandois*, &c. est un des serviteurs les plus zélés de M. le chancelier, & on l'a soupçonné d'avoir écrit le préambule du fatal édit contre les parlements, & M. le comte de Lauraguais l'attaque directement dans deux endroits de son livre: dans l'avertissement, page 1. il dit « je n'ai pas eu besoin, comme les défenseurs » de la liberté du commerce des Indes, de » faire des édits de Louis XIV, de faire des » chartres; comme M. *Moreau*. . . » & dans le cours de l'ouvrage, page 48, il ajoute. . . « j'ai entrepris cet ouvrage pour venger la

„ raison humaine des fots propos de nos pu-
 „ blicistes , & nommément des arguments vic-
 „ torieux de l'infidele *Moreau*. „

M. *Bertin* , secrétaire d'état & ministre , a remis au sieur *Moreau* , aujourd'hui homme de cour & bibliothécaire de madame la dauphine , un exemplaire du livre de M. de Lauraguais , en le chargeant d'y répondre. On croit que cette réponse ne regarde que les assertions avancées contre lui *Moreau* , & que quant au grand objet de l'ouvrage de M. le comte de Lauraguais , on a déjà détruit d'avance tout ce qu'il pourroit dire , trouver & citer , en déclarant que *le roi ne tient sa couronne que de Dieu seul* , ainsi que S. M. l'a annoncé dans son fameux discours au parlement , du 3 mars 1766 & dans le préambule de son édit enrégistré au lit de justice le 7 décembre 1770 , & comme l'ont reconnu divers parlements & notamment la cour des aides dans ses dernières remontrances.

Du 22 juillet 1771.

On a omis une circonstance de la revue de la maison du roi faite le 1 juillet , trop remarquable pour n'en pas faire mention. M. le chancelier y a donné le rare spectacle de sa présence : on assure que c'est la première fois que le chef de la magistrature s'est vu en pareil lieu. Il étoit à la suite du carrosse de madame la comtesse *Dubarry* , & faisoit le rôle du plus agréable courtisan. Comme il ne fait rien sans dessein , on présume qu'en s'affichant ainsi au milieu d'un peuple immense , il a voulu montrer son intrépidité , & comment il bravoit à rage de ses ennemis : d'ailleurs , cet air

d'aïfance & d'oïfiveté , malgré fes nombreuses & importantes occupations , prouve combien il eft au-deffus de fa matiere , & que fon génie traite en fe jouant les objets les plus sérieux.

Du 10 juillet 1771.

Depuis quelques jours le bruit s'eft répandu que M. le comte de la *Marche* avoit été à l'Ifle-Adam , qu'il y avoit foupé , & que M. le prince de *Conti* fe rapprochoit de fon fils. Il paroît conftant aujourd'hui qu'effectivement peu de jours après la mort du comte de *Clermont* , & que dès que ce prince a eu du roi le gouvernement de *Berri* , il s'eft rendu chez fon pere , qu'il étoit chargé de négocier pour ramener les princes : mais comme cette vifite n'a pas eu de fuites , on présume qu'il n'a pas réuffi , & que les chofes reftent au même état.

Du 11 juillet 1771.

Les chofes fe font paffées à la chambre des comptes comme on l'avoit annoncé. Les fe-mestres affemblés , on y a rendu compte qu'en effet M. *Perrot* , l'avocat-général , avoit été mis au château de Vincennes , mais qu'il en étoit forti : fur quoi il a été arrêté qu'il n'y avoit lieu à délibérer. D'où l'on infere que cette cour eft abfolument rendue , & qu'on ne doit plus rien en attendre. Il faut rendre cependant juftice à quelques membres ; on fait qu'il y en a environ 23 mieux difpofés , mais dont toutes les bonnes intentions font arrêtées par le grand nombre.

Du 11 juillet 1771.

On a rendu compte de l'édit du roi portant *création de Conservateurs des hypothèques sur les immeubles réels & fictifs & abrogation des décrets volontaires*. Cela paroissoit être une suite du plan de l'administration de la justice gratuite , ou du moins d'une diminution considérable sans les frais nécessaires. Mais comme la cupidité se glisse par-tout , il est constant aujourd'hui qu'on fait de ce dernier projet une entreprise de finance , & qu'une compagnie s'est mise au lieu & place des conservateurs d'hypothèques ; que l'affaire est de cent sols , suivant le terme technique ; que chaque actionnaire doit fournir 80000 livres pour son sol : ce qui forme un objet de huit millions pour le roi , payables seulement à raison d'un million par mois. Le marché est passé par un bail de six ans , & chaque intéressé compte avoir neuf mille livres de rentes , c'est-à-dire , plus de onze pour cent de son argent : ce qui , malgré la justice gratuite , se prélevera sur les plaideurs , & ne laisse pas de faire un très-beau denier.

Du 11 juillet 1771.

Le sieur *Vernier* , ci-devant conseiller au grand conseil , aujourd'hui conseiller du nouveau tribunal , pour faire sa cour à M. le chancelier , se dispose à acheter une charge de conseiller au châtelet pour son fils.

Du 11 juillet 1771.

Les membres du nouveau tribunal qui sont chanoines de Notre-Dame , ont engagé M. le

chancelier à écrire en leur faveur une lettre très-longue au chapitre. On y demande qu'ils soient passés présents , attendu les services importants qu'ils rendent à l'état : il tire d'abord des inductions de quelques exemples , tels que celui des conseillers au parlement exilés , pour qui l'on a cette indulgence ; il fait voir que ceux en question sont dans un cas bien plus favorable : il ajoute d'ailleurs que la chose sera très-agréable au roi , &c. Le chapitre n'a encore rien statué à cet égard. Quoique la grâce soit tout-à-fait nouvelle , & qu'aucun conseiller au parlement n'en ait jamais joui dans l'espece pareille , le chapitre n'a osé refuser absolument ; mais il cherche à tirer en longueur , & a renvoyé la délibération à la St. Martin , attendant tout du bénéfice du temps ; ce qui n'a pas plu à M. le chancelier.

Du 11 juillet 1771.

On ne connoît rien au nouveau tribunal , dont les membres restent toujours dans l'incognito , on n'en trouve aucune liste avouée , & sans doute elle n'est pas complete , puisqu'on parle chaque jour de quelque candidat particulier : c'est à présent le sieur *Guinard* , pere de la demoiselle *Guinard* , la premiere danseuse de l'opéra , qui est sur les rangs. On prétend que cette anecdote occasionne des difficultés , mais on ajoute qu'il espere les surmonter par le crédit de sa fille.

Du 11 juillet 1771.

Les parents & amis de M. le Roy du Roullé , conseiller au parlement , exilé pres le Mans ,

ont demandé à M. le chancelier qu'il lui plût se rapprocher : sur quoi il a répondu que ce seroit trop grand domirage , que les dames du Mans ne pourroient s'en consoler.

Il est vrai que ce jeune magistrat est un agréable , qui s'est amusé dans son exil à donner des fêtes aux dames du canton & à jouer la comédie avec elles , ainsi qu'on le verra ci-après.

Du 12 juillet 1771.

Extrait d'une lettre du Mans , du 10 juillet 1771..... Notre bailliage tient toujours ferme pour ne pas reconnoître le conseil supérieur de Blois. Il n'y a qu'un *diffident* jusqu'à présent dans la compagnie , encore est-ce un intrus , reçu il y a six ans par des ordres supérieurs , & qui depuis a toujours mal vécu avec ses confreres. Dans cette affaire-ci il s'est totalement voué au chancelier , espérant jouer un rôle ; mais comme il n'a aucun crédit sur les autres magistrats , il n'est pas d'une grande ressource.

Notre lieutenant particulier , homme de tête , ferme , & qui a beaucoup d'ascendant dans le tribunal , a eu un *veniat* à la suite de la cour. On écrit de Paris que M. le chancelier l'a fort mal reçu , qu'il lui a reproché d'être un mauvais serviteur du roi , d'empêcher l'enregistrement de l'édit de création du conseil supérieur de Blois. Sur quoi ce magistrat s'est en vain défendu , disant qu'il n'avoit que sa voix , qu'il n'avoit point cabalé , & qu'il ne pouvoit diriger ses confreres. M. le chancelier n'a tenu compte de ses excuses , il lui a ajouté qu'il le rendroit responsable en son propre & privé nom de ces délais trop longs , & qu'il ne for-

tiroit pas de Paris que l'enrégistrement ordonné ne fût fait. Le lieutenant particulier ayant objecté les frais & la dépense que ce séjour lui occasionneroit , il lui a tourné le dos. Il paroît que M. le chancelier connoît le foible de cet officier très-intéressé , & qu'il espere le subjuguier par l'argent.

Il est très-vrai que M. du Roullé est fort bien venu des dames du Mans , & qu'elles ont été jouer la comédie avec lui. On n'a pas approuvé cette conduite d'un magistrat exilé , qui auroit dû s'occuper à travailler sur son métier , & ne pas traiter aussi légèrement la grande affaire qui l'intéresse de si près.

Du 12 juillet 1771.

Le discours de M. Perrot étoit particulièrement dirigé contre M. le comte de la Marche, à qui l'orateur reprochoit sa défection du parti des autres princes. Il témoignoit à son altesse son étonnement de la voir occuper une place qu'avoit toujours remplie jusques-là le premier prince du sang , & jouer un pareil rôle malgré la protestation connue des princes & des pairs. On a cru devoir absolument donner au porteur d'ordres du roi , la satisfaction de punir un magistrat qui avoit osé abuser de son ministère pour l'inculper aussi témérairement ; & c'est sur la sollicitation du même comte de la Marche que M. Perrot a été élargi. Au reste , il paroît très-repentant ; & quoiqu'il fût l'arrangement , il convient qu'il a eu grand'peur : il refuse absolument la communication de son discours , qui est comme non avenu , personne n'en ayant copie.

Du 13 juillet 1771.

C'est le dimanche au soir , 7 de ce mois , à minuit , que M. le *Laboureur* , faisant aujourd'hui fonction de commandant du guet , est arrivé chez M. *Perrot* pour lui notifier les ordres du roi. Ce magistrat prévenu de se munir de peu de hardes seulement , a fait mettre les chevaux à son carrosse & s'est rendu à Vincennes sous l'escorte de cet officier. Là le gouverneur l'a introduit dans la chambre où jadis a demeuré le prince de *Condé* , & le mercredi matin de bonne heure il a été élargi & s'est rendu à la chambre , comme les semestres étoient assemblés pour délibérer à son sujet. Il paroît constant que M. *Perrot* a écrit une lettre très-humble à M. le comte de la *Marche* pour faire des excuses à son altesse , & que celui-ci a fait l'impossible pour empêcher la détention de l'avocat-général , mais que le conseil a considéré deux griefs dans son discours , le premier contre un prince qu'il offensoit gravement par des apostrophes aussi vives qu'indécentes , le second , consistant dans une prévarication contre le ministère public dont il avoit abusé , pour s'opposer aux volontés du roi , lorsqu'il devoit en requérir l'exécution : réclamation dont il n'y a que très-peu d'exemples dans le parlement , & tout-à-fait neuve à la chambre des comptes.

Du 14 juillet 1771.

On fait que le roi paye les appointements des divers officiers de la maison de M. le duc d'*Orléans* , comme premier prince du sang ,

entr'autres de sa chancellerie & de son conseil. Dans la liste des membres de ce dernier , sont compris des avocats , & l'on présume bien que c'étoient les personnages les plus distingués du barreau. M. le chancelier a engagé le roi à retirer ses faveurs à cet égard : on a fait rayer de la liste ces différents avocats ; mais M. le duc d'Orléans ne les conserve pas moins , & les paye à ses frais.

Du 14 juillet 1771.

Quoique MM. du nouveau tribunal soient fort secrets sur leurs démarches , il transpire assez certainement dans le public que la réponse du roi n'a pas été favorable à leurs remontrances portées à S. M. mardi dernier , & qu'elle leur a dit que les circonstances ne lui permettoient pas de rien changer à ce qu'elle avoit fait. Sur quoi ils ont arrêté d'itératives remontrances qu'ils se proposoient de faire parvenir au roi avant le voyage de Compiègne , s'il étoit possible. On ne fait pas encore ce qui en est : on veut toujours que ces efforts pour le soulagement du public , soient concertés avec M. le chancelier , & que ce soit lui qui fasse faire leurs remontrances. On saura par le résultat ce qu'il faut penser de cette prétendue comédie.

Au surplus , on désespère que le soulagement attendu à l'égard des quinzième & dixième mis récemment sur les rentes de la ville , qui par une vexation nouvelle doivent avoir un effet rétroactif , à commencer du premier janvier de cette année , ait lieu. On le présume en ce que les payeurs des rentes déclarent que les fonds n'ont été faits que

de la maniere ordonnée , c'est-à-dire , sur le pied des 14 quinziesmes pour les rentes perpétuelles & des 9 dixiesmes pour les rentes viagères.

15 juillet.

M. le chancelier regarde aujourd'hui l'établissement de son nouveau tribunal assez consolidé pour être plus difficile dans les conditions qu'il exige des candidats & surtout pour ne plus faire la remise de son droit de marc d'or. Le scel de ces commissions coûte aujourd'hui mille écus. Quelques sujets venus de la province ont été dégoûtés , & n'ont voulu s'asservir à ces frais : d'autres se sont trouvés trop avancés pour reculer.

15 dudit mois de juillet.

Les partisans de M. de Voltaire annoncent son retour en cette capitale comme certain , ils prétendent que c'est M. le chancelier qui a engagé madame la comtesse Dubarri à obtenir du roi une faveur désirée depuis long-tems par ce Poëte : ils ajoutent que le chef de la magistrature n'a pu se refuser au zèle que l'illustre proscriit a montré pour la bonne cause , qu'il a jugé par les petits échantillons que l'on connoît de lui sur cette matiere de quelle utilité il lui pourroit être pour subjuguier les esprits ; & que de son côté , le philosophe de Ferney a promis de renoncer à écrire contre la religion & de s'attacher uniquement aux objets politiques , sur lesquels on veut qu'il s'exerce. Toute la littérature est dans l'attente d'un tel événement : ses amis s'en réjouissent , & ses ennemis en tremblent :

le Sr. Freron craint fort l'interruption de ses feuilles.

Du 16 juillet 1771.

La commission intermédiaire des états de Bretagne a fait des représentations au sujet de l'arrêt du conseil dont on a parlé, qui réunit au domaine les parties domaniales engagées à la Bretagne, où elle supplie le roi de vouloir bien en suspendre l'exécution jusqu'à la tenue des états pour les entendre à ce sujet. Dans les divers motifs de sa réclamation, elle insinue quel discrédit il en va résulter pour la province de Bretagne & l'impossibilité où elle sera désormais de secourir le roi par les emprunts qu'elle ne pourra plus faire. On prétend que M. le contrôleur général a répondu à cette partie du mémoire, que la réflexion devenoit nulle, puisque S. M. ne seroit plus désormais dans le cas d'avoir recours aux états, vu la sage administration qui alloit s'introduire dans ses finances.

Quoiqu'il en soit, comme ladite commission a bien jugé que l'on auroit plus d'égard à ses représentations, on ajoute qu'elle a pris le parti de présenter une requête au parlement pour être reçue opposante à l'exécution de cet arrêt du conseil qui, aux termes dont il est conçu, doit commencer à s'effectuer dès le 1^{er} juillet, tems auquel les fermiers généraux ont entré en jouissance. On assure que le parlement lui a donné acte de son opposition.

Du 16 juillet 1771.

Le nouveau tribunal a enregistré le samedi 13 de ce mois, toutes les chambres assemblées trois édits.

Le 1, donné à Versailles au mois de mai 1771, éteint & supprime les Chatellenies de *Douzy*, *Verignieux*, *Sury-le-bois*, *Champeon*, *Mardop* & *Cleppé* du comté de Forez, ainsi que tous offices qui y ont été créés, & réunit, savoir lesdites Chatellenies à celle établie dans la ville de *Feurs* audit comté de Forez, & lesdits offices aux semblables offices de ladite Chatellenie, & l'appel en matière civile des affaires y portées, sera porté au bailliage dudit comté, séant à Montbrison, & dans les matières criminelles au conseil supérieur nouvellement établi à Lyon.

Au moyen des réunions ci-dessus, la Chatellenie de *Feurs* sera à l'avenir composée d'un Chatelain, un lieutenant dudit Chatelain, deux conseillers, un procureur du roi, un greffier civil criminel, un commissaire aux saisies réelles & receveur des consignations, quatre huissiers, dont deux avec le titre d'audien-ciers, cinq procureurs & cinq notaires. Le Châtelain titulaire actuel, ainsi que le procureur du roi, deux huissiers & cinq notaires sont conservés.

Le nouveau tribunal, dans l'enregistrement de cette suppression, y insère très-judicieusement, à la charge qu'il sera pourvu à la sûreté des ministres des greffes, des juridictions supprimées.

Le second édit, donné à Versailles au mois de novembre 1770, éteint & supprime les bailliages ci-devant établis dans les villes de Dreux, de Crecy, & de Brie-comte-Robert, ensemble tous les offices qui y ont été créés : ordonne qu'à compter du jour de la publication & enregistrement du présent édit, tout exercice de justice cesse au nom du roi dans

Lesdits bailliages , & qu'elle y soit dorénavant administrée par les officiers qui y seront établis par le comte d'Eu , possesseur de ces domaines , en échange de la principauté de Dombes , &c. lesquels connoîtront , tant en première instance que par appel , de toutes les causes , instances & procès dont les officiers desdits bailliages étoient en droit & possession de connoître : sans l'appel en la cour du parlement de Paris , à la réserve toutefois des cas royaux , dont la connoissance appartiendra : savoir , en ce qui concerne le bailliage de Dreux , aux officiers du bailliage de Montfort Lamaury ; en ce qui concerne le bailliage de Crecy , à ceux du bailliage de Meaux ; & en ce qui concerne celui de Brie - comte - Robert , au châtelet de Paris.

Enfin le 3e. édit , donné à Versailles au mois de juillet 1771 , en vertu des démissions données par les officiers du bailliage & siege présidial de Blois , éteint & supprime tous les offices de lieutenans généraux , civil & criminel , lieutenans particuliers , assesseurs civil & criminel , conseillers , avocats & procureurs du roi : fait défenses à ceux actuellement pourvus desdits offices (& qui ont donné les démissions en question ,) d'en faire aucunes fonctions sous les peines de droit.

Il crée & institue à l'instant un lieutenant général civil , un lieutenant général criminel , un lieutenant particulier civil & criminel , dix conseillers , & un avocat procureur du roi , dont les offices seront modérément évalués par un état arrêté au conseil , dont la finance servira au remboursement des offices supprimés , &c.

Il résulte de ces suppressions & créations ,

que M. le chancelier ne jugeant pas encore les coups portés à la magistrature inférieure suffisans , pour intimider les officiers qui ne veulent point reconnoître la validité de sa besogne actuelle , a voulu redoubler de sévérité dans l'espérance d'un succès plus heureux.

Quant à l'édit concernant la suppression des bailliages de Crecy , de Dreux & de Briecomte-Robert , on juge que M. le chancelier , outre la vengeance qu'il y exerce contre les magistrats rebelles , flatte le comte d'Eu & l'engage , en se prêtant aux arrangemens qui l'intéressent , à faire acte de reconnaissance du nouveau tribunal.

On voit avec plaisir par l'édit concernant le bailliage de Blois , que cette juridiction a été unanime dans sa résistance & qu'aucun membre encore n'a voulu reconnoître le conseil supérieur de cette ville : ce qui leur fait infiniment d'honneur.

Ces derniers édits sont signés du Sr. *le Jay* , greffier en chef récemment installé.

Du 17 juillet 1771.

C'est mal à propos qu'on a dit que M. *Beze de Lys* avoit accepté la liquidation de son office de conseiller au parlement , c'est de M. *Beze de la Blclouze* , son cousin , qu'il faut l'entendre. Celui-ci a toujours été très-décrié dans le public , & l'on doit s'attendre à tout d'un aussi mauvais sujet. On parle aussi de M. *le Prêtre de Lezonnet* & de M. l'abbé *Boucher* , conseillers de grand'chambre , mais dont les têtes affoiblies sont susceptibles d'être aisément tournées.

Ce qu'il y a de plus fâcheux , c'est la con-

duite de M. d'*Aligre*, le premier président, qui a demandé la permission de revenir à Paris pour les couches de sa femme : qui y a pris un hôtel sur le Boulevard, avec l'inscription d'*hôtel d'Aligre*, que tous les passans peuvent lire ; qui se met en cavalier, se fait appeler le marquis d'*Aligre*, & paroît renoncer absolument à tout état de magistrature. Il passe pour certain qu'on l'a vu chez M. le chancelier & qu'il a eu une longue conférence avec lui. Le bruit même court qu'il va être fait duc à Brevet : on doute fort de cette nouvelle, une pareille faveur ne pouvant qu'être déshonorante pour le chef d'une compagnie actuellement dans la disgrâce, & gémissant dans l'exil.

Du 18 juillet 1771.

Le nouveau tribunal a envoyé les gens du roi dimanche dernier, à Versailles, pour savoir de S. M. avant son départ, le lieu, le jour & l'heure où il lui plairoit recevoir les répétitives remontrances qu'ils se disposent à lui présenter : le roi a indiqué pour Compiègne.

Du 19 dudit.

Il est toujours question de nouvelles infâmes de M. le procureur général actuel *Joli de Fleury*. On assure qu'un de ses créanciers ayant eu recours à M. *Berthier de Sauvigny*, le premier président du nouveau tribunal ; celui-ci a interpellé le premier à la buvette : à quoi l'autre a donné pour toute réponse que cela ne le regardoit plus, qu'on avoit promis de payer ses dettes, qu'il ne s'étoit déshonoré qu'à ce prix, qu'il ne falloit rien moins qu'un

motif aussi pressant pour qu'il ait voulu s'associer à un tas de *** , de *** , de *** , qui composent le nouveau tribunal. Ce propos tenu publiquement & devant des étrangers , a fort scandalisé les magistrats , & passe pour certain ; ce qui fait renouveler les bruits qu'on veut absolument se défaire de ce procureur général , dont la charge est malheureusement inamovible ; mais M. le chancelier a la tournure de la suppression & recreation , qui est extrêmement commode.

Du 19 Juillet 1771.

Les procureurs au parlement qui ont pris parti comme procureurs-avocats au nouveau tribunal , en vertu des délais à eux accordés pour faire leurs études , ne trouvant pas dans la faculté de droit de Paris les facilités nécessaires , ont préféré d'aller à Rheims : il en est parti une certaine quantité seulement , pour ne pas dégarnir le barreau , & les autres leur succéderont quand les premiers seront revenus.

Du 19 Juillet 1771.

Le fils du commissaire *Menon* a acheté une charge de conseiller au châtelet , il doit remplir la quinziesme place de ce tribunal encore très-délabré.

Du 21 Juillet 1771.

Extrait d'une lettre de *Bruyeres*, le 18 juillet 1771. . . . Rien de si charmant que M. le chancelier ! ce grand homme a profité de

quelques jours de repos que le roi lui laisse pour venir se délasser à sa terre de ses importantes occupations. Il a quitté tout le cérémonial de sa place , il est en petite veste blanche , en habit pareil ; il se fait un plaisir de montrer sa maison aux nouveaux venus. On diroit actuellement qu'il n'est occupé que des amusemens d'un propriétaire de terres. C'est d'ailleurs le convive le plus aimable , il est d'une gaité unique ; les saillies partent de sa bouche à chaque instant. Qui ne le connoît pas , le prendroit pour l'homme le plus libre & le plus désœuvré de France : il doit retourner demain auprès du roi & se rendre à Compiègne. . . .

De 22 Juillet 1771.

Il est très-vrai que M. *d'Aligre* , le premier président du parlement , est allé chez M. le chancelier lui faire visite , sur l'ordre vraisemblablement qu'il en a reçu ; mais il a refusé de se trouver tête à tête avec lui , il a exigé qu'il y eût un tiers , & M. *de Marville* a été choisi pour la médiation. La conversation a d'abord été générale , vague & gaie : le chef de la magistrature ayant ensuite voulu entrer en matière , M. *d'Aligre* s'est levé & a pris congé.

On fait en outre que M. le duc de la Vrillière a été chez ce premier président , on l'en a vu sortir , & l'on infère de là que ce ministre n'est pas du dernier bien avec M. le chancelier ; ce qui confirmeroit le bruit de la cabale opposée dont seroit nécessairement M. le duc d'Aiguillon. Peu de gens au surplus , sont au fait de ces vrais mysteres de cour

qui ne se développent que par les événements.

Du 22 juillet 1771.

Le fanatisme continue à s'étendre dans les chaires, & à profiter de la liberté qu'il a de se communiquer. Un certain abbé *Dubault*, curé d'Epiais, le dimanche de l'octave de la Fête-Dieu dernière, a fait aux Théatins un discours sur le respect que le chrétien doit à Dieu dans la sainte eucharistie, en l'assimilant à celui d'un sujet envers son roi; & par ce parallèle continu il a trouvé le moyen de faire une satire sanglante de l'ancien parlement, une apologie du nouveau, un éloge pompeux de M. le chancelier, & d'avancer les maximes les plus contraires à la liberté des François, en les réduisant à la qualité de simples esclaves, & en énonçant clairement que le roi étoit maître des biens, de la personne & de la vie de ses sujets. Heureusement que l'auditoire n'étoit composé que de gens du peuple, de laquais, de femmes de chambre, &c. Cependant quelques abbés s'étant trouvés par hasard là en ont été fort scandalisés, cela a fait bruit insensiblement, & est parvenu aux oreilles de M. de Sartines, qui a mandé le supérieur des Théatins; celui-ci n'avoit point été spectateur, mais sur les informations prises dans sa communauté, n'a pas dis convenu qu'il n'y eût quelque chose de trop zélé dans ce prédicateur de campagne. L'abbé Dubault instruit de l'orage qui se formoit, a pris le parti d'écrire à M. le chancelier, de lui envoyer son discours, en lui marquant qu'il voyoit avec douleur qu'on lui fit un crime d'être trop royaliste. M. le chancelier, flatté sans

doute de l'éloge non suspect d'un prêtre obscur , a donné les ordres nécessaires pour qu'il ne fût pas inquiété , & il continue à prêcher de la même manière. Heureusement cet orateur , digne du XVI. siècle , est plus propre à faire rire par son style burlesque , son ton de baladin , & ses convulsions d'energumene , qu'à exciter une fermentation dangereuse. C'est vraisemblablement ce qui fait que M. le chancelier ne l'a pas traité plus favorablement , & s'est contenté de se conserver un tel apologiste parmi le peuple , tandis que des bouches plus disertes le prônent dans le grand monde.

Du 22 juillet 1771.

Extrait d'une lettre de Poitiers , du 14 juillet 1771. . . . Notre conseil est celui qui a éprouvé le moins de difficultés. Trois bailliages seulement ont fait quelque résistance , surtout celui de la Rochelle ; mais notre procureur général a écrit si vertement à ces messieurs , il les a tellement intimidés que tout est tranquille aujourd'hui & soumis. . . .

Du 23 juillet 1771.

Le mauvais état des finances influant surtout , il en résulte que la plupart des corps à la solde du roi sont fort mal payés. Il faut comprendre dans ce nombre les compagnies d'ordonnance de la garde de Paris. Ces malheureux ne touchant rien , sont obligés de vivre à crédit , & de faire conséquemment beaucoup de dettes criardes ; ce qui occasionne saisies , arrêts , entre les mains du com-

mandant , du major , &c. & par suite une quantité de fraix. Comme il ne semble pas juste de rendre ces soldats victimes de l'indigence dans la laquelle le gouvernement les laisse , on a pris la tournure de faire rendre au roi une déclaration qui défend de saisir la solde & les pensions de retraites des officiers , cavaliers , soldats & pensionnaires des compagnies d'ordonnance de la garde de Paris , & des ports & remparts de ladite ville. Cette ordonnance , donnée à versailles le 30 juin 1771 , a été enrégistrée par le nouveau tribunal , les chambres assemblées , le 17 juillet suivant.

Du 23 juillet 1771.

Hier lundi on a lu aux chambres assemblées du nouveau tribunal les itératives remontrances arrêtées sur les objets qui avoient donné lieu aux premières , pour être portées demain au roi à Compiègne. Quoiqu'on soit assez généralement persuadé que celles-ci soient , ainsi que les autres , de la fabrique de M. le chancelier , qu'il paroisse même que cela ait occasionné des débats entre les commissaires , on désespère absolument de leur succès : on veut que le but du chef de la magistrature soit uniquement de faire voir au public , que ce tribunal n'a pas moins de droit que le parlement de faire des représentations , qu'il en use , mais qu'il sait s'arrêter au point où il le faut , & rentrer dans la soumission aveugle due aux ordres du souverain , quand il persiste dans sa volonté. Telle est la leçon salutaire qu'on veut en tirer pour les autres cours de magistrature , mais

elles partent de principes trop différents pour qu'elle fasse une grande impression sur elles.

Du 23 juillet 1771.

Les procureurs au parlement , destinés à faire leurs fonctions , ensemble celles d'avocats au nouveau tribunal , devoient se rendre à Rheims en trois charretées successivement pour y faire leur droit , & se mettre en état de plaider ensuite : par ce moyen le barreau moderne auroit été formé incessamment , mais M. le chancelier n'a pas trouvé cette façon d'aller en troupe honorable , ni pour eux , ni pour la faculté de droit de Rheims , ni pour la cour auguste auprès de laquelle ils doivent servir. Il leur a ordonné de conduire leurs démarches avec moins d'éclat. On a été surpris de voir ainsi ces procureurs se transplanter , tandis qu'il y a dans cette capitale une faculté de droit très-recommandable , mais comme elle est plus sévère que l'autre , ils ont craint d'y éprouver des difficultés. Trois cependant ont déjà été refusés à Rheims , parce qu'ils sont convenus franchement qu'ils ne savoient pas un mot de latin.

Du 24 dudit.

Extrait d'une lettre de Brevannes , du 20 juillet 1771..... Il y a beaucoup de membres du parlement exilés ici qui se sont réunis , ont fait construire un Waxhall , & donnent des fêtes aux dames du canton ; cela attire tous les environs. Ces jours derniers madame de la Popliniere , dame très-connue par ses graces & ses aventures , s'y est rendue avec M. de

Niaslai , le président à mortier du nouveau tribunal : celui-ci a été tellement confondu de la réception qu'on lui a faite , de la façon générale dont les yeux se sont tournés sur lui avec un étonnement mêlé d'indignation , qu'il est allé dans le bois cacher sa honte : quelque temps après il est revenu , mais n'ayant pas été mieux accueilli , ayant même essuyé quelques brocards de la part des femmes , il est parti absolument & n'est pas revenu.

Du 24 juillet 1771.

Tous les princes sont dispersés chez eux : M. le duc d'Orléans & M. le duc de Chartres sont à Villers-Cotteret , M. le prince de Condé & M. le duc de Bourbon sont à Chantilly , M. le prince de Conty est à l'Isle-Adam.

Du 26 juillet 1771.

Le Sr. *Sorhouet de Bougy* est fort désolé de se voir démasqué dans la *correspondance secrete* , &c. Quoiqu'on ait saisi , il y a eu peu de temps , en route 2000 exemplaires de cet ouvrage & qu'il soit devenu extrêmement cher , la curiosité du public s'évertue tellement que l'on se le prête avec le plus grand intérêt. La circulation continuelle de la petite quantité d'exemplaires répandus dans la capitale , supplée à l'abondance ; & il est peu de gens qui ne l'aient lu : on en attend la suite avec empressement.

Du

Du 26 juillet 1771.

L'affaire de finances dont on a parlé concernant les droits sur la nouvelle forme des décrets, éprouve du retard par la difficulté de faire les fonds de la part de ceux qui ont eu le crédit d'obtenir un intérêt, mais qui n'ont pas celui de trouver de l'argent. D'ailleurs comme cette régie doit embrasser tout le royaume, il faut attendre que les parlements de province l'aient adoptée; ce qui n'est gueres vraisemblable, & par la nature de cette nouvelle jurisprudence, & par les circonstances qui accompagnent son établissement.

Du 27 juillet 1771.

La réponse du roi aux itératives remontrances du nouveau tribunal, portées à S. M. à Compiègne, le mardi 23, porte en substance que son parlement devoit savoir que le mauvais état de ses finances l'obligeoit d'avoir recours à des moyens fâcheux, mais nécessaires; qu'à l'égard de l'arrêt du conseil elle ne l'avoit pas fait enregistrer, parce que l'impôt du quinzième sur les rentes perpétuelles, & du dixième sur les rentes viagères, n'étoit que momentané: (on dit ce moment de six ans seulement:) qu'au surplus sa sagesse s'occupoit sans cesse de tous les expédiens convenables pour le soulagement de ses peuples; & qu'elle vouloit apprendre à son parlement qu'elle avoit adopté ses modifications concernant l'édit sur la noblesse, dont il résulteroit une diminution de taxe en général, la suppression de la clause de la solidarité entre les enfans provenans d'une même tige, enfin

l'exemption absolue pour tous ceux qui prouveront que la noblesse leur a été accordée pour services véritables de leurs ancêtres , & cette preuve devra se faire devant les ministres respectivement au département de chacun.

Du 27 juillet 1771.

Extrait d'une lettre de Senlis , du 20 juillet 1771..... Notre bailliage avoit fait , à l'instar de beaucoup d'autres , un arrêté par lequel il se lioit les mains & déclaroit ne pouvoir enrégistrer l'édit de création du nouveau tribunal promulgré au lit de justice du 13 avril 1771. Cet arrêté avoit été unanime. M. le chancelier a mandé avant le voyage de Compiègne M. *Pietre*, Lieutenant général , chef de la juridiction : il lui a dit qu'il n'ignoroit pas le crédit qu'il avoit dans sa compagnie & son influence sur ce refus. Cet officier ayant allégué qu'il n'avoit que sa voix , le chef de la magistrature n'a point voulu admettre ses excuses ; il lui a ordonné sévèrement de retourner à son siége , de remettre la matiere en délibération , de procéder à l'enregistrement sous un délai prescrit , en le menaçant de la façon la plus impérieuse & la plus dure. Le magistrat ayant demandé les ordres de M. le chancelier par écrit , celui-ci s'est mis en colere , a prétendu n'avoir rien de plus à prescrire , & que le roi sauroit bien se faire obéir : sur quoi il a tourné le dos au lieutenant général.

Cependant le Sr. *Berthier* , maître des requêtes , fils du sieur *Sauvigny* , le premier président du nouveau tribunal , & adjoint à son pere pour l'intendance de Paris , s'étoit transporté à Senlis dans cet intervalle , & con-

jointement avec le receveur des tailles , avoit fait des menées auprès des officiers du bailliage , pendant l'absence du lieutenant général , & soit par menace , par séduction , ou par ruse , les avoit détachés de leur chef , en sorte que celui-ci ayant , suivant les ordres qu'il en avoit reçus , remis la matiere en délibération , l'enrégistrement a passé. Une semblable défection , à laquelle il ne s'attendoit pas , l'a tellement étourdi , qu'au lieu de rompre l'assemblée , comme il en avoit le droit , il a laissé consommer cet acte , d'autant plus absurde , qu'on y a inféré la clause *sans se départir du présent arrêté* , &c. Revenu chez lui , M. Pietre a senti qu'il avoit manqué de présence d'esprit ; il n'a vu d'autre ressource pour échapper à l'opprobre général de son siege , que d'envoyer sa démission , en déclarant que si le roi estimoit sa présence nécessaire jusqu'à ce qu'il fût remplacé , il étoit prêt à continuer ses fonctions : sur quoi M. le chancelier lui a répondu que S. M. acceptoit sa démission purement & simplement.

Du reste , M. le prince de Condé & M. le prince de Conty , auxquels ce magistrat a rendu compte de ce qui s'étoit passé à son siege , & de sa conversation avec le chancelier , ainsi que de tout ce qui a suivi , lui ont fait des compliments , & l'ont félicité sur sa généreuse fermeté.

Du 28 juillet 1771.

Le nouveau tribunal , parvenu au terme où son ministère doit finir , ainsi que lui a prescrit M. le chancelier dans son discours d'installation , a enregistré l'édit concernant la no-

blesse. Cet édit a été réformé dans les points dont on a parlé, & l'on n'a pas voulu qu'ils fussent insérés dans l'enregistrement en forme de modifications : les modifications étant une sorte d'usurpation des parlements, dont on veut abolir l'usage. Quant à l'arrêt du conseil, il n'a été rien statué de plus, & quoique les formes dussent être observées en tous temps, & pour toutes especes de termes, on laisse avoir cours à celui-ci.

Du 29 juillet 1771.

Le parquet du nouveau tribunal est complet, il est composé des membres suivants.

PROCUREUR GENERAL.

M. Joli de Fleury.

AVOCATS GENERAUX.

M. de Vergès, ci-devant président à la cour des aides.

M. Martin de Vaucreffon, ci-devant conseiller au grand conseil ; il n'avoit pas voulu du nouveau tribunal.

SUBSTITUTS.

Réduits au nombre de 8, suivant l'edit.

Mr. Pierron, doyen des substituts du parlement ancien, homme sans mœurs & sans conduite.

Davignon, de l'ancien parlement, imbécille & fripon, filoutant les marchands dans leurs boutiques.

Mouffier, ci-devant substitut du grand conseil, le seul qui ait passé au nouveau tribunal.

Martin , ci-devant avocat , refusé pour conseiller du nouveau tribunal , s'est trouvé heureux d'être substitué.

De Salles , parent de l'abbé de Salles , conseiller clerc du nouveau tribunal.

Pourteiron , neveu de l'abbé Pourteiron , conseiller clerc. *Idem.*

Bacon , ci-devant avocat sans profession , homme de lettres , auteur d'un éloge de Henri IV.

Raux , ci-devant procureur au châtelet , venant de Versailles.

Du 29 juillet 1771.

Il y a dans l'enceinte du palais une petite juridiction , appelée *le bailliage du palais*. Jus-
qu'à présent M. le chancelier n'avoit pas paru désirer que l'enregistrement de l'édit de création du nouveau tribunal s'y fît. Cependant il étoit assez étrange qu'il eût sous ses yeux un bailliage qui le méconnoît , & n'eût encore fait aucun des actes de soumission qu'il lui devoit. On a cru sans doute que la supériorité en question ne souffriroit pas de difficulté ; on a enfin envoyé l'édit à ces subalternes pour l'enregistrer , mais ils ont apporté une résistance si grande qu'il est question de supprimer ce bailliage.

Du 30 juillet 1771.

Le vendredi dernier 25 , le nouveau tribunal a enregistré l'édit du roi sous le titre *portant confirmation des annoblis depuis 1715* , donné à Versailles au mois d'avril 1771 , c'est-à-dire , portant une taxe pour obtenir cette

confirmation. Elle est en général de *deux mille écus & les deux sous pour livre*, mais elle reçoit différentes modifications suivant les personnes & les circonstances, trop longues à détailler, & qui sont développées dans les II articles de cet édit.

Le dernier concerne les commissaires & contrôleurs provinciaux & ordinaires de guerre & autres qui jouissent actuellement, à cause des dites charges, de l'exemption du droit de franc-fief pour les biens nobles qu'ils possèdent, &c. Ce droit leur est aussi confirmé, mais moyennant diverses taxes proportionnelles.

Le même jour 25 juillet, & dans la même séance, le même tribunal a enrégistré des lettres patentes du roi concernant les amirautés, données à Versailles le 22 juin 1771, par lesquelles, tandis que M. le chancelier supprime de toutes parts les officiers de judicature comme trop nombreux, il avertit que plusieurs sièges de l'amirauté ne peuvent suffire par eux mêmes à faire la visite des bâtimens entrants & sortants dans les ports & havres de leur ressort, ainsi qu'ils y sont obligés par des lettres patentes enrégistrées récemment : en conséquence par lesdites lettres patentes nouvelles, ils sont autorisés à ne la faire qu'au nombre de deux officiers, au lieu de celui de trois, porté par icelles, & où lesdits officiers ne pourront vaquer en personne, il leur est permis de faire faire les visites dans les ports de leur résidence par les huissiers visiteurs, & dans les ports obliques de leurs départemens par telles personnes qu'ils aviseront à ces fonctions, &c.

Dans la même séance ces infatigables ma-

gistrats ont enregistré trois édits de suppression.

Le premier , donné à Versailles au mois de juin 1771 , porte règlement pour la sénéchaussée & siege présidial d'Angers. Il ordonne que ce siege ne soit plus à l'avenir composé que des offices d'un lieutenant général civil , d'un lieutenant criminel , d'un lieutenant général de police , d'un lieutenant particulier civil , d'un lieutenant particulier assesseur criminel , de douze conseillers , d'un procureur & d'un avocat du roi , d'un greffier civil , d'un greffier criminel , d'un commissaire aux saisies réelles , & d'un receveur des consignations. On conserve les officiers actuels en possession de ces offices , attendu qu'ils ont reconnu avec soumission le conseil supérieur de Poitiers , & le surplus est supprimé , &c.

Des deux autres édits donnés à Versailles au mois de juillet 1771 , l'un porte suivant la nouvelle tournure , suppression , remboursement , & création d'offices dans le bailliage & siege présidial de Troyes : c'est la suite de la généreuse résistance des officiers de ce siege dont on a vu le procès verbal. Ils sont tous supprimés , à l'exception des Srs. *Garnier de Montreuil* & *Truelle de Chambouzeau* , conseillers , & du Sr. *Heroult de la Cloture* , avocat du roi , attendu leur zele & affection pour le service du roi , & du lieutenant général *Cazin* , dont la charge n'éprouve aucune vicissitude , &c.

Le second porte suppression de l'élection , grenier à sel , traites foraines de Troyes , & création d'un siege d'élection à la même ville , lequel connoîtra de toutes les affaires à porter aux trois sieges supprimés. Il sera

composé d'un président , d'un lieutenant , de quatre conseillers , d'un grenetier & d'un contrôleur pour le grenier à sel , d'un procureur du roi , & d'un greffier , &c.

N. Dans tous les édits de suppression & de création , il y a toujours un article très-essentiel par lequel ceux qui voudront se faire pourvoir des offices nouvellement créés , obtiendront préalablement l'agrément du très-cher & féal chevalier chancelier de France.

Du 31 juillet 1771.

On a parlé des difficultés que certains procureurs , voulant se faire recevoir licenciés en la faculté de droit de Rheims avoient éprouvé , relativement à la bonne foi avec laquelle ils avoient avoué ne pas entendre le latin : cela a donné lieu à quelque rieur de les appeller *Palatins* (*Pas-latins*) , dénonciation qui est devenue commune à tout le nouveau barreau.

Du 31 dudit.

Le Sr. *Gateau de la Chatieire* , un des sept conseillers du châtelet qui sortirent de la séance le jour de la rédaction du fameux procès verbal du 7 mai , appartient à des parents très-zélés pour la bonne cause , & qui n'ont point vu sa défection sans la douleur la plus amère. Ses père & mère étoient d'autant plus émus de sa lâcheté , qu'il demouroit chez eux & avoit résisté à toutes leurs remontrances. Ce conseiller , ayant depuis lors obtenu la place de rapporteur de la police qu'avoit ci-devant M. *Pelletier* , un des

souscrivans des procès verbaux , laquelle vaut 2000 livres de pension , ils lui ont déclaré qu'ils ne le gardoient chez eux que par une commisération paternelle & un sentiment d'humanité général : qu'actuellement qu'ils étoient instruits qu'il avoit de quoi subsister , ils ne vouloient plus avoir sous leurs yeux un enfant rebelle à leurs ordres , un mauvais citoyen , un traître à sa patrie ; qu'il eût à prendre son parti & à se retirer. M. le lieutenant civil , par ses mauvais conseils , ayant retiré sur ce malheureux les malédictions de sa famille , a cru devoir le recueillir & lui donner un asyle.

Du 31 dudit.

Déjà de nouveaux édits burfaux succèdent à ceux enrégistrés , ils ont été envoyés aux gens du roi & remis pas ceux-ci au nouveau tribunal : on ne fait encore quel parti il prendra à cet égard , & s'il se hazardera à faire d'autres remontrances.

Du 1 août 1771.

Il paroît un nouvel ouvrage clandestin , & conséquemment tres-rare & tres-recherché , intitulé *Principes avoués & défendus par nos Peres*. Il mérite une discussion particulière , & doit être d'un grand poids dans la question présente , par la force , le nombre , & la longue suite d'autorités dont il est appuyé. On en parlera plus au long.

Du 1 dudit.

Les politiques sont divisés plus que jamais sur ce qu'il faut croire de la besogne actuelle de M. le chancelier, & sur le rétablissement de la constitution ébranlée jusques dans ses fondements. Les paris en pareilles matieres sont devenus à la mode, comme à Londres, & beaucoup de gens comptent encore sur le retour du parlement, dans son intégrité & avec toute l'étendue de son ressort. Indépendamment des princes dont la constance inébranlable est un grand préjugé en faveur de cette cause, ils tirent des inductions très-adroites des bruits soutenus à l'égard de M. le duc d'Aiguillon qui passe pour être le restaurateur de l'état : ils veulent que ce ministre ait la chose d'autant plus à cœur que son honneur s'y trouve lié ; & en acquerrait une faveur imperturbable. Au moyen de l'arrangement son procès seroit revu avec tout l'appareil possible, il seroit justifié à la face de toute l'Europe, & il regagneroit l'estime & la considération des princes & des pairs protestants. On va jusqu'à dire que la *correspondance secreta*, &c. est de lui, ou de son secrétaire, ou du Sr. *Linguet*, ou de gens de son parti. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'en supposant qu'il n'en eût aucune connoissance, il résulte de l'affectation avec laquelle ce ministre est ménagé dans le livre, de la justification même indirecte qui y est annoncée, que l'auteur a eu des espérances sur lui, & a voulu lui suggérer une confiance dans ses ennemis mêmes & dans ceux qu'on regarde comme les victimes de leur

fermeté contre lui : cette présomption est très-forte en ce que tout annonce que la brochure en question n'est pas d'un écrivain obscur & sans liaison , mais au contraire , d'un homme très-fausté , très-instruit , & qui connoît à merveille le persiflage de cour. Aussi ce pamphlet a-t-il eu la plus grande vogue. On annonce un autre fait , qui viendrait bien à l'appui de tout ceci , s'il étoit vrai ; c'est que M. le duc d'Aiguillon , depuis qu'il est au conseil , a affecté d'avoir la générosité de faire rendre à M. de la Chalotais les pensions qu'il avoit du roi.

Du 2 août 1771.

Par la déclaration du 26 février dernier , il étoit ordonné une révision concernant les titres de concession ou de confirmation du droit de *Committimus* au grand ou au petit sceau : les avocats aux conseils du roi ayant justifié que ce droit leur avoit été accordé long-temps avant l'ordonnance du mois d'août 1669 , S. M. a donné à Compiègne le 26 juillet des lettres-patentes qui les maintiennent dans le droit de *Committimus* au grand sceau : elles ont été enrégistrées au nouveau tribunal le 30 du mois dernier , grand'chambre & tournelle assemblées.

Le même jour & de la même manière , le nouveau tribunal a enrégistré d'autres lettres-patentes , données à Compiègne le 20 juillet , par lesquelles les justices de Montluçon , de Murat & de St. Amand , qui par les arrangements derniers devoient ressortir comme bailliages royaux au conseil supérieur de Clermont , sont renvoyées sous le ressort du bail-

liage de Moulins , sous lequel elles ont toujours été comme simples châtellenies royales.

Dn 3 août 1771.

Principes avoués & défendus par nos peres. Institutions que nous sommes dans l'heureuse impuissance de changer. Lit de justice de 1770 , & édit de février 1771.

Tel est le titre de la nouvelle brochure qui , comme on voit , n'est qu'un extrait de deux phrases mises dans la bouche du roi.

Ce recueil commence par les établissemens de St. Louis , confirmés en plein parlement par les barons du royaume , & finit par la réclamation des princes du sang & pairs de France , faite 500 ans après en plein parlement , énoncée dans l'arrêté du 16 janvier 1764 , contre la violence exercée sur les loix & sur leurs ministres.

On oppose ce recueil contenant une grande tradition , fouterue des ordonnances des rois St. Louis , Philippe III , Philippe le Bel , Charles V , Charles VI , Charles VII , Louis II , Charles VIII , Louis XII , François I , Henri II , Charles IX , Henri IV , Louis XIII , Louis XIV & Louis XV , des principes établis dans les cahiers de diverses assemblées d'états provinciaux & généraux , des citations & des sentimens des écrivains politiques , des discours des hommes les plus illustres dans le ministère public , &c. à cinq ou six exemples allégués par les défenseurs du despotisme , qui ne sont autre chose que des tentatives faites par les ministres de l'autorité , comme si on les avoit jamais niés , comme si elles n'étoient pas dans l'ordre de ces choses

qui doivent nécessairement arriver , comme si la force pouvoit jamais se créer des titres à elle-même , comme si les droits de la nation n'étoient pas imprescriptibles , comme si , enfin , ces tentatives n'avoient pas été repoussées par des protestations & par la plus vive résistance de la part des ministres des loix.

On y démontre sur-tout que la plupart de leurs citations sont fausses , & que toutes les armes qu'ils empruntent en faveur de l'autorité contre les droits de la nation , sont tirées des *Matinées du Roi de Prusse* , grand roi , que la France admire , mais dont le gouvernement très-militaire & l'avis personnel ne peuvent ni ne doivent influencer sur le nôtre.

Du 4 août 1771.

Une seconde brochure se répand en même temps que celle dont on vient de parler ; c'est le *Parlement justifié par l'Impératrice de Russie* , ou *Lettre à M*** &c.*

L'objet de l'ouvrage est de répondre aux différents écrits que M. le chancelier fait distribuer dans Paris. De ces écrits , qui étoient , lorsque l'auteur écrivoit , au nombre de cinquante , & qui sont aujourd'hui multipliés à celui de plus de cent , il n'est que quatre dignes d'être discutés ; savoir : les *Réflexions d'un Citoyen* , les *Considérations sur l'Edit* , les *Remontrances d'un Citoyen* , &c. les *Objervations sur la Protestation des Princes*. Il cherche à en démêler les sophismes , provenus faute d'avoir bien établi les principes & la nature du gouvernement monarchique : il croit ne pouvoir mieux fixer l'un & l'autre que par l'analyse de l'instruction donnée par Cathe-

rine II , impératrice de toutes les Russies , aux personnages chargés de dresser le projet de son nouveau code de loix. Il prétend que M. le chancelier , qui s'est apperçu combien les principes de cette instruction étoient contraires à ceux qu'il a tâché d'établir dans son discours au lit de justice & dans le préambule de l'édit de décembre 1770 , en a fait défendre l'entrée dans le royaume.

Quoi qu'il en soit , ce beau commencement de législation est heureusement connu par les extraits qu'en ont donné les papiers publics , & l'écrivain en question le prend pour base de son système : il en infere des conséquences , qui détruisent absolument toutes les objections des divers auteurs qu'il refute. L'article le plus neuf de l'ouvrage , est celui où il explique la proposition aussi absurde que révoltante , de laquelle les défenseurs du despotisme se prévalent pour autoriser leurs raisonnemens , savoir : *que le roi ne tient sa couronne que de Dieu.* Il démontre que les parlements , qui ont eu la foiblesse de l'admettre , n'ont jamais voulu ni pu lui donner le sens absolu dont l'expliquent ces adulateurs du trône , il comprend dans cette refutation , les inductions non moins pitoyables qu'on tire de la formule antique des édits : *Louis , par la grace de Dieu , Roi , &c.* Il prouve enfin qu'il n'est pas moins faux que le roi ne tienne sa couronne que de son épée , & il en conclut que , ne la tenant que du consentement de la nation , il doit nécessairement être soumis à la loi comme les sujets , & que pour le ramener , tout moyen est permis , excepté celui de la révolte & de la sédition.

Du 4 août 1771.

Extrait d'une lettre de Rennes du 30 juillet 1771..... Enfin notre parlement a rendu son arrêt contre les deux écrits , l'un intitulé , *Observations sur l'imprimé intitulé Réponse des états de Bretagne au mémoire du duc d'Aiguillon* : l'autre , *Procédures faites en Bretagne & devant la cour des pairs en 1770 , avec des observations*. On connoît le premier ouvrage , dont on a affecté de supprimer le titre par *Simon Nicolas Henri Linguet*. L'autre est un gros in-4. très-ennuyeux , & qu'on a voulu rendre plus piquant par des notes calomnieuses contre les témoins.

Cet arrêt , en date du 27 juillet , a souffert beaucoup de discussions. Vous verrez d'abord par le réquisitoire , ou plutôt le compte rendu des commissaires , combien on a eu loin d'écarter tout ce qui pouvoit choquer directement M. le duc d'Aiguillon , & qu'on n'a pas voulu même compromettre son défenseur , contre lequel il étoit difficile de ne pas sévir en le nommant. Ce réquisitoire , très-mal fait , s'établit uniquement sur la supposition absurde du parlement , que l'auteur en déclarant qu'il étoit autorisé par le gouvernement à faire imprimer la brochure en question , ne l'étoit pas , quoiqu'elle soit revêtue de toutes les formalités prescrites , & porte la plus grande authenticité. Du reste , nul développement , nulle réfutation , & jamais on n'a dit à plus juste titre que *brûler n'est pas répondre*. On voit sensiblement que messieurs ont été gênés : mais il valoit mieux laisser ces écrits dans l'oubli , que d'annoncer autant de ménagement & de faiblesse.

Du 4 août 1771.

Le sieur *Reneaulme* , petit intrigant attaché au conseil , a cru dans les troubles actuels n'avoir rien de mieux à faire que de se vouer à M. le chancelier , & se rendre le ministre de ses volontés. Ce maître des requêtes a beaucoup manœuvré dans le temps de la formation du nouveau tribunal , & y a enrôlé différents sujets : pour récompense on lui avoit donné la commission de premier président des enquêtes. Dès le commencement on lui a fait sentir que cette place n'étoit pas compatible avec celle de maître des requêtes , & qu'il ne pouvoit à la fois être membre du parlement & du conseil : il a étudié de se déterminer , & a eu recours au chef de la magistrature , sur la faveur duquel il comptoit ; mais celui-ci n'ayant plus besoin de lui , lui a fait entendre que sa compagnie avoit raison , & qu'il falloit opter. Le sieur *Reneaulme* , piqué d'être ainsi joué par un homme sur lequel il s'étoit repoté , dans un mouvement d'humeur lui a envoyé tout à la fois la démission de sa commission de président & de sa charge de maître des requêtes ; en sorte qu'il rentre dans le néant dont il étoit sorti : belle leçon pour ceux qui auroient la bassesse de se sacrifier à l'autorité !

C'est le sieur *Poilot de Marolles* , second président , qui monte à la première place.

Du 5 août 1771.

Extrait d'une lettre de Compiègne , le 1^{er} août 1771.... Rien de si triste que la cour , il n'y a que ceux qui y ont absolument affaire :

les logements y sont à un prix très-médiocre. Les princes qui ont bloqué quelque temps cette ville , emportoient beaucoup de monde. On se distribuoit à l'Isle-Adam , à Villers-Cotteret , à Chantilly. Aujourd'hui l'on est réuni chez le duc d'Orléans , qui a une cour très-brillante.

Du 5 août 1771.

Un troisieme ouvrage clandestin attire la curiosité des amateurs ; il a pour titre *le Gazetteur cuirassé*. C'est un pamphlet allégorique , satyrique & licencieux , comme l'annonce assez son titre : il paroît venir de Londres , & on l'attribue à M. le comte de *Lauragais*.

Du 6 août 1771.

C'est le Sr. *Basset de la Morelle* , le doyen des conseillers des enquêtes : qui a montré à la place de second président , vacante par la promotion du Sr. *Poilot de Marolles* à la premiere.

Du 6 août 1771.

La lettre d'un homme à un homme , &c. dont on a parlé , n'étoit qu'un morceau détaché d'un plus grand ouvrage & doit être placée comme la neuvieme dans la collection qui précède : au nombre de huit. L'importance des vérités qu'on y traite est telle qu'on s'intéresse encore à cet écrit qui les reproduit , mais d'une façon plus aisée , plus agréable & plus à la portée de toutes sortes de lecteurs. L'auteur a le style leste d'un homme du monde , qui possède sa matiere , & fait l'embellir de toutes les graces de l'enjouement. C'est le *Fontenelle* de la poli-

rique. Il paroît avoir le mieux démêlé l'origine des parlemens , qu'il trouve n'être autre chose que *la cour de France* , qui n'a jamais été créée , mais formée par un extrait des anciennes assemblées nationales , aussi anciennes que la monarchie , & qui a succédé à ces assemblées , quand elles n'ont plus eu lieu ; renée avec éclat quand le 13^e siècle eut dissipé les tenebres de la barbarie. Il ôte à cette discussion toute la sécheresse , & y répand une grande gaieté , mais noble & décente , bien opposée aux mauvais quolibets , aux plattes turlupinades du plus grand nombre des écrits composés par ordre & débités sous les auspices du chancelier.

Du 6 août 1771.

Le premier de ce mois le nouveau tribunal les chambres assemblées , a enregistré :

1. Des lettres patentes données à Versailles le 7 juillet dernier, sur un arrêt du conseil dudit jour , par lequel sa majesté ordonne qu'il soit sursis à la vente des offices de jurés priseurs de biens meubles , créés par édit du mois de février 1771 ; & veut en conséquence que les notaires , greffiers , huissiers , ou sergens royaux , suppléent à ces officiers , aux émolumens des vacations réglées , &c. & perçoivent les droits de quatre deniers pour livre du montant des ventes au profit du roi , pour en compter à celui qui sera proposé au recouvrement d'iceux.

2. Des lettres patentes données à Compiègne le 24 dudit mois , par lesquelles en vertu des sentimens d'honneur & de désintéressement dont les avocats au conseil n'ont cessé de

donner des preuves aussi bien que de leurs talens , S. M. sur leurs représentations & supplications , ordonne que la plaidoierie & l'instruction des causes , instances & procès portés au tribunal des requêtes de l'hôtel au souverain , appartiennent auxdits représentans , & renvoie ceux dépendans de la juridiction ordinaire desdites requêtes de l'hôtel aux procureurs-avocats titulaires créés par édit du mois de mai dernier , ainsi que les affaires dont la connoissance avoit été ci-devant attribuée au grand conseil , & depuis renvoyées au parlement de Paris , &c. Maintient cependant lesdits avocats au conseil en vertu de la déclaration du 22 février dernier , dans la liberté de plaider toutes les causes dont ils seront chargés , tant en la cour de parlement , qu'au tribunal des requêtes de l'hôtel , soit au souverain , soit à l'ordinaire , & dans tous les autres tribunaux , &c.

3. Des lettres patentes, données à Compiègne le 25 juillet , & intervenus sur une scission d'avis , sur la maniere d'exécuter les édits de renvoi au parlement de Paris & aux requêtes de l'hôtel , de toutes les causes , instances & procès qui étoient pendans en la cour des aides , au grand conseil , aux eaux & forêts , & au siege de l'amirauté. Par ces lettres patentes , S. M. décide l'attribution desdites affaires pure & simple , sans besoin d'arrêt ni de sentence de rétention , validant , en tant que de besoin , tout ce qui auroit été fait , &c.

Du 6 août 1771.

Le bruit s'étoit répandu , il y a déjà dix ou douze jours , qu'on alloit commencer à enta-

mer les parlemens de province , & que M. le maréchal duc de *Randan* , gouverneur de Franch-Comté , étoit parti pour une expédition contre celui de Besançon. Il passe aujourd'hui pour constant que le Sr. *Bastard* , conseiller d'état , s'y est rendu samedi dernier , comme porteur des ordres du roi.

Du 7 août 1771.

Des édits Burfaux portés au parlement , plusieurs ont déjà passé , portant augmentation sur les entrées du vin , du charbon , du bois , sur l'amidon , &c. Le papier est un des articles les plus essentiels , on prétend que le but du gouvernement seroit de ramener les siècles d'ignorance & de barbarie. Il se trouve des hommes d'état qui font entendre la nécessité de proscrire cette fureur indiscrette de parler & d'écrire sur des matieres qui doivent être des mystères pour le vulgaire , des dogmes politiques dignes de sa créance la plus aveugle , & surtout des objets d'une soumission complete dans la pratique. Quoiqu'on sente l'impossibilité de nous replonger tout-à-coup dans l'épaisse nuit qu'on regrette , on prend des mesures insensibles capables de conduire à cette heureuse fin. On observe que depuis l'extinction des jésuites en France , la plus grande partie de colleges est très-mal pourvue ; qu'au moyen du sort très-médiocre qu'on fait aux professeurs , tous les hommes de lettres , en état de faire mieux , se refusent à ces places : que , d'un autre côté , l'établissement des écoles gratuites de dessin à Paris rend indirectement à retirer des études toute la classe des enfans du peuple , des artistes , des

bourgeois , qu'on envoyoit apprendre le latin , & qui concentrés désormais dans un seul art , produiront tout au plus quelques artistes , & deviendront quant aux autres , incapables de quelque contention d'esprit , par l'habitude qu'ils auront contractée dans leur jeunesse de ne rien faire & de se jouer même de leur travail. Les jetons honoraires accordés aux membres des académies par le roi & dont le contrôleur général a retranché partout la retribution depuis le mois de janvier , ajoutent quelque fondement à cette conjecture. On sent que ce retranchement , dont le résultat au bout de l'année est une misère pour le roi , a moins pour motif une économie réelle , que de marquer le peu de cas que l'on fait des sciences & des lettres. Enfin l'impôt considérable dont on greve aujourd'hui le papier , instrument matériel de la communication des lumières , doit les resserrer nécessairement par la difficulté plus dispendieuse de les répandre.

Du 8 août 1771.

On a parlé des *observations sur les officiers du châtelet restés en place depuis l'édit de suppression de ce tribunal* , enregistré au parlement sans pairs le 8 mai 1771. Elles contiennent des anecdotes relatives à chacun d'eux. Voici ce qu'on y dit de M. Jean François Dufour de villeneuve , le lieutenant civil , qui ouvre la marche en cette qualité.

M. J. F. Dufour de Villeneuve étoit lieutenant général de la sénéchaussée de Clermont en Auvergne , sa patrie , & comme la médiocrité de sa fortune repondoit mal à l'im-

menfité de ses défirs , il y suppléoit par de l'intrigue & des talens. Un de ceux qu'il poffede le mieux eft l'art de cacher fa profonde ambition fous le voile d'une feinte modettie qu'il joue dans le degré de perfection le plus éminent. Ce fut en effet l'apparence de cette vertu qui féduifit M. le chancelier d'*Agueffeau* , par la protection duquel il obtint , en 1744 , une charge de maître des requêtes. En 1760 il remplaça M. *Joly de Fleuri de la Valette* à l'intendance de Bourgogne ; mais une querelle particuliere qu'il fe fit avec M. le prince de Condé , gouverneur de cette province , le força à quitter cette place après environ trois années d'exercice. Il s'étoit retiré en Auvergne , dans fa petite terre de *Villeneuve* près d'*Ifloire* , & réuni à fon gendre le Sr. de *Feligonde* , confeiller en la fénéchauffée de Clermont , décédé en 1767 , M. J. F. Dufour pratiquoit dans fon humble retraite , & malgré lui , dans la plus parfaite obfcurité , tous les actes d'une modettie complete , lorsqu'un nouveau champ , une carriere plus brillante fe font ouverts à fes défirs ambitieux.

M. d'*Argues de Fleuri* avoit fuccédé à fon pere dans la place de lieutenant civil , mais la délicateffe de fon tempérament & une fanté tout-à-fait délabrée lui rendoient impossible l'exercice de cette très-pénible & tres-laborieufe place. M. Dufour a intrigué foudrement & par le canal de M. *Bertin* , miniftre qui le confidéroit , il a obtenu non-feulement l'agrément de cette charge , mais encore des facilités de tout genre pour fon acquisition. On prétend que le prix de l'office excède de plus de 200.000 livres le capital de fa fortune. Le Sr. de *Mont Dragon* lui a prêté 200,000 li-

vres , & M. le duc de *Fleuri* est aussi venu , dit-on , à son secours.

Telle étoit sa position lors de la création du nouveau tribunal : à quoi il faut ajouter un fils unique , maître des requêtes , & une fille aussi unique , veuve restée chargée de cinq enfans. Depuis le moment critique sa compagnie a tenu des comités , à l'insçu de ce chef , qui lui en a fait des reproches. On s'est excusé sur la connoissance qu'on avoit de sa situation , sur ce qu'on ne vouloit pas le compromettre d'avance. Il a fait alors les protestations les plus grandes & les promesses les plus solennelles de ne point se détacher d'eux & d'en suivre le sort , tel qu'en fût l'événement. Il paroïsoit même encore bien disposé le jour de l'enrégistrement forcé. Mais M. *Bourgeois de Boynes* & M. de la *Michaudière* , ses amis intimes , l'ont tellement intimidé qu'il a perdu en un instant une réputation bien établie , & qu'il est devenu l'opprobre de sa compagnie , par l'hypocrisie qu'il a jointe à la lâcheté , en se retranchant sur sa conscience qui l'obligeoit de se conduire ainsi.

Du 9 août 1771.

Le nouveau tribunal , toutes les chambres assemblées , a enrégistré le 3 de ce mois des lettres-patentes du roi , données à Fontainebleau le 15 novembre 1770 ; par lesquelles les propriétaires des maisons , &c. situées dans les nouveaux emplacements & nouvelles rues de la bonne ville de Paris , sont obligés de payer le rachat des boues & lanternes. Cet impôt doit être fixé à raison du capital , sur le pied du denier vingt du quarante-sixième des locations , &c.

Du 9 Août 1771.

Extrait d'une lettre de Blois , du 2 août 1771..... Notre conseil supérieur est celui qui va le plus mal & est un des plus mal montés : il n'est pas encore complet. D'ailleurs il a le plus de peine à se faire reconnoître. Depuis la suppression du bailliage de cette ville , la désunion a cru encore ; elle est divisée en deux partis qui se heurtent continuellement... Cependant nous avons dans le canton un conseiller au parlement exilé (*M. Maussion de Condé*) qui donne un bel exemple de modération. Il étoit lié avant ce malheureux événement avec un membre du conseil supérieur & sa femme ; depuis la promotion de cet officier à son nouveau grade , il n'a pas déceffé de le voir , & de lui faire le même accueil.

Du 9 août 1771.

Les nouveaux droits établis par la déclaration du roi , donnée à Compiègne les 26 juillet & enregistrée au nouveau tribunal le 3 août , toutes les chambres assemblées , consistent 1^o. en un doublement du vingtième accordé à l'hôpital général de tous les droits anciens & nouveaux qui se levent tant dans la ville & faubourgs de Paris , qu'aux entrées & sur les ports & quais , &c. 2^o. De vingt sols par muid de vin & liqueurs entrant dans Paris en sus de ce qui est déjà perçu. 3^o. Six sols par voie de bois , toujours en sus , &c.

Ces droits auront lieu pendant trois années , en faveur de l'hôpital général & des enfants trouvés.

Du

Du 10 août 1771.

Les bruits répandus depuis quinze jours sur la destruction du parlement de Besançon ne se sont que trop réalisés. Voici ce qu'on écrit : extrait d'une lettre de Besançon ; du 5 août 1771.... Hier dimanche à dix heures du matin M. de Grosbois , le premier président du parlement , a reçu une lettre de cachet qui l'exile sur le champ à sa terre de Grosbois.

Le soir M. le maréchal de Lorges (duc de Randan) gouverneur de la province , est arrivé précédé d'environ 15 hommes de maréchaussée. Le sieur Bastard , conseiller d'état , le suivoit.

Le lundi matin à quatre heures tous MM. du parlement ont reçu des lettres de cachet qui leur ordonnoient de se rendre au palais à 8 heures.

La compagnie s'étant formée , le maréchal de Lorges a annoncé les ordres du roi , dont le Sr. Bastard étoit porteur : lecture faite de l'édit de suppression du parlement , quelques-uns de l'assemblée ayant demandé à délibérer , on leur a fourni de secondes lettres de cachet qui leur défendoient de délibérer avant l'enregistrement dudit édit.

L'enregistrement fait MM. ayant voulu rester & délibérer sur ce qui s'étoit passé , on leur a exhibé des troisiemes lettres de cachet portant les mêmes défenses & injonction de se rendre chacun chez eux & d'y rester sans voir personne.

Enfin rendus chez eux , 35 de Messieurs ont reçu de quatriemes lettres de cachet d'exil. La dernière distribution de ces lettres de cachet étoit faite à 4 heures après dîné.

Quant aux membres restans , on ne doute pas qu'ils ne soient disposés à faire le nouveau tribunal.

On regarde cet événement comme une vengeance de *M. Bourgeois de Boynes* , dont le parlement n'a pas voulu pour premier président dans le temps qu'il étoit intendant de cette province , parce qu'il avoit été procureur général de la chambre royale. Ce refus a été la cause de sa grandeur ; car pour le tirer de-là avec honneur , on lui donna l'expectative d'une place de conseiller d'état , qui étant bientôt venu à vaquer , l'introduisit au conseil & lui fournit les moyens de développer ses talens.

Quoiqu'il en soit , la suppression du parlement est d'autant plus fâcheuse en ce moment que les émissaires du gouvernement ont eu l'adresse de faire accroire au peuple que cette compagnie receloit dans son sein des monopoleurs , auteurs de la disette ; en sorte que MM. allant à leur exil ont reçu toutes sortes d'avanies , & que M. le maréchal a été obligé de leur donner des escortes pour les garantir de la fureur d'une populace effrénée.

Du II août 1771.

Voici le jour de crise pour la chambre des comptes qui approche. On sait qu'en 1638 Louis XIII mit son royaume sous la protection de la vierge. En accomplissement de ce vœu tous les ans , au 15 août , fête de l'*assomption* , les cours se rendent par députation à notre-dame sur l'invitation qu'elles en reçoivent : suivant une ancienne prétention la chambre des comptes conteste la préséance & la droite

au parlement , qui les conserve chaque année par une décision expresse du roi , mentionnée en la lettre de cachet , sans tirer à conséquence. La chambre des comptes , en se rendant cette fois-ci à l'invitation ordinaire , & en observant le cérémonial usité , feroit une reconnoissance formelle & authentique du nouveau tribunal comme parlement , à laquelle elle s'est déjà refusée aux grands Augustins , vis-à-vis du conseil , lors de la cérémonie de la réduction de Paris , ainsi qu'il en a été fait récit. Les zélés de la compagnie prétendent que leur honneur , leur conscience , leur serment , ne leur permettent pas de démentir leur conduite passée , & que de leur nouvelle démarche en obtempérant à la lettre de cachet , il résulteroit dans leur conduite une inconséquence méprisable ; mais les timides , les gens vendus à la cour , les politiques , font valoir l'enrégistrement fait par M. le comte de la Marche le jour du lit de justice , & prétendent être liés par cette reconnoissance , quoiqu'involontaire & quoiqu'elle précède & suive de protestations.

M. de Nicolai , le premier président , paroît absolument d'accord avec le ministère & a déclaré que si aucun président ne vouloit présider la députation il iroit lui-même à la cérémonie. L'évêché de Beziers qu'on vient de donner récemment à l'abbé de Nicolai , son fils , semble être la récompense de cette déclaration , & le pronostic infaillible de sa lâcheté.

Au reste , ces divers propos ne sont encore que le résultat de conversations particulières ou de comités tenus , soit à la chambre soit chez le premier président , & il est question de soumettre cette décision à une délibération en

regie , à laquelle assisteront les deux semestres. On dit que c'est demain , lundi , qu'ils doivent prendre une délibération à cet égard.

Le parti de l'opposition voit avec douleur dans ce moment-ci les Srs. *Fretot* & d'*Herouville* malades dangereusement : ce sont deux maîtres des comptes les plus zélés , & le sieur *Fretot* sur-tout est un orateur prépondérant.

Du 11 août 1771.

Le pere *Neuville* jésuite , fameux par ses sermons , a eu depuis quelque temps la permission de se retirer à St. Germain en Laye : retraite qu'il a toujours affectionnée à raison d'une quantité de dévotes qu'il y avoit sous sa direction , & chez lesquelles il présidoit. Cet illustre prédicateur vient d'obtenir mille écus de pension sur l'évêché de Beziers.

Du 11 août 1771.

M. *Dyonis du Séjour* , conseiller au parlement , n'est pas moins renommé pour ses connoissances en astronomie qu'en jurisprudence : il est membre de l'académie des sciences. Comme le lieu de son exil est très-rapproché de Paris , & qu'il est à St. Maur , à deux petites lieues d'ici , l'académie des sciences a fait une députation auprès de M. le chancelier , pour obtenir à ce confrere la permission de venir aux séances les jours d'assemblée & lui communiquer ses lumières. M. le chancelier , qui se reproche journellement d'avoir adouci l'exil de tant de conseillers avant de leur avoir fait faire leur liquidation & leur démission , a dit qu'il ne tenoit qu'à M. *du Séjour*

de revenir sur le champ, dans le sein de ses amis, en se soumettant à ce qu'exigeoit le roi. Mais ce digne magistrat n'a pas cru que son honneur & sa conscience lui permissent de donner un si funeste exemple.

En effet, il est éclairci aujourd'hui que trois membres du parlement seulement ont fait fait au desir du chancelier; savoir: les Srs. *le Prêtre de Lezonette*, l'abbé *Boucher*, & *Beze de la Be-louze*; & aucun d'eux ne peut faire exemple, puisque ces deux premiers n'ont plus de tête, & le troisieme est abîmé de dettes & reconnu pour l'opprobre de sa compagnie.

Du 12 Août 1771.

Madame *d'Aligre* est accouchée, il y a quelques jours, d'une fille. M. *d'Aligre*, sensible aux reproches qu'on lui faisoit d'affecter de déposer sa qualité de premier président, a voulu la conserver dans l'acte de baptême de l'enfant nouveau-né: mais le curé de St. Laurent, sa paroisse, n'a pas voulu le reconnoître en cette dénomination & a exigé que ce titre fût rayé.

Du 13 Août 1771.

Le 9 août le nouveau tribunal, grand'chambre & tournelle assemblées, a enrégistré une déclaration du roi, donnée à Compiègne le 22 août 1770; par laquelle les bénéfices à charge d'ame de l'ordre de St. Augustin ne pourront être possédés par des chanoines réguliers non-profès dans les ordres ou congrégation dont dépendent lesdits bénéfices. Lesdits chanoines réguliers seront tenus d'avoir préalablement le consentement par écrit de

leur supérieur général , & pourront en être revoqués de l'évêque diocésain. Le pécule desdits bénéficiers décédés appartiendra à l'ordre dont dépendent lesdits bénéfices , à la charge des réparations de presbyteres , &c.

Du 13 Août 1771.

Le même jour , 13 août , toutes les chambres assemblées , il a été enregistré :

1^o. Un Edit du roi , donné à Compiègne au mois d'août 1771 , qui supprime la cour des monnoies de Lyon ; ordonne que la juridiction , soit privative , soit cumulative , exercée ci-devant par ladite cour dans l'étendue des provinces , généralités & départemens de Lyon , Dauphiné , Provence , Auvergne , Toulouse , Montpellier , Montauban & Bayonne , soit réunie à celle de Paris ; en conséquence y appelle tous les procès , instances , causes y pendans , &c. & prescrit le cérémonial à observer pour le transport des papiers , ainsi que pour la liquidation des offices , &c.

2^o. Un autre Edit , donné aussi à Compiègne au mois d'août de cette année , qui crée pour conseillers d'honneur nés au conseil supérieur d'Arras , les Evêques d'Arras & de St. Omer ; & pour chevaliers d'honneur le sieur marquis de *Trasguies* , maréchal des camps & armées du roi , & le sieur marquis de *Cressy* , ancien député général & ordinaire du corps de la noblesse des Etats de la province d'Artois : en outre , pour donner au troisieme ordre composant lesdits Etats des marques de la confiance du roi , S. M. veut que l'office de président & l'office de

conseiller , vacants dans ledit conseil supérieur , soient conférés , pour cette fois , le premier au député général & ordinaire du corps du tiers Etat d'Artois actuellement en exercice ; & l'office de conseiller aussi au député du tiers Etat. Accorde en outre 1500 liv. de pension au doyen des conseillers , &c. maintient & confirme les privileges & franchises de la province , &c.

3^o Des lettres patentes , données à Versailles le 21 mai 1771 , concernant les visites des commis des fermes , des droits de marque & de contrôle sur les ouvrages d'or & d'argent ; par lesquelles ces commis seront tenus seulement de se faire assister du premier juge sur ce requis , même d'un juge de seigneur , & à leur défaut d'un notaire royal. Ces lettres patentes revêtissent un arrêt du conseil de 15 août 1769 , portant les mêmes dispositions.

4^o. Enfin d'autres lettres patentes , données à Versailles le 7 juillet 1771 , & dont est revêtu un arrêt du conseil audit jour , qui commet le sieur *J. B. Rousselle* , bourgeois de Paris , pour faire pendant l'espace de dix années , à commencer du premier juillet 1771 , les recettes de droits attribués aux offices des conservateurs des hypothèques & des greffiers expéditionnaires créés par l'Edit du mois de juin dernier dans chacun des bailliages & sénéchaussées , consistant 1^o. en deux deniers pour livre à payer pour l'enregistrement des décrets volontaires : 2^o. de trois sols réservés au roi sur les six sols pour cent livres du prix de chaque vente d'immeubles, réels ou fictifs , &c. 3^o. du sixieme pareillement réservé au roi sur le montant des droits fixés par le tarif annexé audit Edit pour la réception des opé-

rations , &c. 4^o. des quatre deniers pour livre du montant des ventes , seulement attribués aux offices des jurés priseurs &c.

Du 14 Août 1771.

Hier les semestres , assemblés à la chambre des comptes ; ont agité si l'on devoit ou pouvoit se refuser à aller à la procession de la Notre-Dame d'août : ou s'il l'on obtempéroit aux ordres du roi ? Dix-huit voix seulement ont été pour n'y point aller ; 48 , au contraire ont prévalu. Les partisans de la cour ont motivé leur avis sur ce que l'enregistrement de l'Edit de création du parlement étant fait , quoiqu'en lit de justice , & quoiqu'il précédât & suivit de protestations , la provision étoit acquise , c'est-à-dire que suivant les principes de la cour & son usage constant , elle obéissoit provisoirement aux volontés du roi , connues solennellement , quoiqu'illégalement. Ce sophisme a été fortement réfuté par le parti de l'opposition , qui a distingué deux sortes d'obéissance , une obéissance passive , & une obéissance active. On a démontré que dans le cas où il n'étoit question que du premier genre d'obéissance , comme celui des impôts , la cour ne s'y étoit jamais refusée ; mais que dans le second genre , où il s'agissoit de faire une acte contraire aux principes , aux arrêtés & à la conduite de la cour depuis le commencement de l'affaire , un acte qui tendroit à annuler par une suite de conséquences les loix mêmes fondamentales de l'Etat , son honneur , son serment , & ses actes précédens , mettoient la cour dans l'impossibilité de se démentir.

Au surplus , pour soulager davantage l'a-

mour propre de Mrs. de la chambre & les faire paroître moins inconséquens, M. le chancelier qui semble protéger singulièrement cette cour , leur a fait adresser , non une lettre de cachet ordinaire portant invitation , mais une lettre de jussion portant ordre d'aller à la cérémonie.

Du 14 Août 1771.

Extrait d'une lettre de Besançon , du 9 août 1771. Le 5 de ce mois on éveilla tous les officiers à 4 heures du matin , ils reçurent ordre de se tenir à leurs compagnies respectives , prêts à prendre les armes : on ordonna également aux dragons de se mettre en état de monter à cheval. On fit investir le palais par deux compagnies de grenadiers & beaucoup d'artillerie. M. le maréchal de *Lorges* arriva par la porte de derriere , à huit heures , avec M. *Bastard*. La séance dura trois heures. Ils se retirèrent avec MM. du parlement , qui reçurent des lettres de cachet pour sortir de Besançon avant le soleil couché ; ce qui fut exécuté à 4 heures , comme on a dit.

Le jeudi 8 , on a fait encore garder le palais , & M. le maréchal & M. Bastard sont venus former un nouveau parlement par commission , à l'instar de celui de Paris actuel. Voici la liste ci-après : ceux de l'ancien parlement restés sont marqués d'une étoile.

Nouveau parlement , formé le 8 Août.

P R E M I E R P R É S I D E N T .

* M. *Chiflet*.....Gages 12000 liv. logement 3000

D v

PRESIDENTS A MORTIER.

MM. * *de Camus* , doyen... 6000 liv. de gages,
pension 1500.

* <i>de Rozières</i>	} chacun 6000 livres.
* <i>Terrier</i>	
* <i>de Chaillot</i>	

PRÉSIDENTS A BONNET.

M. M. <i>d'Orval</i>	} chacun 4000 livres.
<i>Damon</i>	

CONSEILLERS LAICS.

M. M. <i>Perrinot</i>	4000 livres.
<i>Poupel.</i>	2400 livres.

Marquis de Peintre , *Crevilliers* , *Lavernay* ,
* *Courboulon* , *de Vercamp* , *Damey pere* ,
* *Guillemin* , *Roussel pere* , *Damey fils* , * *Mar-*
quis de Tallenay , * *Vuilleret pere* , *Bouclans* ,
Riboux , *de Villefrancan* , *Careau* , *Dunod fils* ,
Foillemons , *Marin* , * *Vuilleret fils* , *Roussel*
fils , *Raillard* , * *Mirey* , *Doudey* , *Dros* ,
Arnoux , * *Longeville* .

CONSEILLERS CLERCS.

M. M. * *de Camus* , *Despiare* .

PROCUREUR GÉNÉRAL.

M. * *Daro* 3000 livres.

AVOCATS GÉNÉRAUX.

M. M. *Desbiez* , *Athalin* . . . 2000 livres.

SUBSTITUTS.

M. M. *Grangier* , *Marquet* .

On voit par cette liste qu'il reste de l'ancien parlement 5 présidens à mortier , 7 conseillers laïcs , un conseiller clerc , un procureur général : en tout 14 membres.

Du 14 août 1771.

Tous les bailliages résistants au nouveau tribunal , ont enrégistré , excepté celui du palais. Quelques-uns ont fait mention de la force qui les y contraignoit , tel que celui de Chartres , pour sauver la contradiction de cette conduite avec son fameux arrêté qu'on a lu.

Du 15 août 1771.

Le nouveau tribunal a fait hier son second acte de ressort sur le châtelet ; il a été encore plus complet qu'à la séance de la Pentecôte : 1^o. les consuls qui jusqu'à présent avoient élu-dé de se trouver à cette cérémonie , s'y sont rendus à leur place ordinaire , c'est-à-dire , qu'ils se sont trouvés sur le pont-au-change dans une boutique , au passage de la députation , d'où ils ont présenté leurs hommages à la cour. Ces messieurs ont laissé tomber sur eux un regard bénin , par lequel ils ont paru les prendre sous la protection du tribunal : 2^o. lorsque la députation est arrivée au châtelet , le lieutenant civil siégeoit encore avec les conseillers de colonne au parc civil ; ils étoient même aux opinions : à l'instant tout service a cessé , les conseillers sont sortis , & le lieutenant civil est descendu de son siége & s'est rangé au banc des gens du roi : 3^o. il a été plaidé deux causes par des procureurs avocats du nouveau bureau , qui ont ainsi pris possession de la juris-

diCTION ; c'est le sieur *Gillet Defaulnoy* , le Démonsthenes de cet ordre , qui a porté la parole : 4°. le lieutenant-général de police étant venu , la séance commencée , au lieu de traverser le parquet , pour marque de respect envers les juges supérieurs , s'est glissé à sa place par un bout de côté. La puissance directe du nouveau tribunal ainsi bien établie , la séance s'est passée en pur cérémonial , & n'a duré gueres qu'un quart d'heure.

Du 15 août 1771.

Le sieur *d'Herouville* , maître des comptes , est mort hier : c'étoit un des membres de l'opposition les plus zélés. Sa perte a fait en cette occasion une grande sensation dans la chambre. On ne doute pas que le résultat de la séance du mardi n'ait beaucoup contribué à augmenter son mal : il a eu la douleur en expirant de dire , bien différemment de *Mithridate* : *Et mes derniers regards ont vu fuir les Romains.*

Du 16 août 1771.

La procession a eu lieu hier en la maniere ordinaire , mais jamais tant de curieux ne s'y étoient trouvés ; beaucoup de gens étoient revenus de la campagne pour la voir. Le gouvernement , pour prévenir tout désordre , avoit fait mettre sur pied une nombreuse garde. MM. de la chambre des comptes s'y sont trouvés au nombre ordinaire , c'est-à-dire , de 8 maîtres des comptes , 4 correcteurs , 8 auditeurs , précédés du dernier des présidents , le président *de Meslay*. Les gens du roi y étoient

aussi , suivant l'usage , &c. Ceux-ci n'ont point reçu les huées auxquelles ils s'attendoient , & la populace a été fort sage : ils avoient l'air très-humble. La députation du nouveau tribunal avoit , au contraire , l'air superbe qu'ont ordinairement les vainqueurs.

Du 17 août 1771.

Voici l'arrêté du bailliage de Chartres , fait en vertu d'autorité supérieure.

« Considérant qu'une plus longue résistance de la part d'un siege isolé seroit infructueuse pour le corps entier de la magistrature , & combien il est dur pour des magistrats qui ne se sont conduits que d'après les principes constitutifs de la monarchie , de revenir sur leurs pas , c'est avec la plus grande douleur , & d'après les ordres exprès de S. M. contenus dans la lettre de M. le chancelier à M. le procureur du roi , datée de Compiègne le 29 du mois dernier (*juillet*) , que nous ordonnons que les édits , &c. seront enrégistrés , &c. »

Du 17 août 1771.

MM. de la chambre des comptes n'ont point fait aux membres du nouveau tribunal l'accueil d'usage , en se réunissant à la procession ; les deux présidents seulement se sont salués , & les autres se sont boudés pendant la cérémonie. On ne voit pas que cette puérilité ait fait prendre au public une meilleure opinion de la conduite pusillanime de la compagnie : leurs protestations même faites avant & après étant d'étiquette , n'ont pas fait une grande sensation ; en vain y ont-ils inféré qu'ils persistoient dans leurs précédents arrêtés. En effet MM. de

la chambre prétendent , malgré cet acte authentique de reconnoissance , rester toujours unis à l'ancien parlement ; ils voudroient faire croire que c'est autant par zele pour ce corps , que par intérêt pour eux-mêmes , qu'ils n'ont pas fait le coup d'éclat qu'on auroit désiré ; qu'ils esperent trouver , tôt ou tard , l'accès du trône plus libre , & réclamer le maintien des formes, des loix, des principes constitutifs de la monarchie , le retour du parlement , ainsi que la destruction de tout ce qui a été fait illégalement.

Du 17 août 1771.

Le coup frappé sur le parlement de Douay le 13 de ce mois par le chevalier *du Muy* & le sieur de *Caumartin* , intendant de la province , a été si secrètement conduit , que le bruit de cet événement ne s'est répandu que le jeudi. On savoit cependant que dans la nuit du 9 au 13 de ce mois on étoit venu éveiller M. de *Caumartin* de la part du roi , & lui porter ordre de se rendre sur le champ à Compiègne.

La tournure que M. le chancelier a prise d'annoncer que l'intention du roi étoit d'établir un conseil supérieur pour les provinces de Flandres & de Haynault , & de réunir en attendant le ressort du parlement à celui du conseil supérieur d'Artois , prouve qu'il n'a pas trouvé dans cette compagnie les mêmes facilités que dans le parlement de Besançon , ou qu'il veut se ménager le temps de l'intrigue & de la séduction , les deux grands ressorts de sa politique.

Les parlemens de Douay & de Besançon étant les deux derniers dans l'ordre de la création , puisqu'ils ne remontent l'un & l'autre

qu'à 1674 ; on ne doute pas aujourd'hui qu'on ne procède incessamment à la destruction des autres. Celui de Metz , qui n'est que de 1633 , attend son tour.

Au surplus , ces nouveaux événemens justifient l'opinion de ceux qui ont dit que les parlemens ; dès l'instant de la destruction de celui de Paris , auroient dû frapper quelque coup vigoureux , & ne pas donner au chancelier le tems de se retourner.

Du 13 août 1771.

M. le duc de Praslin faisoit solliciter depuis long-tems par ses amis la permission de revenir à Paris ; il en avoit donné pour prétexte la mauvaise qualité de l'air qu'il respiroit. Le roi s'étoit jusqu'à présent refusé à ses instances , & avoit fait répondre que si c'étoit pour raison de santé, ce ministre avoit d'autres terres en Bourgogne & pourroit aller y respirer un air plus salubre. Enfin la lettre de cachet vient d'être levée , & le duc en question est de retour dans cette capitale ; ce qui donne quelque léger espoir au parti des *Choiseuls*.

Du 8 août 1771.

Le nouveau tribunal qui remplace le parlement , s'attribuant la haute police telle qu'il l'avoit , prétend étendre son inspection sur les hôpitaux. Les administrateurs de ces maisons étoient en partie tirés des cours souveraines & autres. Ces messieurs ne voulant ni ne pouvant dépendre de la nouvelle juridiction , ont donné leurs démissions en très-grande partie.

Du 18 août 1771.

Le Sr. *Gillet*, fameux avocat, a rouvert son cabinet & donne des consultations : cette nouvelle allarme ses confreres.

On a été surpris ces jours derniers de voir M. le comte de la *Marche* interposer sa médiation dans une affaire entre madame de *Mestrand* & le marquis de la *Grange*, son gendre, pour empêcher qu'elle ne soit portée au nouveau tribunal. Dans l'accommodement sont intervenus différens officiers qui ne le reconnoissent pas, & entr'autres le Sr. *Desjober*, procureur du prince, & l'un des procureurs non rentrés.

Du 19 août 1771.

Un pauvre diable ex-jésuite, nommé *Roger*, attaché à la gazette de France : malgré son dévouement à son ordre, déclamoit avec beaucoup de vivacité & de naïveté contre les opérations de M. le chancelier ; il en a été rendu compte au chef de la magistrature. Le Sr. *Roger* a été arrêté ; on a trouvé chez lui un manuscrit de sa composition sur cette matiere, qui est une espece d'épître ou de discours séditieux aux *Frans - Comtois*, ses compatriotes. Sa franchise ne lui a pas permis de rien dissimuler, il a tout avoué, il est à la Bastille.

Du 19 août 1771.

Les observations sur les présidens du châtelet actuel continuent ainsi :

M. *Augustin Testard du Lys*, lieutenant cri-

minel. Il est fils d'un sous-fermier & parent fort proche d'une jolie Mlle. *Testard*, ci-devant danseuse à l'opéra. Il a épousé une très-jolie petite femme, qui a de l'esprit pour deux. Après avoir été vingt ans conseillers au châtelet, il a été élevé à la place de lieutenant criminel. La médiocrité de son génie égale celle de sa fortune; la nullité de ses talents n'est compensé par rien : il n'eut jamais rien de grand que l'orgueil & la suffisance.

Pour mieux se concilier les suffrages du gouvernement, en parvenant au grade de lieutenant criminel, il a promis (& il tient bien parole) d'être dans tous les temps & dans toutes les circonstances, le plus humble, le plus bas & le plus rampant serviteur de tous ses supérieurs.

Des l'origine de la révolution présente, il déclara hautement qu'il reconnoîtroit pour parlement tout simulacre qu'on élèveroit à la place de l'vutre, & que si par une bisarrerie digne de *Caligula*, il plaisoit au roi de former cette cour de têtes à perruque, il les respecteroit comme le vrai parlement, comme la vraie cour des pairs.

Pour compléter son portrait, il faut ajouter qu'il joue aussi le dévot; ce qui déplaît fort à sa femme, très-coquette, dont les charmes sont fort connus & n'ont pas peu contribué, à ce qu'on assure, à avancer le mari dans le monde.

Du 20 août 1771.

Le nouveau tribunal a enregistré le 13 de ce mois :

1°. Des lettres-patentes portant ratification de la convention signée le 26 février de cette

année entre S. M. & la duchesse douairière de Saxe-Weymar , pour l'exemption du droit d'aubaine en faveur des sujets respectifs.

Lesdites lettres-patentes sont datées de Versailles le 19 mars 1771 : & la convention a été contractée entre le Sr. *du Buat* , comte de *Nancey* , ministre du roi auprès de la diète générale de l'empire , & le Sr. comte de *Buno* , conseiller intime actuel & ministre plénipotentiaire de la duchesse douairière de Saxe-Weymar & Eisenach , comme tutrice & administratrice du prince son fils.

2°. Une déclaration , datée de Compiègne le 31 juillet dernier , par laquelle le Sr. *de la Vemette* , ci-devant chevalier d'honneur au présidial de Mâcon , jouira dans le bailliage de la même séance qu'il avoit dans le présidial supprimé par l'édit du mois de juin dernier , sans néanmoins tirer à conséquence , &c. Le sieur *Aubertin* , ci-devant conseiller en l'élection de la même ville & aujourd'hui conseiller au bailliage , pourra exercer lesdites fonctions , sur ses anciennes provisions & sentence de réception , & conservera les mêmes rang & séance qu'il avoit en ladite élection ; ainsi que le sieur *Noly* , ci-devant président , le sieur *Trembly* , lieutenant , & les sieurs *Fecan* & *Cadot* , conseillers au même bailliage , & ci-devant officiers de cette élection.

3°. Une déclaration , donnée à Compiègne le 6 août , dont l'objet est de terminer les difficultés qu'on fait journellement aux procureurs avocats , dans quelques tribunaux & juridictions de l'enclos du palais , où l'on ne veut pas les admettre & les reconnoître , sous prétexte que par leur édit de création il n'est pas nommé dit qu'ils y exerceront. Il

est en conséquence ordonné par la susdite déclaration que l'édit du mois de mai dernier sera exécuté , que les cent avocats créés par ledit édit continueront d'exercer & exerceront à l'avenir aux parlement , requêtes de l'hôtel à l'ordinaire , cour des monnoies & autres juridictions de l'enclos du palais , toutes les fonctions à eux attribuées par l'article 6 dudit édit.

Du 21 août 1771.

Le 17 de ce mois le nouveau tribunal , les chambres assemblées , a enrégistré l'édit portant suppression du parlement de Douay. Le préambule porte que S. M. a reconnu que la vénalité des offices de judicature n'avoit point lieu dans les provinces conquises des Pays-Bas , lors de leur réunion à la monarchie françoise , & que cet avantage étant un des privilèges de ces peuples , dans lesquels ils avoient demandé à être maintenus , le feu roi avoit créé par édit du mois d'avril 1668 un conseil supérieur en la ville de Tournay , que le ressort de ce conseil fut augmenté de toutes les villes distraites du parlement de Metz par édit du mois d'août 1678 , que ce conseil obtint le titre & la dénomination de parlement de Tournay , par lettres patentes du mois de février 1686 , qu'il fut transféré en la ville de Cambray , par ordonnance du 20 août 1709 , & en celle de Douay par édit du mois de décembre 1713 , &c. & que par édit du mois de juin 1721 le conseil provincial de Valenciennes fut éteint & supprimé , &c. Que pour mieux rétablir dans ces pays l'exercice d'une justice prompte &

gratuite en faveur de ses sujets , qui se sont toujours distingués par la fidélité, & que le roi chérit particulièrement , S. M. vouloit remplir à leur égard les vues de bienfaisance & d'équité qui la dirigeoient dans ses nouvelles opérations.

Du 22 août 1771.

Les conseillers au châtelet restés avec les présidents sont passés ensuite en revue de la maniere suivante.

MM. *Pillet*. Il fut de tout tems homme très-médiocre , très-grand bavard & radoteur complet , & du reste sans ame , comme sans pudeur. Après avoir présidé à la séance du 7 mai & signé le procès verbal , il a eu la lâcheté de revenir contre un pareil acte. Il est digne beau-pere de *Nau de St. Marc* , son très-digne gendre , conseiller de la cour des aides , membre aujourd'hui du nouveau tribunal.

Benoît , pere , vieux & franc épicurien , gourmand , ivrogne , paresseux au suprême degré , débitant de jolis propos , sachant on ne sait combien de choses , fors son métier : au surplus ne faisant plus sa charge depuis bien des années.

Fosseyeux , juge éclairé , integre & scrupuleux , mais d'ailleurs très-fait pour le rôle de muet du ferrail & disposé dans tous les tems à recevoir le fouet aux quatre coins de Paris , plutôt que de risquer la perte d'un écu : en un mot ce qu'on appelle *un vrai fesse-mathieu*.

Dufresnay , petit corps , petite tête , sans esprit & sans lumieres , raisonnant pourtant , mais raisonnant toujours à gauche.

Bachois , a des connoissances & de l'esprit , mais systématique , politique , ergoteur , contredisant , & par cette raison nécessairement opposé à l'avis commun. On assure qu'il a la modestie de se croire destiné à devenir le médiateur des troubles actuels.

Gateau de la Chatiere , fils unique des plus honnêtes gens du monde , mais mauvais fils , mauvais juge , hypocrite , espionneur , rapporteur , donc menteur , aussi libertin que lui permet la petitesse de son physique & de ses moyens , en tout très - mince & très-mauvais sujet.

Puissant Desplacelles , fils d'un fermier général , reçu conseiller depuis 8 ans , & enfermé depuis sept pour inconduite & libertinage , sur la demande de son pere , & sorti tout fraîchement de prison , pour venir jouer un rôle dans sa nouvelle troupe.

Benoît de Maisorcelles , très-digne fils de son pere , désigné ci-dessus : mais il ne lui ressemble que par l'ame & par le cœur , sans avoir son esprit : paresseux , du reste , & sans aucune énergie.

Le Roi de Barincourt , ex-oratorien , très-gravement & très-flegmatiquement fanatique , esprit gauche , jugement faux , & déraisonneur toujours outré , quoique toujours très-froid.

Perrinet d'Orval , bon & franc Suisse , sans esprit comme sans malice , éduqué , instruit & décidé par Barincourt , son héros.

Boucher le jeune , petit polisson , sans esprit , sans jugement , sans talent ; fat , joueur , menteur & libertin : fils d'un avocat au conseil , secrétaire du roi , contrôleur des bons d'état , dont le pere étoit brocanteur , fripier , usurier , &c. avoit souscrit les procès verbaux ;

est revenu contre sa signature , pour obéir à son pere.

Maussion , fils du sieur *la Courtaugé* , receveur général des finances , qui l'a destiné tout au moins à une place de conseiller d'état. Il avoit souscrit les procès verbaux , mais c'est un enfant encore , que son papa a menacé du fouet & de l'exhérédation.

Magnyer , jeune étourdi , sans consistance , avoit souscrit les procès verbaux & s'est prétendu forcé par son pere , aussi plat notaire que mauvais citoyen.

Du 22 août 1771.

M. Gilbert de Voisins , le greffier en chef du parlement , ce jeune magistrat , qui s'est si généreusement associé au sort de sa compagnie , s'est trouvé fort incommodé de la poitrine dans le lieu de son exil. Depuis longtemps on sollicitoit inutilement son retour.

M. Pelletier de Beaupré , son oncle , a tout récemment fait d'autres démarches auprès de *M. le chancelier* & de *M. le duc de la Vrillière* , qui objectoient le courroux du roi & l'impossibilité d'en obtenir cette grâce. Alors *M. Pelletier* leur a déclaré que s'ils s'obstinoient à ne pas vouloir s'en mêler , il étoit disposé à implorer la compassion du roi même. Ce magistrat , assez bien en cour , a paru tellement décidé à cette démarche , que ces ministres , dans la crainte qu'il ne s'y portât ; ont levé & changé la lettre de cachet , ainsi qu'on le demandoit.

Du 23 août 1771.

Les observations sur l'édit du mois de février 1771, portant création de conseils supérieurs, sont une brochure dont l'auteur est sans doute un homme qui a la triture des affaires, qui connoît l'effroyable Dédale de la chicane & tous les abus du palais. On y trouve un détail très-curieux sur les formes de la procédure, sur les épices, & sur la manière dont MM. de Maupeou, pere & fils, ont grossi ces frais énormément, sur-tout le dernier qui se faisoit ainsi plus de 60000 livres de rentes. Il donne les moyens d'y remédier, ainsi que de restreindre la multiplicité des voyages des plaideurs à la capitale. Après avoir réfuté l'édit en gros, il le discute successivement dans ses diverses parties, & le pulvérise dans tous ses points.

A la suite de cet écrit est une lettre à une Dame sur le même sujet, où l'on démontre par une nouvelle façon de voir que l'établissement des conseils supérieurs est nuisible au roi, à l'état & à la nation: qu'il tend d'une part à déprimer le peuple en général, la noblesse en particulier, à dessécher les liens d'amour, de confiance, de fidélité, qui unissent le monarque & les sujets, pour ne laisser lieu qu'à l'autorité, en s'appant les loix & l'esprit de la constitution du gouvernement françois qui en sont la base; que l'institution du choix des officiers de ces nouveaux tribunaux, sujette en général à beaucoup plus d'abus, que la vénalité des offices, concourt au même but: Que d'un autre côté il n'a point de liaison avec ce que l'édit présente d'avantages réels;

qu'il fait même obstacle à leur plus grande utilité, qu'il est inutile pour le rapprochement des juges & des justiciables ; que sans ces conseils, l'administration de la justice peut être rendue plus entièrement gratuite, plus abrégée & plus prompte, & que l'abréviation des procédures qu'il promet, les moyens qu'il établit pour empêcher l'impunité dans les justices seigneuriales, sont absolument indépendants & étrangers à cet établissement.

Du 24 août 1771.

Depuis le jour de la procession il y a une grande division dans la chambre des comptes, & les membres opposants, extrêmement sensibles au déshonneur qui en réjaillit sur toute la compagnie, font journellement des reproches aux confrères qui ont voté pour obtempérer à la lettre de cachet, & plus encore à ceux qui se sont couverts de l'ignominie. Il est d'usage que le dernier reçu des gens du roi de semestre y aille pour le parquet ; c'étoit le tour de M. *Perrot*, avocat général, auteur du discours vigoureux dont on a parlé. M. de *Monthelon*, procureur général, homme fort doux, fort pacifique, lui avoit proposé de l'accompagner dans cette pénible corvée, pour soutenir son courage ; mais M. *Perrot* a eu tant de répugnance à se prêter au rôle qu'il devoit jouer, qu'il a préféré de se faire saigner du bras & du pied, & de feindre une maladie ; en sorte que le procureur général a rempli le ministère, & a représenté pour les gens du roi.

Du 25 août 1771.

On parle beaucoup d'un mémoire du sieur *Linguet*, dans lequel il maltraite fort M. *Foulon*, le nouvel intendant des finances. On est d'autant plus surpris de cette incartade, que ledit avocat est le conseil de M. le duc d'*Aiguillon*, & que son ouvrage n'a guere pu paroître que de l'aveu de ce ministre & surtout de M. le chancelier. Ce qui annoncroit que ces deux personnages abandonneroient le sieur *Foulon*, & détruiroit les bruits qu'on fait courir sur sa future élévation. C'est une énigme politique qui a encore besoin d'explication.

Du 25 août 1771.

Extrait d'une lettre de Compiègne, du 20 août 1771... Les bruits défavorables à M. l'abbé *Terrat* qu'on fait courir depuis plus de six mois, se fortifient & s'accréditent de plus en plus. On regarde sa disgrâce comme inévitable, & l'on ne varie guere que sur l'époque; ce qui donne lieu à des paris. Les plus modérés lui donnent encore jusqu'à la fin de l'année, d'autres ne veulent pas que le voyage expire avant la fin de son ministère. On met sur les rangs trois principaux personnages; M. *Foulon* est celui dont on a parlé le plus généralement jusqu'ici, mais le nouveau mémoire du sieur *Linguet* contre lui est un fort préjugé qu'il n'est plus agréable à la cabale prépondérante. Le sieur *Daniel de Pernay*, maître des requêtes, fort bien avec M. le chancelier, a des voix pour lui: c'est un homme de beaucoup d'esprit, qui travaille aisément, qui est dans les bons principes, c'est.

à-dire , dans ceux de M. *Maupeou* & de M. *de Boynes* ; mais il est d'une misérable santé. M. *de Sartines* est l'homme qui a le plus de parieurs , non qu'on croie qu'il désire ce poste ; mais on regarde cette tournure comme une façon honnête de l'ôter de sa place de lieutenant général de police , où l'on voudroit avoir quelqu'un de plus aveuglément voué au système actuel , & de lui casser le cou en semblant le récompenser par son élévation à un ministère , où le plus habile ne peut se maintenir. S'il refuse séchement , on pourra faire envisager au roi cette démarche sous un jour odieux , & le perdre d'une autre manière.

Du 26 août 1771.

Les satyres contre M. le chancelier continuent , & nous allons les recueillir , moins à raison de ce qu'elles peuvent valoir comme ouvrages littéraires , que comme pièces historiques. Voici d'abord une *charade* sur le mot de *Maupeou*.

« Ma tête annonce tous les maux imaginables & tous les malheurs les plus cruels. Il n'est point de fléau destructeur que je ne renferme en moi-même , point de crime dont je ne sois coupable , point de scélératesse & de trahison que je ne puisse exécuter. Mes pieds & mes jambes désignent un animal odieux , un insecte vermineux & rongeur , qui ne se trouve que dans les cachots & les prisons dont je suis digne , & où ma patrie , pour son bonheur & le mien , auroit dû me faire renfermer dès ma jeunesse. Tout mon corps n'est bon qu'à brûler.

*Dialogue de deux Poissardes , sur la mort
inopinée du Chancelier.*

Sur l'Air :

J'ai fait long-temps raisonner ma musette , &c.

S U Z O N.

Eh , ben ! Babet , te vla donc ben contente ,
Ton chancelier , on m'a dit qu'il est mort ?

B A B E T.

Il a ben fait ? car vois-tu , ma parente ,
Je l'ons tué dans mon premier transport.

S U Z O N.

On dit comm'ça qu'il s'est tué de rage ,
Et que ly même a fu s'empoisonner.

B A B E T.

J'n'ly croyons pas , ma foi , tant de courage ,
Comment ly même , mais vla de quoi s'étonner !

S U Z O N.

En avalant de sa propre salive ,
Ça l'a conduit aux enfers de droit fil.

B A B E T.

Je le crois ben , & pour qu'le cas arrive ,
Y'n pouvoit prendre un poison pus subtil.

Il court aussi une *Epitre* à *Freron* contre
Voltaire , au sujet de sa lettre sur les opérations
du chancelier ; nous allons la rapporter à
cause de sa brièveté :



Ne t'arme plus, Fréron, des traits de la satire,
 De l'infame Voltaire, oserois-tu médire,
 Après qu'en bas flatteur il brûle son encens
 Sur l'autel déserté du plus vil des *Séjans*.
 Ah ! perfide protégée ! est-ce ainsi, grand Voltaire,
 Que tu charges ton nom de l'horreur de la terre ?
 Ta couronne civique (1) a flétri tes lauriers :
 Plus de gloire pour toi ; vas, brûle tes cahiers ;
 Et si jamais je vois au temple académique
 Ton portrait, ta statue, ou quelqu'autre relique,
 Ne pouvant les briser, je veux cracher dessus. (2)
 Cesse de t'avilir, Fréron, ne le crains plus.
 Quand il louoit Choiseul & l'Etat & nos Peres,
 Le parjure empruntoit la langue des viperes.
 Tu n'es que trop vengé, méprise ce serpent,
 Dédaigne d'écraser un insecte rampant.

Cujus Vita despicitur, Opus ejus contemnitur.

Du 27 août 1771.

Extrait d'une lettre de Besançon du 20 août... L'enregistrement de l'édit de suppression du parlement de Besançon a été précédé de celui d'un arrêt du conseil du 22 juillet, revêtu de lettres patentes du même jour, portant cassation de l'arrêté du parlement du 16 juillet dernier. Il y est dit que le roi s'étant fait rendre compte de l'arrêté de son parlement de Besançon du 16 du présent mois, par lequel ladite cour a excédé ses pouvoirs en délibérant sur des objets qui lui sont étrangers, les divers

(1) Voltaire, dans sa lettre à *Marin*, dit qu'il faut décerner une couronne civique au chancelier.

(2) Hémistiche Voltairien, qu'il applique aux odes sacrées de M. de Pompadour.

édits qui en ont fait la matière , ne lui ayant pas été adressés ni reçu aucune exécution dans son ressort. S. M. a reconnu , malgré tout l'art répandu dans ledit arrêté , que l'intention de ceux qui l'ont fait prendre étoit d'exciter une fermentation dans les esprits , & de les prévenir contre des opérations dictées par la sagesse & par son amour pour ses peuples , &c. en conséquence casse & annulle ledit arrêté comme incompétemment rendu & tendant à ébranler l'obéissance & la fidélité qui sont dues à S. M. , ordonne que sur le présent arrêt toutes lettres patentes nécessaires seront expédiées , &c.

Par cet enregistrement préalable , fait de force & du très-exprès commandement du roi , porté par le sieur Maréchal duc de Lorges , assisté du sieur *Bastard* , conseiller d'Etat , on a voulu motiver en quelque sorte l'acte encore plus violent exécuté après , & inculper simplement les exilés en donnant à entendre dans cet arrêt qu'ils étoient les auteurs de cet arrêté non unanime.

Au surplus le grand nombre des membres du parlement en persistant dans ce même arrêté du 16 juillet , en a formé un nouveau le dimanche 4 de ce mois , dès qu'on fut l'exil de M. le premier président , & a fait des protestations contre tout ce qui pourroit être fait par voie d'autorité , couvrant d'avance d'une flétrissure indélébile les membres assez lâches pour remplacer leurs confrères ou leur succéder. Plusieurs formerent des adhésions particulières , & le tout a été remis au greffe le lundi avant que la séance fût ouverte.

Du 27 Août 1771.

Le mercredi 21 M. *Luneau de Boisjermain*, s'est présenté à la tourneille pour plaider sa fameuse cause contre les libraires dans l'affaire de l'encyclopédie. Quoiqu'il ne soit pas avocat, il avoit reçu permission du nouveau tribunal de perorér dans l'espérance que cette nouveauté attireroit des curieux ; ce qui a merveilleusement réussi. Le public s'est rendu en foule à l'audience. Le sieur *Perrin*, avocat aux conseils, un de ceux qui s'est attaché à cette cour, chargé de la défense des adversaires, a voulu s'opposer à cette innovation ; mais M. *de Chateaugiron*, président, lui a imposé silence, & le sieur *Cuneau* a commencé son plaidoyer avec beaucoup de succès. Il a débuté par des éloges adroitement distribués aux juges, (*Jesuitico more* : il a été jésuite) pour le bien de sa cause ; & ceux-ci peu accoutumés encore à cet encens, l'ont délicieusement respiré, & se sont attendris jusqu'aux larmes.

Du 28 Août 1771.

Parmi tant de grands objets qui occupent le conseil, il ne néglige pas les plus petits, & le nouveau tribunal a enregistré le 14 de mois (*ce consentant le procureur général*,) des lettres patentes données à Compiègne le 22 juillet, concernant la communauté des perruquiers, par lesquelles on affermit la discipline établie par leurs statuts, & on remédie aux abus qui, depuis quelques années, se sont introduits touchant la coëffure des femmes.

Après les difficultés de convenance, le nou-

veau tribunal a enregistré le 20 , les chambres assemblées : 1^o. l'Edit du roi donné à Versailles au mois de février dernier , qui établit un droit de deux sols sur l'amidon : 2^o. une déclaration du roi portant fixation d'un nouveau tarif sur les papiers & cartons , aussi donnée à Versailles le premier mars dernier.

Les préambules de ces deux pieces sont extrêmement curieux. Dans celui de l'Edit on donne à entendre qu'on a préféré cette maniere d'accroître les revenus de l'Etat , comme n'étant pas trop oné euse aux peuples & comme étant un objet d'utilité publique , tel que celui d'empêcher le rehaussement du prix des grains , par la quantité de bons grains que les amidoniers emploient contre les réglemens qui n'affectent à leurs usages que les grains gâtés , &c. & l'abus encore plus grand par lequel ils tirent de ces bleds gâtés une premiere farine qu'ils vendent aux boulangers pour en faire du pain ; enfin l'introduction dans la fabrication de l'amidon des matieres prohibées , dont il résulte souvent de mauvaises dragées , sucreries , & autres choses comestibles funestes à ceux qui en mangent. Les préposés à la perception du droit empêcheront ces mélanges perfides. Mais le nouveau tribunal n'a pas paru bien convaincu de ces vues du bien public , puisque par son enregistrement il n'admet de la part de ces commis qu'une premiere visite , & veut que les autres ne puissent se faire que par les syndics & jurés de la communauté.

Celui de la déclaration porte , qu'au lieu de perceptions insolites ou trop à charge , on préfère celles connues & usitées , comme donnant moins d'inquiétude & pouvant être

moins onéreuses. De cette nature est le rétablissement d'un droit uniforme & général sur les papiers & cartons, tel qu'il étoit imposé par l'Edit de février 1748. La perception n'en doit être accompagnée que de formalités inévitables, les manufactures n'en conserveront pas moins toute la liberté nécessaire pour entretenir l'émulation entre les fabricans : en un mot, une proportion exacte, une clarté très-lumineuse dans le nouveau tarif, donnent à cet impôt une perfection qu'il n'avoit pas encore reçue.

Du 29 Août 1771.

M. le prince *de Beauveau*, un des protestans au lit de justice du 13 avril, ayant témoigné de la répugnance à se charger de l'expédition militaire contre le parlement de Languedoc comme commandant de la province, le roi lui a écrit une lettre, où S. M. lui annonce que connoissant sa façon de penser, elle a nommé à sa place le comte *de Périgord*. On assure qu'elle y ajoute qu'il pourra toujours continuer son service près de sa personne comme capitaine des gardes. Bien des gens regardent cependant cette destitution comme l'avant-coureur d'une disgrâce complète. On pense que son attachement connu pour M. le duc *de Choiseul* n'influe pas peu sur ce traitement.

On assure aussi que M. le duc *de Duras*, autre protestant, n'ayant pas voulu présider la destruction du parlement de Rennes, vient d'être également remplacé dans son commandement de Bretagne par M. le comte *de Braglie*, frère du Maréchal.

Enfin le bruit court que M. le Maréchal duc de Richelieu va partir en Personne pour Bordeaux, & y consommera la ruine de ce parlement, dans lequel M. le comte de Maillebois cherche depuis son séjour dans cette capitale, à semer la désunion & à gagner à la cour des courtisans.

Du 30 Août 1771.

Depuis qu'on écrit sur la grande question qui divise la nation d'avec son roi, & qu'il sembleroit vouloir les distinguer l'un de l'autre, on est surpris de voir encore une nouvelle manière de la traiter, & l'on ne peut cependant disconvenir que la *lettre sur l'état actuel du crédit du gouvernement en France*, en date du 20 juin 1771, ne contienne des choses très-neuves ou qui du moins n'ont été qu'effleurées, ou touchées indirectement par les parlemens & les politiques qui l'ont agitée.

L'auteur demande : 1^o. si c'est un bien que le gouvernement ait du crédit ? 2^o. S'il en aura autant par ses opérations nouvelles qu'il en avoit ou pouvoit en avoir auparavant ?

Quant à la première question, il est démontré que par la position respective où sont les puissances en Europe, il faut que la France non-seulement puisse satisfaire à son administration intérieure, mais encore au rôle important qu'elle doit jouer, & qu'elle ne peut suffire à l'une & à l'autre que par deux agents puissants, dont le premier est *l'argent*, & le second le *crédit*, quelquefois plus utile que l'autre.

La seconde se résout par la définition même

du mot *crédit* , qui n'est autre chose que l'opinion de la solvabilité de l'emprunteur & la certitude qu'il ne pourra se refuser au remboursement. Or , l'une & l'autre se trouvent anéanties par la destruction des principes constitutifs de la monarchie & des corps qui en étoient dépositaires.

Il paroît impossible de voir les choses plus en homme d'état. L'auteur est certainement un génie qui fait embrasser d'un coup d'œil une idée vaste , & la développer sous diverses faces. Tout lecteur de bon sens ne peut se refuser à l'évidence de ses axiomes & à la sûreté de ses conséquences. Fasse le ciel que cette nation rivale de la nôtre ne profite pas des avantages malheureusement trop sensibles qu'elle pourroit tirer de notre état convulsif, ou plutôt que le ministère ouvre les yeux sur les suites funestes & inévitables de ses opérations.

Au surplus , l'ouvrage est fait avec tant de sagesse & de modération , que l'écrivain auroit pu adresser lui-même sa lettre à M. le chancelier , sans exciter de sa part d'autre humeur que celle de ne pouvoir y répondre.

Du 31 Août 1771.

Le chef suprême de la justice , en faisant appésantir le bras du monarque sur les ministres inférieurs réfractaires à ses ordres , lui présente comme objets également dignes de ses soins paternels les suppôts les plus vifs dont la soumission paroît mériter de l'indulgence. C'est pour en donner un exemple éclatant , & capable de faire rentrer dans le devoir ceux qui pourroient en être instruits , que par des lettres patentes données *ad hoc* à Compiègne ,

le 4 août , & registrées en parlement le 13 du même mois , le nommé *Lombard* , doyen des huissiers des eaux & forêts de France à la table de marbre de Paris , supprimé avec ce tribunal , est autorisé , sur le bon & fidele rapport qui a été fait de sa conduite , à continuer sa vie durant à exercer , sous l'inspection de la cour de parlement , ses fonctions d'huissier , &c. sans tirer à conséquence. . . .

Il paroît une déclaration du roi , donnée à Versailles le 3 février 1771 , & enregistrée en parlement toutes les chambres assemblées , qui fixe les droits de contrôle des biens situés en Bourgogne. Ce droit avoit été réservé , du nombre des droits royaux & seigneuriaux , de l'exemption pendant six ans accordée aux habitants de cette province ainsi qu'à ceux du comté de Mâconnois , Auxerrois , Bar-sur-Seine, des pays de Bresse, de Bugey & de Gex , pour leur faciliter la clôture de leurs héritages au moyen des réunions franches de justices éparées de leurs possessions , &c. mais sur les représentations & observations de l'adjudicature des fermes que S. M. devoit indemniser , elle a jugé à propos de donner une explication sur cet objet , détaillée en 4 articles.

Le même jour a été préalablement enregistré un édit du roi , donné à Compiègne au mois d'août , qui sur les supplications des états généraux du duché de Bourgogne , pays & & comtés ad'acents , en étend en commun aux comtés de Mâconnois , Auxerrois & Bar-sur-Seine , l'édit accordant aux habitants de cette province la faculté d'enclore les terrains qui leur appartiennent , ou qu'ils cultivent comme une liberté aussi juste qu'avantageuse à l'agriculture.

Le 20 août 1771 le nouveau tribunal a rendu arrêt qui ordonne qu'ele fleur de *Cautin*, commis au dépôt des épices de la cour des aides, &c. fera tenu d'en rendre compte, & d'en faire la remise au fleur *Dupont*, commis par la cour à cet effet, pour être restituées aux parties, S. M. voulant que la justice soit rendue gratuitement.

Le 23 il a enrégistré une déclaration du roi, donnée à Compiègne le 4 août, qui ordonne que la justice de Salers comprise dans l'état annexé à l'édit du mois de février dernier, comme bailliage ressortissant immédiatement au conseil supérieur de Clermont, soit remise sous le ressort de la sénéchaussée de Rion, dont elle avoit été mal-à-propos distraite.

Le même jour il a enrégistré une déclaration du roi, donnée à Compiègne le 4 août, qui fut une égale méprise faite en faveur des justices de *Maner* & de *Fresnay*, ordonne qu'elles ne soient plus des bailliages ressortissans immédiatement au conseil supérieur de Blois, mais des justices sous le ressort de la sénéchaussée de la Fleche, dont elles dépendoient.

Enfin il a enrégistré un édit donné à Compiègne, au mois d'août, portant suppression de la prévôté de Langeac, à raison des conflits continuels qui s'élevoient avec les offices de la justice & baronnie dudit lieu.

Il paroît en outre un arrêt du conseil en date du 17 août, qui ordonne que les propriétaires des offices supprimés des procureurs au parlement de Paris, des offices du châtelet de Paris & de ceux de la cour des aides de Clermont-Ferrand, du bureau des finances

& chambre du domaine à Paris , de la table de marbre , du siege général de l'amirauté de Paris , & des bailliages & sénéchaussée d'Auxerre , Mâcon , Villefranche & Blois , des offices sur le fait des aides & tailles dans les bailliages de Bar-sur-seine , & des élections , grenier à sel & traites foraines de Troyes & autres offices supprimés , seront tenus de remettre entre les mains du contrôleur général des finances leurs titres de propriété de quittance de finance , dans les délais fixé , &c. pour être fixés & assignés les fonds & l'ordre pour leur remboursement , comme à l'égard des offices supprimés du parlement de Paris , du grand conseil & de la cour des aides.

On voit que cet arrêt , qui ne dit rien de plus que ce qui a été dit , est un véhicule pour exciter ces officiers supprimés à reconnoître leur suppression par des démarches relatives à leur remboursement.

De deux autres arrêts en date du 21 , l'un sur les représentations faites concernant la penurie des matieres propres à la fabrication du papier & à la formation de la colle , défend de faire sortir à l'étranger aucuns vieux linges , chiffons ; &c. & pour en favoriser l'importation , fixe les droits de ces matieres provenantes de l'étranger , à un droit très-médiocre de deux sols par quintal.

Le second , pour assurer une préférence aux fabriques nationales , sans prohiber absolument les papiers venant de l'étranger , en rehausse les droits à payer à toutes les entrées du royaume , &c.

Du 1 Septembre 1771.

ANNONCE AUX PARISIENS.

“ Je ne suis pas surpris , mes chers Parisiens , que lorsque vous vous couchez le soir dans votre lit , vous ne soyez sûrs de vous réveiller le lendemain au matin à la bastille. Le roi est le maître , & vous êtes les esclaves. Or vous savez que *Linguet* connoissant le penchant de sa nation pour la servitude , vous a fait voir qu’il vaut mieux être esclaves que d’être libres , & voilà pourquoi dans toute l’europe on appelle les François par *French slaves*. ”

“ Je ne suis pas surpris que vous ayez laissé détruire les parlements , le seul monument qui vous restoit de l’antique liberté ; en effet ils vous faisoient lire des remontrances qui portoient souvent un air libre & qui prouvoient que leurs auteurs n’avoient point encore l’ame totalement avilie ni livrée à la honte & à la bassesse : oui , c’est bien fait qu’on les ait détruits , *Linguet* vous a prouvé qu’il faut étouffer ceux qui se refusent à l’esclavage. ”

“ Je ne suis pas surpris que l’établissement du vingtième rendu perpétuel & attriquant votre propriété , ne vous cause aucune allarme & ne vous fasse point envisager l’avenir sous l’aspect le plus horrible ; il y a long-temps que *M. de la Beaumelle* vous a dit qu’un roi qui voudroit le bien de ses peuples seroit un être de raison ; il est donc juste & raisonnable de vous soumettre aux opérations du maître & lui livrer tous vos biens par les mains de ses

ministres , car ce sont les ministres , les malheureux ministres , qui rendent les bons princes des *êtres de raison*. »

« Je ne suis pas surpris que le renversement de plusieurs fortunes , la suppression de tous les ordres de l'état , la confiscation de toutes les charges & de tous les offices , ne vous inspirent aucune frayeur , le Parisien est si décidé , que si son maître le vouloit il seroit prêt à mourir debout , afin de faire voir qu'il fait avec gaieté supporter le fardeau des impôts ; & c'est en quoi le François est plus docile que l'âne , qui tomberoit sous le joug. »

« Je ne suis pas surpris que dans toutes les opérations qui se font & le feront encore (car vous n'êtes pas au bout , puisque l'anéantissement de toutes les charges ne remplacera jamais le vuide causé par le défaut de circulation ;) vous ne songiez du tout point à l'intérêt public , & que vous n'envisagiez au contraire que votre intérêt particulier ; cela est dans l'ordre , personne ne doit être citoyen dans un état despotique : *jervum nulla est patria*. Il faut que le bien du maître l'emporte sur celui du public. Demandez à *Ling et* , il a prouvé clair & net qu'en tout & par-tout on ne doit consulter que l'intérêt du maître & non celui du public : pourquoi c'est que le despote est capable de tous les crimes & que l'esclave est incapable d'aucune vertu , & voilà pourquoi la liberté a bien moins à se plaindre de celui qui cherche à la ravir que de celui qui ne fait pas la défendre.

« Enfin , je ne suis pas surpris de ce que vous n'êtes surpris de rien & de ce que rien ne vous surprend ; vous êtes précisément dans le degré d'esclavage & d'insensibilité qu'on exigeoit de

vous. Vous y êtes bien fans doute : tenez-vous-y. Je suis seulement fâché pour le chancelier qu'il ne soit pas cardinal , il méritoit d'être d'église , ce fut un caractère de ressemblance qu'il auroit de plus avec *Richelieu* , ce monstre qui abolit les états , & qui se rendit par son despotisme la honte de la France & l'effroi de l'univers. »

« Mais voici , me chers Parisiens , qui va vous surprendre ; voici de quoi vous faire quitter cette léthargie mortelle où vous êtes endormis à ne jamais sortir ; voici qui va vous réveiller de ce sommeil profond dans lequel le chancelier a si bien su vous ensevelir. O ! pauvre Paris , le dirai-je ? oh ! que plutôt tous les blasphêmes de *Linguet* se réalisent : oh ! que nous soyons encore plus esclaves , s'il est possible oh ! que le roi prenne plutôt tous nos biens , nos maisons , nos rentes , nos charges , nos domaines : ou au lieu d'un *vingtième* il en établisse dix ; qu'il nous soumette au fouet & à chaîne , qu'il nous abandonne à la torture , & que nous devenions la proie des bourreaux. Orage ! ô désespoir ! ô pauvre nation ! à quel excès de douleur tu vas être réduite & dans quelle désolation cet événement imprévu va te plonger ! Que de larmes ! que de cris ! que de sanglots !.... *Caillaud* , l'incomparable *Caillaud* nous menace de quitter le théâtre....

Du 1 Septembre 1771.

Un événement qui s'est passé pendant le séjour du roi à Compiègne , ne contribue pas à faire regarder comme prochain la réconciliation des princes avec le roi. M. le prince de Condé , pendant le séjour de S. M. dans cette ville , a profité de la permission qu'il a de

chasser dans la forêt de Chantilly , & soit par hazard , ou de dessein prémédité , s'est trouvé en prenant ce plaisir au même endroit que le roi ; il s'est arrêté par respect , & a attendu un regard de son maître ; mais S. M. l'ayant aperçu , lui a tourné le dos & s'est portée d'un autre côté.

Du 2 septembre 1771.

On assure que le nouveau code ne peut pas se soutenir , qu'il éprouve dans la pratique des défauts dont on ne s'étoit pas aperçu , & que les formalités qu'il prescrit sont plus dispendieuses que l'ancienne façon de procéder ; les inconvénients en sont si sensibles , que M. le chancelier s'y est rendu , & il est question de le refondre , ou même de l'abandonner tout-à-fait.

Du 2 septembre 1771.

La ville de Douay a , dit-on , député à Compiègne pour faire des représentations au roi sur l'indigence où vont tomber ses habitants qui ne se soutenoient qu'à l'aide du parlement, & sur la dépopulation qui va augmenter dans cette ville déjà très-dégarnie de citoyens. On ne fait pas ce qui leur a été répondu.

Du 2 septembre 1771.

M. Fretot , inspecteur des domaines & maître des comptes , vient de mourir. On ne doute pas que la douleur de voir sa compagnie mollir dans l'occasion importante dont on a parlé , n'ait beaucoup contribué à avancer ses jours. Il a eu la douleur d'expirer sans embrasser son

fil. Ce jeune conseiller au parlement est un de ceux que M. le chancelier regarde comme le plus dangereux dans ce parti. Celui-ci s'est refusé à toutes les sollicitations qu'on a faites , ne voulant point entendre parler de son retour, que M. *Fretot* ne fasse liquider son office. Cependant comme il crachoit le sang , on avoit enfin obtenu un changement de lieu , c'est-à-dire, qu'il résidoit ci-devant à la Chapelle en Thierrarche , & qu'il a permission d'aller deux lieues plus loin où l'air est meilleur. Au surplus , M. *Fretot* , pere , est fort regretté dans la chambre , sur-tout des membres de l'opposition , qui comptoient beaucoup sur cet orateur.

Du 2 septembre 1771.

Extrait d'une lettre de Douay , du 26 août 1771..... Voici , Monsieur , les détails de la destruction de notre parlement que vous demandez. Personne ne s'y attendoit , ni n'en avoit eu le moindre soupçon , lorsque M. *de Muy* & M. *de Caumartin* se rendirent ici le 12 & soupèrent ensemble tête à tête ; ce qui étonna beaucoup , sur-tout à l'égard de l'officier général qu'on croyoit devoir aller chez le président. Le lendemain à six heures MM. du parlement reçurent tous des lettres de cachet par des lieutenants pour se trouver le matin à huit heures au palais , y entendre les ordres du roi ; là M. *de Muy* annonça l'objet de sa mission d'une voix tres-balbutiante , ou plutôt parla un instant sans rien dire. M. *de Caumartin* fut encore plus bref , & ordonna au greffier la lecture de l'édit de suppression , ensuite fit administrer ces messieurs de secondes lettres de cachet pour se rendre sur le

champ chez eux : là , dans la journée , ils reçurent tous par des capitaines des lettres de cachet d'exil en blanc , c'est-à-dire , qu'on leur laissa le choix du lieu qu'on remplit suivant leur desir.

Cet adoucissement est dû à M. de Caumartin , qui lui-même fut mandé très au dépourvu à Compiègne , & après avoir été instruit de ce qu'il devoit faire , reçut des lettres de cachet toutes remplies & dont les lieux d'exil étoient fort désagréables & très-loin. Il représenta que MM. du parlement étoient pour la plupart très peu riches ; que l'objet de cette dispersion n'étant autre que de les empêcher de s'assembler & de délibérer , il étoit inutile d'y joindre la vexation & un dérangement de fortune. On eut égard à sa réclamation , on fit sur le champ de nouvelles lettres de cachet en blanc , dont il est resté maître , au point que deux conseillers ayant desiré rester à Douay , pour cause légitime , ont eu la ville pour exil.

Toutes les provinces de Flandres ressortissant au parlement , & les villes principales , ont envoyé des députés pour demander le rétablissement de notre cour ; ceux de Douay sur-tout doivent insister sur l'impossibilité que la ville satisfasse à ses engagements , si elle est privée de cette ressource. Les autres doivent appuyer sur l'infraction des privileges de la nation flamande , qu'on blefferoit essentiellement par l'établissement d'un conseil supérieur , qui , au terme de sa création , n'a aucune réclamation à faire contre les loix buriales ou autres qui lui sont adressées par le parlement ; en sorte que les états même n'y pourroient suppléer , puisqu'ils n'ont pas la voie d'opposition , comme une cour par qui les édits

doivent être nécessairement promulgués avant qu'ils puissent être exécutés.....

Du 3 septembre 1771.

M. le chancelier , pour mieux consolider ses opérations , a jugé à propos de faire envoyer aux petites juridictions privilégiées de cette ville , l'édit du 13 avril. Les officiers des bailliages de l'archevêché & du chapitre de Notre-Dame , ayant eu connoissance préalable du projet , ont envoyé leurs démissions avant l'envoi ; ce qui a fort étonné M. l'archevêque , d'autant qu'il s'étoit porté fort pour les siens auprès de M. le chancelier.

Le chapitre de Notre-Dame s'est assemblé pour ce qui le concernoit ; il y a eu des voix pour ne pas recevoir les démissions : le grand nombre a opiné à ne pas exposer ces messieurs , mais à ne les point remplacer , & à renvoyer à un temps indéfini pour prononcer sur ce qu'on auroit à faire là-dessus.

Le nouveau tribunal a fait faire l'enregistrement par des procureurs avocats du nouveau barreau : on croit qu'il en sera de même aux juridictions de St. Jean de Latran, du Temple, &c.

Du 4 septembre 1771.

Le 26 du mois dernier , le nouveau tribunal a enregistré des lettres-patentes du roi , données à Compiègne le 12 août 1771 , portant évocation en tant que de besoin à la grand'chambre du parlement de Paris de toutes les affaires concernant les ordres de St. Lazare & de St. Ruf.

Ces affaires étoient ci-devant attribuées au

grand conseil , qui depuis sa suppression & sa transfusion dans le nouveau tribunal y entraîne tout ce qui le concernoit par surabondance d'explication & pour donner de plus en plus relief à cette cour. M. le chancelier a jugé à propos de faire encore expliquer S. M. à cet égard.

Le 27 , toutes les chambres assemblées , le nouveau tribunal a enrégistré d'autres lettres patentes du 16 août , qui ordonnent qu'en toutes matieres civile & personnelle , les officiers des conseils supérieurs d'Arras , de Blois , de Châlons , de Clermont , de Lyon & Poitiers ; ne pourront être traduits devant d'autres juges que ceux du bailliage ou de la sénéchaussée établis dans le lieu de la résidence desdits conseils.

Cette grace est motivée sur le zele des officiers de ces tribunaux , & sur la satisfaction que S. M. éprouve de leurs services , ainsi que ses sujets.

Du 5 septembre 1771.

Depuis plus de huit jours un bruit vague se soutient sur une révolte arrivée à Besançon : quoiqu'on prétende qu'on arrête les lettres venant de cette province où il est parlé de cet événement , des gens assurent en avoir vu tout récemment , & voici comme l'on conte cette histoire , qui ne peut gueres être sans fondement , mais aussi sans beaucoup d'exagération , ainsi que toutes les nouvelles de la même espece.

On prétend que de jeunes gens de la ville , fils de conseillers au parlement exilés , ayant rencontré dans la rue un matin d'autres jeu-

nes gens , enfans de membres du parlement actuel , il s'étoit élevé une rixe entr'eux relativement à l'imputation atroce faite aux membres exilés d'être les auteurs du monopole & de la cherté des grains dans la ville & la province : que le peuple s'étant attroupé autour d'eux : ceux-ci l'avoient interpellé , l'avoient conjuré de se détromper sur une erreur aussi grossière ; que la preuve de l'innocence de leurs peres , c'étoit le rehaussement où étoit revenu le grain que par une manœuvre momentanée on avoit fait baisser lors de la suppression du parlement : qu'indépendamment de cette induction , on pouvoit en acquérir des preuves plus sûres en allant aux campagnes de M. M. tels & tels , où l'on trouveroit des amas de bleds ; lesquels particuliers se trouvoient aujourd'hui conservés dans le parlement ou devenus membres de cette cour. Que le peuple frappé de cette apostrophe , & déjà revenu de son préjugé par la cherté soutenue de la denrée depuis la dispersion de ceux qu'on en prétendoit les auteurs , s'étoit enflammé , & la foule croissant à chaque minute s'étoit transportée au palais où le parlement étoit assemblé , & avoit formé une émeute très-considérable , funeste à quelques magistrats , & dont les autres n'avoient échappé qu'avec peine : que la rumeur s'étoit encore accrue par une seconde émeute , occasionnée en même-tems au marché & pour même cause de la cherté de la denrée ; qu'alors on avoit fait prendre les armes à la garnison , & même pointer le canon sur le peuple , dont il avoit été fait une boucherie considérable.

Du 5 septembre 1771.

Le portrait de M. l'abbé *Terrai*, contrôleur général, devoit être exposé au salon; mais ce ministre s'en est défendu, sous prétexte qu'on parloit assez de lui.

Du 5 septembre 1771.

Par le nouvel édit de création du parlement de Besançon, les quatre places de conseillers d'honneur nés à ce parlement sont supprimées. Une étoit attachée à la maison de *Beaufremont*. Le parlement actuel de cette ville a fait sonder M. le prince de *Beaufremont* pour savoir s'il ne seroit pas disposé à réclamer ce privilege de sa naissance. Ce seigneur, extrêmement attaché à la véritable constitution de sa province, a paru peu touché de la perte de sa prérogative, & n'a voulu faire aucune démarche pour la recouvrer. Malgré la sorte de mépris qu'il a témoigné pour les intrus qui remplacent leurs confreres exilés, on écrit de cette ville que le parlement a écrit pour demander la recreation de deux places de conseillers d'honneur, dont l'une en faveur de M. de *Beaufremont*.

Du 6 septembre 1771.

On s'attend à apprendre d'un jour à l'autre la nouvelle de la destruction des parlements de Toulouse & de Bordeaux. Quant à celui de Rouen, on assure qu'il a reçu ses lettres patentes pour la chambre des vacations & qu'il s'est séparé: ce qui annonçeroit qu'on ne songe point à lui, ou qu'on veut faire quelque coup fourré.

Du 7 septembre 1771.

C'est le lundi 2 de ce mois , que le comte de *Perigord* , nouveau commandant en *Languedoc* , & *M. de St. Priest* , conseiller d'état & intendant de cette province , ont dû se rendre au parlement de *Toulouse* & y faire enrégistrer un édit portant suppression & remboursement des offices de ce parlement.

Le lendemain 3 ils ont dû faire enrégistrer un édit de création d'offices , & installer ceux des officiers de l'ancienne compagnie qui en ont été pourvus , ainsi que faire procéder ce nouveau parlement à l'enrégistrement d'un édit portant création d'un conseil supérieur à *Nîmes*.

Du 7 septembre 1771.

On a imprimé depuis peu une petite feuille datée de l'hôtel de *Sauvigny* le 18 août 1771 , intitulée *Anecdote du jour*. On y trouve l'extrait suivant d'une lettre de *M. le chancelier* à *Madame de Sauvigny*.

« J'ai de grandes graces à rendre au ciel de me porter aussi bien , & de conserver toute ma tête dans un travail aussi pénible que celui qui m'occupe tous les jours : me voilà enfin au courant ; je finirai à la *St. Martin* tout ce qui n'est encore que commencé. »

Le reste n'est qu'une plaisanterie grossière sur un dîner fait chez le premier président de *Sauvigny* le 17 août , en commémoration de l'heureux événement de la procession du 15 , & sur un souper au même lieu indiqué au 18 , où le maréchal de *Richelieu* avoit été invité & ne se rendit point : ce qui alarma les convives.

Du

Du 7 septembre 1771.

La rapidité des opérations de M. le chancelier l'oblige souvent de revenir sur ses pas & de défaire ou de modifier ce qu'il a fait. En conséquence le nouveau tribunal a enregistré le 31 août des lettres patentes données à Compiègne le 6 dudit mois , qui dérogeant à l'édit de juillet dernier portant suppression des sieges d'élection , grenier à sel & traites foraines en la ville de Troyes , & ordonnant que dans le cas où quelques-uns des pourvus actuels des offices supprimés parviendroient à obtenir l'agrément de quelques-uns des offices nouvellement créés , il leur en seroit expédié des provisions nouvelles , & vu le bien du service & celui d'une justice urgente , nomme pour exercer ces offices , savoir le Sr. *Guerand* , ci-devant président de l'ancienne élection , celui de président ; le Sr. *de la Huproye* , doyen des élus supprimés , celui de lieutenant ; le Sr. *de Nefle* , procureur du roi de l'ancienne élection , celui de procureur du roi ; les Srs *Marchand* , lieutenant des traites foraines supprimées , le *Rouge d'Audier* , ci-devant procureur du roi desdites traites foraines , *de Vertus* , & *Truel* , ci-devant élus , les quatre officiers de conseillers élus : le Sr. *Noschet* , ci-devant grenetier du grenier à sel , celui de grenetier ; & le Sr. *Guerard* , ci-devant contrôleur dudit grenier à sel , celui de contrôleur , sans qu'il soit besoin de nouvelles provisions , ou réception , ou prestation de serment , &c.

Le même jour 31 , le nouveau tribunal , toutes les chambres assemblées , a enregistré d'autres lettres patentes , datées de Compiè-

gne le 17 août , par lesquelles S. M. réserve sous le titre d'huissiers , sergents royaux , les ci-devant jurés priseurs-vendeurs de biens meubles ; supprimés par édit de février.

Le motif de ce changement est de ne point laisser ces officiers dans l'inaction , jusqu'à ce qu'il plaise à S. M. faire mettre en vente les nouveaux offices.

Enfin le même jour & de la même manière a été enregistré un édit à Compiègne au mois d'août , portant suppression des offices de commissaires aux prises de ventes des meubles à l'exception de ceux de la ville & fauxbourgs de la bonne ville de Paris.

Le motif de cette suppression est d'éviter la concurrence & les contestations qui naîtroient infailliblement entre ces commissaires & les jurés - priseurs - vendeurs de biens meubles , nouvellement créés , & dont les fonctions sont les mêmes , &c.

Du 8 septembre 1771.

Les parlements de provinces , depuis longtemps frappés de consternation , sembloient rester dans un silence pusillanime ; du moins on ignoroit qu'ils fissent quelque chose pour leur défense. Cependant il transpire dans le public des remontrances du parlement de Rennes , en date du 26 juillet : elles portent non seulement sur l'état actuel du parlement de Paris , mais encore sur les maux dont l'état est attaqué.

Extrait d'une lettre de Rennes , du 7 septembre 1771.... M. le duc d'Aiguillon a gagné 28 membres de l'ancien parlement , tous disposés à former le nouveau. L'opération seroit

déjà commencée , si ces messieurs , peu délicats sur les sentimens patriotiques , d'honnêteté publique , & d'égards pour leurs confreres , ne l'étoient fort sur l'association d'avocats , procureurs & autres roturiers qui se présentent en foule pour compléter ce tribunal ; & dont on voudroit se pourvoir , quant à présent , faute de mieux. On ne doute pourtant pas que M. le chancelier , dont ils respectent les vûes sages & profondes , ne les détermine à déroger , & qu'ils ne se rendent à ses instances , d'autant que ce chef de la magistrature les fait harceler , & qu'il est pressé d'avancer en besogne. Il y a apparence que nos remontrances du 26 juillet , seront les derniers soupirs de la compagnie.

Du 9 septembre 1771.

On a imprimé un détail circonstancié de ce qui s'est passé à Besançon lors de la destruction du parlement , précédé des protestations de cette cour ; on y a joint des réflexions sur l'énoncé de cet événement dans la gazette de France du vendredi 16 , qu'on prétend déroger à sa véracité en cette circonstance , & ne servir plus que d'organe à l'imposture des ministres. Le surplus est une sortie très-amère contre le remboursement prétendu des offices , tandis que l'état est à la veille d'une banqueroute totale , déjà ébauchée en grande partie.

On a aussi imprimé la liste des officiers du châtelet actuel , avec les notes satyriques sur chacun. C'est ce qu'on a déjà vu manuscrit.

Du 10 septembre 1771.

Qu'icqu'on ait déjà senti beaucoup d'inconvénients dans l'exécution de l'édit de février dernier, portant règlement pour la procédure, & qu'il soit reconnu qu'il est plus frayeux à certains égards, que les formules précédentes, au point que le bruit général du palais étoit que M. le chancelier, convaincu lui-même de ce résultat, devoit ou le faire abandonner ou le réformer, il paroît que ce chef de la magistrature s'obstine à le faire exécuter. Il vient d'y donner un supplément dans un autre édit du roi, donné à Versailles au mois de juin dernier, & enregistré au nouveau tribunal toutes les chambres assemblées le 5 de ce mois, portant règlement pour la taxe des frais de voyages, séjours & retours, des droits de grosse & autres droits, dans le détail desquels on remarque des choses plus onéreuses que le passé.

Le même jour & de la même manière, il a été enregistré une déclaration du roi donnée à Versailles au mois de juin 1771, portant révocation de plusieurs aliénations & exemptions, & rétablissement de différents droits.

Cette déclaration, dont la teneur est en termes extrêmement vagues & généraux, contient des dispositions fort insidieuses, quant aux développemens, & semble aux gens habitués à saisir le sens indéterminé de ces sortes de logogryphes politiques, porter un coup mortel aux constitutions les plus sacrées, & aux engagements les plus inviolables.

Le même jour & de la même manière, il a été enregistré encore des lettres-patentes du

roi sur le bref du pape , portant sécularisation & extinction de l'ordre de St. Ruf , & union de ses biens à celui de St. Lazare , données à Compiègne le 24 août 1771.

Enfin il a été encore enrégistré un édit du roi , donné à Versailles au mois de septembre , portant suppression de la compagnie du guet de la ville de Paris , & création d'icelle.

Il est une suite du projet déjà formé par le sieur de *Roquemont* , commandant du guet & prédécesseur de celui d'aujourd'hui , pour rendre cette troupe plus soumise & conséquemment plus disposée à exercer les coups d'autorité auxquels elle peut être propre. On a vu précédemment dans les mémoires occasionnés par les différends survenus entre les officiers de cette compagnie , les divers abus contre lesquels ceux en charge se sont recriés , & c'est pour se débarrasser de ces sujets incommodes & mal disciplinés , qu'on se sert aujourd'hui contre eux de la tournure si féconde en ressources de suppression & de création ; en sorte que cette compagnie sera désormais uniforme , & les officiers en seront revocables à la volonté du capitaine du guet. Cette nouvelle compagnie , sous le même titre que l'ancienne , sera composée d'un chevalier-capitaine , d'un lieutenant , faisant fonction de major , d'un enseigne , de deux exempts , de 69 archers , y compris les sergents , caporaux , tambours & fifre. Le lieutenant , l'enseigne & les deux exempts seront commissionnés du roi , & revocables par lui seul.

Du 10 septembre 1771.

Tableau de la Constitution Française , ou Autorité des Rois de France dans les différents âges de la Monarchie.

Cette brochure n'est autre chose que le développement de l'extrait du *Droit public de la France* , par M. le Comte de Lauraguais , dont on a parlé ; mais un développement fait avec un ordre , une netteté , un enchaînement de preuves & de raisonnemens , tels qu'il est poussé jusqu'à la conviction.

Ces âges de la monarchie , suivant l'auteur , sont au nombre de trois.

Il remonte , dans le premier , jusqu'à l'origine de la constitution française , jusqu'à ces assemblées ou parlements qui étendoient leur autorité sur toute l'administration , sur l'élection de leurs rois , & qui partageoient avec le souverain la puissance législative. De-là , la réfutation de cette phrase du préambule de l'édit de 1770.... *Nous ne tenons notre couronne que de Dieu....* de cette autre , du discours du roi au parlement de Paris le 3 mars 1766.... *C'est à moi seul qu'appartient le pouvoir législatif, sans dépendance & sans partage....* L'auteur fait voir ensuite comment le parlement , tel qu'il existe aujourd'hui , a été substitué à l'ancien parlement , à l'assemblée générale de la nation , & comment la nation a laissé éclipser le *droit imprescriptible* qu'elle avoit de tout temps de concourir à l'administration politique du royaume & à la puissance législative ; droit qu'elle ne tenoit que d'elle-même , & que nos rois ne lui avoient pas donné.

Le second âge est celui de la formation des

loix : malgré les empiétements des rois , la nation conservoit encore le droit d'y concourir nécessairement ; droit qui , malgré les changements divers qu'il a subi , n'est pas moins certain , incontestable , imprescriptible ; droit qu'elle ne tient pas de ses rois , mais de l'essence de la constitution , qui fait partie des loix fondamentales de l'état françois , & dont le parlement jouit avec la même étendue & la même plénitude d'autorité que la nation en jouiroit elle-même si elle s'assembloit encore , & que les loix fussent délibérées dans son sein.

Enfin le troisieme âge est celui de la vérification des loix , qui n'est pas une formalité de vain cérémonial , puisqu'elle dérive du droit du corps entier de la nation , de concourir à la puissance législative ; droit qui prend naissance du contrat primordial entr'elle & le souverain , & par lequel elle a déterminé la maniere dont elle vouloit être gouvernée ; & c'est ainsi qu'il faut entendre l'affertion que le parlement la représentoit en cette partie , puisqu'il étoit le seul corps qui fît cette vérification , que les souverains lui avoient déferée , & que les peuples sembloient approuver par leur consentement tacite.

Toutes les preuves de ce savant ouvrage sont renvoyées dans des notes , en sorte que rien n'arrête la rapidité du style , & n'embarrasse la chaîne des raisonnements.

Du 11 septembre 1771.

Les lettres de Bordeaux marquent que M. le maréchal *de Richelieu* , à son approche de cette ville , c'est-à-dire , de celle de Fronsac où il s'étoit arrêté , avoit fait signifier des

lettres de cachet au premier président du parlement , à M. le procureur-général , & à M. du Puy , avocat-général , qui les exiloient chacun respectivement en différents lieux ; que la compagnie instruite par ces premiers coups d'autorité , avoit jugé à propos de faire un arrêté portant des protestations préalables contre tout ce qui seroit fait par voie d'autorité , &c. de la même force à-peu-près que celui des officiers de Besançon du 4 août.

Que M. le duc de Richelieu arrivé à l'hôtel du gouvernement , s'étoit trouvé investi d'une populace prodigieuse ; ce qui avoit paru le déconcerter un peu , d'autant qu'il ne se trouvoit que peu de troupes autour de lui : que cependant le 4 il avoit procédé avec M. Esmeurgard , commissaire départi dans la province , à la destruction du parlement , de la même manière que cette exécution militaire s'étoit pratiquée à Besançon , à Douay , &c. c'est-à-dire , à main armée , & avec des lettres de cachet pour les différents cas , terminées par des lettres d'exil à l'égard de ceux dont la fermeté n'avoit pu être ébranlée.

On ajoute que préalablement à l'enregistrement de l'édit de suppression , on avoit lu & enregistré de force des lettres-patentes sur arrêt du conseil du roi , qui cassoient les arrêtés formés par le parlement le 29 avril & le 23 août dernier , sur les objets dont il a été fait mention dans le temps.

Que M. le maréchal avoit été obligé d'employer quelques jours pour négocier , & gagner le plus de membres possible ; qu'enfin le 7 les mêmes commissaires du roi avoient fait publier & enregistrer un édit portant création d'offices au parlement de Bordeaux : que 32

membres de l'ancien avoient monté sur les fleurs de lys , & que le Sr. *de Gase* en étoit le premier président.

On ajoute que M. *de Gase* étoit ci-devant président à mortier de ce parlement , dont il avoit été obligé de se retirer pour avoir déplu à sa compagnie , tant par sa mauvaise conduite que par des liaisons suspectes ; il s'étoit réfugié à Paris , où il logeoit chez M. le maréchal *de Richelieu* & ne se comportoit pas mieux qu'il avoit fait ci-devant : qu'ainsi son affermissément au despotisme n'avoit étonné personne.

Du 11 septembre 1771.

Le 4 de ce mois le nouveau tribunal a enrégistré des lettres patentes du roi , qui commettent le Sr. *de la Huy* pour recevoir des receveurs généraux des domaines les sommes destinées annuellement au payement des mêmes nécessités de ce tribunal. C'étoit ci-devant le Sr. *Menissier* qui étoit chargé de cette fonction , & dont la délicatesse aura été alarmée de la remplir aujourd'hui près des offices actuels.

Dudit jour.

Le 7 de ce mois, avant de se séparer , le nouveau tribunal a rendu un arrêt qui , en ordonnant l'exécution des arrêts & réglemens , maintient les huissiers de la cour dans le droit de faire seuls , à l'exclusion de tous autres huissiers , sergents & archers dans les ville , fauxbourgs & banlieue de Paris , les premières significations des arrêts , commissions , exécutoires , baux judiciaires , & tous autres actes faits & rendus en ladite cour.

Du 11 septembre 1771.

Ces messieurs ont enfin touché leurs gages. M. le contrôleur général a fait deux difficultés : par la première il vouloit retenir les impositions que paient tous les autres citoyens ; par la seconde il ne vouloit les payer qu'individuellement & relativement à la date de réception de chacun, c'est-à-dire, en proportion du temps de leurs services. Ce qui a fort allarmé ce tribunal : ils se sont rendus très-difficiles, ils ont jeté les hauts cris, & menacé de tout quitter. M. le chancelier a pris fait & cause pour eux. M. l'abbé *Terrai* a été obligé de se rendre, & la masse de l'argent s'est répartie entre les membres, suivant qu'ils auront jugé à propos de le faire.

Du 12 septembre 1771.

M. l'abbé *Grisel* a éprouvé la clémence du nouveau tribunal avant sa séparation, & pour complaire à M. l'archevêque M. le chancelier a fait obtenir l'élargissement au prisonnier. Son décret de prise de corps est converti en décret d'assigné pour être oui, avec serment de se représenter en temps & lieu, si-tôt qu'il en sera requis. Cet ecclésiastique est rentré dans ses fonctions à l'archevêché à la grande satisfaction des gens du parti ; il a dit la messe à Notre-Dame, où l'affluence a été grande, comme on l'imagine.

Du 12 septembre 1771.

Dimanche dernier le roi étant à Trianon, S. M. aperçut dans le parc un jacobin ; cette

vue lui déplut : elle demanda ce que c'étoit , & témoigna son mécontentement. On fit bien vite sortir ce moine , qui d'ailleurs s'étoit glissé-là contre les ordonnances ; toute cette engeance étant consignée aux suisses , depuis la catastrophe sinistre d'Henri III , &c. Ce même jour les courtisans ont observé que M. le prince *de Beauveau* avoit eu une conférence assez longue avec le roi , d'où ce seigneur étoit sorti fort rouge : ils ont remarqué encore que M. le duc *de Duras* n'avoit pas depuis quelques jours cet air serein qu'annonce ordinairement sa physionomie riante : de-là diverses conjectures , sur lesquelles chacun dirige son thermometre politique.

M. le comte *de Perigord* a reparu aussi dimanche à la cour , & a reçu du roi & des ministres des compliments sur la rapidité de son expédition. Beaucoup de gens ont fort diminué d'estime à son égard , depuis qu'on l'a vu remplacer aussi brusquement & aussi indécemment un seigneur pour qui le public n'a conçu que plus de vénération depuis sa disgrâce. En effet M. le prince *de Beauveau* s'étant trouvé au salon ces jours derniers , les spectateurs qui étoient en grand nombre ont fixé les yeux sur lui , & l'ont applaudi par des battemens de mains si universels & si longs , que sa modestie l'a obligé de se soustraire à cette espece de triomphe.

Quant à M. *de Perigord* , on ne lui connoît de raison pour s'être ainsi offert à l'indignation générale , que son extrême attachement pour les jésuites , à la cause desquels il regarde la destruction des parlements comme très-favorable.

Du 13 septembre 1771.

M. Nero , ci-devant commis au garde meuble , par un zele patriotique ayant répandu avec trop d'indiscrétion les brochures clandestines qui se composent depuis les opérations nouvelles de M. le chancelier , a été espionné par la police & mis à la bastille.

Le jeudi 6 de ce mois ; quatre femmes ren-
troient à Paris dans un fiacre , à 9 heures
du soir , par la porte St. Michel ; les commis
ayant demandé à visiter , suivant la regle ;
se sont apperçus d'une grande gêne dans le
mouvement de ces femmes : ils y ont mis plus
d'attention , & il a été reconnu qu'elles étoient
plastronnées d'écrits nouveaux contre M. le
chancelier , tels que la *suite de la correspondance*
&c. *Réflexions générales* , dont il sera parlé ci-
après. Elles ont été conduites à la bastille :
deux y sont encore, savoir Mlle. Gerbier , sœur
d'un fameux avocat de ce nom ; & Mlle. Dau-
jon , sœur d'un architecte. Ce sont des dévotes
jansénistes , qui faisoient cette petite tricherie
pour l'amour de Dieu.

Du 13 septembre 1771.

*Réflexions générales sur le système projeté par
le maire du palais pour changer la constitution de
l'état.* Cette brochure a pour texte le paragra-
phe suivant : « Les actes des rois qui blessent
» directement les loix fondamentales de l'état ,
» sont nuls & ne peuvent subsister , par le dé-
» faut de pouvoir du législateur. Ces actes
» n'ont jamais subsisté qu'autant de temps que
la violence a prévalu à la justice. » *Mémoire
des princes du sang , présenté au roi en 1771.*

On peut juger de l'écrit par cette phrase ,
il mérite pourtant une discussion particulière.

Du 14 septembre 1771.

Des bruits sinistres s'étoient répandus sur le compte de l'auteur de la *correspondance secrète entre M. de Maupeou & M. de Sorhouet* ; mais une suite de cet ouvrage qui paroît depuis huit jours atteste heureusement son existence & sa liberté. Elle contient douze lettres , & embrasse un espace d'environ six semaines , depuis le 9 juin jusques au 25 juillet , date de la dernière épitre. Cette seconde partie n'est point indigne de la première , elle lui est même supérieure par une plus grande quantité de faits , & par une réponse fictive de l'ancien conseiller au grand conseil , à qui M. de Sorhouet avoit adressé l'apologie du chancelier dans une lettre précédente. Ce magistrat indigné repousse avec vigueur toutes les offres de son confrère , il réfute ses raisonnemens , il démasque l'hypocrisie & du héros & du panégyriste , il trace d'un pinceau aussi rapide qu'énergique le portrait & la vie du premier ; c'est un démosthène qui tonne , qui foudroie , qui écrase , qui pulvérise ; son éloquence fougueuse tranche merveilleusement avec le style ironique du reste de l'ouvrage , & forme un contraste où l'on reconnoît l'art d'un très-grand écrivain. L'adresse avec laquelle il a enchaîné dans cette *correspondance* une multitude d'anecdotes amenées naturellement & sans le moindre effort , produit le double effet d'enrichir cette dissertation & de couvrir d'un ridicule ineffaçable le chef & les supôts du système ou plutôt de soulever contre eux l'indignation générale,

Au surplus , l'auteur continue à y ménager extrêmement M. le duc d'*Aiguillon* & tout son parti , comme s'il espéroit qu'il dût un jour détruire celui de M. le chancelier ; il affecte même de rappeler plusieurs anecdotes qui tendroient à semer la division entre ces deux chefs. Quel qu'il soit , c'est un homme très-bien instruit , qui a fouillé dans les décrets de la famille de *Maupeou* , au point d'en dévoiler qui ne peuvent être sus que de gens qui lui tiennent de très-près ; ce qui fait soupçonner des magistrats du premier ordre , soit comme fabricateurs , soit comme instigateurs de l'ouvrage.

Dans le fait , on est dans la plus profonde ignorance à cet égard : lorsque la première partie de cet ouvrage parut , M. de *Sorhouet* assura qu'il en connoissoit l'auteur , parce qu'il s'y trouvoit des phrases entières qu'il reconnoissoit pour siennes , & dont un seul homme avoit été participant : il ajouta qu'il auroit la générosité de ne pas le nommer. Le courage avec lequel l'anonyme continue sa *correspondance* , la suite qu'il annonce encore , doivent mettre en défaut les conjectures de ce magistrat , & prouvent qu'il s'est trompé.

Du 14 septembre 1771.

On assure que M. le maréchal de *Richelieu* , à son arrivée dans la ville de Bordeaux , n'a pas trouvé pour la reconstruction du parlement les facilités que le sieur *Esmangard* , intendant de la province , avoit fait espérer ; ce qui a obligé ce gouverneur de mettre un intervalle entre la suppression & la recreation , la première ayant eu lieu le 4 , & l'autre le

7 seulement ; qu'ayant fait administrer des lettres de cachet à tous les membres de la compagnie , pour rester chez eux , sans voir personne , il avoit pris le parti de négocier par lui-même , de les voir tous les uns après les autres , & d'en détacher le plus qu'il pourroit , soit par les promesses , soit par les menaces : que cette manœuvre lui avoit réussi à l'égard de quelques-uns , mais lui avoit attiré des reproches fort durs de la part du grand nombre , des apostrophes sanglantes de la part de certaines femmes de magistrats , qui se présentant pour leurs maris lui avoient reproché l'indigne métier qu'il faisoit , & même des refus absolus de le recevoir en plusieurs endroits : qu'enfin il avoit été obligé de consommer son expédition avec 22 membres seulement de l'ancien parlement ; que c'est pour déguiser ce peu de succès que la gazette de France du vendredi 13 septembre ne s'étoit expliquée là-dessus qu'en termes vagues , sans spécifier la quantité de membres , à cause du petit nombre. M. le chancelier espere au surplus qu'il en reviendra quelques autres , comme il arrive presque toujours dans ces sortes de défection.

Du 14 septembre 1771.

Le 5 septembre le nouveau tribunal , les chambres assemblées , a encore enrégistré deux nouveaux édits.

Le premier est un édit du roi , donné à Compiègne au mois d'août , portant réunion des offices de procureurs au conseil supérieur de Lyon à ceux de la sénéchaussée de la même ville , & autorisation pour emprunter.

Le second portant suppression d'offices & réglemens pour la sénéchaussée & siege préfidial de Lyon.

Du 15 septembre 1771.

Des quatre demoiselles arrêtées dans le fiacre dont on a parlé , deux seulement sont à la bastille , savoir , la demoiselle *Daujon* , fille & non sœur de l'architecte ; & la demoiselle *Morin* , cousine-germaine de la femme du libraire *Butard* : la demoiselle *Gerbier* perora si bien auprès des *Baragers* (commis au barrières) qu'ils la laissèrent partir avec l'autre , sous prétexte que sa mere extrêmement âgée mourroit de chagrin , si elle ne l'alloit joindre & lui apprendre l'événement , en promettant au surplus qu'on la retrouveroit quand on voudroit ; mais sa mere l'obligea de se cacher sur le champ , & sa camarade en ayant fait autant on n'a pu les emprisonner. Quant aux deux autres , elles sont resserrées très-étroitement , & il y apparence que leur captivité sera longue. Ce sont deux jansénistes très-fermes dans leurs principes , qui souffriront tout , plutôt que de rien révéler de ce qu'on voudra savoir : du moins c'est la haute opinion qu'on en a dans le parti.

Du 15 septembre 1771.

Les réflexions générales , &c. discutent les trois points de vue les plus avantageux , présentés par M. le chancelier , comme les objets de son nouveau système ; savoir l'érection des tribunaux plus proches des justiciables , la suppression de la vénalité des offices , la gratuité de la justice.

On prouve que dans le cas même où le chef de la magistrature , loin de rendre à l'établissement du despotisme , le terme & la quintessence de ce plan dans lequel tout le reste n'est qu'accessoire , auroit réellement cru parvenir à ces heureuses fins , il se feroit au moins trompé lourdement.

Le développement de cette réfutation est trop étendu pour le suivre , l'auteur en s'étayant de plusieurs raisonnements déjà mis en œuvre , creuse plus loin que les écrivains qui l'ont devancé dans cette discussion , & semble épuiser tout ce qu'on peut dire de plus lumineux sur cet objet.

Après avoir retourné sous les aspects les plus favorables le système nouveau d'ordre judiciaire , après avoir démontré qu'il n'est que fausseté , qu'illusion , chimere , qu'oppression des peuples , que destruction de toute justice , qu'invention d'intrigue , l'écrivain l'envisage dans son objet capital & véritable , il attaque les assertions hardies des différents discours du chancelier & préambule d'édits , tendants à fomenter le plus destructeur de toutes les loix & de tous les principes , & les détruit sans ressource. Entr'autres choses très-satisfaisantes qu'on trouve dans le cours de ce livre , le point de l'unité des parlements reconnue par les rois mêmes , y est prouvé par une multitude d'autorités nouvelles , qu'on reproduit en lumière , & qui le rendent désormais hors de toute réfutation.

Le style de cet ouvrage est très-véhément , le fonds est relevé par les peintures vigoureuses des différents simulacres substitués , aux véritables cours supprimées ; & la foule des citations , loin de ralentir l'éloquence du

discours , lui prête encore plus de force , en sorte que le lecteur le plus froid se pénétre enfin de l'enthousiasme patriotique dont il est animé.

On peut regarder cette brochure comme une suite *du maire du palais* , mais moins décousue , moins lâche , & plus capable de faire une impression profonde & durable.

Du 15 septembre 1771.

On a oublié dans le récit des circonstances de la destruction & reconstruction du parlement de Bordeaux , de faire mention d'une très-importante & qui passe pour certaine : c'est que M. le maréchal *de Richelieu* , au moment de son arrivée dans cette capitale , a suspendu les paiements à toutes les caisses , & a mis la main sur leurs fonds ; on présume avec assez de vraisemblance que c'étoit pour en répandre dans le parlement , en corrompre les membres les plus cupides.

Du 16 septembre 1771.

Voici un nouveau pamphlet satyrique manuscrit , d'un caractère très-original , & que sa brièveté nous permet de rapporter en entier , toujours sans l'approuver & simplement comme pièce historique.

LES HUIT PÉCHÉS CAPITAUX.

On dit dans toute l'Europe , mes chers François , que parmi les péchés capitaux vous n'êtes coupables que du *huitième* : on vous rend justice sur tous les autres , mais pour celui-ci on ne vous le pardonne pas.

1^o. Ce n'est pas de l'*orgueil* qu'on vous accuse : vous n'y êtes pas sujets ; rien n'est plus soumis que les esclaves , & il ne leur appartient pas d'avoir de l'*orgueil*. De quoi effectivement pourriez-vous vous enorgueillir ? Seroit-ce d'avoir beaucoup d'amour pour la patrie , d'être enflammés du desir du bien public , de brûler d'une noble gloire , de ne vouloir pas recevoir le frein de la servitude , de gémir sur le sort infortuné de vos compatriotes , seroit-ce enfin d'être citoyens ? Ah ! si vos ancêtres ont pu jadis se flatter de posséder ces vertus jusqu'au point d'en avoir de l'*orgueil* , on ne le reproche pas aujourd'hui à leurs descendants.

2^o. Ce n'est pas de l'*avarice* ; car par les impôts dont vous vous laissez écraser , par vos charges que vous laissez confisquer , & par votre propriété que vous laissez attaquer , vous témoignez assez que vous êtes charmés de naître gueux , de vivre gueux , & de mourir gueux.

3^o. Ce n'est pas de l'*envie* ; car à quoi porteriez-vous envie ? Au bonheur dont jouit l'Angleterre , par l'heureuse constitution de son gouvernement ? A la sûreté , soit des biens , soit de la personne , dont on jouit dans les autres états de l'Europe ? A la liberté de la presse , cette garde vigilante de la liberté civile , & de la propriété , qui fait le bonheur de l'Angleterre , de la Hollande , de la Suisse & de l'Allemagne ? Vous vous en embarrassez bien , ma foi , & vous avez bien le temps d'envisager un bonheur que vous n'êtes pas faits pour connoître & que vous ne connoîtrez jamais.

4^o. Ce n'est pas de la *luxure* ; car pour

être luxurieux , il faut être riche & à son aise : ce péché n'est donc pas fait pour vous , qui n'êtes tous que des gueux & des esclaves , & vous n'avez pas seulement à vous reprocher à cet égard la moindre peccadille.

5^o. Seroit-ce de la *colere* que vous seriez coupable ? Oh ! pour celui-ci il y a bien quelque chose : le François est impatient & sa colere est prompte : mais sa colere aussi s'éteint très-promptement. Un petit couplet , un bon mot , une épigramme vont lui faire évanouir toute sa colere , & après avoir reçu le fouet comme les singes ; en faisant la grimace , on le fait danser , & il danse avec grace. Pauvre nation ! c'est-là tout ce qu'elle fait faire , disoit *Marcel* , que de danser & de danser bien.

6^o. Ce n'est pas de la *gourmandise*. On ne peut certainement vous en accuser : des hommes qui ont à peine le pain & l'eau ne songent guere à se livrer à la bonne chere. Il est vrai que chez les Hébreux , chez les Grecs & les Romains , ainsi qu'on le voit par le livre de *Ruth* & par les comédies d'Aristophane & de Plaute , on donnoit encore aux esclaves le sel & le vinaigre : & il faut espérer que bientôt ils vous seront accordés. Comme *Linguet* va triompher , si jamais il voit qu'on vous accorde le *sel* & le *vinaigre* ! Je vous l'avois bien dit , s'écriera-t-il avec transport , que vous ne seriez jamais heureux que lorsque vous seriez esclaves.

7^o. Ce n'est pas de la *pareffe* , enfin , qu'on peut vous accuser : vous passez pour le peuple de l'Europe le plus laborieux & le plus industrieux , & vous êtes la seule nation chez qui l'on voit les femmes porter des fardeaux , comme les hommes. A peine avez-vous le

temps de respirer & de dormir , tant vous êtes pressés de travailler !

8^o. Mais le huitieme des péchés capitaux ! le huitieme ! ah ! pour celui-ci vous ne direz pas que non. Il subsiste parmi vous , il regne sur vous avec la plus grande imprudence : vous lui laissez prendre sur vous l'ascendant le plus impérieux & le plus outré. Déjà il a jeté de profondes racines , il triomphe , il vous brave & bientôt il va vous étouffer. Quel est-il ce huitieme des péchés capitaux ? quel est-il ?.... Le chancelier MAUPEOU , ce monstre vomé par l'enfer pour l'avilissement des François & la destruction de leur liberté , cet abominable chargé de tous les crimes & digne de tous les supplices , ce scélérat aussi laid que le péché , autant haïssable que le péché , autant odieux au ciel & à la terre que le péché , enfin c'est ce monstre exécrable que *Milton* fait combattre avec satan !

Du 17 septembre 1771.

Jendredi dernier , jour du sceau , M. le chancelier demanda au sieur *Mangot* , ci-devant conseiller au grand conseil , aujourd'hui conseiller au nouveau tribunal , comment cela alloit ? Le magistrat lui répondit que cela alloit très-bien , qu'il y avoit 800 placets présentés pour la chambre des vacations. Le chef de la magistrature témoigna sa satisfaction de voir tant de zèle pour le service du roi , & sur ce que le sieur *Mangot* ajouta qu'ils avoient beaucoup de peine , il l'exhorta à soutenir son courage , il l'assura que cela finiroit , & qu'au surplus il ne manquoit pas de rendre compte à S. M. des travaux de ces Messieurs. Toute l'audience , témoin de la scene , a été en-

chantées de la sérénité du front de *M. de Maupeou*, & de sa bonne santé au milieu de tant de contradictions & de fatigues.

Du 17 septembre 1771.

Il passe pour constant que suivant le nouveau système du conseil, de nous rendre plus heureux en ramenant insensiblement les siècles d'ignorance, il a été rendu un arrêt le 11 de ce mois, qui ordonne qu'à l'avenir tous livres imprimés ou gravés, soit en françois, soit en latin, reliés ou non reliés, vieux ou neufs, venant de l'étranger, payeront à l'entrée du royaume 60 livres par quintal.

Il excepte cependant les manuscrits & livres imprimés ou gravés en langue étrangère venant de l'étranger, qui continueront à jouir de l'exemption générale de tous droits : ainsi que tous livres, soit manuscrits, soit imprimés ou gravés en langue françoise, latine ou étrangère, continueront pareillement à jouir de la même exemption, tant à leur circulation dans les différentes provinces du royaume, qu'à leur sortie à l'étranger, &c.

Du 19 septembre 1771.

M. le duc de Duras n'est point encore disgracié, comme on l'avoit craint : une absence qu'il avoit faite de Compiègne, quoique de service comme gentilhomme de la chambre, avoit donné lieu à ce bruit-là. *M. de Broglie* n'a pas non plus le commandement de Bretagne, mais il est assez vraisemblable que ce ne sera pas le premier qui sera porteur des ordres du roi pour la destruction du parlement de cette

province , & l'on nomme à sa place dans le public M. le duc de *Fitz-James*. La querelle personnelle que ce seigneur a à venger contre les parlements , ne peut que lui rendre sa mission fort agiëable.

Du 20 septembre 1771.

M. *Couvert Desormeaux* , avocat très - patriote & très-zélé pour l'ancien parlement , s'expliquoit avec beaucoup de chaleur dans des lieux publics & d'ailleurs répandoit indistinctement les brochures nouvelles sur cette matiere ; il a été observé de plus près , & lundi dernier des espions de la police l'ayant surpris glissant des brochures à une dame dans le palais royal , ont été avertir sur le champ le Sr. *d'Enmiery* , exempt , qui l'a arrêté dans la rue des petits champs , comme il sortoit de cette promenade : ce qui ayant fait émeute , pour tromper les spectateurs , ce suppôt de police a déclaré que c'étoit un filou qu'on avoit surpris volant une montre.

Du 21 septembre 1771.

La chambre des comptes qui n'ignore pas combien s'est accru pour elle le mépris général du public qui n'en a jamais eu une haute opinion , voudroit couvrir la lâcheté & l'opprobre de sa dernière démarche par quelque trait patriotique qui lui conciliât la bienveillance de la nation : c'est dans cette vue qu'elle a arrêté lundi dernier , 9 de ce mois , des remontrances sur les différens édits burfaux qui ont paru depuis le ministère de M. l'abbé *Terrai*. Cet effroyable tableau tracé par les

meilleurs peintres de la compagnie , a fait une grande impression lors de la lecture qui en a été faite au semestre assemblé ; il a été arrêté que les gens du roi iroient savoir de S. M. le jour , le lieu & l'heure où il lui plairoit les recevoir ; attendu que les vacances de la chambre commencent le vendredi suivant 13 septembre , arrêté en outre qu'au cas où le roi jugeât à propos de les recevoir , les membres désignés pour les porter seroient tenus de continuer leurs fonctions , quoiqu'en vacances.

Du 21 septembre 1771.

On avoit depuis long-temps répandu le bruit dans le public que le roi d'Espagne avoit écrit au roi à l'occasion des troubles actuels de la France & de la désunion qui s'étoit manifestée entre S. M. & les princes de son sang. Peu de politiques avoient ajouté foi à cette intervention , cependant le duc d'Albe , arrivé depuis peu , chargé de quelque négociation secrète , à ce qu'on assure , semble autoriser ce bruit ancien. C'est M. le duc d'Aiguillon qui a présenté le dimanche 15 au roi ce seigneur Espagnol , qui n'a encore aucun caractère public. Cet événement donne lieu à beaucoup de conjectures & renouvelle les espérances de certaines gens. Il est plus à croire qu'il est destiné par S. M. catholique à opérer la réconciliation des princes avec le roi , c'est-à-dire , à les exhorter de se soumettre aux vues sages , profondes & toujours justes de leur souverain , tous les rois & tous leurs conseils étant portés naturellement à favoriser & à prêcher le despotisme.

Du

Du 21 septembre 1771.

On écrit de Bordeaux qu'à l'arrivée de M. le maréchal de *Richelieu*, le parlement avoit fait des protestations contre ce qui se passeroit, signées des différens membres, à l'exception de dix, dont étoit le président de *Gase*; que les intrigues de ce gouverneur en avoient ramené plusieurs à l'avis de la cour, & que piqué contre quelques femmes qui l'avoient fort mal mené lors de ses visites pour corrompre les membres les plus foibles, il avoit envoyé des lettres de cachet à trois d'entr'elles: qu'il avoit été d'autant plus étonné du changement qu'il avoit trouvé, que suivant la liste envoyée par le Sr. *Esmangard*, intendant de la province, sur laquelle on avoit dressé l'édit de suppression & de création du mois d'août, il se trouvoit un plus grand nombre d'officiers: que cet édit portant un premier président, 4 présidens à mortier, 2 conseillers présidens, 4 conseillers clercs, 39 conseillers laïcs, 2 avocats généraux, un procureur général, 3 substituts, il compléttoit le parlement sur le pied de la nouvelle institution. Qu'au surplus, on n'y donnoit aucune raison de la disgrâce des membres supprimés & exilés, & que ce changement portoit seulement sur la suppression de la vénalité des charges, sur l'intention du roi que les nouveaux offices fussent la récompense des vertus & des lumières, & sur sa volonté d'assujettir les officiers nouveaux à une règle & à une discipline déjà établie dans quelques cours.

Du 22 septembre 1771.

Pour accélérer davantage ces opérations, M. le chancelier fait toujours répandre adroitement par ses émissaires des bruits sinistres, capables d'épouvanter les gens timides & de favoriser leur défection. On dit aujourd'hui, qu'à la rentrée de la St. Martin prochaine, l'ordre des avocats sera tenu définitivement de prendre un parti, en prêtant un nouveau serment par chacun de ses membres au tribunal actuel, sinon déchus de leur grade, & déclarés incapables de plaider jamais : Que les pairs protestants seront aussi forcés à se faire reconnoître en cette cour nouvelle, sinon déchus des droits, privileges & prérogatives de la pairie : Que les princes seront sommés d'y faire enrégistrer les provisions de leurs gouvernement, leurs brevets de pension & autres titres de graces surabondantes à celui de leur naissance, sinon privés d'en exercer les fonctions, d'en jouir, d'en percevoir les émolumens, &c.

Enfin pour ébranler les membres de l'ancien parlement que l'intérêt ou une amélioration dans le nouveau tribunal pourroient tenter, ces mêmes émissaires ajoutent que M. de *Miromenil*, premier président du parlement de Rouen, va remplacer à Paris M. de *Sauvigny* ; qu'on purgera ce tribunal des membres choisis avec peu de délicatesse, & qu'ainsi épuré des personnages plus recommandables se disposent à le former.

Du 21 septembre 1771.

M. le chancelier , à qui toute la Hiérarchie de la justice dont il est le chef est précieuse , étend ses soins vigilans sur les différentes parties de ce grand corps. Le châteleet n'attire pas moins son attention que le premier tribunal , & comme le lieutenant civil chargé plus spécialement de la reconstruction de sa compagnie , ne paroît pas mettre à cette besogne l'activité & l'adresse qu'elle exige , il y cherche à suppléer par sa vigilance personnelle. Cependant ce corps ne s'est encore accru que de quatre conseillers , dont un s'est trouvé frere d'un huissier à verge servant audit châteleet , & malgré les provisions dont il étoit pourvu par M. le chancelier , il n'a pu être agréé.

C'est pour réparer un vuide si fâcheux dans un corps journellement essentiel à l'administration de la justice à Paris , que M. le chancelier s'est fait représenter la liste des avocats reçus depuis quelque tems , & sur le compte qu'on lui rend de chacun d'eux il fait parler aux parens pour savoir s'ils ne seroient pas disposés à placer leurs enfans dans le châteleet ; il les fait assurer des facilités qu'ils trouveront , soit pour la finance , soit pour la réception : il finit par assurer toute la famille de sa protection.

C'est ainsi qu'il en a usé à l'égard du Sr. *Rotisset* , secrétaire de M. le marquis de *Paulmy* : non-content d'avoir engagé cet ancien ministre à engager le Sr. *Rotisset* à faire entrer son fils au châteleet , il lui a fait écrire une lettre anonyme , mais contresignée *chancelier* ,

dans laquelle on l'avertit que son fils peut se présenter au châtelet , mais ce digne citoyen ne s'est pas laissé aller à ces caresses perfides & a regardé cette millive comme non avenue.

Du 23 septembre 1771.

Il passe pour constant que le parlement de Metz va être supprimé , & que la cour souveraine de Nancy lui fera substituée.

Du 24 septembre 1771.

Le nouveau tribunal qui conçoit combien il lui importe de se concilier l'affection du peuple , en paroissant prendre fait & cause pour lui dans ce qui le touche le plus , savoir , la cherté du pain & la manutention de la police concernant le commerce des grains , a fait imprimer & répandre avec profusion un arrêt qu'il a rendu le 4 septembre , qui condamne la veuve *Monfigny* , fermière du droit de minage dans la ville de Deslurennnes , en 30 liv. d'amende , & 150 liv. d'aumône , sans note d'infamie toutefois , pour s'être servi de fausses mesures.

Qui condamne pareillement le nommé *Montevry* en 3 liv. d'amende , sans note d'infamie , aussi pour contravention aux déclarations & lettres-patentes concernant le commerce des grains & la police des marchés.

Du 24 septembre 1771.

Depuis la destruction des parlements de Toulouse & de Bordeaux , on parloit de celle du parlement de Rouen , & l'on prétendoit que les membres de cette cour en vacances

avoient reçu des lettres de cachet pour se réunir en cette capitale le 22 , & y entendre les ordres du roi ; quoique l'époque ne se soit pas trouvée exacte , il est décidé que la suppression en question aura lieu avant la fin de la semaine prochaine. On varie sur les suites de l'événement. Quoique les arrêtés & arrêts de cette compagnie aient été assez unanimes jusqu'à présent , depuis le mois de février on croit que M. le chancelier ne désespere pas de voir une partie des magistrats se soumettre aux volontés du roi , auquel cas cette soumission de leur part pourroit leur mériter d'être conservés & de former un nouveau parlement ; ce qui d'ailleurs donneroit moins de peine & occasionneroit une secousse moins violente : sinon le cas est prévu , suppression absolue de tout parlement , réunion de la ville de Rouen & de sa banlieue au nouveau tribunal établi à Paris , & création de deux conseils supérieurs , l'un à Caën & l'autre à Alençon.

Pour préparer la province à la commotion , des émissaires de M. le chancelier depuis quelque temps sement adroitement le bruit que c'est le parlement qui est cause de la cherté des grains dans la province ; que c'est pour le punir en partie du monopole que grand nombre de ses membres exerçoient sourdement , qu'on le supprime. Suivant des lettres particulières , ces insinuations avoient tellement pris dans les esprits , que le peuple , bien loin de témoigner le moindre attachement à ces magistrats qu'il regardoit ci-devant comme ses pères , souhaite ardemment un changement dont il espère que résultera son bonheur , & se dispose à mal-mener les conseillers lorsqu'ils

partiront pour leur exil , & à les injurier , à-peu-près comme on a fait à Besançon. On ajoute que le premier président mandé à la cour pendant le voyage de Compiègne , se disposant à partir sans précaution , avoit déjà éprouvé les effets de l'indignation d'une populace-soulevée.

Du 24 septembre 1771.

M. l'abbé *Terrai* avoit depuis long-temps publiquement pour maîtresse une madame *de la Garde* , qui vivoit au contrôle général , faisoit les honneurs de la table ; & se mêloit avec peu de décence de la distribution des places & des emplois ; elle en faisoit un trafic considérable , au point que , suivant l'auteur de la *suite de la correspondance* , elle a gagné plus de 1800,000 livres depuis la promotion de M. l'abbé *Terrai* au ministère des finances. Quoi qu'il en soit , ainsi que du motif de sa disgrâce sur lequel on varie , M. l'abbé *Terrai* n'a pu soutenir cette bonne amie contre le cri général de la ville & de la cour : elle vient de partir pour Nancy où elle est exilée.

Une Dlle. *de Clorci* , bâtarde de M. l'abbé *Terrai* , & mariée par lui depuis peu à un M. *d'Amerval* , vivoit aussi dans la maison & a également participé à la disgrâce ; elle a préféré de se retirer au couvent de Port Royal , plutôt que de suivre son mari.

Du 25 dudit.

Les vacances du nouveau tribunal n'empêchent pas le cours de cette multitude d'édits, lettres patentes , déclarations , arrêts du conseil , dont on est inondé depuis sa création.

La chambre des vacations procede avec le même zele à enrégistrer tout ce qui se présente.

En conséquence elle a enrégistré des lettres patentes , données à Versailles le 31 août , qui pourvoient à l'omission faite dans les divers édits de suppression , ordonnant remboursement d'offices , des privileges & hypothèques des créanciers des différens corps , & ordonnent la liquidation & le remboursement des offices unis aux différens corps ou communautés tant d'officiers supprimés , que des augmentations de finance par eux ci-dessus payées , & qui pourvoient au remboursement de leurs créanciers privilégiés sur lesdits offices & augmentations de finances.

Le même jour & de la même maniere , elle a enrégistré d'autres lettres patentes du 1 septembre , en date de Versailles , qui sur les contestations élevées par les autres huissiers & sergens royaux concernant l'exécution du nouveau règlement substitué aux formalités des decrets volontaires , accorde aux huissiers audienciers du châtelet de la bonne ville de Paris , à l'exclusion de tous autres , le droit de faire les oppositions au sceau des lettres de ratification qui seront obtenues sur les contrats de vente d'immeubles dans l'étendue du ressort du châtelet.

Ces deux enrégistremens ont été faits à la charge qu'il sera réitéré au lendemain de St. Martin , & sur les conclusions de Me. *Nicolas Pierrou* , doyen des substitués du procureur général du roi.

Du 25 septembre 1771.

Les bruits défavorables qui couroient depuis quelque tems sur la façon de penser de M.

d'Aligre , premier président du parlement de Paris , ne se réalisent que trop , & il est indubitable aujourd'hui qu'il a donné sa démission de cette place & fait liquider son office. Deux raisons ont sans doute contribué à cet arrangement : la première , par crainte d'être exilé de nouveau & plus loin ; ce qui allarmeroit fort ce magistrat accoutumé à la vie de Paris & au commerce des filles de spectacle & autres nécessaires à son existence ; l'autre , la crainte de perdre un gros capital , l'avarice étant une de ses passions favorites.

On est indigné de voir un personnage de ce nom qui a toujours passé pour très-borné , abandonner aussi lâchement les intérêts de sa compagnie pour deux causes aussi honteuses , ce magistrat d'ailleurs étant puissamment riche.

On craint fort que cet événement n'influe sur la suite & que plusieurs présidens ne se modelent sur lui ; ce qui entraîneroit bien vite le reste de la compagnie.

Si l'on en croit différentes lettres de Bordeaux & de Toulouse , les choses ne vont pas aussi bien dans ces deux nouveaux parlemens qu'avoit lieu de l'espérer M. le chancelier par la facilité dont ils s'étoient formé. Celui de la première ville défile insensiblement , & se réduiroit à rien si sa désertion continuoit.

Quant au second , on prétend que les conseillers restans ont fait un arrêté pour demander au roi le retour de leurs confreres , exilés injustement , qu'en outre ils ne veulent point recevoir d'intrus parmi eux & refusent tous ceux que M. le chancelier voudroit leur donner.

Il est assez vraisemblable que le parlement

de Toulouſe eſſuye des difficultés , d'autant plus que l'on ne voit pas paroître l'édit de ſupreſſion & celui de récréation de cette compagnie.

Au ſurplus , leurs proteſtations , en date du ſamedi 3 août , faites , toutes les chambres aſſemblées , paroiffent imprimées. Comme ces magiſtrats ont eu le tems de les digérer , elles ſont beaucoup plus détaillées & motivées que celles de Beſançon , quoique ne pouvant être plus vigoureuſes.

Du 27 ſeptembre 1771.

Une grande queſtion a agité ces jours paſſés la chambre des vacations , elle mérité un détail particulier.

Le 3 août dernier il a été rendu un arrêt du conſeil qui ordonne que les Aréomètres ou Peſe-liqueurs inventés & fabriqués par le *Sr. Cartier* , ſeroient employés pour la vérification des eaux-de-vie ſimples , rectifiées , ou eſprit de vin , conformément à l'avis de l'académie des ſciences , & dont il devoit réſulter des droits ſimples , doubles & triples , conformément aux réglemens.

Le 4 ſeptembre le nouveau tribunal avoit enrégistré cet arrêt revêtu de lettres patentes , & en ordonnoit l'exécution à compter du jour de la publication.

Ces lettres patentes ont occaſionné les plaintes & réclamation du corps entier de l'épicerie. Les gardes de la communauté ſont venus faire au procureur général leurs repréſentations , ils ont demandé qu'il fût ſuſſis pendant quelques jours à la publication , afin de pouvoir plaider plus lumineuſement leur cauſe :

en conséquence ils ont donné des mémoires , d'où il résulte que l'augmentation projetée nécessairement sur les eaux-de-vie , par l'exécution précipitée des lettres patentes , seroit absolument préjudiciable , non-seulement aux commerçans , mais encore à ceux des sujets du roi , auxquels la cherté des vins a rendu cette boisson nécessaire. De-là deux questions importantes.

La première , savoir si l'aréomètre ou pese-liqueur proposé peut servir de base invariable pour fixer les droits à percevoir sur les eaux-de-vie ?

La seconde , savoir , si les eaux-de-vie commandées par les négociants avant qu'ils aient pu avoir connoissance de la fixation des degrés établis par les lettres patentes , peuvent être sujettes aux droits établis par ladite fixation , ou si cette fixation ne doit servir de règle que pour l'avenir ?

Le procureur général , après avoir pesé dans sa sagesse ces divers mémoires & l'importance des questions , a observé qu'il n'est pas possible que l'aréomètre ou pese-liqueur proposé puisse fixer d'une manière invariable le degré des eaux-de-vie , si l'on s'en sert dans un lieu où la température de l'air ne soit pas toujours la même ; ce qui résulte de l'avis de l'académie de sciences , servant de base à l'arrêt du conseil , &c. qu'ensuite il seroit de toute injustice d'assujettir aux droits fixés par le pese-liqueur , des eaux-de-vie , commandées par des négociants , qui , s'ils eussent eu connoissance des lettres patentes , eussent pris des précautions relatives dont le détail est inutile & seroit trop long , &c.

En conséquence ce magistrat a fait un beau

requisitoire , d'après lequel pénétré des bontés du roi pour ses peuples , assuré de la protection singulière qu'il a toujours accordée au commerce , pour remplir son devoir , soutenir les intérêts du pauvre , & se conformer aux intentions de S. M. il a proposé à la cour de suspendre la publication & exécution desdites lettres patentes , &c.

Le nouveau tribunal , frappé de raisons importantes énoncées aux divers mémoires des épiciers , & flatté de trouver une occasion de faire connoître au peuple combien ses intérêts lui sont chers , après avoir nommé pour rapporteur de cette affaire le Sr. *Goulin* , conseiller , qui se mêle d'hydraulique & a quelques teintures des hautes sciences , a ordonné par un arrêt du 24 septembre , sous le bon plaisir du roi , qu'il sera par provision sursis à l'exécution de ces lettres patentes du 3 août dernier , &c. & avant faire droit sur icelles , ordonne que l'adjudicataire général des fermes sera tenu d'indiquer à la cour l'endroit qu'il choisira pour faire usage de l'aréomètre ou pese-liqueur , pour par la cour nommer tels experts qu'elle avisera , lesquels rapporteront si la température de l'air de l'endroit désigné sera la même dans tous les instans & dans toutes les saisons , & indiqueront les moyens qu'ils croiront convenables pour déterminer l'usage du pese-liqueur , &c.

Du 27 septembre 1771.

M. le prince de *Condé* a commencé une grande réforme dans sa maison : c'est le Sr. *Michel* , ci-devant attaché au roi *Stanislas* , &

qui par le bon ordre qu'il avoit mis dans l'intérieur du domestique de ce souverain , a paru digne de la confiance du prince en question , qui est à la tête de cette nouvelle administration. On espere qu'il résultera par son économie & son esprit de vigilance une diminution considérable dans les dépenses.

Cette nouvelle , outre l'intérêt particulier qu'y peuvent prendre les créanciers de S. A., fait une grande sensation sur les bons patriotes : ils s'en confirment davantage dans leur bonne opinion du prince , qui semble ainsi chercher de plus en plus à se dégager des entraves de la cour & à braver toutes les disgraces que son zele pour les intérêts de la nation pourroit lui faire subir dans sa fortune.

Du 27 dudit.

Le bruit court que pour subvenir aux dépenses extraordinaires que doivent occasionner dans les provinces les gages des nouveaux officiers créés pour y administrer la justice gratuite , on va augmenter les rôles des tailles jusques à concurrence de la somme nécessaire. Cette perception , qui se fera soudainement & qui n'étant qu'une extension d'un impôt déjà mis , ne sera sujette à aucun examen , produira le même effet & fera moins crier qu'un impôt dénommé sous une autre forme.

Du 28 septembre 1771.

Le conseil a été fort scandalisé : 1°. que la chambre des vacations ait suivi les errements de l'ancien parlement en qualifiant ses arrêts

du terme de *jugement du conseil* ; ce qui indiqueroit une supériorité dont le conseil ne convenoit pas vis-à-vis du parlement , & qu'il rejette encore plus vis-à-vis de ce nouveau tribunal.

2°. Que cette chambre ait osé contre toutes les regles suspendre l'exécution de lettres patentes enrégistrées au parlement , sans en avoir communiqué avec le ministère , & sous la clause dérisoire , & aussi usitée par l'ancien parlement , *sous le bon plaisir du roi*.

On veut que cet arrêt n'ait été que le résultat des menées du procureur général , à qui les épiciers ont promis un présent de mille Louis d'or , s'il pouvoit leur faire obtenir le tems de se retourner , en suspendant l'exécution de l'arrêt.

D'autre part , les fermiers généraux piqués de ce retard , en ont porté des plaintes au contrôleur général : ce qui avoit provoqué la cassation qu'on annonce de l'arrêt de la chambre des vacations du 21 , par un arrêt du conseil qu'on attend.

Du 28 septembre 1771.

Le Sr. de la Galaisiere , conseiller d'état , a été hier à la cour des monnoies pour y faire lire , publier & enrégistrer de force un édit portant dessèmentement de cette compagnie , suppression & remboursement de plusieurs offices.

Du 28 septembre 1771.

Un arrêt du conseil vient de juger 1°. qu'un domaine détaché du fief conserve sa nobilité , quoique le possesseur de ce domaine se soit

soumis à un cens envers celui auquel il a aliéné le fief. 2^o. Que le domaine noble ne peut être arroturé que par l'imposition du cens , lors de la tradition du fonds par le seigneur du fief , & non par une simple convention postérieure , entre celui du domaine & celui auquel il vend le fief.

Le 28 dudit.

Madame la duchesse de Cossé , nommée par le roi dame d'atour de madame la dauphine , malgré le desir que cette princesse sembloit avoir de voir auprès d'elle madame la duchesse de St. Maigrin , belle-fille de M. de la Vauguyon , donne lieu à de nouvelles spéculations à la cour. Dans la lettre que S. M. a écrite à cette dame de son propre mouvement , après lui avoir annoncé la faveur qu'elle lui accordoit , elle ajoutoit que comme elle savoit qu'elle avoit entrepris la nourriture d'un enfant dont elle étoit accouchée récemment , elle la dispensoit de son service pendant un an. Madame de Cossé est fille de M. le duc de Nivernois , qu'on fait être un des pairs protestants , très-zélé parlementaire : ce seigneur , très-bien auprès du roi , avoit perdu beaucoup de sa faveur depuis le lit de justice du 13 avril ; il reprend aujourd'hui , & S. M. le traite avec une grande bonté.

Le 28 dudit.

Protestations des magistrats du parlement de Normandie , rassemblés en tems de vacances par lettre de cachet.

« Nous présidents & conseillers au parlement de Rouen , pénétrés du plus profond

respect pour le roi , de l'attachement le plus inviolable pour sa personne sacrée , animés du zèle le plus pur pour le bien du service de S. M.,

« Instruits des mesures prises pour l'anéantissement du parlement , & pour nous arracher à des fonctions dans l'exercice desquels nous mettons toute notre application à nous rendre dignes du dépôt sacré qui nous est confié , »

« Considérant que la province de Normandie a des privileges dont l'origine remonte jusqu'aux premiers tems de la monarchie françoise ; qu'elle a toujours eu un échiquier pour rendre la justice en dernier ressort au nom de ses ducs : que depuis sa réunion à la couronne ce tribunal lui a été conservé , & que le parlement n'est autre chose que ce même échiquier)a) ; que ses privileges ont

(1) Avons mandé assembler plusieurs prélats , barons , seigneurs & la plus grande partie des baillifs desdits pays avec les gens des trois états d'icelui du 20 mais dernier 1499 à notre ville de Rouen. . . & après avoir vû & considéré bien & à plein par entr'eux les abus. . . & iceux évidemment connus , & par plusieurs journée débattu les moyens d'y remédier , les delegués des états ayant requis très instamment que notre plaisir fut , pour le bien de justice , habitans & sujets dudit pais , & généralement de la chose publique d'icelui , pourvoir par la maniere par eux avisée : c'est à savoir que la cour souveraine de l'échiquier du pais fût & soit dorénavant assise ordinaire & continuellement tenue par certain nombre de conseillers & présidens , selon les points & articles par eux baillés . . . pour ces causes . . . constituons , ordonnons & établissons la cour souveraine de l'échiquier de notre dit

été confirmés lors de l'hommage rendu par *Raoul* , le premier de ses ducs , au roi *Charles* , & de nouveau consacrés par les Chartres authentiques des rois *Philippe - Auguste* (*b*) , *Louis X* (*c*) , *Philippe de Va-*

païs & duché de Normandie , à être dorenavant & à toujours en notre nom & de nos successeurs ducs de Normandie , tenue ordinairement & continuellement en nôtre palais de notre bonne ville & cité de Rouën , capitale dud. païs . . . en laquelle notre cour de l'échiquier ordinaire , feront dorénavant traitées , discutées & définies toutes les causes & matieres dud. païs ; au dernier & souverain ressort civil & criminel . . . par ordre des six bailliages , & sera & demeurera , icelle cour au surplus en toute autre chose en aussi grand pouvoir & prééminence , sans en rien réserver qu'étoit par ci-devant la cour souveraine de l'échiquier . . . non obstant quelconques ordonnances , restrict.on. mandemens & défenses à ce contraires. Edit de Louis XII , en avril 1499.

(*b*) Les habitans de Rouen résolurent de porter les clefs de la ville au roi-Philippe , aux conditions qu'il maintiendrait non seulement la ville de Rouen , mais encore la province entière dans ses loix & coutumes , dans ses franchises & libertés. Hist. de Normandie par Masseville.

(*c*) Voulons & ordonnons étroitement & mandons être observées lesdites lettres perpétuellement , inviolablement & que vous vous empressiez autant qu'à chacun de vous appartiendra , de rappeler à l'état de tout ce qu'il vous paraîtra évidemment avoir été mal à propos attenté contre leur teneur , & que vous n'avez à permettre qu'il soit attenté contre quelque chose de contenu aux lettres par aucun notre commissaire . . . Vous commandons étroitement & mandons sous la peine de la perte de vos offices & autres peines , avec ferme injonc-

lois (d) , Charles VI (e) , Charles VII , Charles VIII , Louis XII , François I , Henri II (f).

tion que vous juriez sur les saints évangiles de perpétuellement , inviolablement & inébranlablement observer toutes & chacune ces choses contenues &c.

(d) Nous accordons qu'ils tiennent & conservent , fassent tenir & conserver & continuer le contenu aud. registre coutumier , leurs louables usages , coutumes anciennes , franchises , libertés , confirmations d'icelles faites par le susd. roi. . . non obstat tout attentat ou fait contraire.

(e) Voulons & ordonnons qu'ils (privileges & droits) soient tenus & observés inviolablement à l'avenir , & de peur que par l'usage ou par autres lettres , concessions ou ordonnances au contraire obtenues ou jurprises , lesd. privileges ou quelques parties d'iceux puissent être révoqués en doute , quant à ce nous revoquons & voulons être regardés comme non faits & non accordés toutes choses au contraire usurpées , soit par usage , concession , commandement ou ordonnance faits ou observés par grace , & voulons que nonobstant toutes choses faites au contraire , lesd. privileges soient perpétuellement observés , & que nous ou nos successeurs ou leurs officiers n'ayent à y attenter , ne faire rien au contraire : & si , par hazard , (ce qu'à Dieu ne plaise) est faite quelque entreprise au contraire , nous ne prétendons pas qu'elle porte aucun préjudice auxd. supplians & autres sujets de notre duché , ou à leurs susd. privileges en quelque maniere que ce soit , lettres patentes du 25. janvier 1388.

(f) Sur la requête des gens des trois états , continuons & confirmons par ces présentes tous & chacun , les privileges , droits & libertés qui ont été par nos prédécesseurs concédés & octroyés juxte & suivant la charte Normande . . . si donnons en mandement à nos gens

« Que par ces Chartes , les ecclésiastiques , nobles & autres habitants de Normandie , ont été maintenus dans leurs droitures , privilèges & franchises , & nos rois se sont solennellement engagés à leur faire administrer la justice par leurs officiers fréquentant & demeurant audit pays , sans pouvoir être traduits devant d'autres juges que leurs juges naturels , & sans que les causes du duché de Normandie puissent être portées ni évoquées au conseil ni au parlement de Paris , ni qu'aucun puisse pour les causes dudit duché être ajourné audit parlement (g). Nous ne croyons pas pouvoir nous dispenser de consigner dans un acte authentique nos protestations contre tous les actes qui pourroient

tenans la Cour de parlement & à tous nos autres *Justiciers* & officiers. . . afin que lesd. privilèges & contenu en lad. charte Normande ils fassent , souffrent & laissent lesd. gens des trois états jouir & user pleinement , paisiblement & perpétuellement sans y faire , ne souffrir être fait , mis ou donné en quelque façon que ce soit , aucun trouble de tout bien ni empêchement au contraire , aussi si aucun y étoit fait , fassent tout incontinent réparer & remettre sans délai au premier état & deu. édit d'avril. 1559.

(g) Voulons & ordonnons que dorénavant les causes de notred. pais & duché de Normandie , *soient traitées , & déterminées aud. pais selon lad. coutume* , sans , sous ombre ou couleur de privilege ou autrement les *distraindre ou tirer hors du pais* : . . . en ordonnant par les mêmes présentes à notre chancelier & autres ayant la garde de nos sceaux . . . qu'aucunes lettres ou impétrations ne soient par eux données au contraire.

être surpris à la *religion* du roi , au préjudice des privilèges les plus anciens & les plus précieux ; qu'il est de la justice & de la bonté du roi , de maintenir & de conserver : c'est un devoir que nous impose le serment que nous avons prêté à S. M. »

« En conséquence nous déclarons protester contre toute atteinte qui pourroit être donnée auxdits privilèges & franchises du pays & duché de Normandie , & conséquemment contre tous édits , déclarations & lettres patentes portant suppression & destruction du parlement , destitution d'aucuns de ses membres , distraction de son ressort , & création de conseils supérieurs , contre toutes transcriptions sur les registres , sans délibération libre & préalable.

« Déclarons que nous persistons aux arrêts , arrêtés & remontrances dudit parlement , duquel nous regarderons toujours comme les seuls & vrais membres : à l'effet de quoi nous avons signé le présent acte. A Rouen , le mercredi 15 septembre 1771 , pour être déposé au greffe du parlement. »

GRAND'CHAMBRE.

(Signés) de *Miromesnil*, chevalier , P. Président ; de *Rouville*, P; de *Bimoret*, P; d' *Auxonville*, *Guerdier* , de *Bournainville* , de *Bellegarde* , d' *Escaquelon* , d' *Hata ville* , de *Villers* , de *Doublemont* , d' *Epinay* , de *Bouville* , du *Fossé* , de *Pelletot* , de *Cangy* , de *Virville* , *Pigou* , *Desmarets* , *Guyot* , *Descours* , de *Ranville* , *Sainte-Honorine* , *Fiquet de Normanville* , de *Maisons* , le *Danois* , de *Bolconte* , *Perchet* , de *Bonissent*.

3 Présidens , 26 conseillers.

CHAMBRE DE TOURNELLE.

Est composée de six conseillers de grand'-chambre , de six de la première des Enquêtes , & six de la seconde.

Du Momet , P ; de Pommereu , P. ; d'Esneval , présidens.

3 présidens.

PREMIERE DES ENQUETES.

De Bailleul , P. ; de Bonneval , P ; de Pommae , de Gouy , le Boullenger , de Dampierre , Mouchard , de Breouté , de Saint Germain , de Betteville , de Coltot . Douessy , de Griszy , de Rualem , Baunzy , Menard , de Bostheroulde , Danneville . de Bailleul , Paryot , du Fay , du Châtenet , de Fresequene , de Janville , de Saint Ouer.

2 Présidens , 23 Conseillers

SECONDE DES ENQUETES.

De Berthomas , P. ; Bigot , P. ; de Neuville , de Combon , le Dancis-Desessarts , Bonnet , de Vaubadon , Richomme , Dambrum , de Guichainville , de Thibouville , de Blosserville , de la Cauviniere , Doucsy , de Langrume , de Triquer-ville , Hays de la Motte , de Saint-Quentin , Dangerval , Dasnieres , Hérainbourg , de Vauville , Dyel de Limpiville , de Chailloné , Marefcot de Colores , de Somménil , d'Ugleville , d'Anvers.

2 Présidens , 26 Conseillers.

R E Q U Ê T E S .

Bigot de Sainte Croix P. ; de Beuvillé , Vauquier-Alexandre , de Chenilly , d'Auteuil , de Torcy , de Logerot , de Cressent , de Captot.

1 Président , 8 Conseillers.

RECAPITULATION.

<i>Grand'Chambre</i> ,	3	Préfid. à Mor.	26	Conf.	29
<i>Tournelle</i> ,	3	Préfid. id.	.	.	3
<i>I. Des Enquêtes</i> ,	2	Préfid. à Bon.	23	Conf.	25
<i>II. Des Enquêtes</i> ,	2	Préfid. à Bon.	26	Conf.	28
<i>Requêtes</i> ,	1	Préfid.		8 Conf.	9

 94

Du 29 septembre 1771.

Extrait d'une lettre de Rouen du 27 septembre. . . . Les membres du parlement de Rouen , quoiqu'en vacances , ayant reçu , suivant le bruit qui s'en étoit répandu depuis quelque temps , des lettres de cachet pour se réunir à Rouen le 26 , se sont rassemblés le 25 au palais , & y ont dressé des protestations conformes à celles de Besançon , Toulouse , &c. souscrites d'un très-grand nombre de membres.

Le lendemain 27 M. le duc d'Harcourt , & M. Thiroux de Crosnes , ont procédé à la destruction du parlement par un édit de suppression ayant ordonné préalablement qu'on biffât un arrêté de cette cour , comme servant de motif à son extinction.

Le tout s'est opéré au moyen de quatre lettres de cachet , ou pour mieux dire de cinq : la dernière est une lettre de cachet d'exil , mais on a laissé à chaque membre le choix du lieu. M. le duc d'Harcourt a mis à cette expédition militaire toute l'humanité dont elle étoit susceptible.

Le parlement est supprimé sans récréation. Toute la basse Normandie ressortira à un con-

feil supérieur , établi à Bayeux : la haute est réunie au parlement de Paris , jusques à nouvel ordre.

On dit ici qu'on doit augmenter le parlement de Paris d'une chambre , dont l'objet sera de connoître exclusivement de toutes les affaires de la province de Normandie : on ajoute qu'elle sera composée des membres du Parlement de Rouen qui auront bonne volonté & témoigneront leur résignation aux vues de la cour.

Du 29 septembre 1771.

L'affaire qui a fait le plus d'éclat & a occasionné la disgrâce de madame la baronne *de la Garde* , est un procès qui s'est élevé entre M. le marquis *de Soyecourt* , & M. le comte *du Hautoy* , au sujet d'une exploitation de Forges en Lorraine , accordée pour 36 ans par arrêt du conseil au mois de janvier dernier. Ce procès porté au conseil de finances a été mis au rapport de l'abbé *Terrai*. Les parties ont fait des mémoires respectifs , où il a été articulé en fait que madame *de la Garde* avoit reçu cinquante mille écus sous la promesse de concilier aux entrepreneurs la bienveillance du ministre des finances. Il en a résulté un grand scandale dans le conseil , M. l'abbé *Terrai* en a reçu des reproches : il s'est excusé sur ce que sa religion avoit été surprise , & pour preuve il a travaillé lui-même à l'expulsion de sa maîtresse , & de son frere , M. *d'Amerval* , autre intrigant. Ils sont partis pour St. Nicel en Lorraine , & l'on croit qu'ils y sont retenus par lettre de cachet.

Du 30 septembre 1771.

Rien de plus sûr que la démission de M. d'Aligre de sa place de premier président , on ajoute qu'il a reçu le remboursement de cent mille écus d'un brevet de retenue qu'il avoit sur la charge de président à mortier vendue à M. de Fleury. On raconte que le roi en annonçant cette nouvelle avoit dit qu'il venoit de le rembourser , non en argent, car il n'en avoit pas, mais en bon papier , dont d'Aligre avoit été content.

Du 30 septembre 1771.

Des gens en crédit ayant été solliciter auprès de M. le chancelier la grace de mademoiselle Daujon , ce chef de la magistrature a répondu que bien loin de songer à l'élargir , il venoit de la faire transférer à l'hôpital : c'est un lieu où l'on conduit les filles de mauvaise vie & autres gourgandines que la police fait arrêter journellement. M. l'archevêque a la direction de cette maison , & comme cette dévote est entichée de jansénisme , peut-être ce prélat veut-il travailler à sa conversion.

Du 30 septembre 1771.

On varie aujourd'hui sur la mission du duc d'Albe : bien des gens prétendent que l'objet de sa venue est de représenter au roi même de la part de S. M. catholique , combien elle feroit fâchée de voir réaliser le bruit du rappel des jésuites en France , qu'elle regarderoit cet événement comme une injure personnelle. A quoi l'on ajoute que le roi avoit répondu n'avoir jamais eu intention de les faire revenir.

Peut-être cet objet de mission n'est-il pas plus sûr que le précédent.

Du 30 septembre 1771.

Madame la princesse de *Montmorenci* est très-liée avec madame la comtesse *Dubarrî* ; elle a cru pouvoir demander à M. le chancelier la sortie de la bastille de l'avocat *Couvert Desormeaux* : mais ce chef de la magistrature a répondu qu'il n'en sortiroit que quand lui (*Maupeou*) auroit les yeux fermés. La princesse indignée est sortie avec vivacité, en poussant la porte du cabinet au nez du chancelier, & en lui déclarant que c'étoit la dernière grace qu'elle lui demanderoit.

Du 1 Octobre 1771.

C'est le 27 septembre qu'il a été rendu un arrêt du conseil, qui sur les représentations faites à S. M. concernant l'exécution des lettres patentes du 3 août dernier, & les inconvéniens qui en résultoient pour les négocians de Paris a donnés au commerce des eaux-de-vie, &c. & sur l'augmentation du prix de cette denrée qui pouvoit en résulter, ordonne que les eaux-de-vie arrivées à Paris & qui y arriveront jusqu'à au 14 octobre prochain, ne paieront que les précédents droits ; & casse, comme incompétemment rendu, l'arrêt rendu par la chambre des vacations du parlement de Paris, du 24 dudit mois, portant surseance à l'exécution des lettres patentes du 3 août dernier, &c.

Il paroît un autre arrêt du conseil d'état du 15 septembre, qui maintient les prévôt des marchands & échevins de la ville de Paris, dans

dans le droit de nommer aux offices qui composent le corps & la juridiction dudit-hôtel-ville , & qui ordonne que conformément à l'édit du mois de Février 1771 , concernant l'évaluation des offices , S. M. jouira à l'avenir des offices dépendants dudit hôtel-de-ville , dénommés en l'état annexé audit arrêt.

Du 1 octobre 1771.

La chambre des vacations a enregistré samedi dernier , à la charge que l'enregistrement seroit réitéré au lendemain de St. Martin , les deux édits dont l'un supprime le parlement de Rouen , & reunit une partie de son ressort au parlement de Paris , le surplus restant sous celui d'un conseil supérieur établi à Bayeux , dont le second édit de création a été aussi enregistré de la même manière.

Du 1 octobre 1771.

Le sieur *le Brun* , secrétaire de M. le chancelier , à qui l'on attribue la plupart des discours de ce chef de la magistrature , vient d'être nommé à la place d'inspecteur des domaines , vacante par la mort de M. *Freret*. Il avoit une charge de payeur des rentes , qu'il cède à son frère.

On vient d'envoyer de Bordeaux imprimé , par ordre de M. le maréchal , la relation d'une partie de ce qui s'y est passé : ce sont les procès verbaux des deux séances de M. le maréchal , duc de Richelieu , gouverneur & lieutenant général pour le roi en sa province de Guyenne , & de M. *Esmangart* , intendant de ladite province , au parlement de Bordeaux , les 4 & 7 septembre 1771.

Tome II.

H

On voit par le premier : 10. que c'est mal-à-propos qu'on avoit fait l'honneur à M. le procureur général *Dudon*, de dire qu'il avoit été exilé en même temps que M. le Breton, premier président, & M. du Paty, l'un des avocats généraux ; puisque c'est lui qui a fait toutes les requisitions au nom du roi, & de son très-express-commandement.

2°. Que le septieme jour de la reconstruction du parlement, 47 magistrats de l'ancien se sont trouvés au palais, destinés à composer le nouveau, mais en vertu seulement de lettres de cachet à eux envoyées dans la nuit par des officiers du régiment de Bretagne, pour qu'ils eussent à s'y rendre sous peine de désobéissance.

3°. Que ces magistrats ont encore reçu dans la séance même chacun un ordre du roi conçu en ces termes :

„ Monf. . . . je vous fais cette lettre pour
 „ vous ordonner de continuer votre service à
 „ mon parlement de Bordeaux, sans que,
 „ sous aucun prétexte, vous puissiez le quit-
 „ ter ; le tout à peine de désobéissance. Écrit
 „ à Compiègne le 23 août 1771. Signé LOUIS,
 „ & plus bas *Bertin*.

4°. Que chaque magistrat a souscrit un récépissé de l'ordre ainsi dressé :

„ Nous soussignés présidens, conseillers &
 „ gens du roi en son parlement de Bordeaux,
 „ reconnoissons que l'ordre du roi, dont copie
 „ est ci-dessus, nous a été remis par M. le
 „ maréchal duc de Richelieu, chargé des or-
 „ dres de S. M., & promettons nous y con-
 „ former. Au palais, à Bordeaux le 7 septem-
 „ bre 1771. „

Qu'ainsi chaque magistrat du nouveau par-

lement est lié par un ordre indéfini pour sa durée , en sorte que toutes les fonctions futures se trouvent exercées sous la même contrainte , & qu'il manque de cette liberté , première qualité intégrante de son état.

Du 2 octobre 1771.

M. le duc de *Fitz James* est décidément déclaré commandant en Bretagne , à la place de M. le duc de *Duras*. S. M. a écrit à ce dernier une lettre du même style que celle à M. le prince de *Beauveau* , où elle lui annonce qu'ayant besoin d'un porteur de ses ordres au parlement de Rennes , & connoissant sa façon de penser , elle n'a pas voulu le violenter ; elle a chargé de cette expédition M. le duc de *Fitz James* : que du reste ses services près de sa personne , comme gentilhomme de la chambre , ne lui seront pas moins agréables , &c.

M. *Dagai* , intendant de Bretagne , est rappelé à l'intendance d'Amiens , & M. *Dupleix de Bacquancourt* , commissaire départi dans cette généralité , passe à celle de Rennes , où il accompagnera M. le duc de *Fitz James* dans son expédition.

Le Sr. *le Noir* , maître des-requêtes , & qui a été rapporteur dans l'affaire de Mrs. de *la Chalotais* en Bretagne , &c. a paru très-propre à l'expédition contre le parlement d'Aix : la disgrâce de cette compagnie s'annonce déjà par l'exil de M. de *la Tour* , premier président du parlement & intendant dans la province , ainsi que de M. de *Montclar* , procureur général.

Du 2 octobre 1771.

M. d'*Aligré*, premier président du parlement de Paris, a une assignation pour le remboursement de son brevet de retenue. Plusieurs présidens & conseillers qui n'attendoient qu'un exemple, se sont empressés de suivre celui-là. Le Sr. *Thomé*, jeune conseiller, parent du chancelier, a paru depuis peu à l'opéra avec des filles, & on l'a vu à la chancellerie policonnant avec le fils de M. de *Maupeou*. On espere que tous M. M. ne tarderont pas à se prêter aux vues de la cour, & à acquiescer par leur soumission aux ordres du roi.

Du 4 octobre 1771.

Le Sr. *Marin* ne pouvant, malgré sa bonne volonté, conserver sa place de secrétaire général de la librairie avec celle de rédacteur & directeur de la gazette de France, a été obligé de renoncer à la première; elle a été donnée au Sr. le *Tourneur*, le noir traducteur des *tristes nuits du docteur YOUNG*. C'est M. le chancelier qui a conféré cette place. M. de *Sartines*, chef de la librairie, dont cet homme de confiance doit être le bras droit, est très-piqué qu'on lui ait ôté la liberté de mettre en ce poste quelqu'un qui lui convînt.

Du 5 octobre 1771.

Le premier de ce mois la chambre des vacations a enregistré une déclaration du roi, par laquelle S. M. reconnoissant que les conseillers au châtelet de la bonne ville de Paris ne jouissent pas de gages suffisans, eu égard

à la finance de leurs offices & aux fonctions pénibles & laborieuses dont ils sont chargés , les augmente jusques à 800 livres , dont chacun d'eux jouira à commencer du 1 janvier 1772.

Cette déclaration est datée de Versailles du 15 septembre 1771.

Des discussions s'étant élevées entre une grande partie des justices des seigneurs & le ministère public , relativement à l'exécution de l'édit du mois de février dernier , concernant la poursuite des délits en matière criminelle , le roi , par des lettres patentes , données à Versailles aussi le 15 septembre 1771 , leve toute équivoque à cet égard , en déclarant que toutes les justices seigneuriales quelconques sont comprises dans l'article 14 dudit édit, sans aucune exception : elles ont été aussi enrégistrées par la chambre des vacations.

Enfin le même jour & de la même manière , ont été enrégistrées d'autres lettres patentes de la même date , par lesquelles les administrateurs du college de *Louis le Grand* , pris en partie dans le parlement , ayant donné presque tous leurs démissions , S. M. pourvoit provisoirement à cette administration , & ordonne que ce bureau soit composé du grand aumônier , de quatre officiers du nouveau tribunal , d'un substitut , du grand maître temporel & du principal dudit college , des sieurs abbé *le Gros* , *Maître* , *Coppel* , *Bonnet* , & *Vallé* , à la charge par les sieurs *Maître* , *Coppel* , *Bonnet* , & *Vallé* , de prêter serment en la grand'chambre.

Tous ces enrégistremens ont été faits à la charge d'être réitérés au lendemain de St. Martin , suivant la formule ordinaire.

Du 5 octobre 1771.

On a rendu compte dans le tems du portrait en pied de Charles I , roi d'Angleterre , par *Vandick* , acheté , il y a quelques mois , 20,000 livres par madame la comtesse *Dubbari*. Cette dame l'a placé dans son appartement auprès de celui du roi , & il paroît que ce n'est pas sans dessein. On assure que toutes les fois que S. M. revenant à son caractère de bonté naturelle semble fatigué de sa colere , & se tourner vers la clémence , elle lui représente l'exemple de l'infortuné monarque , elle lui fait entendre que peut-être ses parlemens se seroient-ils portés à un attentat de cette espece , si M. le chancelier ne lui avoit fait entrevoir leurs complots insensés & criminels , & ne les avoit arrêtés avant qu'ils fussent formés au degré de noirceur & de scélératesse où ils auroient pu parvenir. Quelqu'absurde , quelqu'atroce que soit l'imputation , elle renflâme le prince pour le moment : & c'est du pied de ce tableau que partent les foudres destructeurs qui vont frapper la magistrature & la pulvériser dans les extrémités les plus reculées du royaume.

On sent parfaitement qu'une calomnie aussi atroce , aussi réfléchie , aussi combinée , ne peut partir du cœur tendre & ingénu de madame la comtesse *Dubbari* , & que les allarmes qu'elle donne au roi , lui sont inspirées à elle-même par des conseillers d'une politique aussi adroite qu'inférieure.

Cette anecdote , justifiée par les événemens , est attestée par des courtisans dont le témoignage est d'un grand poids.

Du 6 octobre 1771.

Extrait d'une lettre de Rouen , du 4 octobre « La cour des comptes , aides & finances de Normandie , établie en cette ville , avoit fait de trop belles remontrances & s'étoit trop distinguée par son attachement aux principes de la législation & à la constitution de l'état , pour ne pas s'attendre à quelque coup d'autorité : il a été frappé aujourd'hui. M. le duc d'Harcourt & M. de Crofnes s'y sont transportés & y ont fait enrégistrer militairement un édit portant suppression de cette cour , & renvoies matieres qui lui étoient attribuées comme cour des aides , au nouveau tribunal établi à Paris , & au conseil supérieur de Bayeux , dont l'ouverture s'est faite hier dans cette ville.

Les matieres qui concernoient la chambre des comptes sont renvoyées à la chambre des comptes de Paris.

Au surplus , on compte toujours ici sur la fermeté des membres du parlement & même de M. de Miromesnil ; il passe pour constant que dans l'assemblée du 25 septembre , où les protestations furent rédigées , un de M. M. lui témoigna les allarmes de la compagnie , ou plutôt son indignation des bruits qui couroient sur le compte de son chef , qu'on assuroit devoir être premier président du nouveau tribunal établi à Paris M. de Miromesnil , après avoir gémi sur des soupçons pareils , fit part à l'assemblée d'une lettre de M. le chancelier & de la réponse qu'il y avoit faite : il rendit compte des manœuvres employées pour le séduire , & de sa constance à les repousser ;

il ne dissimula pas que le dérangement de ses affaires avoit été un des points les plus délicats de l'intrigue , mais qu'il avoit préféré l'honneur à la fortune. En un mot , ces messieurs se sont séparés fort contents de lui.

Du 6 octobre 1771.

Extrait d'une lettre d'Aix , du 1 octobre 1771.... M. le chancelier a profité de la désunion qui régnoit depuis longtems entre le parlement de cette ville & la chambre des comptes , pour détruire les deux compagnies , en paroissant élever la dernière sur les débris de l'autre. Voici ce qui vient de se passer.

M. le comte de Rochechouart , chargé de l'expédition militaire , & M. le Noir , comme commissaire départi , se sont rendus au parlement d'Aix & y ont fait lire de force , publier & enregistrer , un édit portant suppression des offices de cette cour.

Ils se sont ensuite transportés en la cour des comptes , aides & finances de la même ville , & y ont fait enregistrer un autre édit portant suppression de cette cour.

Ils sont retournés ensuite au parlement , avec les officiers qui composoient cette seconde cour , & y ont fait publier & enregistrer un édit qui porte création d'offices dans le parlement de Provence & qui abolit ces officiers pour les remplir.

Du 7 octobre 1771.

Il n'y a aucune apparence aujourd'hui que la mission du duc d'Albe fut telle qu'on l'avoit annoncée : on ne parle nullement du raccommodement des princes , il n'est pas question

(177)

qu'ils doivent aller à Fontainebleau : ils se disposent à continuer de jouer entr'eux la comédie à Chantilly où ils sont.

Du 7 octobre 1771.

La flétrissure imprimée sans ménagement sur deux discours couronnés par l'académie françoise le jour de la St. Louis , ne contribue pas peu à accréditer le sentiment de ceux qui pensent que le système du gouvernement actuel est d'étendre le despotisme jusques sur les esprits , en nous replongeant doucement dans les heureuses ténébres dont nous sommes sortis pour notre malheur. Voilà différentes mortifications données à l'académie , bien propres à matter l'amour-propre des beaux esprits , tandis qu'on prend d'autres moyens plus efficaces pour les décourager , & les faire se tourner vers d'autres objets que les lettres.

Du 8 octobre 1771.

La chambre des comptes , cour des aides , &c. de la ville de Rouen , avoit profité d'un peu d'intervalle qu'il y a eu entre sa suppression & celle du parlement , pour adresser au roi des remontrances sur la destruction de cette cour souveraine , & sur la nécessité de son existence. Cette liberté n'a pas peu contribué à accélérer la chute de celle-ci , déjà très-désagréable par les éloquents remontrances qu'on connoît d'elle sur les événemens antérieurs.

Du 8 octobre 1771.

L'édit du roi portant désémeurement de la cour des monnoies de Paris , donné à Versailles

H y

au mois de septembre 1771, & enregistré en cette cour le 28 dudit mois du très-exprès commandement de S. M., porté par le Sr. *Chaumont de la Galaisiere*, conseiller d'état & conseiller d'honneur au parlement de Paris, est remarquable comme tous les autres par son préambule & par ses dispositions subséquentes.

L'objet de ce désémeurement est fondé sur les divers inconvéniens résultans des semestres au préjudice du bien de la justice, & de l'expédition des procès, ainsi que des propres intérêts du roi. Mais la jonction des semestres réuniroit trop d'officiers en une seule séance, surtout S. M. étant dans l'intention de supprimer dans l'intérieur du royaume plusieurs monnoyes également inutiles à la commodité du commerce & à charge à ses finances, de-là la nécessité d'une réduction dans le nombre des membres.

Enfin on supprime les deux offices de chevaliers d'honneur, pour créer en leur place deux offices de conseillers d'honneur, parce qu'étant nécessairement remplis par des sujets tirés du sein de la magistrature, ils feront la récompense des services & des talens reconnus.

En conséquence cette cour sera composée seulement à l'avenir d'un premier président, de 4 présidens, de 2 conseillers d'honneur, créés en titre d'offices formés, de 20 conseillers, de deux avocats généraux, d'un procureur général, de deux substituts du procureur général, d'un greffier en chef, secrétaire du roi, & d'un premier huissier.

La finance des 4 offices de présidens supprimés est liquidée à la somme de 40000, celle des 16 offices de conseillers aussi supprimés à

(179)

celle de 20000 livres. Les officiers restans doivent rembourser ceux-ci , & les fonds en seront portés sous le délai d'un an au plus tard , avec les intérêts échus , au trésorier des parties casuelles , S. M. se réservant d'en faire faire le remboursement par icelui aux officiers supprimés , suivant l'ancienneté de leur réception.

Faut d'avoir fourni par les titulaires actuels les sommes auxquelles ils sont taxés , sous le délai d'un an , défenses aux payeurs de leur payer leurs gages , &c.

Le même jour & de la même manière il a été enrégistré un autre édit du roi , portant règlement pour la comptabilité du trésorier général des monnoyes , & substituant des formes plus claires & plus précises à celles établies ci-devant.

Cet édit est la suite d'un arrêt du conseil du 15 septembre , revêtu de lettres patentes aussi enrégistrées le même jour & de la même manière , par lesquelles S. M. fixe le prix auquel les matières d'or & d'argent seront reçues au change des hôtels des monnoyes.

Du 9 octobre 1771.

On vient d'imprimer un recueil de 141 pages in-12 , contenant les réclamations des bailliages , sieges présidiaux , élections & cours des aides de province contre les édits de décembre 1770 , janvier , février & avril 1771. Comme tout n'est pas encore compris dans cet ouvrage , on annonce une suite.

Du 9 dudit.

On ne finiroit point de rapporter tous les suicides qui se commettent journellement dans

cette capitale , où l'anglomanie gagne de plus en plus. On compte depuis très-peu de tems plusieurs noyés , pendus , plusieurs autres forcenés qui se sont brûlés la cervelle. Les vols & les meurtres se multiplient avec autant d'abondance , & le journal de Paris & des environs n'est plus qu'une longue liste de crimes & d'atrocités ; sans compter les forfaits politiques qui , pour ne pas mener leurs auteurs à la potence ou à la roue , n'en dégradent pas moins l'humanité , n'en affligent pas moins le vrai philosophe.

Du 9 octobre 1771.

Extrait d'une lettre d'Aix , du 3 octobre 1771... C'est le 29 septembre qu'on a sçu ici le projet de destruction du parlement , par l'arrivée de M. le comte de *Rochechouart* , commandant en Provence , & de M. le Noir , maître des requêtes. Le lendemain 30 , ils ont fait signifier aux membres du parlement par lettres de cachet de se trouver au palais le lendemain 1 octobre à 8 heures du matin.

C'est mal à propos qu'on avoit annoncé l'exil de M. de *la Tour* , le premier président : cette nouvelle étoit prématurée : il s'est trouvé à la tête de sa compagnie lors de la suppression. L'édit a été enrégistré à la requisi-
tion des gens du roi , M. de *Castillon* , avocat général , portant la parole. On dit son discours très-beau & très-pathétique , & comment ne le seroit-il pas en de pareilles circonstances ? Il a été ensuite distribué à tous les membres du parlement , sans exception d'aucun , des lettres de cachet , qui les exilent dans leurs terres , ou maisons de plaisance , & qui leur

ordonnent de partir dans 48 heures. M. le premier président va à sa terre de St. Aubin.

La cour des comptes avoit été mandée pour 10 heures après l'enregistrement de sa transfusion en cour de parlement : les nouveaux conseillers ont été faire visite à M. *d'Albertas*, premier président ; il avoit fait préparer un dîner de cent couverts , auquel avoit été invité la principale noblesse.

Trois officiers seulement de la chambre des comptes ont eu la générosité de refuser de servir. Leurs noms méritent d'être conservés , c'est M. *de Charleval*, président , & M. M. *de Murat* & *Tournefort*, nommés conseillers : le premier a été remplacé par M. *de Maenod*, fils , les deux autres par d'anciens avocats.

Le traitement que le roi fait aux conseillers de son nouveau parlement d'Aix , est de 3600 livres ; ils jouissent aussi de trois francs salés.

Le peuple n'a paru prendre aucune part à cette révolution , dont il ne sent pas les conséquences ; mais les habitans des environs en général ont témoigné beaucoup de curiosité : il est venu des spectateurs de plusieurs lieues à la ronde , & l'affluence étoit si grande qu'on ne trouvoit pas de quoi se loger.

On assure ici que M. *de Monthion*, intendant d'Auvergne , a été nommé à l'intendance de cette province , que ne réunira pas à sa place le premier président du parlement , comme ci-devant : on l'attend d'un jour à l'autre. On ne fait point encore s'il aura l'inspection du commerce que réunissoit M. *de la Tour*.

(182)

Du 10 octobre 1771.

M. le contrôleur général , dont l'administration vigilante se porte des objets les plus compliqués aux plus simples , & qui fait qu'il n'est aucune partie à négliger , a fait rendre le 11 septembre dernier un arrêt du conseil qui , pour obvier aux difficultés dans la perception des droits sur les trois espèces de pierres à arquebuse , à fusil & à briquet , les impose toutes à une taxe uniforme à leur sortie pour l'étranger , qui sera de cinq pour cent de leur estimation commune , sur le pied de 15 livres le quintal.

Du 11 octobre 1771.

On parle beaucoup de la suppression du parlement de Pau , & du projet de créer un conseil supérieur à Bayonne.

Du 12 octobre 1771.

Il paroît un arrêt du conseil d'état du roi , en date du 15 septembre , qui , pour donner aux officiers , contrôleurs , visiteurs , marqueurs des papiers & cartons des marques de la bonté & de la justice du roi qui les a supprimés , fixe invariablement le paiement des intérêts de ces charges à cinq pour cent , sans retenue , & le nombre & l'époque des remboursements de leur finance liquidée , à 34,000 liv.

Du 12 octobre 1771.

Le 4 du mois la chambre des vacations a enregistré l'édit donné à Versailles au mois de septembre , portant suppression de la cour des

comptes , aides & finances de Normandie. Le préambule , non moins curieux que les autres , attribue cet événement aux vues de bienfaisance & d'intérêt public qui déterminent toujours S. M. , & qui complètent le projet de sa sagesse ébauchée par la suppression du parlement de cette province & la division de son ressort ; projet d'autant mieux combiné , que cette dernière cour , dans un territoire aussi étendu , exerçoit une juridiction encore plus onéreuse , parce qu'elle n'intéresse que la perception des droits du roi , & que déjà trop nombreuse elle renfermoit dans son sein une foule de privilégiés dont les exemptions retomboient en surcharge pour les sujets , qui n'en étoient point dédommagés par leurs services.

Le surplus des dispositions est semblable à tous les autres édits de cette nature , les officiers de cette cour sont obligés de remettre leurs quittances de finances & autres titres de propriété , dans le délai de deux mois , &c.

On pourvoit à la sûreté des minutes des greffes qui doivent être transférés , soit à ceux du parlement , soit à ceux de la chambre des comptes , suivant leur nature , & à la garde desquels S. M. se réserve de commettre qui elle jugera à propos.

Du 12 octobre 1771.

On étoit déjà fort indigné de la foiblesse qu'avoit eue M. d'Aligre de donner sa démission de sa place de premier président , & de l'avarice fardée qui , malgré sa fortune immense , l'avoit excité à recevoir le remboursement de son brevet de retenue de cent mille écus. Mais quel sentiment doit produire dans le public sa

(184)

conduite infame envers M. *de Fleury* , son successeur à la place de président à mortier ! Celui-ci lui redevoit 200,000 liv. sur cette charge , il l'a contraint de se faire aussi liquider , pour s'assurer le paiement de cette dette ; sinon , il l'a menacé de l'actionner en justice. Voilà l'explication de la démarche de M. *de Fleury* qu'on ne pouvoit croire.

Du 13 octobre 1771.

Extrait d'une lettre de Fontainebleau du 11 octobre. . . . Les logements des princes au château de cette ville n'étoient pas encore destinés , ce qui donnoit quelque léger espoir de les voir pendant le voyage : mais S. M. en a disposé avant-hier. On croit qu'il y avoit sur le tapis quelque négociation qui n'a pas réussi , & que les princes sont restés inébranlables ; ce qui ne peut que redoubler envers eux le respect & l'attachement de la nation.

Du 13 octobre 1771.

On ne fait pas au juste ce qui se passe à Bordeaux & à Toulouse depuis la révolution arrivée dans les parlements de ces deux villes ; il paroît extraordinaire que l'édit de suppression de celui de Languedoc , effectué le 3 septembre , & celui de sa création , réalisé le 4 , ne se promulguent pas encore , tandis que ceux concernant celui de Guienne , quoique postérieurs , sont répandus depuis long-temps. Il est assez constant que la cour a eu quelques inquiétudes relativement au dernier , que M. le maréchal *de Richelieu* reste dans son gouvernement pour calmer la fermentation , & qu'il

ne reviendra pas que son ouvrage ne soit consolidé.

C'est peut-être d'après les difficultés qu'on éprouve de la part de ces nouvelles cours , que le ministère a cru convenable de suspendre la destruction & reconstruction du parlement de Bretagne , pour mieux cimenter la besogne. Ce parlement mérite d'autant plus d'attention, qu'on a l'expérience des troubles qu'ont déjà excités dans la province les diverses métamorphoses qu'on a voulu lui faire subir , des difficultés toujours renaissantes qui en résultoient , au point qu'après plusieurs années , on a été obligé de rassembler les membres de ce grand corps pour lui rendre son ancienne forme.

Du 13 octobre 1771.

Malgré les impôts énormes que le ministre des finances accroît journellement , on ne conçoit pas par quelle fatalité la moindre dépense extraordinaire exige de nouvelles ressources. On fait très-certainement que le voyage de Fontainebleau a obligé d'avoir recours au banquier de Hollande , qui a prêté deux millions , sous le cautionnement du Sr. *Colin de St. Marc*, caissier des fermes.

Du 14 octobre 1771.

M. le chancelier a tellement brouillé les cartes , il a tant détruit , & il a trouvé une si grande facilité à sa besogne , qu'on commence à désespérer généralement du salut de l'état. Ce n'est pas qu'on croie que son ouvrage subsiste , il seroit trop merveilleux qu'un édifice aussi mal combiné , élevé à la hâte , & avec si peu de précaution , dénué d'ailleurs de fonde-

ments profonds & solides , n'écroulât pas à son tour : mais les vrais patriotes voient avec douleur que la révolution ne viendra pas de l'énergie nationale , ou de cette force d'inertie , si puissante , si elle eût été universelle ou du moins très-multipliée ; mais qu'une intrigue fera traversée par une autre , qu'un scélérat fera place à un second , supplanté à son tour par un troisième , & qu'il en résultera toujours le malheur du peuple & le détriment de la chose publique.

Du 15 octobre 1771.

Le recueil des réclamations qu'on a annoncé , contient , 1^o. des représentations du bailliage & siege présidial de Chaumont , à M. le chancelier , en date du 16 mars 1771 , contre l'érection du conseil supérieur de Châlons dont on le fait ressortir : arrêté du même bailliage du 7 avril , portant refus d'enregistrer l'édit de création dudit conseil , &c.

2^o. L'arrêté du bailliage de Vitry-le-François , du 11 avril 1771 , à l'occasion du même édit qu'on a vu ; & extrait des registres des audiences dudit bailliage du 25 juin , portant l'enregistrement en vertu d'une condamnation solidaire contre les juges dudit bailliage en 200 liv. d'amende par chacun jour de retard... Trois membres seulement , savoir , MM. le lieutenant-général , le lieutenant-criminel , & Pothier , conseiller , se sont refusés à cet enregistrement , qui dans le fait équivalait à une réclamation.

3^o. Extrait du registre des délibérations secrètes de MM. les officiers de l'élection de

Vitry-le-François , du 17 mai 1771 , sur un édit portant création de conseils supérieurs ; un autre portant suppression de la cour des aides de Paris ; un troisième portant création de chancelleries près lesdits conseils supérieurs , &c. concernant la forme dont on procéderoit à la délibération , & contenant le refus de procéder à l'enregistrement desdits édits unanime , à l'exception du sieur *Gillet* , signé *St. Genis* , *le Febre* , *Barbier* , *Collet* , *Jacobé* , *de Soullange* , *Thuillier* & *le Blanc de Chaiçay*. Autre arrêté dudit jour de ladite élection , portant réquisitoire du procureur du roi & motifs de la compagnie pour ne reconnoître d'autres supérieurs que les officiers de la cour des aides , qu'elle regarde comme non régulièrement supprimée , &c. Extrait du registre des enrégistremens de l'élection de Vitry-le-François , du 22 juin , qui ordonne que seulement pour éviter les effets des menaces portées en un acte émané du conseil supérieur de Châlons , le premier huissier du siege sera chargé de porter & déposer au greffe du conseil supérieur de Châlons expéditions qui seront délivrées par le greffier , tant de la délibération du 17 mai , que du présent arrêté ; duquel dépôt il dressera son procès-verbal , lequel contiendra des protestations de nullité contre ledit acte , & même une opposition , &c. qui arrête en outre qu'il sera adressé des représentations à monseigneur le chancelier , &c. signé des sieurs *Genis* , *Ostome* , *Jacobé* , *de Soullange* , *Thuillier*. Enfin , extrait & procès-verbal du 25 juin , dudit huissier , portant lesdites protestations & oppositions , &c.

4°. Arrêté du bailliage de St. Dizier , du 15 avril 1771 ; autre du 10 mai , & un du 13 dudit ,

portant refus d'enrégistrement , &c. tels qu'on les a déjà annoncés.

5°. Arrêté du bailliage & siege présidial de Troyes , en date du 9 avril 1771 , portant refus de reconnoître le conseil supérieur de Châlons, &c. & procès-verbal du 18 juin 1771 , dont on a rendu compte.

6°. Lettre de Mrs. les officiers titulaires du bailliage de Langres à M. le chancelier , en date du 17 juin 1771 , en réponse à une lettre du chef de la magistrature , en date du 11 du dit mois , par laquelle ces officiers envoient leurs démissions pures & simples , plutôt que de reconnoître le conseil supérieur de Châlons.

•NB. Il y a des représentations antérieures de ce bailliage , qu'on a vu imprimées.

7°. Extrait des registres du bailliage d'Auxerre , en date du 3 mai 1771 , qui contient un procès-verbal particulier de quelques membres , de ce qui s'est passé le 26 avril à la présentation de l'édit portant suppression de la cour des aides de Paris ; & autre procès-verbal du 7 dudit , de six membres opposans à cet enrégistrement & arguant de faux & de nullité le procès-verbal ci-dessus.

NB. C'est à cette occasion qu'a été faite la suppression de 4 conseillers , & suppression & recreation du reste.

8°. Arrêté du bailliage de Rheims , du 14 mai & 20 juin 1771 , & lettre à M. le chancelier en envoyant les démissions plutôt que de procéder à l'enrégistrement des édits , &c.

9°. Arrêté du bailliage du Mans , du 10 avril 1771 , qu'on a vu & qu'on assure avoir été adopté par ceux de Tours & d'Angers.

10°. Arrêté du bailliage de Dreux , de 27 mai , qu'on a vu.

NB. Les suppressions faites à Auxerre , à Bar sur Seine , à Mâcon , à Villefranche , à Dreux , à Crecy , Brie-Comte-Robert , Blois attestent les réclamations de tous ces bailliages.

11°. Protestations de M. *Vaivolet* , lieutenant particulier au bailliage de Beaujolois , en date du 17 juin 1771 , à l'occasion d'une amende de 3000 livres pour chaque jour de retard , prononcée par le conseil supérieur de Lyon.

NB. On a vu précédemment la lettre des officiers de Villefranche à M. le duc d'Orléans en lui envoyant leurs démissions.

12°. Procès verbaux & actes relatifs à la suppression de la cour des aides de Clermont-Ferrand , lesquels finissent le recueil & méritent un détail particulier.

Du 15 Octobre 1771.

Le *courier du bas Rhin* , ou la *gazette de Clevés* , ne paroît plus en cette capitale depuis le dimanche 13 que l'ordinaire a manqué. On dit que cette gazette s'est livrée sur les matieres du temps à des réflexions qu'elle ne devoit pas se permettre. C'est la troisième que M. le chancelier fait supprimer depuis le commencement de ses expéditions contre les parlemens.

Du 16 Octobre 1771.

M. le comte de *Pons* , premier gentilhomme de M. le duc d'Orléans , avoit été chargé de faire part au roi & à toute la famille royale de l'accouchement de madame la duchesse de *Chartres* , & de la malheureuse suite.

M. de Boisgelin , maître de la garde-robe , est venu de la part du roi complimenter madame la duchesse de Chartres sur son accouchement , & M. le duc d'Orléans , M. le duc de Chartres , & M. le duc de Penthièvre , sur la mort de l'enfant.

Il paroît que la première intention du roi étoit seulement d'envoyer à madame la duchesse de Chartres , & que la seconde mission a été adroitement suggérée à S. M. par M. le duc de Duras , premier gentilhomme de la chambre d'année , qui lui a fait observer l'usage de la double étiquette en cas de mort : à quoi le roi a consenti.

Du 16 Octobre 1771.

La chancellerie près le parlement de Normandie , qui , aux termes de l'édit , avoit cessé ses fonctions , a eu ordre de les reprendre. M. le chancelier lui a fait savoir que pour satisfaire à l'empressement des habitans de Rouen , le roi alloit y établir un conseil supérieur , près duquel elle serviroit ainsi que près de celui de Bayeux.

Tout ceci paroît un jeu joué de la part de M. le chancelier pour consolider mieux la destruction du parlement de Rouen ; car , quoiqu'il ait fait déclarer au roi , dans son préambule d'édit , qu'on supprimoit cette cour , parce que la ville étant par sa position & le génie de ses habitans une ville commerçante , toute autre occupation les distrairoit de leur objet principal & ralentiroit leur activité vers celui-là , on a bien senti que ce motif , aussi faux que ridicule , n'étoit qu'un perfidage.

M. le chancelier s'est imaginé qu'en se faisant solliciter par les habitans de leur donner au moins un conseil supérieur , cette juridiction créée de leur aveu & à leur requête , proscriroit à jamais & sans retour le parlement.

Le 16 dudit.

On demande d'Aix que les membres du parlement de cette ville exilés sont au nombre de 73.

Du 17 Octobre 1771.

Il paroît deux arrêts du conseil du 30 septembre dernier , concernant les secrétaires du roi : l'un , revêtu de lettres patentes , fixe la finance de ces charges suivant le desir de la compagnie à la somme de 120000 livres seulement , elles étoient déjà de 112000 livres , & l'augmentation de 10000 livres de surplus est prise sur les 40000 livres qu'ils ont été obligés de donner récemment : les autres 30000 l. feront réputées un emprunt collectif par la compagnie.

Le second vient au secours des membres qui n'ont pas encore rempli en tout ou en partie la demande des 40000 livres : si sous les délais prescrits , ils n'ont pas au moins satisfait aux premiers dix mille francs , la compagnie est autorisée à les emprunter pour eux & à en toucher la rente ; mais lesdites charges ne pourront être vendues que sur le pied réglé de 120000 livres , & que l'acquéreur n'ait rempli les formalités prosrites à cet égard , ainsi que relativement aux 30000 livres restantes , auxquelles il faudra que le successeur satisfasse aussi pour être reçu.

Ces charges sont tombées dans un tel discredit que l'on en compte aujourd'hui 22 vacantes , & que les propriétaires d'une étant entrés en marché & l'ayant abandonnée pour 70000 livres , l'acquéreur a tergiversé & s'est dédit.

Le 17 dudit.

Il est question de créer un conseil supérieur à Douay , pour y tenir lieu du parlement , & l'on prétend que nombre des membres de cette compagnie y prendront place , quoique ce soit proprement devenir d'évêque meunier.

Du 18 octobre 1771.

M. le comte de Perigord qui vient de repartir pour son gouvernement de Languedoc , l'ignorance absolue où l'on est concernant ce qui se passe à Toulouse , ainsi que le retard de la promulgation des édits & procès verbaux concernant ce qui s'est passé à ce parlement , confirment les soupçons de ceux qui prétendent qu'il s'élève des difficultés dans le nouveau parlement auxquelles le ministère cherche à remédier avant de publier ce qui concerne la réinstallation de la compagnie.

Du 19 octobre 1771.

Extrait d'une lettre de Pau , du 10 octobre. . . . Nous n'ajoutons ici aucune foi aux bruits qu'on répand à Paris sur la suppression de notre parlement & l'érection d'un conseil supérieur à Bayonne , en son lieu & place.

1^o. Parce que Bayonne dépend de Bordeaux & non de Pau , quoique cette ville soit réunie à l'intendance de Béarn. 2^o. Parce que
M.

M. de Noé, évêque de Lescar, a écrit, il n'y a pas long-tems, à M. de la Caze, notre premier président, qu'ayant dîné chez M. le chancelier, & ayant été question entr'eux de cette compagnie, ce chef de la justice lui avoit appris que, pour donner au parlement une marque de la satisfaction que le roi avoit de sa conduite, il n'y auroit aucun changement à Pau; le prélat ajoutoit qu'il lui en faisoit son compliment avec d'autant plus de plaisir que M. de Maupeou l'avoit autorisé à lui donner cette bonne nouvelle, & à exhorter la compagnie à rester toujours dans ses bons principes.

En effet, ce parlement a déjà subi en 1765 une décomposition, il a depuis fait schisme avec les autres; aucun n'a voulu le reconnoître ni communiquer avec lui: aussi dans la querelle actuelle, s'est-il tenu fort tranquille & n'a-t-il pas élevé la voix.

Du 19 dudit.

Jeudi dernier 17 de ce mois, il y a eu un grand concours au palais, & jamais chambre des vacations n'a vu tant de monde; on y a jugé le procès élevé entre les créanciers de M. de la Belouze, conseiller de grand'-chambre du parlement, & ce magistrat: ce qui a excité la curiosité du public, c'est l'événement d'un membre du parlement plaidant contradictoirement devant le nouveau tribunal; car le fond de la question étoit très-ordinaire & peu intéressant. M. le chancelier avoit recommandé instamment cette affaire pour les créanciers à M. de Château-Giron, président de la chambre; & l'on se doutoit bien que le magistrat perdrait. Outre que

c'est un mauvais sujet , déshonoré parmi ses confreres , & de mauvaise foi vis-à-vis ses créanciers , la bassesse qu'il a eu de reconnoître ce tribunal , d'écrire une lettre à *M. de Château-Giron* basse & humiliante , a fait que le public ne l'a pas plaint.

Au demeurant , *M. de la Belouze* étoit un grand travailleur , qui rapportoit beaucoup d'affaires , & se faisoit 18 à 20,000 livres de rentes de son cabinet.

M. le chancelier étant venu voir *M. de Château-Giron* , celui-ci a fait part avec empressement à sa grandeur de la lettre de *M. de la Belouze* , dont la suscription étoit à *M. de Château-Giron* , président du parlement. Le chef de la magistrature n'a d'abord pas senti le pourquoi , mais ayant lu la lettre & vu la signature , il a manifesté sa joie : *ah ! ces gens là , a-t-il dit , se mettent donc à la raison.*

Du 21 octobre 1771.

On a vu que *M. le chancelier* avoit institué à la cour des monnoies deux charges de conseillers d'honneur , au lieu de celles de chevaliers d'honneur : il vient d'en conférer une au *Sr. de Forbonnais*. Ce personnage obscur par la naissance , s'est fait connoître sous le très-court ministère de *M. de Silhouette* pendant son contrôle général , il étoit le conseil & le bras droit de ce ministre : il a depuis acheté une charge de conseiller au parlement de Metz pour se décrasser , & il l'avoit réunie à celle d'inspecteur général des monnoies de France. Il est auteur de plusieurs ouvrages sur les finances & le commerce , c'est l'adversaire infatigable des économistes , & il

(195)

leur transmet par le journal du commerce ; toutes les injures que ceux-ci lui rendent dans leurs *Ephémérides du Citoyen*. Il n'est pas douteux que le Sr. *Forbonnais* ne soit un homme de beaucoup d'esprit , plein de connoissances , mais fort systématique , & très-dangereux dans l'application de ses principes : d'ailleurs grand fauteur du despotisme : sa nouvelle charge lui vaut 2000 écus d'appointements.

Du 21 octobre 1771.

Depuis la suspension du départ de M. le duc de *Fitz-James* & de M. de *Bacquancourt* pour la Bretagne , ces commandant & intendant ont été journellement à Fontainebleau en conférence pour se communiquer leurs avis tant sur la forme de procéder à l'opération de la destruction du parlement de cette province , que sur les moyens de la consolider , ainsi que l'érection du nouveau , & de prévenir les troubles qui pourroient en résulter. On assure aujourd'hui que tout est prévu & que M. le duc de *Fitz-James* est parti.

Du 22 octobre 1771.

Quoique les trésoriers de France de Paris eussent racheté le prêt & l'annuel droit qu'ils payoient habituellement , M. le contrôleur général l'exige encore cette année de ceux en charge : ces Messieurs consternés de cette vexation se sont assemblés , & il est question d'un mémoire qu'ils doivent présenter au ministre , où ils feront voir que leurs confreres supprimés sont plus heureux qu'eux , & où ils demanderont comme une grace

(196)

qu'on leur fasse le même avantage , leurs charges leur rapportant ainsi moins que celles des autres à qui l'on paye les intérêts à cinq pour cent.

Du 22 octobre 1771.

M. le chancelier qui prépare les voies autant qu'il peut à l'enregistrement de son édit du 13 avril , ne l'avoit point encore envoyé au bailliage de St. Jean de Latran : après s'être muni sans doute du consentement de l'ordre de Malthe , il a cru le moment venu , & le lundi 14 de ce mois le procureur fiscal a requis l'enregistrement. M. *Sallé* , avocat & baillif de cette juridiction , étant alors sur le siege , & n'étant point prévenu de ce coup fourré , a été fort étourdi ; il sentoît qu'ordonner cet enregistrement , c'étoit le perdre dans son ordre , & d'ailleurs cette démarche répugnoit à ses principes ; pour se tirer d'embaras & gagner au moins du tems , il a ordonné un délibéré. Cette tournure a offensé le chef de la magistrature , & sur sa requisition ce juge vient d'être destitué de sa place.

Du 24 octobre 1771.

M. le chancelier , qui aime l'apparat & qui d'ailleurs a une prédilection singulière pour le nouveau tribunal sorti de ses mains , veut que la messe qu'on doit célébrer à sa rentrée , & qui s'appellera la *messe-rouge* , comme celle du parlement , soit célébrée avec une magnificence sans exemple & fasse époque dans l'histoire. C'étoient ordinairement des prélats qui la disoient ce jour-là , mais depuis

la désunion des deux puissances , ou plutôt du clergé avec la magistrature , un simple dignitaire de la Ste. chapelle chantoit cette messe. M. le chancelier s'est mis en tête d'y faire figurer M. l'archevêque , ce qui donneroit à ce tribunal le consolant spectacle de voir un pair le reconnoître par une cérémonie aussi authentique : quoiqu'il eût tout lieu de présumer que le prélat , dont la nouvelle cour est autant l'œuvre que de M. de Maupeou , ne s'y refuseroit pas , cependant pour mieux l'engager , & d'ailleurs par cet esprit d'astuce qu'il aime à mettre dans tout ce qu'il fait , il a cru plus à propos de prendre une autre tournure , il a prévenu le roi , comme si c'étoit déjà une chose arrangée avec M. de Beaumont ; il a ensuite excité ce prélat à venir à la cour , & S. M. lui ayant dit : *c'est donc vous , M. l'archevêque , qui officierez à la messe rouge ?* Celui-ci a regardé ce propos comme un ordre & il a promis d'y déférer.

Du 25 octobre 1771.

On confirme de plus en plus que la mission de M. le duc d'Albe en France a eu principalement pour objet de solliciter le roi au nom de S. M. catholique à ne pas laisser rentrer dans ses états l'ordre des jésuites , comme ceux-ci s'en flattoient & en répandoient déjà le bruit. On ajoute que sa requisiion a produit les meilleurs effets , que la puissance ecclésiastique a reçu ordre sous main de retirer les pouvoirs à ces religieux , mais de conduire le tout secrètement , de façon que cela ne produise nulle sensation , & que cette seconde proscription reconnue , on ne pût

en induire le projet véritablement conçu de les favoriser & de les régénérer. Quelques-uns de leurs prédicateurs turbulens n'ont point eu la même réserve , plusieurs ont déclamé en chaire avec amertume qu'une force supérieure s'opposoit à la continuité de leurs travaux apostoliques : on cite sur-tout l'abbé *Vincent* , qui a mis beaucoup d'humeur dans son annoncé.

Du 25 octobre 1771.

Malgré la destruction des parlements qui devoit produire les plus grands biens , & suivant les rumeurs semées dans la populace , manifester le monopole , le détruire & rendre les peuples heureux , on écrit de plusieurs provinces que le bled y renchérit , & que les *accapareurs* , suivant leur manœuvre ordinaire, répandent l'annonce que la récolte a été mauvaise.

Au surplus , on mande de Lorraine que le pain y est tombé à six liards la livre , mais qu'on n'ose se flatter que cela dure long-temps.

Du 26 octobre 1771.

M. le chancelier trouvant que les officiers du parlement ne s'empressoient pas de se faire liquider , quoiqu'il n'ignorât pas que beaucoup n'attendoient que l'exemple de leurs confrères pour se croire autorisés à cette humiliante & inconséquente démarche , a pris le parti de faire insérer dans la gazette de France du lundi 21 du mois , les noms des présidents à mortier qui ont lâché pied les premiers à la suite de M. *d'Aligre* ; en sorte qu'il ne reste plus du grand banc que Mrs. *de Lamoignon* ,

Pelletier de S. Fargeau & Pelletier de Roqambo. Il avoit fait annoncer en gros que 27 conseillers avoient aussi fait liquider. On a été aux recherches , & voici les noms de ces Mrs. qui ne sont que quatre de la grand'chambre ; les sieurs abbé *Boucher* , de *Lexonet* , annoncés depuis long-temps , & *Beze de Lys* qu'on croiroit plutôt être *Beze de la Belouze* , suivant ce qu'on a déjà dit à cet égard ; & l'abbé *Borie* , celui qui , lors de la dernière assemblée du parlement , fut le dernier à opiner , toujours pour obéir au roi , &c.

Ceux des enquêtes sont les sieurs *Gayet* , *Pernon* , *St. Peravi* , *Dionis* , *Dudoyes* , l'*Alle-mant* , le *Cocq Fourmestreau* ; *Rollin* , *Fumeron* , *Thomé* , *Barbier* , *Berthelot de la Villcaurnois* , d'*Ormesson* , fils , intendant des finances , *Nicolaï* , *Berger de Recy* , *Maigret d'Etigny* , le *Bas Duplessis* , le *Jay Duplessis* , *Fesjar de Renneville* , *Blarau du Borda* , héritiers *Fréval* , *Cordier* , de *Launay* , *Bougainville*.

Du 26 octobre 1771.

On ne parle plus du renvoi de M. le contrôleur général , on assure même que ce ministre sentant combien il est essentiel à son ambition de rester en place , pour gagner du temps & attendre des circonstances favorables , a pris le parti de dévorer toutes les mortifications qu'il pourroit essuyer , de se prêter à toutes les vexations & augmentations d'impôts qu'on voudra faire , & de rendre de sa place par an à madame la comtesse *Dubbarri* un pot de vin de 50000 livres , pour qu'elle veuille bien continuer à l'honorer de sa protection & s'opposer à sa disgrâce.

Il est si soumis , si dévoué aux ordres de cette dame , que les *bons* qu'elle donne tiennent lieu à l'abbé *Terrai* des *bons* du roi , & qu'il les reçoit comme tels. On en a vu plusieurs datés de Choisy & de Trianon , où cette dame ordonnoit au sieur *Baujou* , banquier de la cour , de payer telle somme dont il lui seroit tenu compte par le contrôleur général.

Du 28 octobre 1771.

Par l'énumération faite des membres du parlement de Paris frappés des rigueurs du courroux du roi , de ceux de la cour des aides , du grand conseil , du châtelet , des membres du parlement de Besançon , de ceux des parlements de Douay , de Toulouse , de Bordeaux , de Rouen , de ceux de la cour des comptes , aides & finances de cette ville , enfin de ceux du parlement de Provence ; on compte environ 700 magistrats déjà couvrant la France du débris de leur fortune , & gémissant dans l'exil par 700 lettres de cachet , dont aucun ne reconnoît la légalité , que tous regardent comme une injustice manifeste , comme le monument le plus formidable du despotisme , & auxquelles cependant ils obéissent avec une docilité bien contradictoire au génie de confédération , de rebellion , que leur a supposé M. le chancelier. Cette longue liste de proscriptions pourra être un jour citée dans l'histoire comme un trait digne d'être assimilé à la journée de la *St. Barthelemy* & à l'expulsion des protestans , comme plus funeste encore par les suites effayantes & durables qu'il annonce.

Du 28 octobre 1771.

Au lieu d'imposer un troisieme vingtieme comme il en avoit été question , on a imaginé un expédient qui , sans paroître multiplier les impôts , rendra beaucoup plus , & ménagera celui-ci pour une autre occasion : c'est d'établir d'abord à perpétuité le premier vingtieme , & de l'imposer sur nouvelles déclarations qu'on exigera sur le pied le plus rigoureux. Comme les biens fonds , les loyers de maison ont prodigieusement augmenté depuis la création de cet impôt , les travailleurs en finances ont calculé que sous cette forme adroite , le vingtieme équivaudra aux deux , c'est-à-dire à un dixieme actuel : cela n'empêchera pas qu'on ne prolonge le second pour un temps plus long ou indéfini , afin de n'avoir pas toujours à revenir sur cet enrégistrement désagréable au ministère & odieux à la nation. On fera toujours à même , quand on voudra , de familiariser insensiblement le François avec le troisieme ; ressource d'abord insolite & dont on s'est avisé pour la premiere fois dans la dernière guerre : ainsi , sans paroître charger le peuple extraordinairement , & par ce revirement artustement combiné , on percevra autant qu'auroient rendu 6 vingtiemes ou trois dixiemes , suivant l'ancienne régie.

On assure que M. l'abbé *Terrai* s'occupe actuellement beaucoup à perfectionner ce projet , afin qu'il soit prêt à la St. Martin , & qu'on puisse l'effectuer sans perte de temps. Malgré la douceur présumée de cette tournure , les agriculteurs qui se croient à l'abri des édits burfaux , sentent tout l'onéreux du nouveau système & jettent déjà les hauts cris.

Du 28 octobre 1771.

Extrait d'une lettre de Perpignan du 18 octobre 1771... Les membres du conseil souverain de cette ville commencent à se rassurer sur l'orage élevé contre la magistrature. Tout paroïssoit devoir les excepter : 1^o. Parce qu'ils sont déjà en commission & qu'il ne pouvoit être question de supprimer ici la vénalité. 2^o. Parce qu'ils ont toujours été fort dociles à enrégistrer tout ce qu'on a voulu. Il n'y avoit donc à craindre que les motifs de ressentiment de M. la chancelier à l'égard du premier président auquel il a proposé en vain de prendre la place de premier président du parlement de Paris , & peut-être contre quelques autres membres de la compagnie , que dans la disette de sujets où se trouvoit le chef de la justice dans les premiers temps pour la formation de ce parlement , il auroit aussi voulu transférer dans la capitale. Mais cette vengeance ne pouvoit retomber que sur le marquis de Bon , & quelques particuliers ; il n'en est pas même question & tout est ici fort tranquille.

Nos magistrats se savent aujourd'hui un gré infini de ne s'être point mêlé de la querelle & de n'avoir fait aucunes remontrances , ainsi que l'auroient désiré quelques boutefeux.

Du 29 octobre 1771.

Le 21 , jour de la suppression du parlement de Metz , exécutée militairement , suivant la nouvelle formule , par M. d'Armentieres , l'avocat général qui devoit porter la parole &

& requérir l'enregistrement de l'édit , a fait un discours où non seulement il expose la consternation des magistrats , mais où se trouvant le seul en état de parler , il profita de ce dernier instant de liberté pour protester en son nom & au nom de toute sa compagnie) contre l'enregistrement d'un édit opposé aux intérêts de S. M. même. On ne fait point encore quel effet a produit en cour ce discours éloquent & vigoureux.

Du reste , les lettres particulieres de cette ville annoncent la joie éclatante dont brilloit le visage radieux du sieur *de Calonne* , l'intendant de la province , qui , conjointement avec M. *d'Armentieres* a procédé à cette opération , d'autant plus satisfaisante pour lui qu'il étoit l'ennemi de la compagnie & avoit à se venger des arrêts pris contre lui , dont il a été rendu compte dans le temps.

Du 29 octobre 1771.

La chambre des vacations a enregistré le 22 de ce mois un édit du roi , donné à Versailles au mois de septembre , par lequel S. M. ayant réuni à son domaine ceux de Mailly-la-ville & de Mailly-le-Château , ainsi que le fief du Buchet , les deux tiers des fiefs de la cour des Mailly , les terres & fiefs de Mery-sur-Yonne , Malvoisine , la Ripe , Bourgelieres , des Bordes , Lezigny , Graffier , Maupertuis & des Bois Moreau , à Elle cédés par la princesse douairiere *de Conty* , par contrat du 16 avril 1768 , & en vertu des lettres patentes du 29 mai suivant dûment enregistrées ; & ayant reconnu qu'il y avoit deux justices royales , ainsi que différentes justices seigneuriales , dont il résulroit des inconvénients & des abus ,

elle a éteint & supprimé la justice royale de Mailly-la-Ville, les justices seigneuriales de Mery-sur-Yonne, Malvoisine, Lezigny, &c. & attribue la connoissance des contestations dont connoissoient les officiers supprimés, à la prévôté des Maillys en première instance, à la charge de l'appel au bailliage & siege présidial d'Auxerre, celles concernant les eaux & forêts exceptées, qui iront à la maîtrise des eaux & forêts de cette ville.

En outre S. M. érige lescdites terres & seigneuries énoncées en un seul comté, sous le titre de *comté de Maillys*, &c.

Le même jour & de la même manière il a été enrégistré des lettres patentes, données à Fontainebleau le 15 octobre, par lesquelles S. M. porte les gages des officiers du conseil supérieur de Bayeux, fixés seulement par l'édit de création du mois de septembre dernier, savoir pour les présidens à 3000 livres, pour les conseillers à 1800 livres, pour l'avocat du roi à 2500 livres, & le procureur général à 3000 livres, au même taux que ceux des officiers des autres conseils supérieurs. En conséquence de ce nouvel arrangement les présidens auront 4000 livres, les conseillers 2000 livres, l'avocat du roi 3000 livres, & le procureur général 4000 livres, &c.

Le 24 la même chambre a enrégistré d'autres lettres patentes, données à Fontainebleau le 16 octobre, par lesquelles on ordonne que le bailliage de Breteuil ressortira à l'avenir au parlement de Paris, quoiqu'en l'eût étourdiment publié dans l'état annexé à l'édit du mois de septembre dernier, &c.

Tous ces enrégistremens doivent être réitérés au lendemain de St. Martin.

Du 30 octobre 1771.

M. le Bourguignon de l'isle , avocat du roi au bailliage de Caen , est mandé à la suite de la cour pour rendre compte de sa conduite ; son grief est d'avoir présidé à une assemblée de sa compagnie le 7. de ce mois , où il avoit été dressé un acte de protestation contre l'édit de suppression du parlement de Rouen : par cet acte , auquel on assure que les autres membres non présens ont depuis adhéré , ces magistrats supplient S. M. d'agréer l'offre volontaire de leurs offices plutôt que de reconnoître l'édit en question.

Du 30 dudit.

On vient de publier trois édits du roi donnés à Versailles au mois de septembre 1771. Le I porte suppression des offices dans le parlement de Provence : la distribution gratuite de la justice , l'abolition de la vénalité des offices à un nombre proportionné aux besoins des peuples , sont les motifs de ce nouveau bienfait de S. M. enrégistré de force par ordre du roi , porté par le Sr. *marquis de Rochechouart* , lieutenant général des armées du roi , commandant en chef dans le comté & pays de Provence , Avignon & comté venaissin , assisté du Sr. *le Noir* , maître des requêtes , commissaire à ce député ,

Le II. porte suppression de la cour des comptes , aides & finances de Provence : le plan de réduction déjà cité , celui de donner , autant qu'il seroit possible , aux sujets dans un même tribunal des juges de toutes leurs contestations , enfin l'avantage de tarir une

source éternelle de conflits de juridiction & de divisions toujours renaissantes entre les deux cours , sont les motifs cités dans celui-ci , enrégistré aussi de la même manière le 1 octobre.

Le III. beaucoup plus long , porte création d'offices dans le parlement de Provence , pour assujettir les nouveaux magistrats à une discipline dont plusieurs cours ressentent déjà les effets , & qui doit assurer aux peuples des juges éclairés & incorruptibles. La discipline en question est détaillée en 27 articles.

Par le 8 , attendu le zèle & l'attachement au service du roi dont ont donné des preuves les officiers ci-devant tenant la cour des comptes , &c. ils sont transférés dans le nouveau parlement , & les membres qu'on y a joints , autres que ceux-là , sont annoncés comme des sujets dont S. M. connoît particulièrement les talens , les mœurs & la capacité.

Par le 9. le roi veut qu'il ne subsiste plus en Provence qu'une seule compagnie, supérieure , qui , sous le nom de parlement , exerce toutes les fonctions ci-devant attribuées tant au parlement qu'à la cour des comptes , aides & finances.

Par le 12 , quoique cette nouvelle cour rende la justice gratuite comme parlement , & ne reçoive point d'épices : comme cour des comptes , elle percevra les frais de la reddition & du jugement des comptes , &c.

Par le 20. le parlement connoîtra encore de toutes les contestations concernant les eaux & forêts.

Par le 22. pour procéder à l'audition & à l'examen des comptes , il sera nommé tous les ans par le premier président 8 commis-

faïres , dont quatre pris dans la grand'chambre & quatre dans celle des enquêtes , lesquels formeront un bureau à cet effet , sans que les membres dudit bureau puissent interrompre pour cela le service qu'ils devront à leurs chambres respectives , &c.

A la fin de l'état des nouveaux officiers , composés du premier président , de 4 présidens à mortier , de 2 conseillers présidens , de 3 conseillers clercs , de 36 conseillers laïcs , d'un procureur général , de deux avocats généraux & de deux substitués.

NB. Tout le parlement se trouve ainsi complet , à l'exception des conseillers laïcs , qui ne sont que 36 , au lieu de 39 suivant la nouvelle réduction , & dont les trois places vacantes se trouvent celles des trois membres de la chambre des comptes qui ont eu la générosité de ne vouloir pas se revêtir des dépouilles du parlement ancien.

Du 31 octobre 1771.

M. le chancelier voulant sans doute faire entendre aux membres du parlement exilés , qu'il n'est aucun espoir pour eux de rentrer dans la magistrature , fait abandonner à son fils , ci devant président à mortier liquidé , les bannières de Thémis pour les drapeaux de Mars ; il lui achete le régiment de Bourgogne , dont M. le duc de *Coffé* se défait en faveur du jeune homme. Quand il a été question d'avoir l'agrément du roi , on assure que M. de *Monteynard* a voulu représenter que le réglement étoit qu'on ne fît aucun colonel qui n'eût servi. Madame la comtesse *Dubarry* , la présente , & qui sollicitoit pour M. de *Maupeau* , a résolu l'objection en disant qu'il avoit

servi S. M. dans le parlement. Il n'y a point eu de réplique à cette solution.

M. le duc de *Cossé* est fait maréchal de camp en faveur de ce revirement , & l'on veut que tout ceci n'ait pas peu contribué à faire donner le gouvernement de Paris à M. le duc de *Brissac* , son pere : l'un & l'autre d'ailleurs sont très-susceptibles des graces par leur dévouement aveugle aux ordres du roi : M. le duc de *Cossé* surtout déclare qu'il ne conçoit pas comment on peut être d'un avis opposé à celui de son maître.

Du 31 octobre 1771.

Il y a une très-grande fermentation dans l'ordre des avocats , dont plusieurs se reprochent beaucoup leur inaction. Il y a eu des assemblées entre ceux-là , & quatre ont pris sur eux d'aller à Fontainebleau faire des propositions au nom de l'ordre , & capituler en quelque sorte avec S. M. Ils ont représenté à M. le chancelier qu'on étoit prêt à rentrer , mais que la nouvelle procédure & surtout la nouvelle forme introduite dans la plaidoierie , réduisoit la qualité d'avocat à peu de chose , & leur ôtoit à la fois & le lucre & cet honneur qui , jusqu'à présent avoit été l'ame de leur profession , & dont ils étoient le plus jaloux : ils ont ensuite détaillé les objets de leur demande sur l'un & l'autre point. A quoi M. le chancelier a répondu avec cette dignité , qu'il abdique souvent , mais qu'il sçait prendre à propos : *le roi est trop mécontent de vos procédés : vos propositions sont trop inécentes pour que je les écoute : retirez-vous.*

Cependant comme ce chef de la magistrature connoît toutes les ressources du parti de la douceur & l'insinuation , on ajoute que peu après il a fait appeller le Sr. *Thevenot d'Esjaules* , l'un d'entre ces députés , dont il connoît la modération & les dispositions particulieres ; il a repris avec lui son air patelin , il l'a appelé *son cher ami* , & lui a si bien doré la pillule , qu'il l'a engagé à déterminer ses confreres à s'en rapporter à la sagesse & à la bienveillance de M. le chancelier : en sorte qu'on présume que le barreau se trouvera garni à la St. Martin de beaucoup d'avocats anciens.

Les quatre avocats qu'on nomme pour avoir été de la députation , sont les Srs. *Legouvée* , *Thevenot d'Esjaules* , *Caillard* , & de l'*Aulne*.

On prétend que les avocats se sont assemblés hier , ont mandé ces messieurs , les ont désavoués , & les ont vivement réprimandés.

Du 1 novembre 1771.

M. le vicomte d'*Aubusson* , enflammé d'un enthousiasme patriotique , pareil à celui de M. le comte de *Lauraguais* , a fait un mémoire ou écrit sur la révolution du gouvernement actuel , dans lequel il s'explique avec autant de force que de liberté. L'atteinte portée aux propriétés est le principal objet de ses réclamations. Il a fait imprimer son ouvrage , & il l'a envoyé aux ministres , aux princes , aux grands du royaume & à ses amis , il ne se vend point. M. le lieutenant général de police a écrit à ce seigneur , & au lieu de le mander très-poliment , comme il s'en est arrogé le droit vis à vis des particuliers &

même des magistrats démis , il lui a demandé l'heure où il pourroit le voir ? M. le vicomte d'*Aubusson* lui a répondu que sachant les occupations importantes dont un magistrat comme lui étoit chargé , il ne vouloit pas lui faire perdre des momens aussi précieux , qu'il auroit l'honneur de l'aller voir à une heure indiquée. Le sujet de cette conversation étoit le mémoire en question , dont M. de *Sartines* a discuté le fonds & la forme. Quant au fonds , l'auteur a répondu que c'étoit sa façon de penser , & qu'il ne croyoit devoir la dissimuler : par rapport à la forme , c'est-à-dire l'impression , il a répliqué qu'il n'ignoroit pas les défenses de faire imprimer sans permission , mais qu'elles ne concernoient que les libraires , ou autres gens qui vendoient leurs ouvrages : que la manière , le lieu , & les coopérateurs de cette impression étoient son secret , & qu'il trouvoit bon qu'il ne lui en donnât aucune connoissance. Ainsi a fini cette entrevue , dont M. le lieutenant général de police a sans doute rendu compte au ministère , & qui n'a produit encore aucun effet.

Du 1 novembre 1771.

Extrait d'une lettre de Fontainebleau , du 30 octobre..... M. le chancelier se conduit ici comme à Compiègne ; il remplit sa place avec la même aisance qu'il a occupé les autres. Il déroge à l'étiquette qui le dispense des devoirs les plus fondamentaux de la société , tels que les visites : il est continuellement en cour ; il fait une cour très-longue & très-affidue à madame la comtesse *Dubarry* ; de chez elle il passe successivement chez tous les ministres , &

la plus grande partie de sa journée se trouve ainsi remplie. Mais après avoir satisfait à tous les détails de l'intrigue, il se livre le soir, la nuit, & dans les premières heures de la matinée, au travail, dont l'intrigue est encore la base, jusqu'à ce qu'il recommence le cercle de ses menées du jour. Malgré la délicatesse de son tempérament, l'activité de son ambition & la facilité de son génie lui permettent de suffire à tout.

Du 2 novembre 1771.

Il y a environ un mois que M. *Ruet*, chanoine de St. Victor, a été enlevé par lettre de cachet & exilé à Domfront : c'étoit un janséniste renommé par ses directions, interdit depuis par M. l'archevêque ; il s'étoit aussi distingué dans la chaire. On ne fait si cette disgrâce est une suite du crédit de ce prélat, ou si ce religieux étoit coupable, comme quelques gens l'accusent, & comme sa façon de penser pourroit le faire soupçonner, d'avoir connivé à l'impression & distribution des ouvrages que M. le chancelier proscriit avec tant de sévérité, ou si enfin cet événement est le résultat d'une vengeance monacale, & des tracasseries particulières du prieur avec M. *Ruet*, qui étoit procureur de la maison. Comme ce dernier étoit très-bien faufilé, ses connoissances sont à la recherche des causes de sa punition, pour solliciter son retour, en cas que cela puisse se faire sans se compromettre.

Du 2 novembre 1771.

Par les éclaircissements pris sur le sort des demoiselles *Daujon* & *Morin*, il se trouve

qu'elles n'ont point été transférées à l'hôpital , ainsi qu'on le craignoit & qu'on l'avoit débité ; elles sont même aussi bien que l'on peut être , étant privé de sa liberté ; Mlle. *Daujon* surtout écrit de très-longues & très-fréquentes lettres , mais qui , suivant l'usage , sont vues avant qu'elles partent. Au surplus , il n'est nullement question de les élargir.

Quant à l'avocat *Couvert Desormeaux* , comme il ne s'est trouvé aucune piece de conviction contre lui , il seroit déjà libre , si M. le chancelier ne craignoit que ce châtiment n'eût pas encore assez amorti le zele de cet enthousiasme , & qu'il ne troublât dans ce moment les intrigues de ses émissaires parmi l'ordre des avocats. Quand la réussite aura confirmé ses espérances , & que ceux-ci , rentrés au palais à la St. Martin , ne seront pas susceptibles d'être retenus par un patriotisme mal-entendu , on ne doute pas que le prisonnier en question ne soit élargi.

Du 2 novembre 1771.

M. le duc d'*Aiguillon* écarte insensiblement de son département tous ceux qui passoient pour créatures de M. le duc de *Choiseul* , ou que leur attachement à ce prédécesseur lui rend suspect. C'est par ce motif qu'on assure que M. de *Rulhieres* vient de perdre sa place , & la pension qu'il avoit sur les *affaires étrangères*. Cet homme de lettres , connu par des pieces de poésie , l'est sur-tout par une histoire qu'il a écrite de la dernière révolution de *** , dont il a été témoin oculaire , comme secrétaire d'ambassade alors résident en cette cour. Cet ouvrage , encore manuscrit , est , au gré de

tous les connoisseurs qui en ont entendu la lecture , digne d'être comparé aux plus beaux morceaux de *Salluste* & de *Tacite*. M. le duc de *Choiseul* , qui connoissoit tout le prix d'un tel écrivain , avoit jugé à propos de l'attacher à son ministère , comme un homme de talents très-distingués dans cette partie.

Du 2 novembre 1771.

Les avocats ne se sont point encore assemblés comme on l'avoit dit , mais ils doivent le faire incessamment , & c'est pour les y déterminer que le sieur *Thevenot d'Esfaules* est allé chez ses confreres les plus accrédités pour les disposer favorablement. Vraisemblablement dans le cours de ces visites , quoiqu'il eût dissimulé la réponse dure de M. le chancelier , quelques avocats moins politiques lui auront fait des reproches à cet égard , & l'auront mal mené. Les plus sages , sans s'ouvrir , ont répondu qu'ils se trouveroient à la convocation , si l'assemblée étoit formée & tenue sous les auspices du bâtonnier (le chef de l'ordre) , sinon , qu'ils s'en retireroient.

Du 3 novembre 1771.

Extrait d'une lettre de Fontainebleau , du 1 novembre 1771.... Tous les ambassadeurs & ministres étrangers ont été dimanche dernier complimenter M. le chancelier sur le nouveau grade de colonel de cavalerie conféré au comte de *Maupeou* son fils.

On assure que le comte de *Monteynard* , ministre de la guerre , s'est fort barbouillé à la cour à cette occasion , pour avoir représenté avec fermeté au roi que la promotion de ce

feu magistrat au grade de colonel , étoit contre toutes les loix fondamentales de la discipline militaire ; ce qui ayant été vivement rejeté par madame la comtesse *Dubarry* , S. M. a répondu qu'elle vouloit récompenser dans le fils les services du pere. M. le chancelier n'a pas trouvé bonne l'objection du secrétaire d'état , qui n'a pas moins déplu , comme l'on voit , à la favorite & au monarque même. Cette nouvelle raison de mécontentement , jointe au travail lourd & lent de M. de *Monteynard* , & à son caractère loyal , bien opposé à ceux des autres ministres , fait renouveler le bruit que cet honnête homme déplacé à la cour n'y tiendra pas long-temps. D'ailleurs , M. le duc d'*Aiguillon* , dont l'ambition est aussi incommensurable que celle de M. de *Maupeou* , dévore cette place , & voudroit la réunir à celle qu'il a déjà ; par-là il s'achemineroit d'autant à celle de premier ministre qu'il desire ardemment ; ce qui occasionne une rivalité avec le chancelier , bien âpre aussi après cette dignité.

Du 3 novembre 1771.

Extrait d'une lettre de Rouen , du 27 octobre 1771..... Le parlement de Bretagne a été supprimé le 25 , & recréé le 26 : au lieu de 100 membres dont il étoit composé , non compris le parquet , il est réduit à 41 officiers , nombre insuffisant pour le service , dont 24 places seulement se trouvent remplies , malgré le peu de délicatesse du choix. Prêtres , gens mal notés , non gradués , intrus , ignares , tout a été admis ; toutefois on préfère les nobles. Chacun des membres de l'ancien parlement a reçu , tant au palais que chez

lui , cinq lettres de cachet , qui lui ferment la bouche & lui ôtent entièrement tous les moyens de réclamation les plus légitimes. Le parlement , qui avoit prévu ces violences , avoit fait le 23 une protestation signée de 66 membres , pour être déposée au greffe de la cour. D'autres membres ont adhéré depuis , & de tous ceux qui se sont trouvés à Rennes , il n'y en a eu que dix qui n'aient pas souscrit ou adhéré ; tous les autres ont eu ordre de sortir de la ville dans le jour , & de se retirer dans une terre assignée à chacun pour exil.

Le premier président *la Briffe d'Amilly* , connu par sa foiblesse & par sa lâcheté , n'a point signé la protestation , & n'a pas rougi de rester chef du nouveau tribunal. Les présidents *de l'Angle* & *le Prêtre* (frère du sieur *le Prêtre de Château-giron* , président à mortier à Paris) s'étant retirés , l'un à cause de son grand âge , & l'autre à cause de ses infirmités , le grand banc s'est trouvé vuide , & a été formé d'anciens conseillers , ainsi que le parquet. MM. *de la Chalotais* se trouvent par cette tournure , enfin , destitués de la place de procureur-général.

Le sieur *de Bacquancourt* , nommé intendant de Rennes , ayant repugné à faire l'expédition contre le parlement , c'est le sieur *Bastard* , l'ame damnée du chancelier , qui a secondé M. le duc *de Fitz-James*. Ce frénétique a employé dans ses différens discours les termes les plus hardis & les plus injurieux contre le parlement. Il a prononcé avec arrogance la cassation des arrêts rendus ici contre les écrits répandus par le duc *d'Aiguillon* , entr'autres termes il a dit qu'ils étoient *le comble de l'indécence & de l'injustice*.

Cependant le sieur *Bastard* n'a rien exhibé

qui l'autorisât à insulter ainsi une compagnie entiere , un corps de magistrats dont un grand nombre ont 30 & 40 ans de service , qui tous sont issus d'ancêtres distingués dans les temps les plus reculés , qui ont signé l'acte d'union de la Bretagne à la France , & versé leur sang pour le roi dans les armées que plusieurs ont commandées , &c.....

Les protestations du 23 sont imprimées ici. Elles roulent sur les mêmes principes que celles des autres parlements ; elles sont hérissées de citations générales & particulieres qui les appuient , elles sont écrites avec force , & finissent par ce paragraphe qui les distingue.....

« Considérant enfin , que lorsqu'il est impossible aux citoyens de prévenir les maux qui menacent l'état , il est de leur devoir de n'y pas contribuer , & que nous sommes arrivés à ces temps désastreux , annoncés par l'auteur de *l'esprit des loix* , quand il dit :
 « *La monarchie se perd , lorsque le prince croit qu'il montre plus de puissance en changeant l'ordre des choses qu'en le suivant , lorsqu'il ôte les fonctions naturelles des uns pour les donner arbitrairement aux autres. Le principe de la monarchie se corrompt , lorsque les premières dignités sont les marques de la première servitude , lorsqu'on ôte aux grands le respect des peuples , & qu'on les rend de vils instrumens du pouvoir arbitraire : il se corrompt encore plus , lorsque l'honneur a été mis en contradiction avec les honneurs , & que l'on peut être à la fois couvert*
 « *d'ignominie & de dignités : il se corrompt , lorsque des ames singulièrement lâches , tirent vanité de la grandeur que pourroit avoir leur servitude*
 « *& qu'elles croient que ce qui fait qu'on doit*

» tout

„ tout au prince , fait que l'on ne doit rien à
 „ l'état.

„ D'après ces considérations , les magistrats
 „ protestent pour l'intérêt de l'état , du mo-
 „ narque , de ses successeurs , des princes de
 „ son sang , des pairs du royaume , pour l'in-
 „ térêt du clergé , de la noblesse , du peuple
 „ & notamment pour l'intérêt des sujets du
 „ pays & duché de *Bretagne* , enfin pour l'in-
 „ térêt du corps entier de la magistrature , pour
 „ tous les officiers des tribunaux inférieurs ,
 „ contre tous les écrits portant suppression du
 „ parlement & érection de nouveaux tribu-
 „ naux ; contre toute transcription illégale qui
 „ pourroit être faite sur leurs registres , sans
 „ délibération libre de la compagnie ; contre
 „ l'objet des *lettres de cachet* , auxquelles on
 „ donne plus de pouvoir & d'effet qu'aux
 „ loix du royaume ; contre la dispersion , qui
 „ pourra être faite des membres de la cour ,
 „ &c. „

Du 4 Novembre 1771.

Le titre de l'ouvrage de M. le Vicomte d'*Aubusson* est : *profession de foi politique d'un bon fran-
 çois* , avec cette épigraphe : *Vox clamantis in
 deserto*. Elle a 36 pages , & est souscrite ainsi :
Ita sentiebat rusticanus vir PETRUS-ARNOLDUS
 VICE-COMES ALBUCENSIS : *Anno Domini*
 1771.

Cette brochure est suivie de : *essais du simple
 bon sens , sur la théorie des loix civiles & sur
 l'économie politique des états policés* , par un
 membre externe de la société d'agriculture de
Brive-la - Gaillarde. Ceux-ci contiennent 40
 pages. Les *essais* & la *profession de foi* méritent
 un extrait particulier.

Tome II.

K

Du 4 Novembre 1771.

Il paroît un autre écrit qui a pour titre : *lettre à un ami de province sur la liquidation des offices*. Elle est datée de Paris , le 18 septembre 1771. Son objet est de raffermir les magistrats qui pourroient être ébranlés par la longueur de l'exil , par l'incommodité des lieux , ou par la crainte de perdre la finance de leurs offices. On en parlera plus amplement.

Du 4 Novembre 1771.

Le sieur de la Monnoye , célèbre avocat plaidant & l'un des membres du conseil de M. le duc d'Orléans , est mort depuis peu. Le sieur Bouvard , son médecin , qui l'avoit tiré d'une grande maladie précédente , n'a pu le sauver dans celle-ci , extrêmement aggravée par le chagrin : cet orateur étoit fort chaud sur les circonstances actuelles , & les avoit prises trop à cœur.

Du 4 Novembre 1771.

On écrit de Colmar que le 29 octobre le conseil supérieur de cette ville a enrégistré un édit qui ordonne le remboursement des offices dont il est composé , abolit la vénalité , & supprime les épices & vacations. Le même jour il a enrégistré des lettres patentes , portant attribution de gages aux officiers de ce conseil.

Le 31 du même mois , le comte de Ruffec & le sieur de Fleffelles , intendant de Lyon , se sont rendus au parlement de Dombes & y ont fait publier & enrégistrer un écrit portant suppression de ce parlement , remboursement

des offices , renvoi des matieres dont il connoissoit , comme parlement & cour des aides au conseil supérieur de Lyon , & de celles dont il connoissoit , comme chambre des comptes , à la chambre des comptes de Paris.

Du 5 Novembre 1771.

Le président *le Moine* , de la seconde chambre des requêtes du parlement , vient de mourir ; il étoit incommodé d'une retention d'urine , & s'étant fait sonder deux fois dans son exil par des ignorans qui l'avoient blessé , il étoit parti pour revenir en cette capitale , en écrivant au chancelier qu'il ne pouvoit se persuader que le roi voulût faire périr les magistrats dans sa disgrâce ; il détaillait ensuite ce qui venoit de lui arriver , il faisoit valoir les motifs pressans qu'il avoit de ne pas tarder à se rendre à Paris ; il annonçoit qu'il y seroit en même temps que sa lettre , & déclaroit au surplus qu'il garderoit les arrêts , & ne verroit que ses médecins & autres gens dont les secours lui seroient nécessaires. Cette démarche vigoureuse a eu tout le succès désiré ; M. le chancelier n'a rien répondu au président , qui depuis ce temps a séjourné dans sa maison , & vient de succomber à ses douleurs. On peut juger du caractère mâle du personnage par ce trait , & combien la perte est grande pour le parti.

Du 5 Novembre 1771.

Il paroît une petite feuille imprimée , ayant pour titre : *Supplément à la gazette de France* du 18 octobre 1771. Il s'agit de l'annonce faite dans cette gazette de 7 Présidens à mortier ,

K ij

& de 27 conseillers du parlement , qui ont fait liquider leurs offices. Par les notes jointes à chacun de ces messieurs , il paroîtroit que le président *d'Aligre* a craint d'aller à Pierre-Encise , dont il étoit menacé ; que le sieur *d'Ormesson* venoit d'être resserré plus étroitement à sa terre d'Orly , & que craignant un sort encore plus sévère il a fait liquider , mais en faisant préalablement sa protestation ; que le sieur *Rocheard de Savi* , l'a fait par foiblesse ; que le sieur *Pinon* n'a point fait liquider du tout ; que le sieur *de Gourgues* est dans le même cas par rapport à ses titres , qu'il ne veut pas rendre , & que la liquidation de la finance s'est faite de la part de sa femme , à qui elle appartient en totalité ; que le sieur *de Maupeou* , fils du chancelier , ne s'est pas même fait liquider volontairement , & que son pere lui a subtilisé ses provisions ; qu'enfin le sieur *Joli de Fleury* , forcé par ses créanciers de liquider , & nommé par le sieur *d'Aligre* , ainsi qu'on l'a raconté , a fait aussi une protestation préalable.

A l'égard des conseillers , trois sont morts ou honoraires , trois n'étoient pas encore entrés au parlement , trois en étoient sortis , neuf sont encore mineurs , deux sont imbécilles : en sorte qu'il n'y en a véritablement que 7 dont la liquidation étoit volontaire , la plupart abbés , mauvais sujets , ou vendus à la cour.

On a remarqué à cette occasion comment la gazette de France , si généralement renommée par son ennui & par sa véracité , est devenue depuis la révolution actuelle un dépôt de men-
songes ou de faits altérés & falsifiés.

Du 6 Novembre 1771.

Dans la lettre concernant la liquidation des offices , on recherche d'abord pourquoi M. le chancelier qui avoit jugé à propos de faire confisquer tous les offices au profit du roi , montre aujourd'hui tant d'empressement à exiger cette opération , au point de n'accorder aucune demande qu'à cette condition : on en conclut qu'il ne croit pas la restitution bien légale , & que son dessein , en engageant à cette liquidation , est de la faire valoir contre ceux qui la donneroient comme un consentement tacite à cette destitution. L'auteur prétend qu'en effet faire liquider c'est reconnoître la légitimité de l'esprit de suppression ; c'est avouer la vérité des accusations intentées dans l'édit d'octobre 1770 , contre toute la magistrature , présentées comme un motif de suppression ; c'est renoncer au droit d'*Inamovibilité* ; c'est souscrire au droit chimérique attribué au souverain , de pouvoir destituer à son gré des officiers sans forfaiture & sans cause ; c'est porter préjudice à la protestation des princes & des autres ducs & pairs , &c. c'est anéantir toutes les démarches généreuses faites jusqu'à présent.

Au surplus , suivant la même politique , se faire liquider , c'est se déshonorer bien gratuitement , par le peu d'apparence du remboursement , & même la certitude qu'il se fera en *papier* : papier sans valeur & dans le plus grand discrédit. Il finit par croire que tout ceci n'est qu'une opération de finance , propre à satisfaire également le chancelier & le

contrôleur général. Le premier aura satisfait sa vengeance contre toute la magistrature , & le second , en remboursant en papier , & recréant peu après ces mêmes charges payables en argent , aura réussi à trouver une centaine de millions qui ne lui auront rien coûté.

« Malheureuse nation ! condamnée au supplice des *Danaïdes* ! elle verse continuellement dans un tonneau qui ne s'emplit jamais ! »

Cette citation du *maire du palais* termine sa lettre.

Dans un *postscriptum* on cite une conversation de M. le chancelier , où il disoit : *Dieu bénit ma besogne , elle se consolide chaque jour.* Je croyois , dit en sortant l'homme à qui il parloit , *que le chancelier ne croyoit pas en Dieu , mais j'ai vu en lui , il vient de me dire que DIEU BENISSOIT SA BESOGNE.*

Du 6 Novembre 1771.

Le sieur *Lambon* , Bâtonnier de l'ordre des avocats , étoit en effet convenu avec quelques membres de l'ordre de se trouver chez lui lundi 4 novembre , & d'y causer avec eux des événemens actuels ; il étoit revenu de sa campagne à cet effet , mais ayant appris que l'on avoit voulu donner à cette assemblée une solennité qu'il ne vouloit pas y mettre ; en faisant courir des billets de convocation , il est retourné à sa campagne. Les gens sages se sont retirés chez eux , le surplus s'est cantonné dans la bibliothèque des avocats , & le temps s'y est consumé en clabauderies , sans prendre aucun parti.

On ne doute pas qu'il n'y ait un parti pris de

la part des membres vendus à la cour , qui se présenteront au lendemain de St. Martin & prêteront le serment au nouveau tribunal : cette défection embarrasse les autres , qui craignent d'être sacrifiés.

Dn 7 Novembre 1771.

Extrait d'une lettre de Fontainebleau du premier novembre 1771.... Le conseil , après avoir admis la requête en cassation de M. de la Mau-gerie , vient de casser l'arrêt du parlement. M. le chancelier a opiné avec une chaleur qui annonçoit l'envie qu'il avoit de satisfaire en cette occasion sa vengeance particulière contre les *Lamoignons*, qui se sont intéressés en faveur du comte de la *Luxerne*, l'adversaire de celui-ci , leur allié & leur parent : la partialité que le chef de la magistrature a montrée dans cette affaire n'a pas peu contribué à la tournure favorable qu'elle a prise pour l'accusé. Le fond est renvoyé au jugement des requêtes de l'hôtel , & le prisonnier est élargi. C'est M. de Forges qui étoit le rapporteur.

Du 7 Novembre 1771.

M. le vicomte d'*Aubuffon* est un homme d'environ 50 ans : la délicatesse de sa santé & la fierté de son ame l'ont toujours empêché de se livrer aux intrigues de la cour , & de suivre la route que sa naissance lui ouvroit à la fortune & aux honneurs. Grand propriétaire de terres , ses vues se sont tournées du côté de l'agriculture , & après avoir combiné dans le silence tous les avantages de cet art pour la prospérité d'un état , il a senti de quelle importance il étoit de lui conserver

l'intégrité de sa liberté. C'est à l'occasion de l'atteinte qu'il lui avoit portée par contre-coup dans la révolution actuelle, qu'il a cru devoir ouvrir les yeux à ses concitoyens & au ministère, en communiquant ses idées à cet égard. Elles sont fortes, lumineuses, hardies : mais, ainsi que la plupart des politiques, il détruit plus aisément qu'il n'édifie. Dans la seconde partie de son ouvrage sur-tout, il annonce un projet pour liquider promptement les dettes de l'état, sans mettre d'impôts, & avec tous les avantages possibles, sans y trouver aucune difficulté que la simplicité : comme il ne donne pas le mot de l'énigme & que la raison de son silence est fondée uniquement sur ce que dans ce siècle incrédule on lui riroit au nez, on seroit tenté de regarder son système comme une rêverie, si le surplus de cet écrit ne parloit d'une tête trop bien organisée, pour en juger aussi légèrement sans connoître toutes ses ressources.

Du 8 Novembre 1771.

On continue à assurer que M. l'archevêque de Paris officiera mardi prochain 12, à la *messe rouge*. Tous les magistrats du nouveau tribunal ont ordre de s'y trouver, sans exception & sans excuse, que celle de maladie. Les membres du conseil devant y avoir place sont mandés aussi expressément : il n'est pas aussi certain que M. le chancelier s'y trouve, comme on l'avoit annoncé.

Les présidens à mortier sont occupés à apprendre à faire les révérences, qui se font en femmes, suivant l'ancien usage.

Du 8 Novembre 1771.

M. *Bourguignon de l'Isle*, avocat du roi au bailliage de Caën, mandé à la suite de la cour ainsi qu'on l'a dit, a eu à Fontainebleau quatre conférences avec M. le chancelier. Comme c'est un jeune magistrat, d'un mérite distingué, celui-ci a fait tout ce qu'il a pu pour le corrompre & le séduire. Comme il étoit inébranlable & qu'il opposoit continuellement aux discours de M. de *Maupeou* les grands & solides principes de la constitution de l'état, ce chef de la magistrature impatienté de la force des raisonnements de son adversaire, lui a déclaré qu'il n'y avoit plus de principes, que le roi n'en vouloit d'autres que *sa volonté*.

Après la dernière entrevue avec le chancelier, le Sr. *le Brun*, son secrétaire, s'est encore emparé du jeune magistrat, & lui a proposé de le faire avocat général au conseil supérieur de Rouen, qu'on vouloit établir. M. de *l'Isle* a terrassé ce nouvel adversaire par ses principes toujours victorieux, il lui a démontré l'absurdité d'établir deux tribunaux souverains dans une même *coutume*, dont les arrêts pourroient être perpétuellement en contradiction. L'orateur du chancelier a promulgué de nouveau sa doctrine, qu'il n'y avoit point de principes, & qu'on sauroit si bien diriger ces deux conseils qu'ils ne s'écarteraient pas de ce qui leur seroit prescrit.

M. *Bourguignon de l'Isle* est reparti pour la province, couvert de gloire. M. le chancelier lui a recommandé d'être circonspect dans ses propos, & de garder pour lui ses principes prétendus, sans trop chercher à les répandre.

Du 9 novembre 1771.

Tout le monde a lu les éloges dont *M. de Voltaire* accabloit *M. le duc de Choiseul* pendant son ministère , & l'on fait avec quelle adulation basse il exalte aujourd'hui *M. le chancelier* & ses opérations. Le premier n'a pas cru pouvoir se mieux venger de ce perfide vieillard que par une plaisanterie qu'il s'est permise sur son compte , il a égayé par le ridicule la noirceur du vice de l'ingratitude dont l'apôtre de l'humanité s'est rendu coupable envers son bienfaiteur : dans son château de Chanteloup le ministre disgracié a fait élever une girouette à la mode , qui marque les quatre vents cardinaux ; elle est surmontée d'une tête modelée sur celle de *M. de Voltaire* , & , jouet mobile des airs , elle tourne sans cesse au gré des aquilons. On sent aisément l'allusion de cet emblème.

Du 9 novembre 1771.

Les politiques qui considèrent avec impartialité l'opération de *M. le chancelier* du côté seulement qui peut influer plus directement & plus sensiblement sur la nation , c'est-à-dire celui de la finance , trouvent un calcul fort simple , pour en faire toucher au doigt & à l'œil , l'absurdité & les suites funestes. On fait qu'un conseiller au parlement de Paris ne recevoit du roi net pour sa charge que 13 livres 14 sols. Aujourd'hui , qu'il est liquidé , il en percevra 2550 livres de rentes , à raison de 51000 livres , fixation du prix de l'office ; & il est en outre remplacé par un homme auquel on donne 3000 livres de gages : ce-

qui fait 5550 livres en totalité , pour 13 livres 14 sols. Un président à mortier ne coûtoit que 8000 livres à S. M. & son office aujourd'hui liquidé à 550,000 livres , rend 27,500 liv. d'intérêts ; à quoi il faut joindre 20000 livres de gages du magistrat qui le représente : il en résulte une augmentation , toute défalcation faite , de 39,500 livres par président.

La compensation , quoique très-légère encore , qu'on voudroit alléguer du côté de la réduction des membres , est tout au moins nulle , puisque si le nouveau tribunal n'est aujourd'hui que de 60 membres , il y a six conseils supérieurs de plus , érigés dans le ressort , qui , à 20 officiers chacun , fait une totalité de 120 magistrats , lesquels joints aux 60 ci-dessus comptés forment un nombre de 180 , à peu-près le même nombre que celui du parlement complet.

Il est étonnant que dans les ouvrages lumineux qui ont paru sur cette matière , aucun écrivain n'ait traité l'objet sous un point de vue aussi simple & aussi palpable ; car il en résulte nécessairement que pour subvenir à cet excédent de dépense de la part de S. M. on greve d'autant la nation par quelque genre d'impôt , & l'on fait que , pour qu'il rentre de cette manière dans ses coffres une somme quelconque , il faut enlever le décuple & plus peut-être. Or qu'est-ce qu'une justice gratuite , laquelle en soulageant la partie des plaideurs dont le grand nombre de mauvaise foi mérite peu de ménagement , coûte en total au royaume , sans exception , un tribut annuel infiniment plus fort encore que l'économie prétendue en faveur des chicaneurs ? On seroit effrayé du calcul qu'il faudroit faire , par

lequel on démontreroit au juste à quel prix on achètera un pareil bienfait particulier & local.

Du 9 novembre 1771.

Un particulier digne de foi atteste avoir vu chez une prêteuse sur gages , du cul de sac du coq , M. de *** , le procureur général , non pour y exercer les fonctions de son ministère , mais pour y trouver quelques secours pécuniaires ; & l'on a su qu'il y avoit pris 13000 livres. Quel tribunal qui tolere dans son sein un magistrat parvenu à ce degré de désordre & d'infamie ! Quel censeur de tous les ordres de l'état , [car c'est ainsi qu'on qualifie le procureur général] qui connoît de pareils lieux : & qui n'a pas honte de s'y montrer !

Du 10 novembre 1771.

Une affaire criminelle s'éleve aujourd'hui entre M. de Nicolai , président à mortier au nouveau tribunal , & un particulier , son créancier d'une somme de vingt mille écus. Celui-ci ayant redemandé sa créance par une lettre à son débiteur , le magistrat lui a répondu très-durement sur ce qu'il ne lui donnoit pas la qualité de président à mortier , en ajoutant des menaces à ses reproches. Cependant il étoit entré en accommodement , & il avoit été passé une transaction entr'eux , par laquelle le particulier achetoit de M. de Nicolai , l'hôtel de Combourg. Le vendeur prenoit d'abord pour comptant le montant de la dette , & l'acquéreur devoit lui payer le surplus après les formalités usitées & les délais prescrits. Une contestation survenue par la suite entre

les parties contractantes , le président a prétendu que la créance étoit usuraire ; il a fait prononcer contre son adversaire un decret de prise de corps , & il a été arrêté & mis au secret. La famille du prisonnier heureusement s'est remuée , son gendre attaché à M. le duc de *Penthievre* a réclamé l'équité de ce prince , & d'après les informations que S. A. a prises , elle a fait connoître l'intérêt qu'elle prenoit à l'accusé , non pour le soustraire aux rigueurs de la justice , mais pour qu'il ne succombe pas sous l'injustice & l'autorité. Ce decret de prise de corps a été levé , & le prisonnier a été mis en état de decret d'ajournement personnel seulement. M. de *Nicolaï* voyant que l'opprimé trouvoit un défenseur puissant , lui a fait offrir un accommodement : celui-ci a répondu que l'honneur n'en admettoit pas , il veut que l'affaire soit décidée dans les tribunaux. Le châtelet en est saisi aujourd'hui & cette affaire qui ne fait que commencer , cause déjà un grand bruit par rapport au principal personnage qu'elle regarde.

Comme le lettre de M. de *Nicolaï* à ce particulier , pleine de reproches & de menaces , ainsi qu'on l'a rapporté , est une piece essentielle au procès , le dernier a cru devoir la déposer chez un notaire ; mais tous ceux de Paris se sont excusés de la recevoir , M. le chancelier qui établit une prétendue justice gratuite , n'ayant pas encore réformé l'abus aussi ancien que criant , par lequel un officier de justice refuse son ministère contre tout président à mortier.

Du 10 novembre 1771.

Le bruit se confirme que M. *Pelletier de Roxambo*, jeune président à mortier, s'est fait liquider, & qu'il a l'expectative du régiment de Custrine, dragons, mais qu'il ne jouira pas de la même faveur que le sieur *de Maupeou*, & sera obligé de faire l'apprentissage du service pendant quelques années, jusqu'à ce que son prédécesseur soit fait maréchal de camp. On assure encore que le sieur *Hocquart*, conseiller au parlement, s'est fait garde du corps, dans l'espoir d'avoir un bâton d'exempt par la suite. M. le chancelier affecte ainsi de faire accorder des grades militaires aux liquidés, pour exciter les autres, & décourager de plus en plus ceux qui compteroient sur la reprise éventuelle du service.

On trouve très-lâche à ceux qui quittent ainsi la magistrature, de déserter dans des circonstances aussi critiques, & par cette abdication volontaire ils perdent le fruit d'une constance qui avoit excité l'admiration générale.

Du 27 novembre 1771.

La gazette de France d'aujourd'hui fait mention de la suppression du parlement de Dijon le 5 de ce mois, & de sa reconstruction le 6, par le sieur marquis *de la Tour du Pin*, & le sieur *Amelot*, intendant de Bourgogne. Mais on voit avec surprise qu'il ne soit pas parlé de ce qui s'est passé à Grenoble. Bien des gens prétendent que c'est une prudence de M. le chancelier, qui veut auparavant voir si l'essai qu'il fait sur cette compagnie y

réussira mieux qu'à Bordeaux. On dit qu'ayant en vain tenté de corrompre les magistrats de ce parlement , les ayant en vain intimidé par les menaces de leur substituer la chambre ardente de Valence , commission fiscale dernièrement très-maltraitée par eux , il a pris le parti de donner , comme à Bordeaux , des lettres de cachet indéfinies pour un certain nombre de magistrats , leur ordonnant de reprendre leurs fonctions. On ne peut guere attribuer à d'autres raisons le silence qu'on affecte sur cet événement ; sorte de nouvelles dont M. de Maupeou fait instruire le public avec une célérité que n'a pas ordinairement notre gazette. Ce qu'il y a de sûr , c'est que ce parlement est détruit , & recréé , plusieurs jours avant celui de Bourgogne , & que M. de Berule , le premier président , est exilé à sa terre , à 26 lieues de Paris.

Du 11 novembre 1771.

Il nous est arrivé depuis quelque temps de l'étranger un nouveau livre ayant pour titre *de la Constitution d'Angleterre* , avec cette épigraphe : *Ponderibus librata suis*. Il est précédé d'une épître dédicatoire à milord comte d'*Arlington* , pair d'Angleterre , datée de Londres le 24 décembre 1770 , & signée de *Lolme* , nom qui paroît être celui de l'auteur. Dans cet ouvrage , un des meilleurs en politique qui ait paru depuis long - temps , l'écrivain remonte aux causes qui ont produit la liberté angloise , & établit celles qui la maintiennent.

Il distingue trois grandes époques dans l'histoire de cette constitution ; le regne de *Jean sans terre* , celui d'*Edouard I* , & l'ex-

pulsion de *Jacques II*, ou plutôt l'exaltation sur le trône de la maison de *Brunswick*. Dans la première, la grande charte indiqua les bornes où devoit se renfermer le pouvoir du roi : dans la seconde, on trouve le premier exemple de l'admission légale des députés des villes dans le parlement ; nouvelle barrière élevée contre ce même pouvoir : enfin, la révolution de 1688 acheva d'en former l'enceinte. C'est alors que la Grande-Bretagne donna le rare spectacle d'un contrat primitif & formel entre le peuple & le souverain.

La constitution de cet état est indélébile, suivant l'auteur, parce qu'elle est dictée par la nature elle-même, qu'elle est de plus décidée par une forme très-marquée de gouvernement, ayant par conséquent pour nouvel appui l'opinion, cette cause puissante qui maintient les gouvernements les plus absurdes, & qu'elle a l'attachement d'une nation éclairée ; & que par le balancement de toutes les parties, elle regagne nécessairement d'un côté ce qu'elle perd de l'autre.

Ce traité, court, précis & rapide, est soutenu d'un style animé & vigoureux. L'écrivain s'est quelquefois permis des termes nouveaux, non par un néologisme ridicule, mais pour mieux rendre sa pensée & lui donner plus d'énergie ; ce qui arrive presque toujours.

Ceux qui n'auront pas lu l'ouvrage en question, seront surpris de la sévérité avec laquelle le gouvernement en empêche l'introduction ; mais pour peu qu'on l'ait parcouru, on en trouve aisément les raisons : il suffira de citer le paragraphe suivant. A l'occasion de la révolution de 1688, ce défenseur des droits de l'humanité dit :

« C'est à cette époque que se posèrent les
 » grands & vrais principes des sociétés , par
 » l'expulsion d'un roi violateur de ses ser-
 » ments : la doctrine de la résistance , cette
 » ressource finale des peuples que l'on op-
 » prime , fut mise à l'abri du doute par
 » l'exclusion donnée à une famille hérédi-
 » tairement despotique : il fut décidé que
 » les nations n'appartiennent pas aux rois.
 » Tous ces principes d'obéissance passive , de
 » droit divin , de pouvoir indestructible , en
 » un mot , cet échafaudage de notions fu-
 » nestes , parce qu'elles étoient fausses , sur
 » lesquelles l'autorité royale avoit posé jus-
 » ques-là , fut détruit ; & l'on y substitua
 » les appuis solides & durables de l'amour
 » de l'ordre & du sentiment , & de la né-
 » cessité d'un gouvernement parmi les hom-
 » mes ».

Du 11 novembre 1771.

Dans une assemblée d'avocats , tenue chez
 le sieur *la Goutte* , l'un d'eux , au défaut du
 sieur *Lambon* , bâtonnier , qui n'a voulu com-
 muniquer avec aucun de ses confreres , 28 qui
 composoient le comité ont arrêté de députer
 au chancelier quatre d'entr'eux pour lui dé-
 clarer qu'ils étoient prêts à reprendre. Ceux-ci
 se sont rendus à Fontainebleau. Le chef de la
 magistrature , prévenu de cette démarche par
 ses espions , les a reçus avec beaucoup de
 dignité ; il leur a déclaré , comme à la dépu-
 tation précédente , qu'il n'étoit pas question
 de composer avec le roi ; qu'on exigeoit de
 leur part une soumission passive , aveugle &
 sans restriction. Ces MM. foudroyés par une
 réception à laquelle ils devoient pourtant s'at-

tendre sont disposés à se conformer aux intentions annoncées du roi , & déjà 250 se disposent à travailler pour le nouveau Barreau.

Du 12 novembre 1771.

L'objet des écrivains patriotiques actuellement est de s'opposer au projet du chancelier , qui commence à s'effectuer par la foiblesse de certains magistrats qui se font liquider. Dans une *lettre d'un François aux victimes d'Ebrin* , en date du 20 octobre 1771 , on traite la matière fort amplement. Elle porte pour épigraphe ce fameux axiome : *nobis cunctando restituit rem*. On y démontre : 1°. que l'arrêt du conseil qui ordonne la liquidation & que l'on fait valoir comme un ordre du roi pour les épouvanter , n'en est point un , qu'il n'est point coactif , & que quand il le seroit , il ne devrait pas avoir plus de force auprès d'eux que les lettres de Jussion , auxquelles ils n'ont point obtempéré en octobre & janvier dernier ; qu'en un mot cet instant est le moment critique où par une démarche fautive ils effaceroient toute la gloire dont ils se sont couverts jusqu'à présent.

2°. On prouve à ceux que la crainte d'être frustrés de leurs intérêts & de leur capital pourroit effrayer , que leur intérêt même bien entendu doit les éloigner d'un acquiescement qui leur feroit perdre tout le recours qu'ils conserveroient sur le roi par leur résistance. On établit que S. M. , il y a un an , n'avoit pas la faculté de suffire au paiement des arrérages des dettes de l'état : le pourroit-elle aujourd'hui , qu'indépendamment des autres dégradations que souffrent journellement ses

revenus , le nouveau tribunal seul coûte aujourd'hui une augmentation de dépense de plus de 500,000 livres annuellement ?

3°. L'auteur prétend que si l'on presse le moment de la liquidation , c'est pour la comprendre dans une faillite générale ; il en tire des inductions de l'arrêt même du conseil qui , par une disposition dérisoire , assigne un fonds d'un million par an pour le remboursement des capitaux de ces offices , dont l'article seul pour le parlement de Paris est un objet de dix-huit millions, & pour le reste des autres suppressions, faites dans la totalité du royaume , de plus de deux cents millions.

4°. La liquidation volontaire des offices seroit regardée dans le moment présent comme une rénonciation expresse à la prétention des magistrats concernant la loi de l'inamovibilité ; ce seroit une inconséquence frappante avec leur conduite depuis dix mois , ce seroit se parjurer , aller contre le serment qui les lie essentiellement aux délibérations adoptées par leurs compagnies , à la conservation des loix dont ils sont les interprètes & les dépositaires.

5°. Le chancelier même est intérieurement si convaincu de cette vérité , qu'au lieu de préférer une confiscation si aisée à prononcer , & si utile pour le soulagement des dettes de l'état , il n'est point d'intrigue , de ruse , de détour oblique , qu'il n'emploie pour parvenir à arracher leur consentement.

6°. Qu'indépendamment de la honte qu'il y auroit pour les magistrats à assurer le triomphe du destructeur de la magistrature , à courber servilement la tête sous le joug qui leur impose , à munir eux-mêmes de l'acte authentique dont il veut les déshonorer, le membre dissimé qu'ils

ne jugeoient pas digne de siéger avec eux sur les fleurs de lys , ils se rendroient par-là les complices de ses crimes , après en avoir été les victimes.

7°. L'auteur termine par la plus importante de toutes les réflexions , sur la honteuse scission qu'ils feroient avec la protestation des princes , en renonçant à l'honneur de les avoir pour chefs & pour défenseurs dans ce qui intéresse essentiellement les loix constitutives de la monarchie , en refusant de partager avec eux le péril & les disgraces , en dédaignant la gloire d'avoir un tort commun avec ces généreux protecteurs.

Cet écrit , plein de choses , de raisons & d'éloquence , seroit bien propre à faire impression sur tous les magistrats que l'intérêt personnel , que la crainte ou l'espérance n'aveugleroient pas.

Du 12 novembre 1771.

Les intrigues ordinaires de M. le chancelier semblent avoir produit seules l'étrange révolution arrivée précipitamment dans l'ordre des avocats : des bruits adroitement semés par ses émissaires que ceux qui ne prêteront pas le serment à la rentrée de la St. Martin seroient rayés du tableau & déclarés incapables de posséder aucune charge ou place dans le royaume ; quelques faits venus à l'appui par le refus qu'ont essuyé plusieurs membres de cet ordre , d'être placés , soit par le chancelier , soit par le duc d'Aiguillon , soit par M. de Boynes , dans les emplois qu'ils avoient obtenus , jusqu'à ce qu'ils eussent satisfait à cette cérémonie , ont jeté l'alarme parmi eux : &

c'est pour chercher un remède à la proscription dont ils étoient menacés , qu'ils ont désiré s'assembler , se réunir , se rassurer entr'eux ; mais cela même étoit une fausse démarche dont le chancelier s'est prévalu. En matière d'honneur , quand on délibère , on est bientôt rendu ; la terreur panique est une contagion qui se communique aisément : les partisans de ce chef de la Magistrature ont profité des conventicules tenus chez les sieurs *la Goutte* , *Bidault* & autres , pour augmenter la terreur ; & la députation des sieurs *la Goutte* , *Colombeau* , *Caillard* & *la Borde* vers le chancelier , a porté le dernier coup à la fermeté du grand nombre. Le sieur *Lambon* , le bâtonnier , persistant à se cacher , ils ont eu recours au sieur Etienne , ancien bâtonnier , & l'ont harangué avec les plus vives instances , pour l'engager à se mettre à leur tête , alléguant les grands mots de bien public , d'honneur , de l'ordre , de salut des absens , &c. Celui-ci a eu la faiblesse de succomber à ces sollicitations ; & 319 , y compris les avocats-procureurs & quelques avocats au conseil , se sont présentés indistinctement au serment qui s'est fait aujourd'hui , le genouil en terre , & la main droite sur l'évangile , entre les mains du sieur de *Sauvigny*.

Avant la cérémonie , pour mieux lier ces membres ralliés , le procureur général leur a fait dire qu'ils eussent à passer à fur & à mesure au greffe , pour y donner leurs noms : chose qui n'étoit pas d'usage.

Du 13 novembre 1771.

La célébration de la *messe rouge* s'est faite hier avec une affluence de monde prodigieuse. Jamais il ne s'y étoit rendu tant de specta-

teurs : & la paisible Thémis habituée depuis quelque tems à se voir sans cesse entourée d'un appareil militaire a vu redoubler & tripler la garde , indépendamment de tous les suppôts de police répandus dans la foule.

M. l'archevêque de Paris a officié avec une dignité inexprimable ; la sérénité de son front annonçoit la joye : il a été assisté par des célébrans de la Ste. chapelle. Tous Mrs. étoient en robe rouge , & peu s'étoient absentés & sur excuse valable. Les conseillers d'honneur , le Sr. *de Boynes* à la tête : les maîtres des requêtes siégeants au parlement , s'y sont rendus avec empressement. Après la messe le nouveau tribunal a attendu que l'archevêque se fût deshabillé ; il s'est rendu à la grand'chambre avec M. M. & y a siégé en qualité de conseiller d'honneur né , à la droite du premier président. Celui-ci lui a fait un discours pour le remercier au nom de sa compagnie. Le prélat a répondu par un autre discours qu'il a lu , où il témoignoit sa satisfaction de voir , avant de mourir , s'accomplir le grand œuvre de M. le chancelier , & s'effectuer la réunion si désirée du sacerdoce & de la magistrature. Ensuite s'est fait le serment des avocats , les avocats généraux à la tête.

Du 13 novembre 1771.

La liquidation des offices de magistrats se fait d'une façon très-remarquable : ils sont obligés de donner une quittance de finance comme s'ils venoient de recevoir en or , argent , monnoye & especes ayant cours , le remboursement du roi , quoiqu'on ne leur compte rien ; & ensuite on leur administre

un contrat du montant de la même somme , comme s'ils venoient de la prêter au roi.

On donne pour raison de ce faux que n'étant de remboursement valable suivant les loix du royaume que celui effectué de cette manière , M. le chancelier exige la formalité en question , non par égard pour les loix , puisqu'il n'en connoît plus que la volonté du roi , mais pour éviter les chicanes que quelques mauvais esprits pourroient susciter quelque jour , se prévalant de ces vieilles formules.

Du 14 novembre 1771.

On attend avec impatience les lettres de Bordeaux , pour savoir comment s'y est effectuée la rentrée du parlement. M. le maréchal de Richelieu avoit obtenu des magistrats de rester tranquilles jusques-là & de suspendre tout service , dans l'espoir de calmer les esprits pendant ce tems de vacances. Il s'en flattoit si fort , qu'il écrivoit à M. le chancelier que tout iroit à merveille , s'il pouvoit lui donner le secret de faire taire les femmes & parler les avocats. On a dit combien les premières avoient montré de zèle patriotique en cette occasion. Quant aux derniers , il est à présumer que l'exemple de ceux de Paris influera beaucoup sur eux.

Du 14 novembre 1771.

M. l'archevêque avoit si à cœur de célébrer la messe du saint Esprit , vulgairement appelée la *messe rouge* , qu'il a passé par dessus certaine difficulté qui auroit pu allarmer en pareil cas sa délicatesse sur l'honneur de son siege. Voici la question.

L'usage est que la Ste. chapelle officie à cette messe , cependant il y a des exemples comme quoi les prédécesseurs de M. de Beaumont se sont acquittés de cette fonction. D'anciens procès verbaux attestent ambigüement que certains de ces prélats se sont soumis à cet égard à une politesse envers le trésorier : mais on ne trouve rien que M. de Vintimille & M. le cardinal de Noailles qui en aient usé ainsi ; c'en étoit assez pour exciter entre gens d'église très-susceptibles sur le cérémonial une contestation. M. l'archevêque n'a pas fait à cet égard la moindre objection , & le jour de la Toussaint il est allé *in flocchi* chez le trésorier de la Ste. chapelle , lui demander une sorte de permission , dont celui-ci à l'instant a dressé procès verbal. Le chapitre de Notre Dame a été fort mécontent de voir ainsi son chef compromettre les honneurs du siége.

C'est en vertu de ce même privilege prétendu de la Ste. chapelle que deux chanoines de cette église ont fait les fonctions de diacre & de sous-diacre , & non deux chanoines de Notre Dame.

Du 15 novembre 1771.

On vient d'imprimer la suite du recueil des arrêtés des bailliages , non moins intéressante que le commencement , elle contient :

1^o. Le fameux procès-verbal de la cour des aides de Paris , du 9 avril , contenant les protestations de 43 membres de cette cour contre sa destruction illégale.

2^o. Les arrêtés du bailliage de Tours , du 18 avril 1771 , ses remontrances au chancelier ,

lier , & son arrêté du 7 juin. On a donné cette dernière pièce.

3°. Arrêté du bailliage de Chartres du 11 mai , autre du 29 juillet : deux pièces qu'on a déjà vues.

4°. Arrêté de l'élection de Chartres du 16 mai , qu'on a vu aussi.

5°. Arrêté du bailliage de Meaux du 27 mai.

6°. Arrêté du bailliage de Senlis du 13 mai.

7°. Arrêté du bailliage de Blois , du 15 juin , en envoyant les démissions.

Dans une note à la fin de ces diverses réclamations , on ajoute que le bailliage de Nemours a aussi envoyé sa démission , & que vraisemblablement à Troyes , l'élection , le grenier à sel , & les traites foraines , en avoient fait autant , puisqu'ils avoient été supprimés le 16 juillet.

Enfin on prétend qu'il y a eu d'autres réclamations , protestations & démissions ou refus dans plusieurs autres tribunaux , &c.

8°. Arrêté du bureau des finances , du 17 juin , qui a donné lieu à sa suppression.

9°. Arrêté de l'amirauté de Paris du 21 juin , qui a occasionné sa suppression du 2 juillet.

10°. Arrêté du bailliage du palais du 18 juillet.

11°. protestations de la chambre des comptes de Paris , du 3 juillet , qu'on a vues. Autres protestations du 13 août au sujet de la suppression dudit.

12°. Réclamations en gros de quelques autres tribunaux de Paris du 20 août.

13°. Enfin , acte de protestations du bailliage de Caen , du 7 octobre , qu'on a vues encore

Du 15 novembre 1771.

A l'assemblée du chapitre de Notre Dame , le lendemain de St. Martin , le Sr. *Bremont* , chanoine décrété depuis dix ans par le parlement pour refus de sacremens , & revenu depuis en vertu de la dernière déclaration du roi , a demandé que les fruits de son bénéfice lui fussent restitués depuis le tems de son absence : ce qui fait un objet de 27000 livres. M. l'archevêque & ses partisans avoient si bien disposé les choses , en caressant les uns , en intimidant les autres , que le grand nombre avoit promis de ne pas se trouver à l'assemblée ; en sorte qu'il n'y avoit que 16 capitulans , au lieu de 52 dont elle doit être composée. Un d'eux , M. l'abbé de *Mondenoix* , a laissé sur le bureau un mémoire en son nom , & au nom de ses confreres absens , dans lequel il établit l'impossibilité de satisfaire à cette demande , l'irrégularité d'y statuer dans cette circonstance , & une protestation contre ce qui se fera , en cas qu'on passe outre à sa réclamation. Cet acte de vigueur , auquel on ne s'attendoit pas , a déconcerté les menées du Sr. *de Brémont* ; & la délibération a été renvoyée au lendemain : le lendemain il a été arrêté de rendre M. l'archevêque arbitre de cette affaire , ce qui paroît encore irrégulier , puisqu'il se trouveroit ainsi juge & partie , vu que le Sr. *de Brémont* , ne s'est conduit dans sa querelle avec le parlement que par l'impulsion du prélat.

Du 16 novembre 1771.

Quoique M. le contrôleur général eût fait annoncer par M. le lieutenant général de police que c'est mal à propos qu'il couroit des bruits concernant les billets d'état, le public n'en étoit pas plus rassuré, ces efforts pour ramener la confiance étant depuis quelque temps toujours le prélude de ces mêmes opérations qu'on désavoue : c'est ainsi que huit jours avant la suspension des rescriptions, M. l'abbé Terrai écrivit une lettre aux receveurs généraux des finances, pour les prévenir qu'il n'y songeoit pas.... Il est certain qu'il y a eu plusieurs conseils tenus à Fontainebleau sur cet objet important, & les gens initiés aux mystères de la cour veulent que ce soit au roi seul qu'on doive la proscription d'un projet aussi désavantageux.

On raconte que S. M. dans le cours des opinions favorables au nouveau système, demanda si ce papier devoit aussi lui rentrer en paiement ? Sur quoi on lui représenta que ce retour paroïssoit naturel & inévitable ; là-dessus le roi déclara qu'il trouvoit expédient d'acquitter ainsi ses dettes, mais qu'il n'entendoit point qu'on s'acquittât de même envers lui. La sagacité de cette objection déconcerta les auteurs du projet, dont il n'est plus question en ce moment, mais qu'on pourroit bien réveiller quelque jour.

Du 16 novembre 1771.

Plan d'une conversation entre un avocat & M. le chancelier. Ce dialogue roule sur les reproches que l'auteur de la brochure est censé

recevoir du chef de la magistrature , à l'occasion de la suspension de ses fonctions & de celles de son ordre. Il y prouve que le serment fait par lui & ses confrères d'observer les loix & ordonnances du royaume, les oblige de s'abstenir de concourir , directement ou indirectement , à tout ce qui paroît leur être contraire : Que c'est par ce sentiment intime & irrésistible de leur conscience , que tous , sans assemblée , sans conventicule , ont tenu une conduite pareille , & sont unanimes sans concert : il en tire un puissant argument contre son adversaire , il fait voir que lorsque six-cents personnes , dont plusieurs n'ont pas toujours les mêmes idées , soit sur les questions politiques & les points de droit public , soit même sur les querelles qui divisent l'église de France , se réunissent dans un parti qui renverse leurs fortunes & leurs familles. Il faut croire que cette unanimité si frappante , entre tant de gens , d'âge de caractère , de pays , de situation , de fortune & de sentiments différents sur d'autres points , porte sur quelque grand & respectable motif.

L'avocat part de-là pour développer d'une façon lumineuse , combien les opérations de M. de Maupeou sont contraires aux loix & au véritable intérêt du roi & de l'état. Celui-ci , dans ses objections ou dans ses répliques , conserve ce ton mielleux & patelin que tout le monde lui connoît , & si bien soutenu dans la *correspondance secrète* , &c. Enfin dans une espece de péroraison de la plus grande vigueur , l'orateur s'échauffe , s'élève , s'enthousiasme , & bourre sa grandeur de la plus grande force , au point que le chancelier , rendu à la méchanceté de son caractère , développe toute la

noirceur de son ame , & exhale sa fureur en menaces.

Cet ouvrage méthodique , raisonné & conséquent vient trop tard malheureusement , & ne sert qu'à mettre dans un plus grand jour l'infamie d'un ordre qui a démenti d'une façon aussi éclatante ses principes & ses devoirs.

Du 16 novembre 1771.

On a déjà dit que M. le chancelier avoit fait rassurer les officiers du parlement de Pau , il a depuis confirmé , dans une lettre au premier président , ses bonnes dispositions à l'égard de la compagnie , & lui a annoncé qu'elle en auroit incessamment des preuves dans l'édit qu'il lui adresseroit. En effet, on écrit de cette ville qu'il en est arrivé un , portant suppression, remboursement & nouvelle création , mais sans diminution ; on y abolit les épices , & on donne 12000 livres au chef , 6000 livres aux présidents , 2200 livres aux conseillers de grand'chambre , & 2000 livres aux autres. On ajoute que cet arrangement qui améliore de beaucoup le sort des magistrats , a été très-bien accueilli , & que l'enregistrement devoit s'en faire de la meilleure grace du monde , en la forme ordinaire , avec la plus grande liberté de suffrages , & sûrement avec une joie extrême.

Du 17 Novembre 1771.

Monthailli , veuve , âgée de 60 ans , d'un embonpoint & d'une grosseur énorme , sujette à s'enivrer d'eau-de-vie , fut trouvée le 7 juillet 1770 , au matin , morte près de son lit , avec tous les symptômes d'une apoplexie fu-

bite , & des contusions , meurtrissures , blessures même , qu'elle s'étoit faites probablement en sortant de son lit & en se débattant. On étoit sur le point de l'enterrer , lorsqu'il s'éleva quelques rumeurs dans le peuple à l'occasion d'une contestation mûe la veille entre cette femme & son fils & sa bru. Ceux-ci sont accusés de parricide , on les emprisonne séparément : on visite le cadavre. Les médecins & chirurgiens de St. Omer disent unanimement que la mort a pu être naturelle ; les juges crurent les accusés innocens : mais pour ne point trop aller contre la clameur populaire , ils ordonnerent un plus amplement informé d'une année , pendant laquelle les accusés garderoient prison.

Le procureur du roi appella de cette sentence au conseil d'Artois à *minima* : ces nouveaux juges , malgré les dénégations constantes , simples & uniformes du mari & de la femme , condamnerent le mari à soutenir la question ordinaire & extraordinaire , à mourir sur la roue , après avoir le poing coupé : la femme à être pendue & jetée dans les flammes.

Monthailli fut renvoyé à St. Omer pour y subir cet arrêt prononcé le 9 novembre 1770 , & il fut exécuté le 19 du même mois , attestant jusqu'au dernier soupir son innocence & celle de sa femme.

La femme , qui étoit enceinte , ne devoit être exécutée qu'après ses couches ; son père & sa mère ont profité du délai pour demander un sursis à M. le chancelier , & ils l'ont obtenu : ils demandent aujourd'hui la révision du procès , fondés sur une consultation de 13 avocats , & sur celle de M. *Louis* , célèbre professeur en anatomie.

M. de *Voltaire* vient de faire à cette occasion une brochure nouvelle , sous le titre de *la méprise d'Arras*. Il y plaide la cause de l'humanité avec son éloquence & son onction ordinaires ; mais on découvre malheureusement que ce n'est qu'un cadre pour y enchâsser ses invectives plus ordinaires encore contre la magistrature , & contre ses ennemis qu'il déchire avec un acharnement inhumain ; il profite ainsi de l'occasion pour encenser M. le chancelier , & louer ses opérations de la façon la plus outrée & la plus basse.

Du 17 Novembre 1771.

Suivant les lettres particulières de Grenoble, ce n'est que pour le 6 de ce mois que les membres de parlement ont reçu ordre de se trouver dans cette ville , par une lettre de cachet qui a été suivie de plusieurs autres , comme ailleurs. L'exécution s'est faite immédiatement par le comte de *Clermont-Tonnerre*, commandant de la province , & le sieur *Pajot de Marcheval*, intendant. Le premier président & 20 des membres les plus fermes de cette compagnie ont reçu des lettres de cachet d'exil ; les autres , au nombre de 45 , en ont reçu pour rester chez eux sans voir personne , & pour y reprendre le 8 au palais leurs fonctions dans le nouveau tribunal , à l'instar de ce qui s'est pratiqué à Bordeaux. On assure que plusieurs ont refusé de reprendre.

On a préalablement enregistré un arrêt du conseil , qui casse les divers arrêts & arrêtés de cette cour formés contre les opérations nouvelles.

Du 17 Novembre 1771.

Dès le lendemain de la prestation de serment , plusieurs avocats ont reparu au châtelet. Il s'en présente journellement au greffe , pour se faire inscrire & profiter des délais que leur accorde M. le chancelier.

Du 17 Novembre 1771.

Dans le détail de ce qui s'est passé à la messe rouge , inséré dans la gazette de France , on a fait une mention expresse de la cérémonie des révérences : ce qui a fait dire aux plaisans , que ce nouveau tribunal devoit les bien faire , car il étoit fort souple.

Du 18 Novembre 1771.

Le manifeste aux Normands est un écrit très-violent , mais plus fort encore de choses , de raisonnemens & de citations. C'est une espece de tocsin pour annoncer à cette nation que les fondemens de toutes les propriétés des Normands sont attaqués ; mais que n'appartenans à la France que par le fameux Pacte de 1204 , la violation réfléchie de ce traité mutuel par une des parties contractantes , le détruit , rend la province à son premier état , elle redevient partie de l'Angleterre , sa première patrie , ou bien libre d'en choisir une nouvelle.

Outre ce contrat d'union , les Normands ont à réclamer le fameux code intitulé : *la Charte aux Normands* ; il renferme trois dispositions principales :

Par la première , la coutume du pays & ses

usages ne peuvent , sous aucun prétexte & en aucun temps , être changés.

Par la seconde , la province doit être maintenue dans la possession de son antique tribunal ou échiquier souverain , où ressortissent définitivement toutes les causes du duché ; en sorte qu'aucun ne puisse être ajourné devant les juges d'un autre pays.

Par la troisième , les rois , ducs de Normandie , ne peuvent ni ne doivent , en aucun cas & sous aucun prétexte , mettre des impositions , de quelque espece que ce soit , sur la province , sans un besoin pressant & évident , jugé tel par les trois états assemblés.

Tel est le pacte , dit l'écrivain , de la nation Normande , lorsqu'elle reconnut pour ducs les rois de France. Sa soumission tient à l'accomplissement du contrat qui y met le prix. Toutes les nations sont par nature vengereuses du Droit des Gens violé , & protectrices du peuple opprimé.

On développe ensuite les divers genres d'infraction qu'éprouve aujourd'hui cette fameuse Charte , dont les dérogations particulières ne sont que la confirmation , & l'on prévient les inductions qu'on en pourroit tirer en les supposant comme des titres pour la violer entièrement. Il seroit absurde d'opposer *un défaut de consentement général que l'usurpation & la violence seules ont empêché.*

« Les rois , continue l'écrivain , ne peuvent
 » pas plus prescrire contre les nations qu'un
 » mandataire contre son commettant ; ils invoquent l'impuissance de la prescription à
 » leur égard : à plus forte raison la nation
 » vis-à-vis d'eux a-t-elle les mêmes droits ,
 » car le privilege des rois n'est fondé que sur

„ l'autorité de la nation qu'ils exercent , & n'a
 „ pour objet que son bonheur. „

Il reste deux moyens légaux pour maintenir cette Charte , à laquelle il est essentiel de remarquer que dans l'édit de suppression du parlement on n'a osé exprimer une dérogation , qui est de style rigoureux dans toutes les lettres royaux qui concernent les Normands.

Le premier est de s'adresser au roi lui-même , & en éclairant sa religion trompée , de solliciter & obtenir le rétablissement de l'ordre ancien , & la confirmation des droits de la nation. Tous les corps, ensemble ou séparément , peuvent former cette opposition ; tous sont par la Charte dans l'obligation de le faire.

Le second , si le roi est inabordable pour ses peuples , est la convocation des états de la province , sous l'autorité du roi , & par l'entremise des princes : c'est vraiment l'unique moyen d'allier le respect à la fermeté , l'attachement aux loix & au souverain , & de former ce tribut solennel d'hommages , de zèle & d'amour , sans lequel les rois n'ont que l'ombre de la royauté.

Dans une brochure , jointe à celle-ci , est contenue cette fameuse Charte aux Normands , sous le nom de *Titre de la Province de Normandie*. Elle est dédiée aux maires & échevins de la ville de Rouen : elle contient un détail historique & curieux concernant l'échiquier , dont le nom fut changé en celui de parlement , par François I , en 1515.

Du 18 Novembre 1771.

On apprend de Dijon que M. *de la Marche* , de premier président du parlement , n'a pas eu honte de rester premier président du nouveau tribunal établi dans cette ville. C'est le sieur *Vidaut de la Tour* qui est premier président à Grenoble.

Du 19 novembre 1771.

Les écrivains patriotes ne se lassent point de répandre des brochures en faveur de la cause qu'ils défendent ; ils ne craignent point de répéter les grands principes consignés dans tant d'ouvrages , sur la liberté naturelle de l'homme , sur l'imprescriptibilité de ses droits , sur l'origine des rois , sur le contrat social , &c. Ils espèrent que ce qui ne sera pas assez clairement expliqué dans une brochure , sera mieux développé dans une autre , & que si la première ne peut franchir les barrières de la prohibition , une seconde pénétrera. C'est sans doute par cette raison qu'un anonyme vient de faire une *Réponse aux trois articles de l'Edit enregistré au Lit de Justice du 7 décembre 1770*. Ces trois articles sont :

Nous ne tenons notre couronne que de Dieu.

Le droit de faire des loix , par lesquelles nos sujets doivent être conduits & gouvernés , nous appartient à nous seuls , sans dépendance & sans partage.

L'usage de faire des représentations ne doit pas être entre les mains de nos officiers un droit de résistance ; leurs représentations ont des bornes , & ils ne peuvent en mettre à notre autorité.

La réfutation de ces maximes est d'autant

plus aisée à faire , qu'elle se trouve déjà faite dans le cœur de l'homme , & que tous les monuments historiques de nos annales concourent à la confirmer par le fait. Le pamphlet en question , de 21 pages , rempli d'une logique vraie , saine & lumineuse , roule cependant sur des choses trop communes & trop rebattues depuis un an , pour en faire une plus longue analyse.

Du 19 novembre 1771.

La chambre des comptes de Paris , qui depuis quelque temps avoit bien ralenti de son zèle , & s'est repentie de s'être trop avancée dans la querelle actuelle , ne pouvant , sans une inconséquence trop contradictoire , ne pas faire des protestations contre sa présence à la procession du 15 août dernier , vis-à-vis du nouveau tribunal , qu'elle avoit déclaré précédemment ne pouvoir reconnoître ; par une déférence particulière pour M. le chancelier , avoit tenu ces protestations fort secrètes : mais tout perce ; & au grand regret de messieurs , elles sont aujourd'hui très-publiques. Les voici :

« Ce jour , les semestres assemblés , les conseillers correcteurs & auditeurs , mandés par le commis du plunitif , & ayant pris place ; savoir , les conseillers correcteurs au bureau par deux de leurs députés , & les conseillers auditeurs au banc à eux destiné par quatre de leurs députés.

« La chambre délibérant à l'occasion des ordres du roi , qui viennent de lui être apportés par l'aide des cérémonies , pour assister à la procession qui se fait annuellement le 15

du présent mois , lesquels , outre leur teneur ordinaire , contiennent jussion expresse d'assister à ladite cérémonie. »

« Considérant que si elle a jugé qu'il étoit de sa prudence de suspendre les représentations qu'elle a arrêtées le 3 juillet dernier sur les édits & lettres-patentes qui ont été publiés ledit jour à son audience , de l'express commandement du roi , elle avoit à craindre que son assistance , quoiqu'involontaire , à ladite cérémonie , ne pût être regardée comme contradictoire aux principes & dispositions de son arrêté dudit jour 3 juillet dernier , & de ceux par elle précédemment faits sur le même objet , & comme capable d'affoiblir l'effet des supplications qu'elle se propose de faire audit seigneur roi , & dont néanmoins elle doit toujours attendre le succès avec confiance ».

« A arrêté que par les mêmes commissaires nommés par son arrêté du 1 de ce mois , il sera incessamment procédé à la rédaction de ses remontrances , pour supplier ledit seigneur roi de ne pas laisser subsister les actes de son autorité absolue , qui ont détruit la constitution & l'existence de plusieurs cours & juridictions , dont la stabilité concouroit également au bien du service dudit seigneur roi , & à l'avantage de ses sujets ».

« Et cependant , pour continuer de donner audit seigneur roi des marques de sa plus entière soumission , elle ne s'abstiendra point d'assister , dans l'ordre qu'elle est en usage d'observer , à ladite cérémonie , conformément à son règlement du 21 avril 1731 , sans toutefois que ledit acte de soumission puisse déroger en aucune manière au contenu de ses

précédents arrêtés , dans lesquels elle entend persister ».

« Fait en la chambre des comptes , les semestres assemblés , le 13 août 1771 ».

Du 19 novembre 1771.

M. le premier président d'*Aligre* a avoué à ses amis qu'ayant eu la force de résister aux plus magnifiques promesses que M. le chancelier lui avoit faites au nom du roi , jusqu'à lui offrir de supplanter le sieur de *Sauvigny* pour le mettre à sa place , il n'avoit eu le courage de soutenir les menaces de ce chef de la magistrature , & d'être le martyr de la cause publique. Cet aveu , qui montre à découvert la foiblesse de l'ame de M. d'*Aligre* , devoit être un puissant aiguillon pour les autres , & prouve en même temps combien M. de *Maupeou* sent le vice radical de toutes ses opérations.

Du 20 novembre 1771.

Malgré la défection des principaux membres du parlement , des orateurs éloquents s'efforcent de ranimer le courage chancelant des autres , & c'est pour cet important objet qu'on vient de répandre : *Réponse d'un François à un Magistrat exilé , sur la liquidation des Offices* ; nouvelle brochure de 21 pages d'impression , où l'on démontre que l'honneur , comme l'intérêt personnel , se réunissent pour obliger les magistrats à ne pas se faire liquider. Malheureusement la peur ne raisonne pas , & les menaces operent toujours plus sur le grand nombre qu'une discussion méthodique & éclairée.

Du 21 novembre 1771.

MM. de la chambre ont reçu depuis longtemps l'édit de suppression de la chambre des comptes de Rouen , & celui de réunion en ce qui les concerne. Ils ont cherché à éluder cet enrégistrement , qui seroit une contradiction manifeste avec leurs principes, arrêtés, remontrances, protestations. M. le premier président a d'abord écrit à M. le chancelier que cette délibération exigeant l'assemblée des deux semestres, le moment n'étoit pas favorable pour leur réunion, tous les membres de la compagnie se trouvant dispersés ; que si le roi ne desiroit pas une prompte exécution, on remettroit l'affaire au retour de MM. Le chancelier ayant répondu que S. M. vouloit qu'on s'occupât incessamment de ces édits, on a pris la tournure ordinaire des cours, de la convocation, de la nomination des commissaires pour l'examen de leur rapport, & enfin de supplications arrêtées pour solliciter S. M. à ne pas forcer la chambre de s'enrichir des dépouilles d'une autre chambre. Il a été fait lecture de ces supplications, & les gens du roi ont été chargés de saisir le moment du retour de S. M. à Versailles, pour savoir le jour, le lieu & l'heure où il lui plairoit les recevoir.

MM. voudroient bien que S. M. leur forçât la main par quelque acte de pouvoir absolu, pour ménager leur inconséquence. Au surplus, ils annoncent d'avance que cette cour de Rouen n'avoit été qu'un démembrement de la leur, & qu'ayant fait dans le temps des remontrances contre cette distraction, on

(256)

pourra leur objecter une autre contradiction de ce côté ; & il y a apparence que devant se contredire par quelque part , ils préféreront le côté favorable à leur existence , à leur sûreté & à leur aggrandissement.

Du 22 novembre 1771.

Il paroît décidé que M. *Pelletier de Rozambo* a une compagnie de cavalerie , en attendant le régiment de dragons dont il a l'expectative.

Du 22 novembre 1771.

MM. de la chambre sont si fort rassurés par la bienveillance de M. le chancelier , que les charges de maîtres des comptes & autres vacantes dans cette compagnie , commencent à s'acheter ; ce que personne n'avoit encore osé faire depuis près d'un an. Le sieur *de la Fosse* , ci-devant auditeur , s'est fait recevoir dans une de maître , qu'il a achetée au taux ordinaire , & il est le premier qui ait donné l'exemple.

Du 22 novembre 1771.

Nous y pensons , ou Réponse de MM. les Avocats de Paris à l'auteur de l'avis PENSEZ-Y BIEN. L'auteur y développe les raisons qui ont empêché les avocats de rentrer ; raisons dont l'ordre ne sent plus sans doute aujourd'hui la force victorieuse , puisqu'il a prêté le serment si désiré par le chancelier.

Du 23 novembre 1771.

On n'a pas manqué de chançonner les avocats sur la honteuse & ridicule démarche qu'ils

viennent de faire. Voici le vaudeville qui court sur leur compte.

L'honneur des avocats ,
 Jadis si délicats ,
 N'est plus qu'une fumée ;
 Leur troupe diffamée
 Subit le joug enfin ;
 Et de *Caillard* (*) avide
 La prudence décide

Qu'il vaut bien mieux mourir de honte que de faim.

Du 23 novembre 1771.

Le sieur *Tessard de Lys*, lieutenant criminel, très-dévoué aux volontés de M. le chancelier, & qui dans toutes les opérations nouvelles, concernant le châtelet, s'est prêté de la meilleure grace du monde en ce qui le concernoit, est allé trouver le chef de la magistrature, il s'est plaint de ce qu'il lui étoit dû beaucoup par le roi sur ses pensions, sans en rien toucher, qu'il étoit tourmenté par ses créanciers, qu'il ne pouvoit y tenir, & seroit obligé de vendre sa charge si on ne le secouroit. M. de *Maupeou* l'a consolé avec sa bonté ordinaire,

(*) Ce *Caillard* est un avocat qui, quoique jeune encore, a déjà beaucoup de réputation pour la consultation; qui aime fort l'argent, & qui fâché de n'en plus gagner a mis en train ses confrères pour rentrer. Il étoit de l'assemblée des vingt-huit chez le sieur *la Goutte*, où il donnoit le ton, & un des quatre envoyés à Fontainebleau en députation vers le chancelier.

mais il lui a déclaré qu'il n'y avoit point d'argent , que les parlements , les conseils supérieurs , & tant d'établiffemens naiffans qu'il falloit consolider , abforboient tous les fonds destinés à la magistrature. Il lui a demandé ensuite s'il n'auroit pas quelque ancienne créance dans fa famille qu'on pût répéter ? Ce magistrat s'est rappelé que dans la fucceffion de fon pere , il s'en trouvoit une fur une fucceffion fi embrouillée , que les fonds en étoient déposés chez le fieur *Boulard* , notaire , & qu'il n'y avoit aucune apparence d'en rien retirer. Il a fait part de fa découverte au chancelier , celui-ci a pris les papiers , & a fait rendre fur le champ un arrêt du conseil qui ordonne à *Boulard* de se défaire d'une fomme de 20,000 livres , due au fieur *du Lys* , fauf par lui à la rapporter lorsqu'on viendra en ordre de créance. Cet arrêt a été fignifié fur le champ par un huiffier de la chaîne au notaire , qui a objecté la foi du dépôt , & la prévarication où il tomboit , s'il se défaiffoit.... Le fergent du conseil a déclaré qu'il étoit autorisé à enlever l'argent de force , il a fait venir un ferrurier ; & *Boulard* voyant qu'il se mettoit en devoir d'ufer de violence , a donné les fonds en déclarant qu'il ne le faisoit que comme contraint , &c.

Cette avanture , qui fait grand bruit , prouve combien les loix font muettes & fans vigueur ; tous les dépositaires publics tremblent qu'on ne vienne en faire autant chez eux.

Du 23 Novembre 1771.

On parle d'un arrangement par lequel le prince de *Beauveau* , capitaine des gardes , se

retireroit , comme désagréable au roi , par sa protestation au lit de justice & par ses liaisons avec M. le duc de Choiseul ; & M. le duc de Coisè lui succéderoit , ce qui procureroit au comte de Maupeou , nouveau colonel , la place de capitaine des cent suisses. On parle aussi de faire ce dernier brigadier , & maréchal de camp incessamment.

Au surplus , M. le chancelier , pour encourager de plus en plus les jeunes magistrats à renoncer à leur état & à entrer au service , fait courir le bruit parmi les courtisans , que leurs années de service au palais seront comptées pour la croix & les grades , ce dont au surplus on assure qu'il y a des exemples antérieurs.

On raconte à ce propos une gentillesse qui s'est passée entre M. le comte de Maupeou , dont on vient de parler , & M. de Nicolaï , ci-devant colonel de dragons , aujourd'hui président du nouveau tribunal. On prétend que le premier a envoyé à celui-ci , son mortier , sa robe rouge , & tous les attributs de son ancienne dignité , & que le second en retour lui a fait présent de sa belle épée d'or.

Du 24 novembre 1771.

Malgré la multitude des avocats qui ont prêté serment , on en compte encore 250 sur les 550 qui n'ont point courbé la tête sous le joug , parmi lesquels se trouve à la tête des consultants , entr'autres le sieur Cellier , à qui M. le duc d'Orléans vient d'accorder la place vacante dans son conseil par la mort du sieur de la Monnoye , aux appointements de 2400 livres : ce qui annonçeroit que ce prince n'approuve

pas la démarche du grand nombre de l'ordre.

Au surplus , voici le moment critique pour ceux qui se sont fait inscrire , car , quoiqu'on ait espéré que par adoucissement M. le chancelier dérogeroit au terme fatal des 24 heures , du jour de la *messe rouge* , & recevroit en grace les avocats soumis qui pour empêchement légitime n'auroient pu faire le serment alors , & se feroient présenté dans le nouveau délai accordé à la Ste. Catherine. Cependant , on ne doute pas qu'il ne se fasse un triage pour composer le tableau , le rétrécissement du ressort ne pouvant fournir une assez grande quantité d'occupations à ces Messieurs.

Du 25 novembre 1771.

M. le chancelier n'a pas manqué de faire sa cour à madame *Louise* , depuis son retour de Fontainebleau , car son génie habile tire parti de tout , & par un accord digne de lui fait également faire concourir à ses vues l'enfer & le ciel. Après avoir séduit madame la comtesse *Dubarrî* par les espérances les plus flatteuses de lui conserver la faveur du roi , & de faire venir insensiblement S. M. aux vues de grandeur que pourroit avoir cette dame , en écartant tous les obstacles que le roi auroit rencontré dans ses parlements , toujours disposés à contrecarrer les volontés du souverain ; il fait entendre à la princesse que ces cours étoient devenues le centre de la débauche & de l'impiété , & que la religion ne peut que gagner infiniment à leur destruction : M. l'archevêque de Paris , dont le zèle aveugle est entraîné par sa même illusion , se réunit aux efforts de

ce chef de la magistrature; & par un raffinement de politique encore plus grande , on assure qu'ils ont excité le fanatisme de cette princesse au point qu'elle est la plus véhémement promotrice du projet qu'elle regarde comme l'œuvre de Dieu.

Du 26 novembre 1771.

Il paroît un arrêt du conseil du 27 octobre qui réunit la regie , perception & recettes de tous les droits ci-devant aliénés aux états de la province de Bretagne , dont la réunion a été ordonnée par arrêt du 9 juin 1771 , à celle des droits attribués aux offices de conservateurs des hypothèques , & des jurés-priseurs-vendeurs de biens-meubles , &c. Ledit arrêt ordonne en outre que ces régisseurs ne seront tenus de compter qu'à lui & à son conseil , sans être tenu d'en rendre compte à la chambre des comptes de Paris , ni ailleurs , &c.

Du 26 novembre 1770.

La fête donnée à madame la comtesse de *Provence* par madame la comtesse de *Valentinois*, le 21 de ce mois, consistoit en la représentation de *Rose & Colas* , opera comique ancien , & que les acteurs du théâtre Italien ont exécuté. A ce spectacle a succédé un petit divertissement en trois actes , relatif à la convalescence de la princesse. L'abbé de *Voisenon* & le sieur *Favart* s'étoient évertués pour y faire de l'esprit : le tout a été suivi de couplets , où par un mélange infâme ces auteurs ont associé sans pudeur aux éloges de madame la comtesse de *Provence* , ceux du chancelier & de ses opérations , & conséquemment des épigrammes fa-

tyriques contre les parlements & la magistrature. M. de Maupeou , qui déroge sans cesse à la gravité de son état , n'a pas manqué de se trouver à la fête, ainsi que tous les ministres qui y avoient été invités.

Du 27 novembre 1771.

Il paroît un arrêt du conseil , du 16 octobre , qui fait défenses aux habitants domiciliés de la principauté d'Orange , de la Bresse & autres pays & lieux où le contrôle des actes est établi , d'aller passer ou d'envoyer leur procuration pour passer entre eux , pardevant les notaires & tabellions de la principauté de Dombes & du comtat d'Avignon , aucuns actes & contrats de quelque nature qu'ils soient , à peine de nullité d'iceux , de restitution des droits & de 300 livres d'amende pour chaque contravention , contre chacune des parties contractantes.

Du 27 novembre 1771.

Lundi dernier , jour de la rentrée du nouveau tribunal , les avocats qui avoient prêté le serment , & beaucoup d'autres qui n'avoient pas paru , se sont rendus au palais , le sieur Gerbier à leur tête , & y ont entendu le discours du premier avocat général *Ve gès* , sur le point d'honneur , où cet orateur n'a pas manqué de peindre le courage des magistrats exilés & supprimés , ainsi que la résistance opposée jusques-là par l'ordre des avocats , comme l'effet d'un zèle mal entendu & du faux point d'honneur : au contraire , le vrai point d'honneur a fait agir les magistrats du nouveau tribunal , & dirigeoit en ce moment les avocats soumis.

Il a , suivant l'usage , célébré les avocats morts dans le cours de l'année , & il a en général beaucoup flatté ce corps glorieux , qui a pourtant été scandalisé d'une apostrophe aux avocats , sorte d'interjection qu'ils lui ont reproché ensuite comme une impéritie : ils lui ont appris que ce droit appartenoit seulement au premier président. Celui ci a prononcé un discours sur *la paix*. C'étoit l'effusion paternelle d'un chef de famille , qui voit rentrer avec la plus grande joie l'enfant prodigue. Après quoi on a nommé douze des anciens avocats , pour venir prendre séance en la cour en leur qualité de conseillers. Ils s'assieyent sur les bancs des magistrats & vont aux opinions avec eux , n'ayant pourtant que voix consultative , c'est une prérogative de l'ordre , dont ils peuvent jouir habituellement , mais qui se renouvelle seulement ainsi tous les ans pour ne pas la laisser perdre. A la fin de l'audience tous les avocats , conduits par le Sr. *Gerbier* , ont été faire visite au premer président.

Du 28 novembre 1771.

M. de *Sauvigny* a reçu les avocats dans sa bibliothèque , suivant l'usage. Cette scene l'a attendri au point qu'il en avoit les larmes aux yeux ; il a manifesté sa satisfaction dans le discours le plus humble ; il est convenu de la nullité de ses talents , de son ignorance , de son inaptitude absolue aux fonctions dont il étoit chargé : il a dit qu'il ne l'avoit point caché au roi , qu'il avoit fait valoir auprès de S. M. aussi fortement & aussi long-tems qu'il l'avoit pu , ces motifs de refus : mais que S. M. persistant à exiger qu'il obéît à ses ordres , il

avoit cru , malgré le sentiment intime de son insuffisance , devoir le faire ; qu'au surplus il promettoit d'abdiquer le plutôt qu'il pourroit cette place dont il se sentoît de plus en plus indigne. Cet aveu aussi humiliant qu'imbécille , a fait rire les uns , a indigné les autres , & étonné tout le monde.

La visite finie , le premier président se met ordinairement à la première antichambre , & là passe en revue tout l'ordre , afin de pouvoir faire quelques politesses à ceux qui lui auroient échappé dans la foule. *M. de Sauvigny* , dans l'excès de sa joie , n'a conservé aucune étiquette , & a reconduit les avocats jusques à son anti-chambre.

Du 28 novembre 1771.

Les *Mercuriales* ont eu lieu mercredi au nouveau tribunal , & l'avocat général *Vergès* a repris la parole , & a fait un discours sur le *Respect humain* : on voit qu'il a encore choisi à dessein ce sujet comme propre à inculper l'ancienne magistrature , & à faire l'apologie de la nouvelle. Le premier président en a fait un autre sur le *courage nécessaire aux magistrats* : il l'a prononcé si fort en balbutiant qu'on n'en a rien entendu.

Du 28 novembre 1771.

On vient de rendre publics les édits du roi concernant le parlement de Bretagne.

Celui de suppression , donné à Versailles au mois de septembre 1771 , & enregistré le 25 , est fondé d'abord sur le grand motif de la distribution gratuite de la justice , dont le roi
veut

veut étendre le bienfait à ses sujets de la province de Bretagne ; mais ensuite sur une loi que la sagesse s'est faite d'éteindre dans le tribunal chargé de l'administrer , une fermentation qui a produit les principes les plus dangereux , une désertion combinée des fonctions de la magistrature , & des divisions qui n'ont fait que s'accroître par les mesures mêmes que la bonté lui avoit inspirées pour rétablir la concorde & l'harmonie : l'objet de S. M. est de rendre par-là à la justice son ancien éclat , & une activité qu'elle a perdue depuis long-tems dans cette province , &c.

Dans le second , de création , enregistré le 26 , l'intention de S. M. est de se rapprocher suivant le préambule , de l'ancienne institution , concernant les offices de magistrature dans le parlement , & d'en fixer le nombre d'après le vœu souvent renouvelé des états de la province de Bretagne & des états généraux du royaume : en effet elle a reconnu que les offices peu nombreux à l'époque de la réunion de la Bretagne à la couronne avoient été successivement multipliés , pour chercher dans des créations de charges des ressources aux besoins publics ; que ces créations avoient toujours été suivies de réclamations , soit de la part du parlement même , soit de la part des états : qu'enfin les officiers devenus plus nombreux , avoient été moins assidus à remplir leurs fonctions , & que sur-tout dans ces derniers tems , l'administration de la justice avoit infiniment souffert du relâchement qui s'y étoit introduit , &c.

Suivent les différentes dispositions qui n'ont rien d'étranger & de spécial que l'article 2 , par lequel il est déclaré que tous les offices

seront tous de même nature , & ne seront point distingués en originaires & non originaires , comme étoient les anciens , &c.

A la fin est l'état des officiers & leurs noms ; on y voit que le grand banc se trouvant vuide a été rempli par des conseillers appelés ci-devant les *Ifs* ; que des 4 places de conseillers clercs , une seule est occupée ; & qu'au lieu de 30 conseillers-laïcs , on n'en compte que 16 ; qu'enfin il reste encore une troisième place de substitut vacante.

Du 29 novembre 1771.

Les remontrances de la chambre des comptes dont on a parlé , ont été portées au roi dimanche 24 , jour indiqué par S. M. pour les recevoir. Dans sa réponse le roi a annoncé qu'il ne désapprouvoit pas le zele de la chambre & sa délicatesse qui la faisoit répugner à s'enrichir des dépouilles d'une autre chambre , mais que le bien de son service exigeoit la réunion en question , & qu'elle lui adressoit des lettres de jussion pour procéder à l'enregistrement ordonné.

Du 1 décembre 1771.

On continue à s'entretenir dans le public du zele indécent & indiscret avec lequel l'abbé *de Voisenon* ; par la plus basse adulation , a mêlé les louanges de M. le chancelier à celles de Madame la comtesse *de Provence*. Il paroît que les partisans même de ce dernier ont été indignés d'une telle flatterie. Des spectateurs attendent que M. le comte *de la Marche* , présent à la fête , n'a pu s'empêcher d'en témoigner son étonnement. Il étoit assis à côté du

comte de Maupeou , le nouveau colonel , & dans un premier mouvement s'est écrié en l'apostrophant : *Voilà une maniere bien faite de louer votre pere !* Ceux qui étoient autour de S. A. affurent avoir entendu cette exclamation.

Du 1 décembre 1771.

Le Sr. Jobard , avocat peu connu , s'est fait , il y a quelques jours , l'opération d'*Origene*. On raconte qu'ayant été le lendemain de Sr. Martin à la prestation de serment , il a depuis été bourelé de remords , & que , la tête déjà échauffée par les reproches qu'il se faisoit à lui-même , il n'a pu tenir aux reproches encore plus sensibles d'une femme qu'il aimoit suivant les apparences , & qui dans le cours de ses apostrophes sur sa lâche conduite , lui a dit qu'il n'étoit pas digne d'être homme : c'est au sortir de cette entrevue qu'il s'est porté à la cruelle amputation dont on parle , elle est telle qu'on doute qu'il en puisse revenir.

Du 2 décembre 1771.

L'abbé Boucher , conseiller clerk de grand'-chambre , est un de ceux qui se sont fait liquider les premiers ; il avoit besoin d'argent , & comme on ne lui a fourni qu'un contrat de 40000 livres , prix auquel sont fixées les charges de l'espece de la sienne , il l'a fait négocier sur le champ & n'en a pu avoir que 10000 liv. argent comptant ; il a perdu les trois quarts , ce qui annonce d'avance à ses confreres dans quel discrédit sera ce parchemin.

Le 2 dudit.

Quoique tout rie à M. le Chancelier , & semble tendre à établir & consolider ses opérations , il lui échappe de tems en tems des aveux qui annoncent combien il se défie lui-même de leur durée : un jour qu'on le félicitoit à Fontainebleau de ses succès , il répondit modestement qu'ils étoient plus grands qu'il ne l'auroit osé espérer , & qu'enfin il avoit rendu le roi le maître , comme cela devoit être ; qu'il alloit travailler à affermir le rétablissement de cette autorité , que cela dureroit , trois , quatre ans peut-être ; car , en soupirant a-t-il ajouté , est-il dans ce pays-ci quelque chose à l'abri des changements , des révolutions ? Propos indiscret , & qui indépendamment des inductions que les témoins en purent tirer contre lui , étoit injurieux au roi, qu'il sembloit annoncer comme un prince variable & se laissant aller au gré de ceux qui occupent tour à tour sa confiance.

Du 2 décembre 1771.

La dissension élevée dans le chapitre de Notre-Dame à l'occasion de la répartition insolite faite par le Sr. de *Bremont* , dont on a déjà parlé , n'a pas eu les suites qu'elle devoit avoir , par la foiblesse des membres qui devoient soutenir celui qui avoit fait son opposition ; celui-ci s'étant trouvé seul , a consenti , non à la retirer , mais à laisser passer outre , sans paraître toutefois donner son acquiescement à tout ce qui se feroit. En conséquence M. l'archevêque a prononcé suivant le vœu des capitulaires : on a gagné simplement quel-

que retranchement , & le réclamant n'a eu que 12000 livres , au lieu de 18000 qui lui revenoient de ses droits de présence , pendant qu'il a été dans les liens des décrets , car on ne lui contesloit pas le surplus.

Les autres prêtres décrétés vont se prévaloir de cet exemple , & l'on assure qu'ils se disposent à réclamer respectivement vis-à-vis leurs corps les fruits de leurs bénéfices perçus en leur absence ; ce qui va jeter beaucoup de trouble dans les chapitres , paroisses ou fabriques de cette capitale.

Du 3 Décembre 1771.

On vient de publier 10 édits :

1^o. Edit du roi portant création d'offices dans le parlement de Toulouse , donnée à Compiègne au mois d'août 1771 , & enregistré de force en ce parlement le 3 septembre , en présence du comte de *Perigord* , commandant dans la province de Languedoc , assisté du sieur de *Saint Priest* , intendant de Montpellier.

Il consiste par cet édit , auquel est annexé une liste des offices actuels de ce parlement , réduit à un premier président , 4 présidens , 2 conseillers présidens , 4 conseillers clercs , 36 conseillers laïcs , un procureur général , 2 avocats généraux , & 2 substituts : que le sieur *Niquet* est resté premier président , que le grand banc étoit absolument vuide , que des 36 conseillers laïcs , dix places restoient encore à remplir , ainsi qu'une d'avocat général.

2^o. Edit portant suppression du parlement de Metz , & réunion de son ressort à la cour souveraine de Nancy ; les matieres concer-

nant les aides & comptes dont il connoissoit font renvoyées aussi à la chambre des comptes de Nancy , & celles concernant les monnoyes à la cour des monnoyes de Paris. Cet édit , daté de Versailles au mois d'octobre , a été enrégistré dans ce parlement de force , le 21 , par M. le maréchal *d'Armentieres* , commandant dans la ville , & le sieur *de Calonne* , intendant.

3°. Edit portant remboursement d'offices , & institution de justice gratuite dans le conseil supérieur d'Alsace , daté de Fontainebleau au mois d'octobre , & enrégistré librement dans cette cour le 28 dudit mois.

4°. Edit , daté de Fontainebleau au mois d'octobre , & portant suppression & remboursement d'offices dans le parlement de Dombes , ainsi que réunion de son ressort comme parlement & cour des aides à celui du conseil supérieur de Lyon , & comme chambre des comptes à celle de Paris : enrégistré de force audit parlement le 31 octobre par le comte *de Ruffey* , lieutenant général pour le roi dans la province , & le sieur *de Flesselles* , intendant de Lyon.

5°. Edit portant suppression des offices du parlement de Dijon , en date du mois d'octobre à Fontainebleau , & enrégistré de force audit parlement le 5 novembre , par le marquis *de la Tour du Pin* , maréchal de camp , lieutenant général au comté de Charolois , & commandant en chef dans les provinces de Bourgogne & de Bresse ; assisté du S. *Amelot* , intendant de la province.

6°. Edit portant création d'offices dans ledit parlement , & enrégistré de la même manière que le précédent , le 6 novembre. Par l'état

y annexé des officiers de cette nouvelle cour , il conſte que le ſieur *Fyot de la Ma che* eſt reſté premier préſident , & que dans le reſte du parlement , compoſé de 4 préſidens , 2 conſeillers préſidens , 3 conſeillers clercs , 31 conſeillers laïcs , 1 procureur général , 2 avocats généraux & 3 ſubſtituts , il ne reſte à remplir que 2 places de préſidens & 2 de conſeillers laïcs.

7°. Edit portant ſuppreſſion d'offices du parlement de Grenoble , daté de Fontainebleau au mois d'octobre , & enrégistré audit parlement le 7 novembre , de force , par le comte de *Clermont-Tonnerre* , commandant en dauphiné , aſſiſté du ſieur *Pajot de Marcheval* , intendanſ de la province.

8°. Edit portant création d'offices audit parlement , daté du même mois & enrégistré de la même manière que le précédent , le 8 novembre , dont un état annexé des officiers de ce parlement , fixé à 1 premier préſident , 4 préſidens , 2 conſeillers préſidens , 3 conſeillers clercs , 30 conſeillers laïcs , 1 procureur général , 2 avocats généraux , 3 ſubſtituts ; par lequel il conſte que tout eſt rempli ſous le ſieur *Vidaud de la Tour* , qui a remplacé M. de *Berule* , le premier préſident.

9°. Edit du roi , donné à Fontainebleau au mois de novembre , & enrégistré librement en la cour ſouveraine de Nancy le 21 novembre , portant création de deux offices de greſſiers en chef en cette cour , moyennant finance fixée à la ſomme de 60 , 000 livres , aux gages d'un & demi pour cent du capital , & pour être tenus à titre d'hérédité.

10°. Edit de la même date , portant nomination aux offices de la chancellerie établie

près la cour souveraine de Nancy , enregistré librement le 21 novembre.

Il a été publié enfin des lettres patentes , données à Fontainebleau le 8 novembre , & enregistrées aussi librement le 21 novembre , par la cour souveraine de Nancy , portant nomination aux offices créés en ladite cour par édit du mois d'octobre 1771.

Du 3 Décembre 1771.

On a frappé une estampe satyrique représentant les quatre avocats qui ont été députés à Fontainebleau par les 28. Ils sont représentés en mendiants , avec une inscription qui caractérise chacun d'eux. Sous le fleur *la Goutte* est le mot *Avaritia* , parce qu'il est vilain & ladre. Sous le fleur *Caillard* on a mis *Cupiditas* , pour exprimer son ardeur insatiable de gagner. L'air de butor du fleur *Colombeau* est accompagné du mot *Stupiditas* , qui annonce que la bêtise a eu plus de part à sa défection que tout autre motif. Enfin le mot *Paupertas* annonce le motif pressant qui a déterminé le fleur *la Borde* , avocat du premier président d'*Aligre* , qui ne lui a jamais donné aucun secours.

Du 4 Décembre 1771.

Il paroît un arrêt du conseil qui ordonne que les contrats & actes entre particuliers qui auront pour objet des rentes assignées sur les revenus de S. M. même les rentes ou effets de la nature & qualité désignés par l'édit de décembre 1764 , seront contrôlés dans la quinzaine de leur date , & que les droits de contrôle en seront payés sur le pied réglé par le tarif du 29 septembre 1722 , lequel fera

au surplus exécuté suivant sa forme & teneur. Cet arrêt est du 26 octobre.

Autre arrêt du conseil du 10 novembre , qui ordonne le remboursement des finances payées pour l'acquisition des droits manuels sur les fiefs aliénés aux officiers des gabelles , par l'édit du mois de février 1745.

Du 4 Décembre 1771.

La rentrée des avocats au palais étant un des événements les plus importants & les plus singuliers de la révolution présente , on a constaté par procès-verbal les circonstances principales , & sur-tout le discours des députés au chancelier & sa réponse.

Le 6 novembre à l'assemblée des avocats réunis chez le sieur *la Goutte* , leur confrère , on prit la résolution de rentrer : en conséquence on députa quatre d'entre eux pour aller sonder M. le chancelier , & en tirer des conditions honnêtes , s'il étoit possible d'en espérer ; mais ils avoient en même-temps défense d'en proposer aucune ouvertement.

Les députés ayant représenté qu'il n'étoit pas juste qu'ils fissent le voyage à leurs frais , on se cottisa , chacun fournit un écu , & les vilains partirent avec cette *caristade*.

Ils eurent audience en arrivant : ils dirent à M. le chancelier « qu'ils avoient appris par la voix publique des choses qu'ils ne pouvoient imaginer ; c'est que l'indignation du roi contre les avocats étoit montée à son comble , qu'on parloit de les forcer de reprendre , & de déclarer les réfractaires incapables d'occuper aucune charge , &c. Que l'ordre ne pouvoit s'attendre à un pareil traitement , attendu

que c'étoit une société de gens de lettres , qui devoit avoir du moins la même liberté que les académies ; & qu'une violation de cette liberté étoit la chose la plus inouïe dans tous les états de l'Europe , d'autant mieux que le roi avoit paru jusqu'ici indifférent sur le parti que les avocats prendroient , & qu'il ne leur avoit jamais fait savoir ce qu'il désiroit d'eux.

« C'est cependant , monseigneur , ajoutèrent-ils , sur ces simples soupçons que 30 d'entre nous , dont voici les noms , se sont déterminés à rentrer au bareau , & vous prient de leur apprendre ce qui peut avoir attiré sur l'ordre la malveillance du roi. »

Le chancelier répondit : « En mon particulier , messieurs , je suis charmé de vous voir ici , & je vous assure que vous avez pris le meilleur parti. C'est tout ce que je puis vous dire. Pour ce qui concerne le roi , voici ce que j'en fais : vous ne m'en croirez peut-être pas , mais vous pouvez le demander à tout le conseil. »

« Il y a trente à quarante ans que le roi est bien persuadé que vous avez dans tous les temps été les principaux moteurs des troubles qu'il y a eu dans les parlements , & la cause de leur résistance opiniâtre à ses volontés. Il n'y a pas encore six jours qu'il disoit au conseil de dépêches , où il étoit question de vous , qu'il n'oublieroit jamais que sous le ministère du cardinal *de Fleury* , du temps des affaires du jansénisme , un fameux avocat , appelé *le Normand* , l'avoit obligé de reculer. Demandez à tout le conseil si je vous trompe. Depuis l'époque dont il parloit , il a vu les cessations de service de 1753 & 1757 , & vous n'ignorez pas

comment vous vous êtes comportés alors. Vous croyez bien que cela ne l'a pas fait revenir sur votre compte ; mais ce qui a achevé de vous perdre sans retour dans son esprit , c'est qu'en dernier lieu *M. de St. Fargeau* eut l'imprudence de dire dans une assemblée des chambres qu'on pouvoit cesser les fonctions en toute sûreté, parce qu'il étoit bien certain que les avocats tiendroient bon. Le propos lui est revenu , c'est ce qui l'a fait désespérer de votre changement ; cependant il a patienté jusqu'au mois de mai , & ce n'est qu'à l'extrémité qu'il vous a puni , & voici comment. Il m'a chargé de vous dire dans tous les tems , qu'il ne vouloit vous accorder aucune condition ni distinction ; il m'a surtout bien recommandé de n'expédier aucunes provisions au sceau pour les avocats de Paris , quelques charges de judicature qu'ils achetassent ; & j'ai eu la douleur d'en refuser une quinzaine que vous verrez mardi à votre serment. »

« Ce qui vous étonnera peut-être beaucoup , messieurs , c'est que c'est du roi même que j'ai sçu qu'il y avoit eu une assemblée chez *M. de la Goutte* ; que les membres de cette assemblée rentroient ; qu'il devoit y en avoir une autre chez le bâtonnier , mais qu'il avoit pris la fuite. Tout cela , a ajouté le roi , ne change rien à l'opinion que j'ai d'eux. Point de condition ni de distinction. »

« Voilà , messieurs , ce que je sçais des sentimens du roi sur votre ordre. Je n'y ajoutera aucune réflexion , parce que je sçais le cas que vous en faites , d'ailleurs je n'ai à vous parler qu'au nom & de la part de notre maître commun. La seule chose que j'ai à vous demander , c'est de m'envoyer les noms de

ceux qui se rendront à la raison & au devoir. »

Caillard a répliqué « que cela ne se pouvoit ; qu'en désignant ceux qui seroient au palais mardi , ce seroit montrer ceux qui n'y seroient pas , & devenir indirectement délateur de ses propres confreres : chose aussi odieuse qu'injuste , parce qu'il y en avoit un grand nombre en campagne , même en province. « - » Oh ! pour ceux-là , reprit le chancelier , leur excuse est légitime , & je jugerai de celle des autres. » - « Enfin , monseigneur , ajouta *la Goutte* , ce n'est pas notre fait de dresser la liste que vous demandez ; au cas que le roi la juge nécessaire , c'est au greffier à la recevoir. »

Cette conversation plus sérieuse s'est ensuite tournée en conversation légère de la part de M. le chancelier , il a persillé successivement les quatre députés , & tout l'ordre après , en lui annonçant qu'il alloit jouir désormais d'un calme inaltérable , que jusques à présent les avocats étoient toujours dans les tranfes ; qu'à chaque assemblée des chambres on craignoit quelque suspension ou cessation de service ; mais que par la régénération de la magistrature , l'autorité du roi étant affermie , & reconnue à ne plus souffrir aucune résistance , les affaires iroient rondement , & le cabinet de ces messieurs ne se fermeroit plus. »

Les députés à leur retour annoncerent que la réception avoit été fort polie , mais ils confirmèrent les terreurs du grand nombre : chacun se les communiqua. On écrivit à ceux qui étoient en campagne , & le jour fatal arrivé , il s'est trouvé près de 200 avocats à la grand'chambre. Pendant la messe rouge il y

a eu beaucoup d'altercations sur la manière de renouveler le serment : on a envoyé le greffier *Dufranc* interrompre le premier président , pour lui demander quelles étoient les volontés du roi ? Il a fait dire qu'il les igno- roit , mais qu'il vouloit bien prendre sur lui de faire appeller les avocats les premiers.

Il a ensuite été question de savoir si l'on iroit donner son nom en sortant. Les uns disoient : « il ne faut pas , c'est l'ordre qui rentre , attendu qu'il n'y a jamais eu de serment aussi nombreux. » D'autres disoient : « que les circonstances changeoient la face des choses , que le roi avoit détruit l'ordre , & qu'il vou- loit connoître le nom des particuliers qui re- prenoient ». La contestation duroit encore quand le parlement est arrivé de la messe , il a passé entre deux haies d'avocats , & les spec- tateurs ont remarqué l'humilité des contenan- ces de M. M. , des révérences de leur part jusques à terre. Ceux qui connoissoient des avocats , interrompoient la file pour les em- brasser : mais ceux-ci ne faisoient pas meil- leure mine. Enfin on s'est placé.

Après les complimens réciproques du pre- miér président à l'archevêque , & de l'archevê- que au premier président , on a fait ouvrir les portes , on a appelé le tableau , & , en sor- tant , il s'est trouvé un greffier qui a demandé les noms.

On comptoit les avocats , connus ou non , qui n'étoient pas à l'assemblée , plutôt que ceux qui y étoient. Toute l'audience de sept heu- res , tout le châtelier (c'est-à-dire tous ceux qui plaident habituellement en ces deux tribu- naux) *Caillard* , *Legouvéc* , *Carré de St. Pierre* , *Vermeil* , *de Laune* , *Viet* , *Benoît* , *Saget* , en

en un mot , tout ce qu'il y a de plus fameux.

Du 5 décembre 1771.

Il y a plusieurs édits burfaux envoyés au nouveau tribunal , sur lesquels M. M. ont nommé des commissaires pour les examiner , ont arrêté des remontrances , &c. & le public rit de cette comédie. Dans ces édits , les principaux sont , celui qui prolonge le premier vingtième à perpétuité , mais sous le terme plus doux d'indéfini , & le second jusqu'en 1781 ; un autre imposant deux sols pour livre d'augmentation sur tout ce qui fait l'objet des droits des fermes. Au moyen de cet accroissement , au lieu de six sols on en payera huit sur toutes les consommations.

On parle d'un autre portant création d'un emprunt en viager , pour suppléer à celui qu'on vouloit faire en Hollande , qu'on a tenté ensuite à Gênes & ailleurs , & qui n'ayant réussi nulle part , sera plus efficacement rempli à Paris , les contrats de cet emprunt se donnant en payement à certains créanciers de l'état.

Du 5 décembre 1771.

Les écrits répandus par ordre de M. le chancelier , en faveur de son système , dont le nombre s'est accru si rapidement qu'en très-peu de tems on en comptoit déjà 89 , avoient cessé depuis quelque tems : on ne sçait si le cours en va recommencer avec la même abondance , mais on en voit déjà plusieurs sur toutes les boutiques des libraires. Celui qui se distingue est un Pamphlet intitulé *des droits de la Bretagne*. Son objet est de motiver la réduction

du parlement de Rennes , en établissant que les états ont toujours réclamé contre l'augmentation du nombre des offices. Le scientifique y est assaisonné d'injures contre le parlement , qui rendent la brochure merveilleusement piquante.

Du 6 décembre 1771.

Extrait d'une lettre d'Aix du 28 novembre. Le premier acte qu'a fait le nouveau tribunal de cette ville , après l'enregistrement de sa création , a été d'écrire au roi une lettre où il justifie la compagnie qu'il remplace. La brièveté de cette pièce très-remarquable par sa singularité & par la contradiction dans laquelle elle met la conduite de ces intrus avec leur façon de penser , permet de l'insérer ici. Ces messieurs paroissent bien aises qu'elle soit répandue , & transgressent ainsi dès le premier instant le secret des délibérations , si fort ordonné par la cour :

Lettre du nouveau Parlement de Provence.

S I R E ,

« Votre parlement , en joignant à l'hommage de son respect & de sa soumission , les témoignages des peuples dont il est en ce moment l'interprète , ne peut justifier le choix de V. M. qu'en s'occupant des devoirs qu'il lui impose. Tant que les officiers qui composent aujourd'hui votre cour , ont vu les principes de votre législation suprême attaqués par de nouveaux systèmes , ils se sont armés pour votre pouvoir , ils ont cru devoir défendre les loix fondamentales , qui , pour assurer la liberté des peuples , ont assuré aux

rois la toute-puissance. Aujourd'hui, SIRE ; que l'étendue de votre pouvoir doit vous *effrayer vous-même*, votre parlement, en reconnoissant qu'il n'est dépositaire que de votre balance, & non de votre sceptre, en annonçant à vos peuples que leur volonté ne peut jamais arrêter la vôtre, consacrera ses veilles à vous faire sans cesse appercevoir les véritables bornes par lesquelles Dieu même a circonscrit l'autorité la plus absolue qu'il *ait donnée à un homme sur ses semblables*. Les systèmes s'écroulent, les prétentions s'oublient, chaque siècle a ses chimères ; il reste entre les rois & les peuples une loi sacrée, éternelle, inaltérable, & cette loi est la *justice*. Ce que Dieu a défendu à l'homme, ne sera *jamais permis aux souverains*. Tout est réglé par la nature. Nous tenons nos droits de notre destination, & il n'est point d'ordre humain qui puisse l'intervertir. --- Les rois nous *doivent ce que Dieu nous ordonne*. C'est, SIRE, dans ce code immuable, c'est dans votre conscience, c'est dans la nôtre, c'est dans celle de l'univers, que nous trouverons les loix fondamentales de toutes les sociétés, ces regles sur lesquelles les hommes n'ont disputé que lorsqu'ils les ont méconnues, & qu'ils eussent dû chercher, non dans les archives de l'histoire qui n'atteste que le regne des passions, mais dans la raison ; dans la justice, dans l'humanité, en un mot, dans les préceptes sacrés sur lesquels le législateur éternel voulut lui-même poser les fondements de la société, qui est son ouvrage. Nous sommes, SIRE, vos officiers & vos magistrats ; vous êtes le représentant & le magistrat de Dieu même, & vous venez plus que

jamais de justifier ce glorieux caractère , en *applanissant à l'indigent* les routes du sanctuaire de votre justice. Ce double titre fait remonter vos devoirs & les nôtres à une source commune : c'est en ne la perdant point de vue , que nous seconderons les plans de votre sagesse : & quelle foule d'obligations ils présentent dans ce moment à nos regards étonnés ! Vous voulez , SIRE , que nous devenions les interprètes des vœux de votre peuple : il en est un que nous nous hâtons de porter aux pieds de votre trône. La Provence , en applaudissant à vos bienfaits , n'oublie point qu'elle perd des citoyens utiles ; elle a maintenant les yeux sur nous , & semble nous dire : « Ministres de la justice » du meilleur des rois , soyez-le encore du » plus tendre des peres ». Vous avez parlé , SIRE , & vos volontés n'ont effuyé aucune contradiction. Pourquoi faut-il que *des ordres rigoureux aient été à côté d'une législation bienfaisante & utile* ? Votre justice n'a point voulu punir ; & la paix , la tranquillité , l'harmonie qui accompagnent nos premiers pas dans la nouvelle carrière qui nous est ouverte , annoncent que votre prudence même n'avoit point d'obstacles à écarter. Votre bonté nous entend ; car tout ce qui intéresse votre cœur n'a pas besoin d'être développé pour faire sur lui l'impression la plus vive. Quant à votre parlement , SIRE , il est obligé de faire taire en ce moment l'enthousiasme de la reconnoissance , pour ne s'occuper que de la sévérité de ses devoirs , & c'est par sa constance à les suivre qu'il doit répondre à vos bontés & s'en rendre encore plus digne ».

Du 6 décembre 1771.

Il y a beaucoup de causes en séparation de mariage qui se portent au nouveau tribunal : celle de madame la marquise *de Gouy* formée contre son mari , y doit être plaidée incessamment. M. *de Gouy* est petit-fils de feu madame *de la Lande* , sous-gouvernante des enfans de France.

Du 6 décembre 1771.

Les princes continuent de plus en plus à faire des réformes dans leurs maisons. M. le prince *de Condé* en outre doit passer l'hiver à Chantilly avec M. le duc & madame la duchesse *de Bourbon* : ce prince n'y a que douze couverts , & quand le nombre est complet , les seigneurs qui vont lui faire la cour se retirent.

M. le duc *d'Orléans* a fait aussi une grande réforme de chevaux & de chiens : celle d'officiers dont il étoit question n'aura pas lieu , ceux-ci ayant supplié S. A. de les garder à son service , & de retrouver plutôt par la diminution de leurs appointemens , ce qu'on comptoit retrancher par le nombre.

Du 6 décembre 1771.

M. le chancelier est occupé à rechercher les particuliers qui pourroient avoir des répétitions à faire contre les princes , afin de les mettre en cause & de les obliger à comparoir devant le nouveau tribunal. Il avoit réveillé depuis peu un créancier du prince *de Conti* , dont la demande étoit fort équi-

voque ; mais S. A. a mieux aimé accommoder le procès , & M. le chancelier est privé du succès de cette méchanceté.

Du 7 décembre 1771.

Malgré Discorde & ses noirs émissaires ,
De la justice ardera le flambeau :
A la chicane on rognera les ferres ,
Et Thémis fera sans bandeau.

Tel est le couplet chanté à la fête de madame de *Valentinois* , qui fait tant de bruit. Il est en Centurie , comme on voit ; c'est une Sibylle qui le débite , à la suite de beaucoup d'autres , où l'on annonce l'âge d'or aux François.

Le public n'est pas revenu de l'indignation qu'il a conçue contre l'abbé de *Voisenon*. Celui-ci , qui a d'abord reçu les compliments de la cour & du chancelier , voudroit aujourd'hui tout mettre sur le compte du sieur *Favart* ; mais comme on sait que cet auteur fait tout en commun avec l'abbé , ainsi que sa femme , il n'est cru de personne. Il paroît constant qu'ayant été au palais royal , pour détruire les fâcheuses impressions d'un pareil bruit , M. le duc d'*Orléans* , qui jusqu'à présent , avoit eu des bontés pour lui , lui a tourné le dos.

L'abbé de *Voisenon* n'a pas été mieux accueilli de ses confreres à l'académie françoise. Ils n'ont osé s'expliquer avec la sévérité qu'ils lui auroient montrée en toute autre occasion ; mais l'accueil glacial qu'il en a reçu , lui a fait connoître ce qu'on pensoit sur son compte. On ajoute qu'il a voulu entrer en

explication , & dans le cours de sa justification ayant dit , en se plaignant de la méchanceté de ses envieux , qu'on lui prètoit beaucoup de sottises..... Tant pis , M. l'abbé , a repris vivement l'un d'eux (M. d'Alembert) , on ne prête qu'aux riches.

Madame la comtesse de *Valentinois* n'est pas plus épargnée dans le public ; on veut que madame la comtesse de *Provence* ait affecté de ne lui faire aucun remerciement ; que cette dame , piquée de ce silence , en lui rendant ses devoirs , lui ait demandé comment elle avoit trouvé la fête qu'elle avoit eu l'honneur de lui donner ? Sur quoi la princesse avoit répliqué avec étonnement : une fête à moi , madame ! je sais que vous en avez donné une dont j'ai pris ma part , mais je ne vous en ai point remercié , parce que j'ai cru qu'elle étoit pour madame *Dubbari* ou pour M. le chancelier.

En effet on fait que madame de *Valentinois* est depuis le commencement de la faveur de madame *Dubbari* une de ses complaisantes , & à cette fête lui a fait des politesses , & lui a témoigné des attentions si marquées , que ce partage ne pouvoit que paroître très-malhon-nête & très-indécent à madame la comtesse de *Provence*. Quoi qu'il en soit , les dépenses que madame de *Valentinois* a faites à cette occasion , sont bien compensées par 15,000 livres de pension qu'on vient de lui faire.

Du 8 Décembre 1771.

Madame la marquise de *Mesmes* , dame de compagnie de mesdames , avoit engagé madame *Sophie* à solliciter , pour son fils , une place dans la maison de M. le comte d'Artois ,

que l'on veut former. Cette princesse s'étoit adressée directement au roi , & S. M. avoit donné son *bon*. M. le duc de la Vrillere , qui dans son département à la maison du roi & les maisons de la famille royale , a trouvé mauvais que cette grace eût été obtenue sans sa participation ; il est allé en faire ses plaintes à madame *Dubarri* , & lui a démontré les inconvéniens très-grands qu'il y avoit à ce que S. M. accordât des places à son insçu. Cette dame a trouvé ses raisons excellentes , elle a porté les doléances du ministre au pied du trône , elle a fait des vifs reproches au roi sur le peu d'égard qu'il avoit pour un serviteur fidele , qui depuis 48 ans étoit à son service , & sembloit perdre sa confiance au moment où il en étoit le plus digne ; elle lui a représenté que cette conduite seroit capable de dégoûter ses ministres , de rallentir au moins leur zele , & pourroit être très-préjudiciable à ses intérêts & à ceux de l'état , par les surprises continuelles que sa bonté pourroit laisser faire à sa religion..... S. M. pénétrée des raisonnemens solides & persuasifs de madame *Dubarri* , avoit cependant peine à manquer à sa parole : on est convenu que M. le duc de la Vrillere prendroit cela sur lui en n'expédiant pas le brevet du jeune homme , qui devoit sortir de ses bureaux. Madame *Sophie* instruite de toute cette manœuvre , a mandé ce ministre , elle a paru ignorer ce qui s'étoit passé dans les conversations particulieres dont on vient de parler : mais elle a pris occasion du retard qu'éprouvoit l'expédition du brevet de M. de *Me mes* , pour reprocher à ce ministre le trafic scandaleux qui se faisoit chez lui de diverses graces dépendantes de son ministère. Madame de

Langeac n'a point été épargnée, & la réprimande a été si forte que les courtisans ont remarqué l'air blême & tremblant du ministre sortant de l'appartement de la princesse : il s'est tout de suite rendu chez sa protectrice pour y décharger son cœur ; le coup étoit déjà porté : la scène avoit eu lieu après dîner. *M. de la Villere* avoit mangé copieusement, à son ordinaire ; il en a résulté une indigestion violente, dont tout le respect qu'il devoit au lieu & à la maîtresse n'a pu l'empêcher de manifester les effets. Il est resté sans connoissance, & il a fallu l'emporter dans l'état le plus dégoûtant. L'accident n'a pas eu de suites d'abord, & suivant l'usage des gens de cour, ce ministre a affecté de se montrer bientôt en public ; mais deux saignées qu'il a fallu lui faire vendredi dernier, ont fait croire à bien des gens que son indigestion avoit déguisé une attaque véritable, ou que les médecins en avoient craint les symptômes. Quoi qu'il en soit, on assure que dès le lendemain on a affecté de lui faire donner encore 40 signatures, mais on fait que ses opérations de la main ne sont pas toujours dirigées par la tête, & ceux qui s'intéressent à ce ministre ne sont pas bien rassurés.

Du 8 décembre 1771.

L'ordre des avocats se flatte que malgré le courroux prétendu du roi & la réponse peu favorable de *M. le chancelier*, il ne sera pas traité aussi ignominieusement qu'il le craignoit. Déjà le sieur *Gerbier* s'est vanté qu'il n'y auroit rien de changé à l'ordre du tableau, & qu'il seroit imprimé dans l'almanac royal tel

qu'il étoit l'année dernière, en retranchant seulement les morts.

Quant aux procureurs-avocats, il est décidé qu'ils seront inscrits dans une liste à part, à la suite du parlement, avec ses suppôts ; la seule difficulté, non décidée encore, est de savoir s'ils seront inscrits avant ou après les Huissiers : contestation déjà humiliante, & qui présage à ces victimes du chancelier qu'elles seront incessamment sacrifiées.

Du 10 décembre 1771.

Outre l'épigramme qu'on a vue sur les avocats, on a fait les vers suivans :

Sur un méchant charriot, traîné par l'infamie,
 La honte pour cocher, pour postillon l'envie,
 Couverts de déshonneur, pleins d'amour pour l'argent,
 Devers le chancelier, cheminant lentement,
 Quatre preux chevaliers d'une bande perverse,
 Supplioient Monseigneur, que par sa grace expresse,
 A vingt-huit repentants il donnât le pardon.
 " Je l'accorde, dit-il : plaidez ! je suis trop bon ;
 „ Plaidez ! mais pour punir votre race parjure,
 „ Avec les procureurs, enfans de l'imposture,
 „ Soyez tous confondus ! comme eux portez mes fers,
 „ Renoncez aux lauriers dont vous fûtes couverts.
 „ Je vous pardonne, allez, & que ma complaisance
 „ Soit désormais le sceau de votre obéissance :
 „ Abaissez votre orgueil, craignez de m'indigner....
 „ Il entroit dans mon plan de vous exterminer.... „
 Honteux, légers d'honneur, chargés d'ignominie,
 Nos quatre mendiants joignent la compagnie :
 " Messieurs, leur dit un d'eux, on nous rend la parole ;
 „ Nous pouvons tous plaider : mais un point me desole ;

„ Déformais à la gloire il nous faut renoncer. „

Un chacun se regarde, on alloit balancer....

Mais *la Gourte* à propos haranguant la cohorte :

“ Plus de gain, moins d'honneur, amis, que nous
„ importe !

„ Aux autres avocats laissons ce vain espoir.

„ Que l'ardeur de l'argent guide notre devoir :

„ Foulons aux pieds l'honneur: est bien sot qui l'adore:

„ Nous vivions bien sans lui, nous vivrons bien
„ encore. „

Du 11 décembre 1771.

Les ouvrages de M. le chancelier , bâtis sur un sable mouvant , en ont toute l'instabilité ; & ce chef de la magistrature est continuellement occupé à rétablir d'une part ce qu'il a dé fait de l'autre. En supprimant le siége général de l'amirauté de Paris , les huissiers créés pour ce tribunal s'y trouvoient compris. Cette suppression fut dans le temps l'ouvrage de la sagesse & de la bienfaisance. M. le chancelier estime aujourd'hui qu'il est de la justice & de la bonté du monarque de permettre à ces suppôts de continuer l'exercice de leurs fonctions, sous l'inspection du parlement , leur vie durant. En conséquence , on vient de publier des lettres-patentes , rendues à cet effet à Fontainebleau le 18 août 1771 , & enregistrées à la chambre des vacations du nouveau tribunal le 26 du même mois.

Par une déclaration donnée à Versailles le 30 octobre , & enregistrée le 7 novembre au nouveau tribunal , on commente les dispositions embrouillées de l'édit du mois de juin , donné à Marly , concernant la suppression & récréation

recréation successive du bureau des finances de Paris. Le Sr. *Merault* est maintenu & confirmé dans sa qualité de second président , & le Sr. *Masson* aussi qualifié de président, il y a six mois, ne pourra plus se dire tel qu'en l'absence des premier & second présidens , ou pendant les vacances de leurs offices ; ce que pourra faire aussi successivement le plus ancien des conseillers , &c. Enfin , les Srs. *Hachette* & *Rua* , supprimés ci-devant comme indignes, se trouvent aujourd'hui pourvus des qualités nécessaires , & sont admis pour remplir la douzième place vacante dans l'origine & la nouvelle , aussi vacante par l'érection du Sr. *Merault* en vrai président , de président amphibie ou conseiller président qu'il étoit ci-devant.

Enfin par un édit enregistré le même jour , & donné à Marly au mois de juin 1771 , la communauté des procureurs de la cour des monnoies , sénéchaussée & siège présidial de la ville de Lyon , qui dans le tems de la création du conseil supérieur n'avoient pas été jugés en état de servir près de cette cour , puisqu'on avoit créé près d'elle 24 offices de procureurs postulans , se trouve aujourd'hui revêtue des lumières & talens nécessaires , & est autorisée en conséquence à acheter ces charges , & à en faire les fonctions , moyennant une finance de 80,000 livres qu'elle est autorisée à emprunter par le même édit.

Du 12 décembre 1771.

Le 7 de ce mois , le nouveau tribunal a encore enregistré des lettres patentes , données à Versailles le 28 octobre 1771 , sur arrêt du conseil dudit jour , concernant la reconstruction de la nef de l'église royale & paroissiale

de St. Barthélemi , en la Cité à Paris , & l'acquisition des terrains nécessaires à cet effet.

Cette église est la paroisse du palais.

Du 12 décembre 1771.

Le nouveau tribunal a enrégistré , les chambres assemblées , le 10 de ce mois , un édit donné à Versailles au mois d'octobre 1771 , portant rétablissement du siege présidial de Macon : il avoit été détruit par un édit du mois de juin dernier ; & l'intérêt public en avoit été le motif , par l'inconséquence ordinaire aux modernes opérations , sur les représentations prétendues des états du pays & comté du Maconnois : cette translation faite au conseil supérieur de Lyon a été reconnue comme très - préjudiciable aux sujets du ressort de la première juridiction , & le roi , pour donner des marques de sa bienveillance aux états , a par un édit perpétuel & irrévocable de création détruit l'édit perpétuel & irrévocable de destruction du siege ; & les officiers de ce siege , aussi destitués de leurs fonctions , à raison de la trop grande quantité de privilèges , sont réintégrés dans les mêmes franchises & privilèges.

On a enrégistré ces jours derniers , au nouveau tribunal , un édit de création d'un conseil supérieur à Rouen.

Du 14 décembre 1771.

M. l'abbé *Behardi* , consul de France à Madrid , & créature de M. le duc de *Choiseul* , s'est expliqué avec franchise sur la disgrâce de ce ministre & sur le successeur qu'on lui a donné en la personne de M. le duc d'*Aiguillon*, sans une lettre qu'il écrivoit à un ami intime :

par un concours de circonstances malheureuses , elle est tombée entre les mains de M. le duc d'Aiguillon. Ce ministre n'a point témoigné son ressentiment dans le tems , puisque cette découverte est d'environ six mois de date ; mais on vient de rappeler aujourd'hui M. l'abbé Beliard , & l'on présume qu'il sera arrêté à son approche des Pyrenées. On lui a donné avis du sort fâcheux qui le menaçoit , mais il est à craindre qu'il n'arrive point , ou n'arrive trop tard.

Du 15 décembre 1771.

Extrait d'une lettre de Douai , du 1 octobre 1771 Vous êtes surpris , monsieur , que des membres du parlement aient consenti à se dégrader eux-mêmes , en prenant place dans le conseil supérieur de cette ville. C'est le chef-d'œuvre de l'astuce & de la mauvaise foi du chef suprême de la justice. Vous savez quelle sensation a fait dans cette ville & dans toute la province la destruction de ce parlement. Il n'étoit point , comme on le répand sur le compte des autres , la terreur & le fléau de ses concitoyens. Ses membres étoient des hommes modestes , qui n'avoient point de portier dont il fallût graisser la patte , ni de secrétaire à corrompre : ils faisoient leurs extraits eux-mêmes , & vivant frugalement il ne leur falloit que de modiques épices. Attérés par le coup imprévu qui a détruit la compagnie : ils se dispoient , au sortir de leur exil , à retourner à Tournai , dont la plupart étoient originaires. Cependant tous les ordres de la province ont fait des réclamations. M. le chancelier , après

une résistance feinte , a déclaré aux députés que la bonté du roi vouloit bien leur accorder un conseil supérieur à Douai ; que par un excès de clémence S. M. consentoit même à ce qu'il fût composé des membres du parlement , comme plus au fait des droits , privilèges , coutumes & jurisprudence de la province qu'on vouloit conserver , & dont les nouveaux magistrats seroient les gardiens & les dépositaires. Séduits par ses promesses , les députés ont sollicité eux-mêmes les membres du parlement à se sacrifier pour le bien de la patrie , & à se rendre à leurs instances. Ces exilés ont acquiescé au vœu apparent de leurs concitoyens , & ont fait céder leur amour-propre à l'intérêt public. Mais à peine le conseil a-t-il été installé , que l'on a commencé à détruire ces mêmes droits , pour la conservation desquels ils s'étoient immolés ; & tout l'appareil de la fiscalité a été introduit dans nos procédures , &c. ce qui annonce que nos autres franchises ne seront pas plus respectées.

Du 15 décembre 1771.

Il paroît qu'il y a eu une très-grande discussion entre M. le marquis de Monteynard secrétaire d'état de la guerre , & M. l'abbé Terrai , le contrôleur général. Celui-ci , pour diminuer les dépenses sur cette partie , a imaginé de supprimer les appointements des officiers , sous prétexte que , devant servir pour l'honneur , cette retribution , fort à charge à l'état , ne seroit qu'un foible sacrifice pour eux. M. de Monteynard a fait sentir l'absurdité de cette suppression totale , ou même de la réduction , par le désespoir où cela jeteroit une infinité d'officiers de fortune , parvenus

par leur seul mérite , & n'ayant que leurs appointements pour vivre. Ce projet chimérique a été rejeté en tout & en partie au conseil , mais il a donné lieu à un autre ; celui de licentier 60 bataillons. La matière encore agitée dans le conseil , M. *Bertin* a opiné sur le danger qu'il y auroit à ce retranchement dans un temps où toutes les puissances de l'Europe augmentoient leurs troupes & se mettoient en armes ; l'avis de ce ministre a prévalu : mais on croit que pour subvenir au retranchement de six millions sur la guerre , dont M. l'abbé *Terrai* ne veut pas démordre , on diminuera six hommes & un officier de chaque compagnie.

Bien des gens imaginent que ces chicanes sont suscitées à dessein à M. de *Monteynard* , pour le dégoûter & l'obliger de renoncer à son département , dans le dessein d'y élever M. le duc d'*Aiguillon* qui en a grande envie , & qui , ne jouissant pas auprès des puissances étrangères de la considération que le sien devroit lui donner , voudroit profiter au moins de l'autre , pour se faire des créatures , en répandant une infinité de grâces , & tenir ainsi sous sa dépendance toute la noblesse du royaume.

Du 15 décembre 1771.

Extrait d'une lettre de Perpignan , du 6 octobre 1771..... La justice gratuite est sans doute une très-belle chose , mais quand , pour procurer à quelques chicaneurs la faculté de plaider plus à leur aise , on écrase toute une province , ce prétendu bienfait n'est qu'une chimère ou plutôt un fléau terrible. L'auteur du projet , en lui supposant les vues les plus

droites & les plus pures , est tout au moins un homme très-borné , qui ne fait pas qu'en politique , comme en morale , il est contre tous les principes de faire un grand mal pour qu'il en résulte un petit bien. C'est cependant ce qui va nous arriver dans ce pays-ci. Nous apprenons de la capitale que M. le contrôleur général ne voulant faire aucun fonds pour les gages de nos officiers , sur le pied de la nouvelle création , sous prétexte que toutes ses destinations sont faites , on doit chercher par une augmentation d'impôts à subvenir ce besoin. Il est question de porter ceux du Roussillon , montant à 200,000 liv. à 60,000 de plus , composant environ le total des gages de notre cour , ce qui fait près d'un tiers accru : vexation effroyable , & à laquelle on pourroit avoir recours tout au plus dans les plus grandes calamités.

Du 16 décembre 1771.

Le règlement sur la procédure , enregistré par le nouveau tribunal , & qui est aujourd'hui le guid'âne des suppôts de la chicane , est si mal digéré , si mal vû , si mal combiné , qu'on s'apperçoit de plus en plus qu'en raccourcissant certaines formes , il augmente excessivement les frais qu'il devoit diminuer. M. le chancelier , malgré sa prédilection pour son ouvrage n'a pu résister aux objections lumineuses qu'on lui a faites à cet égard ; il est sérieusement question de le réformer. Les cent procureurs avocats sont spécialement chargés de communiquer leurs observations , comme plus au fait de tout ce qui concerne la chicane : ils se sont répartis en dix bureaux de dix mem-

bres , & chacun travaille de son côté , pour ensuite rapporter en commun l'ouvrage particulier , & en former un résultat.

Du 16 décembre 1771.

Il paroît décidé aujourd'hui qu'il n'y aura pas de lit de justice ; son objet principal devoit être de fournir aux princes une occasion de se remettre en grace , mais leur résistance a paru insurmontable. On sait que le prince de Conty a déclaré tout haut à table , *que s'il y en avoit un , & qu'il n'y fût invité qu'en la manière accoutumée , il n'iroit pas ; que s'il avoit un ordre exprès du roi , il s'y rendroit , mais en faisant des protestations avant & après.*

Le duc d'Orléans sembleroit assez disposé à se soumettre aux ordres du roi ; c'est un prince facile , dont l'auteur de la rédaction des protestations a voulu enchaîner en quelque sorte la volonté. Heureusement M. le duc de Chartres apporte dans cette affaire toute la chaleur d'un prince vif & ardent , il soutient le courage chancelant de son pere. D'ailleurs la maladresse avec laquelle M. le chancelier s'est conduit à leur égard , ne contribue pas peu à rendre leur retour plus difficile. La manière injurieuse dont il les a fait traiter par ses écrivains , les vexations qu'il leur fait éprouver de la part du roi dans leurs personnes & dans leurs biens , ne peuvent que l'avoir rendu spécialement odieux à leurs altesses. Leur amour-propre se trouve extrêmement aigri : & si les motifs du bien public pouvoient s'éteindre en eux , les particuliers de ressentiment produiroient les mêmes effets , & rendent la reconciliation interminable tant que la faveur de leur ennemi subsistera.

On fait que madame la duchesse de Chartres étant allée à Versailles, après être relevée de couches, pour remercier le roi, suivant l'usage, de son attention & de ses bontés envers elle par les divers messages qu'il a fait faire au palais royal, cette princesse a été très-mal reçue de S. M. On ajoute que madame la dauphine ayant demandé au roi la permission de prier à ses bals, recommencés à Versailles depuis le retour de Fontainebleau, madame la duchesse de Chartres & madame la duchesse de Bourbon, ce monarque n'y a pas consenti. On prétend enfin que quelque courtisan ayant parlé au roi du mariage prétendu de M. le duc d'Orléans avec madame la comtesse de Montesson, dont il avoit été grandement question à Paris, S. M. a répondu que le duc d'Orléans pouvoit faire tout ce qu'il voudroit, qu'il ne se mêloit point de ses affaires, & qu'il ne le reverroit de sa vie.

Les grandes réformes que leurs altesses font dans leurs maisons, un cinquième que M. le duc d'Orléans retranche sur les appointements de tous ses officiers, tout paroît concourir à faire croire que les choses sont plus embrouillées que jamais.

Quoique l'Espagne ne se soit pas manifestée en cette occasion, on fait que les troubles de la France & la désunion de la famille royale sont d'autant plus désagréables à cette puissance, qu'ils contrarient ses vues politiques & nous mettent de plus en plus hors d'état de la seconder dans la guerre qu'elle voudroit intenter à l'Angleterre & vers laquelle tendent aujourd'hui tous ses efforts. En conséquence, elle travaille sourdement, à ce qu'on présume du moins, à rompre la cabale ennemie; & com-

me il feroit contre les procédés & les usages des ministres des cours étrangères auprès d'une puissance , que M. de *Fuentes* , ambassadeur de S. M. catholique , eût des conférences avec les princes du sang , tandis qu'ils sont dans la disgrâce du roi , on présume qu'il a imaginé de faire venir en France le duc d'*Albe* , où ce seigneur a déjà demeuré & est très-connu ; comme il n'a aucun caractère ni mission reconnue , il peut aller chez les princes , sans que cela soit suspect , & il sert de canal entr'eux & l'ambassadeur d'Espagne. C'est ainsi que les politiques croient avoir tiré au clair l'arrivée & le séjour du duc d'*Albe* dans cette capitale.

Du 17 décembre 1771.

Le sieur *Destouches* , secrétaire général des fermes , ayant paru à M. le contrôleur général un homme propre à seconder ses projets , il lui a conféré depuis quelque temps le titre de premier commis des finances , avec 15,000 liv. d'appointements , qui , par un effet retroactif commenceront du 1 janvier. En conséquence , le génie fiscal de ce financier s'est évertué , & il a enfanté l'édit de décembre dernier , qu'on publie aujourd'hui. On le regarde comme un chef-d'œuvre en ce genre , par l'art infernal avec lequel on a renfermé dans son ensemble une multitude d'impôts , dont chacun auroit été autrefois la matière d'un enrégistrement particulier , & auroit souffert autant de discussions , de remontrances & d'obstacles différents. Ce même homme a servi d'agent au ministre , & s'est transporté chez chacun des conseillers du nouveau tribunal , pour solliciter leur suffrage & leur développer les en-

droits embarrassants de son grimoire. Il a trouvé quelques gens têtus : il en est même qui exigeoient un lit de justice. M. le chancelier leur a déclaré qu'il n'y avoit rien de si aisé, mais que cet appareil de cérémonial déplaisant au roi, S. M. ne se donneroit pas la peine de s'y astreindre, & que le comte de *la Marche* le tiendrait. MM. n'ont point voulu avoir cette humiliation, & ils ont préféré d'enrégistrer par lettres de jussion. Au surplus, la manœuvre de l'abbé *Terrai* n'est pas moins méprisante, il n'a daigné conférer avec aucun des membres du nouveau tribunal, & il s'est contenté de leur envoyer, comme on a vu, son émissaire *Destouches*, qui convient avoir eu quelques peines à réduire certains personnages.

Du 17 décembre 1771.

Le bruit qui couroit depuis quelques jours de la démission donnée par M. le duc de *Choiseuil* de sa place de colonel général des Suisses & Grisons, se réalise aujourd'hui. Le fait n'est plus douteux : on varie seulement sur les circonstances ; on prétend plus vraisemblablement que ce ministre n'ayant pas accédé à une première lettre que lui avoit écrite M. le duc d'*Aiguillon*, comme ministre des affaires étrangères, où il lui annonçoit le desir du roi à cet égard, & la destination de sa place à M. le comte de *Provence*, on avoit fait partir M. le comte du *Châtelet-Loiron*, ami de cet ex-ministre, qui lui avoit intimé des ordres plus précis de S. M. & non suspects ; sur quoi il avoit remis sa démission à M. du *Châtelet*, avec une lettre au roi : que ce monarque avoit pris la dé-

mission , mais n'avoit pas voulu lire la lettre , & l'avoit remise sans l'ouvrir au duc d'*Aiguillon*. On ajoute que cette lettre étoit très-soumise , que l'exilé y disoit qu'un sujet n'avoit point de marché à faire avec son maître , que s'il lui étoit permis de manifester quelque désir , ce seroit celui de sa liberté.

Du 17 dudit.

Jeudi 12 de ce mois un juif de Metz , possesseur d'environ un million de biens , s'est brûlé la cervelle. On raconte qu'excité par une cupidité fort ordinaire , sur-tout aux gens de sa nation , il a voulu faire une entreprise considérable avec le gouvernement , mais qu'ayant mal calculé ses forces il s'est trouvé hors d'état de satisfaire à un terme de ses engagements : que M. l'abbé *Terrai* , le contrôleur général , peu tendre de sa nature , l'a traité si durement que la tête lui en a tourné , & qu'il s'est porté à la cruelle extrémité dont on vient de parler.

Du 18 décembre 1771.

Extrait d'une lettre de Rouen , du 17 octobre 1771..... L'installation du conseil supérieur de cette capitale vient de se faire MM. sont arrivés en huit carrosses , précédés des archers de ville ; il y a eu un grand concours de curieux : mais ni acclamations , ni battemens de mains ; un silence morne a manifesté la douleur publique. C'est M. de *Croisne* , notre intendant , qui est le premier président ; le second a excité l'indignation universelle , c'est le sieur *Ficquet de Normainville* , conseiller de grand'chambre du parlement , dont le nom se trouve parmi les souscrivans de la

protestation , & qui par une infamie révoltante a eu la bassesse d'accepter cette nouvelle place & de se parjurer. Il est d'autant moins excusable , qu'il est puissamment riche. Le troisieme est M. *l'Anglois*. Il n'y a que douze conseillers nommés : & ce qui indique encore mieux la disette des sujets , c'est que c'est un sieur *Perchel* , ci-devant , avocat de cette ville , qui occupe la place d'avocat général. Il n'y a même qu'un substitut sur la liste. Le préambule de l'édit de création est curieux & piquant , par ce persiflage que M. le chancelier a introduit jusques dans les matieres d'état : la suppression du parlement étoit motivée sur ce que Rouen étoit une ville de commerce , & qu'un tribunal de magistrature dans son sein , détournoit les habitants du génie de négoce , qui devoit les occuper entièrement. Aujourd'hui on fait dire au roi , dans l'édit portant création de ce conseil , donné à Versailles au mois d'octobre & enregistré le 10 du même mois au nouveau tribunal , que dès la suppression du parlement de Rouen , S. M. sentoît & s'est encore mieux convaincue depuis que sa ville de Rouen avoit besoin d'un tribunal qui épargnât à ses habitants des déplacements & des voyages toujours ruineux pour l'industrie ; mais qui , moins nombreux que le parlement , ne pût ouvrir une nouvelle carrière à l'ambition des familles commerçantes , ni altérer l'esprit qui doit le conduire , par le mélange d'un esprit étranger.

Du 19 décembre 1771.

Les liquidations des officiers du parlement de Paris ne vont point au gré de M. le chan-

celier : par une ruse digne de lui , il a imaginé d'exciter les paresseux & d'intimider les foibles, en répandant le bruit qu'il y a des ordres de n'en plus recevoir & de fermer la liste.

M. le chancelier ne voyant aussi aucun empressement à acheter les charges vacantes au châtelet , engage les fermiers généraux qui ont des enfans en âge , à s'en pourvoir , & il leur fait insinuer cela par le contrôleur général d'une manière si pressante qu'ils ne peuvent s'y refuser sans craindre d'être disgraciés , & de perdre peut-être leur place. Quelques jeunes gens de financiers ont aussi pris parti par obéissance pour leurs parens.

Du 19 décembre 1771.

Le sieur *Coupart* , jeune conseiller du parlement encore mineur , guidé par ses parens , s'est fait liquider. Ceux-ci ont voulu lui acheter une charge de maître des requêtes à lever aux parties casuelles : quand il a été question du paiement de 100,000 livres , prix de la finance , on a demandé à donner au roi en paiement , le contrat dont S. M. venoit de rembourser la charge du sieur *Coupart* , mais on n'a pas voulu le recevoir ; ce qui arrête le marché.

Du 21 décembre 1771.

A la mort du roi de Pologne *Stanislas* , lorsque le roi a pris une possession réelle & effective des duchés de Lorraine & de Bar , le parlement de Metz demanda de réunir à sa juridiction lesdits duchés , pour ne faire qu'un même ressort , pour la plus grande commodité des sujets , attendu la proximité des tribunaux de Metz & de Nancy , & la position

respective des deux ressorts , dont partie étoit enclavée l'une dans l'autre. L'affaire fut alors renvoyée au conseil , sous prétexte de l'examiner plus amplement.

La cour souveraine de Nancy produisit vraisemblablement des mémoires pour s'opposer à son anéantissement ou du moins à son incorporation ; la question est restée indécise jusqu'à présent. Mais M. le chancelier , à qui le nom de parlement déplait trop , par une récrimination adroite, fait tourner aujourd'hui contre celui de Metz cette demande que lui avoit suggérée son envie de s'aggrandir , & supposant la nécessité de la réunion des deux compagnies , fait regarder au roi comme plus utile au bien public de laisser subsister la cour souveraine de Nancy & de supprimer le parlement de Metz : c'est ce qui fait la matière du long préambule d'un édit , où pour varier les motifs de tant de destructions , il attribue celle-ci aux instances même de la cour éteinte.

Par cet édit , donné à Versailles au mois d'octobre 1771 , & enregistré en la cour souveraine de Nancy le 22 dudit mois , publié seulement depuis deux jours , la connoissance de routes les matières qui se portoient ci-devant au parlement de Metz , est attribuée à la cour souveraine de Nancy , à l'exception des matières d'aides & de l'addition des comptes , que S. M. veut être portées à la chambre des comptes de Lorraine , & des matières des monnoies qui sont renvoyées à la cour des monnoies de Paris.

En conséquence il augmente cette cour de deux offices de présidents , deux offices de conseillers présidents , un office de conseiller clerc , douze offices de conseillers laïcs : c'est

un débouché qu'on ouvre aux lâches ou aux traîtres du parlement de Metz qu'on veut favoriser , & un piège qu'on tend à tous les membres en général pour les tenter. Au moyen de ladite création , la cour souveraine de Nancy sera composée d'un premier président , de quatre présidens , de deux conseillers présidens , de deux conseillers clercs , de trente-trois conseillers laïcs , d'un procureur général , de deux avocats généraux , & de trois substitués du procureur général.

Par une bizarrerie fort extraordinaire autrefois , cette cour aura deux jurisprudences : sa jurisprudence ancienne , suivant laquelle elle jugeoit les peuples de son ressort ; & sa jurisprudence nouvelle , à laquelle elle se conformera dans le jugement des causes , instances & procès ci-devant du ressort du parlement de Metz : relativement aux édits , déclarations , lettres-patentes & ordonnances enrégistrés audit parlement qui continueront à être exécutés.

Du 22 décembre 1771.

Le sieur *Breuzard* , ancien substitut du grand conseil , âgé d'environ 75 ans , ayant demandé à être reçu au nouveau tribunal , M. le chancelier n'a point dédaigné ce vieillard imbécille , & il a été reçu ces jours-ci ; ce qui prouve de quelle disette effroyable de bons sujets on est toujours pour remplir cette compagnie , assemblée monstrueuse de gens de toute espèce , de tout pays , de tout état , & qui se méprisent tous réciproquement !

Du 22 décembre 1771.

Les membres du nouveau tribunal effluent de temps en temps des mortifications qui sont la suite du mépris qu'a le public pour eux , ou qui naissent de leur étourderie ou de leur mauvaise conduite. M. *Vacquette de l'Enchere*, ci-devant conseiller au grand conseil , & conseiller de grand'chambre , a reçu ces jours-ci un coup de pied au cul par un inconnu , qui l'a apostrophé de la même manière que le fut à peu près l'abbé *Lucker* lorsqu'il lui fut administré un soufflet. Ce bon homme s'est plaint à la police , qui lui a donné une espèce de garde pour l'escorter , lorsqu'il va à pied.

M. *de Nicolai* , président à mortier , couroit le matin en polisson , & sans qu'on vît même la croix de saint Louis dont il est décoré. Il trouve un enterrement dans son chemin , il ne s'arrête point , & dans sa course s'accroche au Suisse qui conduisoit la marche. Celui-ci lui reproche d'avoir le chapeau sur la tête : le président peu accoutumé à cette interpellation, le regarde fièrement : l'autre redouble de jurements , & avec sa hallebarde lui fait sauter son chapeau dans la boue. M. *de Nicolai* entre en fureur , dit qu'il est président , montre sa croix & menace le Suisse de toute son indignation. Il va se plaindre au curé de St. Meri , Eglise à laquelle servoit le Suisse ; le pasteur s'excuse , dit que cela ne le regarde pas , que le coupable est sous la discipline de la fabrique , & la chose paroît rester-là.

Du 23 décembre 1771.

M. le duc d'Orléans a insinué aux gens de sa maison , qu'il y avoit un moyen très-simple de

réparer le *deficit* que caufoit dans leur état les réductions qu'il avoit été obligé de faire sur leurs appointements ; qu'ils pouvoient l'imiter dans la simplicité de ses vêtements , qu'ils n'en feroient que plus agréables à ses yeux : en conféquence depuis ils ont réformé le luxe des dorures , des broderies & des dentelles.

M. l'abbé de Breteuil , chancelier de ce prince , a fupplié S. A. de trouver bon qu'il lui remît fes appointements de 80,000 livres de rentes environ , étant d'ailleurs fort riche par fes bénéfices.

Du 23 décembre 1771.

Au moyen des manœuvres de M. le chancelier pour garnir le châtelet de fujets , il commence à fe compléter tellement qu'ellement , mais de jeunes gens , prefque tous mineurs ; ce qui forme le tribunal le plus ridicule , le plus ignare & le plus méprifable. Le chef fuprême de la juftice confole ceux qui lui font des repréfentations à cet égard , en leur difant que la génération actuelle fera mal jugée , mais que notre poftérité le fera mieux ; que ce font les inconvéniens indifpenfables des grandes opérations.

Au furplus , M. le chancelier fe preffe d'autant plus de remplir le vuide de ce tribunal , que tous les délais qu'il a laiffé aux exilés pour leur donner le temps de fe repentir , n'ont produit aucun effet , que perfonne n'a reparu , & que par une unanimité auffi admirable que difficile à croire , aucun ne s'eft même préfenté à la liquidation.

Du 24 décembre 1771.

C'est à lundi prochain, 30 de ce mois, qu'est fixée la réception de M. le maréchal *de Brissac* au nouveau tribunal, qu'il reconnoît comme le parlement. En conséquence les chambres ont reçu ordre de s'assembler à 9 heures du matin, pour enrégistrer les provisions de ce gouverneur.

Du 24 dudit.

Le fameux édit de septembre dont on a parlé, donne déjà matière à 5 arrêts du conseil en interprétation, qui eux-mêmes auront besoin de nouveaux commentaires. Ils sont tous du 15 octobre.

Le premier règle la perception des sols pour livre en exécution de l'édit du mois de septembre 1771, en sus des droits du don gratuit des villes, bourgs & autres, dont la prorogation est ordonnée par l'art. 4 dudit édit.

Le second règle la perception des différens sols pour livre sur les droits dûs aux entrées de la ville, fauxbourgs & banlieue de Paris.

Le troisieme modere à deux sols pour livre, seulement, les huit sols pour livre, perceptibles en exécution de l'édit du mois de septembre 1771, en sus du principal du droit sur les cuirs.

Le quatrieme exempté les droits sur le bled & la farine, établis pour la construction de la Gare & halle de Paris, des sols pour livre, dont la perception est ordonnée par l'édit du mois de septembre 1771, & ordonne qu'il sera compté à l'adjudicataire des fermes de

huit sols pour livre qui seront perçus au profit de S. M. en sus des autres droits établis par les lettres patentes du 25 novembre 1762.

Enfin le cinquieme commet l'adjudicataire des fermes pour faire la perception & recouvrement des différens sols pour livre , perceptibles en exécution de l'édit du mois de septembre 1771 , tant sur les droits faisant partie de son bail , que sur ceux d'octrois & autres désignés en l'article 6 de la déclaration du 3 février 1760.

On se perd dans ce fatras d'arrêts , & les plus versés dans les matières fiscales ont peine à s'y reconnoître. Il en résulte qu'une besogne susceptible de tant d'embarras & d'explications est nécessairement une mauvaise besogne , parce qu'outre l'impôt direct dont elle greve les sujets , elle donne lieu à mille autres formalités plus onéreuses que le fonds , & à une manutention difficile & multipliée , qui absorbe une partie du produit , sans parler des procès continuels qui en résultent presque toujours au profit du fermier & au détriment des particuliers opprimés. Ces émanations de l'édit de novembre sont attribuées au sieur *Destouches* , qui répand actuellement en détail le poison concentré dans le germe destructeur , source féconde de calamités de toute espece.

Du 24 Décembre 1771.

Par une de ces bizarreries que le cours des événemens reproduit quelquefois , mais qui étonnent toujours , les parens de M. *de Beréi* , jeune conseiller au parlement , ayant fait liquider ce mineur , l'ont placé dans les chevaux légers comme l'école à la mode aujour-

d'hui pour les enfans de la noblesse de Paris & de la cour : en sorte que ce magistrat , ci-devant juge de M. le duc d'Aiguillon , est aujourd'hui sous ses ordres & sous sa discipline.

Du 25 Décembre 1771.

On vient de publier un arrêt du conseil du 18 octobre , qui ordonne que le paiement des intérêts de quittances de finances , provenant de liquidation d'offices supprimés , sera fait à la caisse des arrérages , en retenant toutefois le dixieme : on regarde cet arrêt comme un leurre pour exciter davantage à se faire liquider , ceux que l'esprit d'intérêt peut exciter.

Il paroît aussi une déclaration du roi , donnée à Versailles le 24 septembre 1771 , enregistrée toutes les assemblées le 18 de ce mois , que sur les contestations élevées entre plusieurs sieges , & contrariant l'exécution de l'édit du mois de juin mal entendu , l'interprète & porte établissement de chancelleries dans les sieges royaux , ressortissans nuement des cours du parlement.

Le même jour il a été enregistré un édit , donné à Versailles au mois de septembre 1771 , portant suppression de la vicomté de Cherbourg & réunion au bailliage de Valogne : le desir du bien public est toujours le motif apparent de ces suppressions , & des motifs de vengeance particuliere en sont communément les motifs secrets.

Enfin il a été enregistré ce jour-là un édit , donné à Fontainebleau au mois d'octobre , qui revient contre la suppression de la chancellerie établie à Rouen , & la rétablit de la même maniere près le conseil supérieur.

Du 26 dudit.

M. le duc *d'Orléans* a envoyé au roi son mémoire concernant les domaines aliénés qu'il est question de retirer à son Altesse. L'abbé *Terrais* s'est présenté chez ce prince pour en conférer avec lui , mais il n'a voulu entrer dans aucune explication avec le ministre.

Dans ce mémoire on prouve que le roi en retirant ses domaines est obligé de rembourser vingt-deux millions à la maison *d'Orléans* , qu'ainsi elle ne pourroit qu'y gagner , puisqu'elle auroit 1 , 100 , 000 livres de rentes pour des objets qui n'en rapportent qu'environ 800 , 000 livres. S. A. finit par une péroraison très-forte , où elle déclare qu'elle ne s'en rapporte qu'à l'équité seule de S. M. qu'elle la supplie en grace de lire elle-même ce mémoire , de l'examiner , de le discuter ; & où elle recuse formellement le chancelier & le contrôleur général pour lui en faire le rapport & pour donner leur avis. On croit que cette récusation sera un motif de plus pour que le roi communique l'écrit aux personages en question.

Du 26 décembre 1771.

M. le chancelier disoit dernièrement au conseil qu'il y avoit plusieurs charges de maîtres des requêtes vacantes , qu'on pourroit en pourvoir quelques anciens conseillers qui demandoient à en acquérir , qu'il y avoit quelques bons sujets parmi eux , & que ce ne seroit point une mauvaise acquisition. Sur quoi M. de *Villervault* , l'un des maîtres des requêtes présents , répondit que sa grandeur auroit beau

jeu pour les contenter , si cela continuoit , qu'il y en auroit bien d'autres à remplir : infinuant ainsi à M. le chancelier le mécontentement même du conseil contre lui , à raison de ce génie de tracasserie & de domination exclusive qu'il porte par-tout.

Du 26 décembre 1771.

Madame la duchesse de Brancas , dame d'honneur de madame la comtesse de Provence , se retire pour un désagrément particulier , à l'occasion d'une femme-de-chambre que madame de Marsan a voulu placer auprès de la princesse , quoique ce fût le droit de la première. On croit que ce motif n'est que le prétexte apparent , que le vrai est la liberté avec laquelle cette dame a parlé à madame la comtesse de Provence de la fête de madame de Valentinois ; ce qui a déplu au roi. Celle-ci la remplace , & madame la duchesse de St. Maigrin succède à madame de Valentinois dans la place de dame d'atour.

Du 27 décembre 1771.

On a éclairci les circonstances de la mort du juif de Metz en question. Il se nommoit Corni ; il étoit de Metz , fort riche , très-entreprenant. On rapporte que l'origine de sa fortune venoit du maréchal de Broglio , qui , dans la dernière guerre , lui avoit proposé de faire trouver un convoi à lieu , jour & heure marqués , moyennant une somme de 400,000 l. payables sur le champ , ou d'être pendu : alternative qu'il avoit acceptée , & dans laquelle il avoit réussi. Cet essai l'avoit enhardi. M. le contrôleur-général ayant besoin de deux

millions argent comptant , il s'étoit offert à ce ministre pour les trouver , à condition de l'aliénation de certains droits dans son pays , pour lesquels il comptoit former une compagnie. Il avoit satisfait à ses engagements , mais M. l'abbé *Terrai* n'ayant pas eu la même exactitude à son égard , il l'a pressé de tenir sa parole. Ce ministre lui a fait entendre que cela n'étoit pas possible. Il a demandé qu'on lui rendît au moins les fonds : même difficulté ; on lui a proposé d'attendre quelque autre occasion , & d'en recevoir les intérêts jusques-là. Il a représenté sans succès que tous ceux dont il avoit eu la confiance alloient lui tomber sur le corps , & qu'il ne pouvoit faire face à ses engagements ; qu'on le croiroit de complot avec le ministère pour une telle excoquerie. Ses objections n'ont pas eu l'effet qu'il en espéroit ; la tête lui a tourné , &c. Il devoit se marier sous peu de jours avec la fille d'un premier commis des finances , à laquelle il avoit déjà acheté pour 30,000 liv. de présents de noces.

Du 27 décembre 1771.

M. le prince de *Soubise* , en courtisan adroit , a cru devoir donner l'exemple : il avoit par engagement des péages considérables sur le rhône ; il les a remis au roi , & S. M. l'en indemnise par des rentes.

Du 27 décembre 1771.

M. le duc d'*Aiguillon* a vu avec douleur jusqu'à présent que M. de *Fuentes* , ambassadeur d'Espagne , n'ait pas encore travaillé avec lui , quoiqu'il se flattât que cette répugnance céde-

roit enfin aux circonstances. Le ministre étranger paroît d'autant moins disposé à se rapprocher du ministre françois , qu'il est autorisé par sa cour à cette scission. Il ne l'a vu qu'une seule fois , lorsqu'il lui apporta la toison d'or , accordée par sa majesté catholique à M. le duc de *Duras* : son attitude dans cette visite , & son air cavalier ont prouvé à M. le duc d'*Aiguillon* que M. de *Fuentes* ne faisoit cette démarche que pour lui donner une mortification , en l'obligeant d'annoncer au roi une faveur accordée par le roi d'Espagne à son sujet , au moment où S. M. venoit de lui témoigner son mécontentement en lui ôtant le commandement de Bretagne ; nouvelle qui ne pouvoit être bien agréable à S. M.

Du 28 décembre 1771.

Supplément à la Gazette de France , du 8 novembre 1771. Liste des nouveaux Liquidés. Ce préambule peu important , puisqu'il ne contient que la notice de quatre membres du parlement liquidés , est suivi d'une piece plus curieuse ; c'est une conversation familiere de M. le chancelier avec le sieur *le Brun* (son secrétaire) du mercredi 13 novembre 1771 , sept heures du matin. C'est une effusion de cœur entre le maître & son valet. Celui-ci arrive de Paris ; il a assisté à la fameuse cérémonie de la *messe rouge* , à la rentrée du nouveau tribunal , & au gueuleton du sieur de *Sauvigny*. L'auteur se sert de ce cadre pour tourner d'abord en ridicule les personnages de la magistrature actuelle : il entre ensuite en matiere , & par des aveux successivement développés , par des anecdotes intéressantes , il met au jour de plus en plus le génie

génie oblique & tortueux de M. de Maupeou ; il fait voir que son ouvrage ne s'est avancé qu'à force de violences , de ruses & d'impostures , qu'il ne se sert que de petits moyens , d'un manège puérile , de manœuvres basses , & qu'étonné lui-même de ses succès , il en sent toute l'insuffisance : en un mot , on y met à nud l'ame de ce chef de la justice , & l'on sent quel spectacle ce doit être.

Cette plaisanterie , au fond très-sérieuse , n'approche pas de la *Correspondance* à beaucoup près. L'écrivain n'en a pas tiré tout le parti qu'il pouvoit : mais elle contient des faits importants à savoir , & relève au grand jour quelques parties ténébreuses des projets de M. le chancelier , dont la connoissance doit discréditer de plus en plus son plan , & prouve qu'il n'a ni les grandes vues , ni les ressorts nécessaires à un génie ambitieux qui veut bouleverser un royaume , & que d'un instant à l'autre son édifice monstrueux , fondé sur la foiblesse & le mensonge , doit disparaître au moindre rayon de la vérité , ou au premier effort de l'énergie nationale.

Les princes reçoivent dans ce pamphlet le tribut d'éloges qu'ils méritent , & l'on y célèbre de la manière la plus flatteuse le courage avec lequel ils font des sacrifices immenses , plutôt que d'accéder aux propositions de toute espèce qu'on leur a faites , & qu'ils ont rejetées avec une générosité digne de leur patriotisme.

Du 28 décembre 1771.

M. l'archevêque de Rheims , grand aumônier de France , aspirait depuis long-temps au chapeau. Ce prélat ambitieux s'est conduit en

conséquence de ces vues , & dans les diverses places qu'il a occupées , il a toujours sacrifié les intérêts dont il a été chargé à cet intérêt particulier. Il vient de recevoir enfin la récompense de son dévouement servile au ministère & à la cour de Rome , & S. M. lui a donné la barette de la part du St. Pere. On ne croit pas qu'il rende jamais à la pourpre le lustre qu'il en reçoit. *M. de la Roche-Aymon*, bon gentilhomme , mais d'une famille pauvre & oubliée , a prouvé qu'avec de la souplesse & de la constance on n'avoit aucun besoin de savoir ni d'esprit pour parvenir à la fortune : c'est un des prélats les plus ignares & les plus bornés de l'église de France , & ce n'est pas peu dire.

Du 28 décembre 1771.

On écrit de Rouen que les membres du nouveau conseil supérieur ont beaucoup de peine à s'habituer aux quolibets qu'ils reçoivent journellement ; qu'ils sont exclus de toutes les bonnes sociétés , & que le sieur *Langlois* , le troisième président , & un conseiller , ont déjà envoyé leurs démissions , ne pouvant digérer des affronts si multipliés. On ajoute que *M. Ficquet de Normainville* , le second président , plus coupable que tout autre par les raisons déjà énoncées , s'excuse sur ce qu'il avoit son bien en différents objets de finance , qu'on l'a menacé de lui enlever.

Du 29 décembre 1771.

On assure que M. le comte *de la Marche* ayant sollicité M. le chancelier dans quelque chose dont il avoit besoin de lui , n'ayant pas trouvé les facilités qu'il espéroit , lui en

a fait des reproches , en ajoutant qu'il l'avoit assez bien servi pour ne pas s'attendre à de pareilles tergiversations ; sur quoi le chef suprême de la justice , croyant traiter d'égal à égal , lui avoit répondu avec hauteur qu'il le lui avoit bien rendu , qu'il l'avoit bien servi aussi. Le prince a été obligé de dévorer cette humiliation.

Du 30 décembre 1771.

C'est aujourd'hui la réception de M. le maréchal de *Brissac* au nouveau tribunal , comme gouverneur de Paris. Quoiqu'il n'y ait point de convocation de pairs en règle , on ne doute pas que d'amitié plusieurs ne s'y rendent , & ne fassent cette occasion de plaire au roi , en reconnoissant ainsi ce tribunal pour leur cour. Il doit ensuite aller à la maison-de-ville , où la cérémonie se terminera par un grand repas , suivant l'usage.

Du 30 décembre 1771.

On veut toujours qu'il y ait une grande fermentation à la cour & sur-tout dans le ministère. Il paroît que la place de premier écuyer , objet de la convoitise de plusieurs concurrents , est le principal objet de la scission. M. le chancelier voudroit bien en faire pourvoir le comte de *Maupeou* , son fils ; mais madame la comtesse *Dubarri* s'y oppose , & veut élever à cette dignité le vicomte *Dubarri* , son neveu. On ajoute que tous les ministres se sont rangés du bord de cette dame , & que M. de *Maupeou* est aujourd'hui seul contre tous ; ce qui ne pourroit durer long-temps. Il a cependant pour lui madame *Louise* , & il redouble d'assiduités auprès de cette princesse.

D'un autre côté, on assure qu'il est revenu à M. le dauphin que madame *Dubarri* avoit plaisanté sur son compte ; ce qui avoit engagé ce prince à se transporter chez elle, & à lui parler d'une façon très-vive.

Du 30 décembre 1771.

Le Sr. *Du Belloy* est fort occupé du discours qu'il doit prononcer à l'académie françoise pour sa réception, & cette cérémonie est retardée en conséquence plus que de coutume. L'obligation où il se trouve de faire l'éloge de M. le comte de *Clermont* qu'il a l'honneur de remplacer, l'embarrasse, ce prince étant mort dans des circonstances critiques.

Du 31 décembre 1771.

M. le maréchal duc de *Brissac* s'est rendu hier avec un cortège de cinq carrosses au palais, où il a prêté le serment ordinaire entre les mains du premier président. La règle est pour cette cérémonie de quitter son épée & son gant. Ce preux chevalier a eu peine à se défaire de ses armes, mais n'en a témoigné aucune de comparoir devant un tribunal illégal, réprouvé par les princes, par une partie des ducs & pairs, & par la plus grande & la plus saine partie de la nation. En descendant les marches du grand escalier, il a été entouré des poissardes qui l'ont félicité & embrassé. Il s'est ensuite rendu à l'hôtel-de-ville, où après les discours & enregistremens ordinaires on s'est mis à table, & l'on y est resté 4 heures. Après quoi l'on a reconduit aux flambeaux M. le gouverneur : ce qui a attiré une affluence de monde prodigieuse.

On a remarqué que le repas avoit été fort triste. On avoit fait à M. le maréchal la galanterie de représenter sur le surtout de la table où il étoit , l'action du comte *de Brissac* , apportant à Henri IV les clefs de la ville de Paris , dont il étoit gouverneur sous le duc *de Mayenne*. Cette invention ingénieuse a dû faire d'autant plus de plaisir à celui-ci qu'il jure continuellement par les mânes de ce personnage , celui de ses ancêtres dont il respecte le plus la mémoire.

M. le gouverneur n'a pas voulu perdre le beau droit qu'il a seul après le roi de jetter de l'argent au public ; il en a répandu à plusieurs reprises , & l'avidité du peuple à le ramasser a eu les suites ordinaires de ces jours de cérémonie , c'est-à-dire , qu'il a été étouffé quelques personnes , que plusieurs ont été estropiées , & que ceux qui ont recueilli l'argent ont été obligés , pour la plupart , de le porter chez un chirurgien pour se faire panser. Il seroit bien à souhaiter que l'humanité fît abolir ce beau droit , très-précieux pour la vanité , mais si cruel & si atroce.

M. le maréchal avoit à sa suite 80 prisonniers , délivrés de ses deniers , & c'est à un usage aussi salutaire qu'il faudroit employer les profusions funestes dont on vient de parler.



A N N É E

M. DCC. LXXII.

Du premier Janvier 1772.

IL n'y a point eu de nomination aujourd'hui de chevaliers de l'ordre du St. Esprit ; elle est renvoyée à la chandeleur. Il paroît que S. M. veut s'abstenir d'élever personne à cette dignité , jusqu'à ce que M. le duc de Bourbon en jouisse : ce qui auroit dû avoir lieu à la pentecôte dernière , sans la disgrâce des princes.

Du 2 janvier 1772.

Le Sr. Simon , imprimeur du parlement , avoit imaginé une souscription d'édits , déclarations , arrêts , &c. pour ceux qui seroient curieux d'avoir ces pieces dans leur nouveauté. M. le chancelier vient de lui faire défenses de la recevoir pour l'année 1772 ; ce qui donne lieu à diverses conjectures : l'une , que le gouvernement veut s'envelopper de plus en plus , & soustraire à la connoissance du public le développement trop prompt de ses opérations ; ce qui donnoit lieu à des critiques & à des commentaires fort désagréables aux administrateurs de l'état , l'autre , qu'il est question de favoriser un

journal de jurisprudence déjà institué , mais qui n'avoit pu subsister faute d'alimens. On veut que le chef suprême de la justice ait imaginé d'en rétablir le projet , & d'en faire une espece de code périodique , bien propre à répandre & à inculquer les principes de la nouvelle législation.

Du 3 janvier 1772.

On a célébré la grandeur d'ame de madame la comtesse *Dubarri* , en faveur de M. le duc de *Choiseul* , par les vers suivans :

Chacun doutoit , en vous voyant si belle ,
Si vous étiez ou femme ou Dèité ,
Mais c'est trop sûr , votre rare bonté ,
N'est pas l'effort d'une simple mortelle ;
Quoiqu'ait jadis écrit en certain lieu
Un roi prophète , en sa sainte démence ,
Quoiqu'un poëte en ait dit , la vengeance
N'est que d'un homme , & le pardon d'un Dieu ,

Du 4 janvier 1772.

Le nouveau tribunal a enrégistré un édit du roi , concernant un emprunt de rentes viagères qu'on a déjà annoncé , & qui n'est autre chose que le même ouvert depuis plusieurs mois en Hollande ; comme il ne se remplit pas , on a imaginé de le transporter à Paris , où le gouvernement se doute bien qu'il n'aura pas de succès volontairement , mais auquel on fournira des véhicules qui obligeront d'y contribuer malgré soi. On parle de rembourser ainsi certaines dettes de l'état , telles que pensions dûes aux militaires , appointemens des officiers de la maison du roi , & peut-être les offices des magistrats supprimés , &c. On assure

que le préambule est dans la manière ironique de ceux que l'on fait depuis quelque tems. On y dit que le roi ayant ouvert en Hollande un emprunt viager , extrêmement avantageux pour les prêteurs , S. M. a cru digne de sa bonté & de son amour pour ses peuples d'y faire participer les nationaux concurremment avec les étrangers : en conséquence , de n'y admettre ceux-ci que pour moitié , & de donner à ses sujets la facilité d'y concourir , en ouvrant à Paris le même emprunt. Tel est le motif paternel qui détermine le roi à faire enregistrer ledit édit en son parlement , & c'est pour entrer dans ces vues bienfaisantes que cette cour a jugé sans doute ne devoir pas se refuser à une œuvre aussi salutaire.

Du 4 janvier 1772.

Extrait d'une lettre de Rouen , du 30 décembre 1771. ... Le peu de fermentation occasionnée en apparence dans cette ville , lors de la destruction de notre parlement , avoit fait imaginer au ministère qu'on recevroit avec transport le conseil supérieur nouvellement créé. Mais on ne doit qu'à la politique de M. le duc d'Harcourt , assez aimé dans la province , le calme avec lequel les choses se sont passées. Il avoit employé toutes les insinuations possibles pour le maintenir , & l'espoir qu'il avoit donné que cette suppression n'étoit qu'un orage passager , qui ne tarderoit pas à se dissiper , que le parlement renaîtroit incessamment de ses cendres , avoit leurré les magistrats même , qui avoient la plus grande confiance aux discours du gouverneur. L'érection du nouveau tribunal a fait voir l'illusion

des perfides promesses du séducteur , & le feu de la discorde a éclaté par des placards violens depuis l'installation du nouveau conseil. On a d'abord lancé dans le public les épigrammes les plus sanglantes contre ses principaux membres , & contre la compagnie entière. En voici quelques détails principaux.

M. de Crofne , l'intendant & premier président du conseil , a eu à sa porte une caricature , où il étoit parfaitement dessiné & très-reconnoissable : on le peignoit faisant la barbe à M. de Normainville , second président ; & le pere de celui-ci , par reconnoissance , versant à boire à l'intendant. Cette pasquinade a trait à la naissance de ces personnages , dont le premier passe pour descendre d'un *Thiroux* , barbier ; & dont le second est certainement issu d'un cabaretier , nommé *Fiquet* , qui vit encore.

Ce M. de Normainville a eu aussi à sa maison une inscription , mise pendant la nuit , portant : *au vil Normand , bon legis , à pied & à cheval* ; ce qui confirmoit le *rebut* ci-dessus.

M. Langlois , troisieme président , ci-devant lieutenant général d'Andely , ayant eu l'imprudence de se montrer à la comédie au parterre , y a été balotté d'une maniere aussi dérisoire que meurtriere , & il a eu toutes les peines du monde à se soustraire à une oppression totale. Il a trouvé toutes les portes de ses connoissances fermées ; il a disparu , & l'on continue à assurer , comme nous l'avons marqué précédemment , qu'humilié par tant de rebuffades , ou craignant pour sa peau , il avoit envoyé sa démission.

D'autres placards , plus seditieux , s'enlevent chaque matin ; on y appelle l'étranger ; on

se déclare délié du serment de fidélité par la rupture du contrat social : on invoque le secours de l'Angleterre , &c. M. le duc d'*Har-court* n'ose sévir pour ne point trop aigrir les esprits dans ces premiers tems de fermentation , & cherche à tout ramener par la patience & par la douceur : conduite sage , qui a empêché qu'il n'y eût jusques ici aucune voye de fait ; cependant les forains du conseil ne pouvant se faire donner des logemens nulle part , même dans les hôtels garnis , pour leur argent , il a fallu employer l'autorité , & les loger à la craye.

Au surplus , le conseil est actuellement dispersé , & tous ont profité des fêtes pour se retirer à la campagne. Il n'y a encore eu aucune cause de plaidée , les avocats ont arrêté unanimement de ne pas comparoir à ce tribunal.

On croit aussi que M. *de Chambert* a quitté , ne pouvant résister aux instances de sa famille , & surtout de son fils , qui en est tombé malade de chagrin.

D'un autre côté , le Sr. *Perchel* a été fait procureur général , & un jeune avocat de mérite lui a succédé dans la place de premier avocat général.

Du 5 janvier 1772.

La fermentation continue à la cour , & la désunion se manifeste entre les enfans de France. On assure que M. le dauphin , d'après les reproches qu'il a faits à son frere le comte *de Provence* , d'avoir sollicité la place de colonel général des Suisses & Grisons , ayant vérifié le fait , n'a plus voulu avoir de communication avec lui , & a fait fermer une porte qui joignoit les deux appartemens.

Du 5 janvier 1772.

On parle plus sérieusement que jamais de la suppression & recreation des charges de notaires de Paris. On peut se rappeler l'édit du centieme denier , par lequel chaque compagnie étoit autorisée à fixer elle-même le prix de la finance des offices , qui devoit déterminer la quotité de l'impôt qu'ils supporteroient. On a toujours regardé cette liberté comme un piège tendu par le gouvernement , également dangereux , soit que l'évaluation soit trop forte , soit qu'elle fût trop faible. Les notaires n'ont fixé leurs charges qu'à 40,000 livres , pour se soustraire à un centieme denier trop fort ; mais le contrôleur général se prévaut aujourd'hui de cet aveu , pour en ordonner le remboursement sur ce pied , & rétablir autant de charges à lever aux parties casuelles , à raison de 80,000 livres de finances. Les titulaires anciens seroient admis à les acheter , préférentiellement à d'autres , & l'on recevroit pour comptant leur contrat de finance de 40,000 livres , prix de leur remboursement ; tournure qui obligeroit infailliblement le grand nombre de ces officiers à préférer encore de payer l'augmentation , avec l'exercice d'une charge fort lucrative , & la liberté de s'en défaire à volonté vis à vis d'un autre particulier , plutôt que de ne toucher qu'un parchemin fort discrédité , dont le remboursement seroit chimérique , & qui ne rendroit jamais , les impôts déduits qu'environ 1500 livres de rentes net.

Du 5 janvier 1772.

M. l'abbé *Barthelemi*, membre de l'académie des inscriptions & belles-lettres, est un savant agréable, fort intriguant, qui avoit eu l'art de plaire à madame la duchesse de *Grammont*, à madame la duchesse de *Choiseul*, & de s'insinuer ainsi chez le duc de ce nom, qui ne l'avoit pas moins goûté. Comme ce ministre étoit fort généreux envers ses créatures, lorsqu'il fut fait colonel général des Suisses & Grisons, il donna la place de secrétaire général de ces troupes à cet abbé, malgré le ridicule contraste de la robe avec un uniforme militaire. On vient de renvoyer cet abbé comme déplacé dans ce poste, & l'emploi est supprimé. M. le comte d'*Artois* a vu avec douleur que son avènement se manifestât par une disgrâce, & qu'on commençât à opérer un changement de cette espèce sans son aven, il s'est plaint amèrement, & a pris fait & cause pour l'abbé *Barthelemi*, auquel l'intercession de ce prince a valu, dit-on, 10,000 livres de pension, qu'il n'auroit pas eues, sa qualité de protégé de M. le duc de *Choiseul* étant un motif d'exclusion actuelle de toute faveur.

Du 5 janvier 1772.

La corruption se manifeste de plus en plus ouvertement. Un des procureurs supprimés étant dans le dessein de traiter d'une charge d'avocat-procureur, est allé chez le procureur général pour lui demander son agrément; celui-ci l'a renvoyé à son secrétaire. Ce dernier, sans beaucoup de tergiversation, lui a déclaré qu'il falloit préalablement consigner mille écus, pour le censeur de tous les ordres de l'état. Le

candidat, quoiqu'avec répugnance, a été obligé d'en passer par cette condition. Des le lendemain *M. de Fleury* a envoyé chercher son tribut. Les papiers du procureur étant en regle, il est allé à la chancellerie, où l'on a examiné ses pieces, qu'on a trouvées en très-bon état, mais qui n'ont pu être agréées qu'à la faveur d'une seconde rétribution de 75 Louis, à donner à qui il appartiendra.

Du 6 janvier 1772.

Il paroît que le mémoire de *M. le duc d'Orléans* au roi, concernant les domaines dans lesquels *S. M.* veut rentrer, n'a fait aucune sensation à la cour. Sans égard à ses réclamations, on fait que les régisseurs de ce détail ont reçu des ordres précis de se mettre en possession de certaines parties, & d'en commencer la perception pour le roi, à commencer du 1^{er} janvier. Le prince, en conséquence de cette injustice, continue & augmente sa réforme.

Madame la duchesse de Chartres a diminué sa pension de moitié, a offert généreusement de la remettre en entier : elle est de 50,000 livres.

Du 6 janvier 1772.

Les receveurs généraux des finances ont été complimenter cette année *madame la comtesse Dubarri*; on ne fait si c'est de leur propre mouvement, ou par insinuation du contrôleur général. Quoi qu'il en soit, la députation a harangué cette dame; l'orateur a fait valoir les services que le corps avoit rendus à l'état, comme un titre à sa protection.

Madame Dubarri leur a répondu qu'elle.

n'ignoroit pas l'utilité dont ils avoient été dans les circonstances critiques où le gouvernement s'étoit trouvé ; que M. l'abbé *Terrai* l'avoit instruite de tout. Elle les a exhortés à continuer à servir avec le même zèle , & leur a promis de contribuer en tout ce qui dépendroit d'elle pour l'avantage & la satisfaction de la compagnie.

Du 6 janvier 1772.

Les courtisans , toujours les yeux fixés sur le monarque , veulent interpréter ses moindres mouvements , & tirent des inductions de tout ce qu'ils remarquent : ils ont cru voir que le roi avoit regardé madame la princesse de *Lamballe* avec beaucoup de complaisance , cela a donné lieu à un bruit répandu depuis peu que S. M. songeoit à épouser cette princesse. Rien n'est plus faux. La rumeur en étant parvenue aux oreilles de M. le duc de *Penthievre* , ce prince en a plaisanté sa belle-fille d'une façon assez publique , pour faire juger qu'il n'auroit pas eu cette indiscretion , s'il y avoit eu le moindre fondement à la nouvelle.

Du 7 janvier 1772.

Au moyen de l'insinuation de M. le contrôleur général & de M. le chancelier aux fermiers généraux & autres gens de finances , qui ont des enfants ayant fait leur droit , pour exciter les parents à les faire entrer au châtelet , tant par la crainte de s'attirer une disgrâce , que par l'espoir de faire leur cour , ce tribunal se garnit insensiblement de jeunes gens , de mineurs qui ne savent rien , mais auxquels on donne toujours des dispenses

d'âge pour juger du sort des citoyens. M. le lieutenant civil , honteux d'avoir des acolytes aussi ineptes , cherche à réparer leur incapacité en leur procurant tous les moyens d'en sortir : il leur fait tenir des conférences entre eux , auxquelles il préside lui-même quelquefois ; & quand ses occupations ne le lui permettent pas , il les fait diriger à son défaut par quelques membres éclairés qui lui sont restés attachés lors de la scission avec le reste de la compagnie. Enfin on excite leur émulation par l'espoir de passer au parlement , dont le châtelet , suivant l'institution de M. *de Maupeou* , doit désormais être le séminaire.

Du 7 janvier 1772.

M. le chancelier , lors de l'installation du nouveau tribunal , dans une effusion de sa reconnoissance envers les membres dont le zèle courageux vouloit bien seconder ses efforts pour écraser la magistrature en osant la remplacer , leur déclara avec la gaieté ordinaire dont il traite les plus grandes affaires , qu'il vouloit être le parrain du premier garçon qui naîtroit de l'un d'entr'eux : tous , excités par l'espoir d'avoir un jour pour compere le chef suprême de la justice , s'accouplèrent vraisemblablement dès la nuit même avec leurs moitiés ; non moins animées du desir d'une telle gloire. Il paroît que le Sr. *Desirat* , ci-devant avocat très taré & chargé de plusieurs décrets , a eu le plus de succès : sa femme est accouchée d'un garçon tout récemment ; & M. *de Maupeou* a fait présenter au baptême en son nom le nouveau né par son fils , le maître des requêtes : madame *de Sauvigny* , la présidente , a été

la marraine. Qu'on juge de la pompe avec laquelle la cérémonie s'est faite , & la satisfaction générale qui en a résulté dans toute la compagnie , par l'honneur qui réjaillit sur elle d'un événement qu'elle regarde comme commun au tribunal entier.

Du 8 janvier 1772.

On a toujours dit que les François se consoloient de tout par une chanson : on commençoit à craindre que la nation n'eût perdu son caractère , mais un plaissant nous prouve que cette terreur est vaine & que l'on fait encore rire à Paris. Voici un vaudeville qui court , & contre l'auteur duquel on dit que le ministère fait des recherches très-sévères.

Chantons dans un badin vaudeville
Le retour des vertus qu'on aura ;
L'honneur gothique a la cour , à la ville ,
Le sentiment qu'on trouve de vieux style ,
Cela reviendra.



François , ne perdez pas l'espérance ,
Tout va bien , tout encor mieux ira ;
La liberté , le crédit , l'abondance ,
La candeur , les jésuites , l'innocence ,
Cela reviendra.



Tout revient , la pudeur , le courage ,
La gaieté , les mœurs , & cætera ,
Je fais même une demoiselle sage ,
Qui disoit en perdant son pucelage ,
Cela reviendra.

Du 8 janvier 1772.

On vient de publier des lettres patentes du roi , données à Versailles le 15 octobre 1771 , & enrégistrées au nouveau tribunal le 31 dudit mois , portant que la principauté de Dombes assujettie par la suppression de son parlement sous le ressort du conseil supérieur de Lyon , qui lui-même est obligé d'enregistrer aveuglément tout ce qui émane du parlement de Paris , continuera de n'être assujettie qu'aux mêmes droits , impositions & contributions que par le passé , & qu'il n'en pourra être établi de nouveaux qu'en vertu de lettres patentes particulieres que S. M. fera expédier à cet effet , & ce jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné.

Par de secondes lettres patentes , données à Fontainebleau le 20 octobre 1771 , & enrégistrées le même jour , on interprète celles du 22 mars 1770 , concernant la perception du don gratuit dans le ressort de la cour des aides de Clermont. Dans ces dernieres on avoit fixé à 40200 livres le montant des sommes à payer chaque année par les villes , bourgs & communautés des trois élections de Limoges , de Brives & de Tuiles , &c. pour leur contribution au don gratuit , dont prorogation est ordonnée jusqu'au 31 octobre 1774 , & la ville de Limoges y contribuant pour la somme de 10000 , elle est autorisée par les lettres patentes dernieres à la percevoir , comme par le passé , & en dérogeant auxdites premieres lettres patentes du 22 mars 1770 , par un droit sur les boissons , &c.

Ces lettres patentes sont les seules pieces

d'administration qu'on ait rendu publiques depuis la suppression de l'abonnement de *Simon*. On fait que l'édit concernant l'emprunt a été envoyé chez les notaires , mais il n'est ni publié , ni affiché , ni ne se vend nulle part.

Du 8 janvier 1772.

M. l'évêque d'Orléans , exilé comme l'on fait à son abbaye près le Mans , a eu permission de revenir dans son diocèse.

Du 9 dudit.

On a publié aujourd'hui des lettres patentes , données à Versailles le 14 décembre 1771 , & enrégistrées au nouveau tribunal le 31 décembre , par lesquelles S. M. croit qu'il est de sa justice & de sa bonté d'aller au secours des huissiers créés pour la cour des aides & les requêtes du palais à Paris , & supprimés avec ces deux tribunaux. En conséquence elle leur permet de continuer , leur vie durant , d'exercer leurs fonctions , sous l'inspection du parlement de Paris , comme par le passé , sans égard pour leur suppression & sans tirer à conséquence.

On a publié aussi un édit du roi , donné à Versailles au mois de décembre 1771 , & enrégistré le même jour , par lequel , pour éviter le danger de laisser subsister un trop grand nombre d'offices de procureurs postulans , créés pour la sénéchaussée de Ponthieu & siège préfidial d'Abbeville , vacants depuis bien des années aux parties casuelles ; à l'exception de 15 on supprime le surplus , &c.

Du 9 janvier 1772.

M. de Belloy a fait aujourd'hui son remerciement à l'académie françoise. C'étoit M. le maréchal duc de *Richelieu* qui , élu directeur par le sort , devoit lui répondre ; mais ce seigneur sentant qu'après la conduite qu'il a tenue il seroit peu agréable au public , a jugé à propos de se soustraire à ses regards & à la critique : c'est M. l'abbé *le Batteux* qui a répondu.

Le recipiendaire n'a pas été adroit dans son éloge du comte de *Clermont* , auquel il succede : il a dit de ce prince beaucoup de choses que la vérité ou le respect dû à sa personne devoient le forcer de passer sous silence , & il n'a pas même légèrement indiqué celles qui pouvoient couvrir ses fautes & contribuer à sa gloire : il a détaillé fort au long & avec une emphase puérile ses vertus militaires , comme si un abbé de St. Germain des Prez étoit obligé d'être un héros guerrier : par une affectation tout au moins très-indiscrete , il a voulu nous le peindre comme un grand général ; il s'est étendu sur son commandement des armées dans la dernière guerre , & il a tenté de le disculper de la perte de cette bataille qui lui valut de la nation , accoutumée à se venger par le ridicule , jusques sur le sang de ses maîtres , le titre burlesque de *Général des Bénédictins*.

Les spectateurs ont vu avec indignation M. de Belloy s'arrêter , ne craignons pas de le dire , sur l'époque honteuse de la vie de S. A. briser-là tout à coup , ne faire aucune mention de cet enthousiasme patriotique dont M. le comte de Clermont enflammoit les au-

tres princes dans les assemblées augustes tenues chez lui , où présidant on rédigeoit ces lettres éloquentes au roi , ces protestations immortelles , qui attesteront à la postérité la plus reculée leur amour pour les loix & pour la nation ; ni de ce courage héroïque avec lequel osant encourir l'indignation du roi , dont dépendoit toute sa fortune , dont il avoit été l'ami dès le berceau , il en reçut au lit de douleur , le coup mortel par l'oubli profond d'un monarque chéri qui ne parut prendre aucune part à l'état attendrissant de ce prince , qu'on lui cachoit sans doute ; ni enfin de ses derniers moments , où rassemblant ses forces , il exhortoit ses illustres parents à rester unis entr'eux , & faisoit passer en quelque sorte dans leur ame , ses derniers soupirs encore pour un peuple opprimé.

Voilà les faits que l'académicien devoit avoir la hardiesse de célébrer ; il auroit par-là mérité le titre d'auteur citoyen , à plus juste droit que par des drames boursoufflés , où sous l'apparence de célébrer la nation , il prêche le dévouement le plus servile & le plus aveugle au souverain ; il semble la concentrer en lui seul , & se rend ainsi le fauteur le plus ardent du despotisme. C'est à ce titre , qu'il a pu s'écrier avec vérité , en parlant des éloges du cardinal de Richelieu & de Louis XIV qu'il avoit à faire , qu'il rentroit dans son sujet. Il a réservé pour la fin ceux de Louis XV & de son gouvernement , qu'a démenti malheureusement un silence morne & général : adulation gauche , reprehensible , & se contrariant elle-même , puisqu'elle est devenue par cette improbation une satire indirecte , mais très-remarquée , de l'un & de l'autre.

Ce discours long & verbeux a été reçu aussi froidement qu'il étoit débité ; il n'a eu nul applaudissement , pas même dans ces moments où l'orateur s'efforçoit de communiquer à l'assemblée son enthousiasme factice. Il est marqué au coin d'une flatterie outrée , d'une admiration niaise , qui le rendent un des plus mauvais , prononcés à l'académie depuis longtemps. Le style n'a pas paru tout-à-fait aussi barbare que celui des autres ouvrages de l'écrivain : beaucoup d'incorrections cependant , d'expressions impropres , de tournures vicieuses , de figures disparates , fourniroient ample matière à une critique discutée.

M. le Batteux a répondu , & cette réponse disputeroit pour l'ennui à la harangue de M. de Belloy , si elle n'étoit plus courte. M. le maréchal duc de Richelieu , élu directeur par le sort , auroit dû occuper cette place ; mais il a senti que sa présence seroit peu agréable au public dans les circonstances actuelles ; que les différents rôles qu'il y avoit joués pourroient le mettre en butte à l'indignation des spectateurs : il s'est adroitement soustrait à leur vue & à leurs sifflets. Son représentant en a recueilli toute la part qu'il méritoit. Il n'a pas été plus adroit ni plus courageux que le récipiendaire à parler du comte de Clermont : il a beaucoup vanté l'effort rare de ce prince de postuler une place à l'académie ; autre genre de mérite très-médiocre. Il l'a représenté comme un homme d'esprit , au lieu de le peindre comme un bon citoyen.....

Du 10 janvier 1772.

On a parlé dans le temps du fameux testament de M. de Moras en faveur de madame

Gilbert de Voisins , sa niece , & fille de madame la comtesse de *Merle* , sa sœur. Celle-ci veut revenir contre cet acte , & le faire casser ; elle a déjà intenté un procès porté au châtelier , mais qui doit bientôt être transféré au nouveau tribunal. Cet événement a excité l'attention du public , & par lui-même , & relativement à M. *Gilbert* , le jeune greffier en chef du parlement , qui s'est conduit , il y a un an , d'une façon si généreuse. On étoit curieux de voir s'il reconnoît la compétence des juges : mais comme il est mineur , il élude la difficulté ; & ce sont ses tuteurs qui défendront pour lui. M. *Racine* , jeune avocat qui acquiert de la célébrité , est chargé de l'affaire.

Du 10 janvier 1772.

Il se répand très-clandestinement une espece d'*Ode au Roi* , dans le goût des *Chancelieres*. L'ouvrage est plus sagement fait , mais dénué de l'enthousiasme du genre , & dont on apperçoit quelques étincelles dans le fatras babaré des deux autres : c'est une exhortation au monarque d'ouvrir les yeux & de se rappeler les temps heureux où il étoit l'amour & les délices des peuples , temps qu'il peut encore faire renaître.

Du 11 janvier 1772.

M. le duc d'*Orléans* suspectoit depuis longtemps un de ses valets-de-chambre , nommé *le Blond* , qu'il aimoit beaucoup , qui avoit sa confiance , & qui voloit son altesse jusques dans ses poches : on assure que le fait a été vérifié. Mais ce qui est hors de doute , c'est

que cet homme à une telle bassesse joignoit la perfidie de servir d'espion à M. le chancelier ; ce qui s'est découvert par une lettre interceptée. Il a été chassé du palais royal , & l'on admire la modération du prince , de ne l'avoir pas fait châtier durement avant de l'expulser.

Du 12 janvier 1772.

Extrait d'une lettre de Rouen , du 10 janvier..... Il est très-vrai que M. l'archevêque de cette capitale (*la Rochefoucault* est son nom) n'a pas voulu officier à la messe du St. Esprit lors de l'installation du conseil supérieur , s'est retiré à *Gaillon* , sa maison de campagne , & a si bien harangué son chapitre , sans lui insinuer positivement de ne point prendre de places dans le conseil supérieur , qu'aucun chanoine n'y est entré. Il est aussi très-sûr que des farceurs qui étoient ici , soufflés sans doute par quelqu'un , ont joué le conseil supérieur , & ont été mis au cachot en conséquence.... La fermentation a été poussée au point qu'on a pendu en effigie M. de *** , notre intendant & premier président du conseil ; qu'on a fait courir un arrêt imprimé dans une forme très-légale , où il étoit condamné à être..... par les trois ordres réunis. Voici un nouveau placard épigrammatique , affiché à sa porte , non comme une pièce de poésie merveilleuse , mais comme une pièce historique.

L'autre jour, Th** de C***,
De sa noblesse qu'il prône
Cherchoit les titres précieux :
Une enseigne assez mal dorée

De deux baffins blancs décorée
 Vint auffi-tôt frapper les yeux ;
 Des services de les grand-peres ,
 Ce respectable monument ,
 Lui fit voir en gros caracteres :
 Céans , l'on fait le poil très-proprement.

On ne fait quand ces troubles finiront. Notre
 maire a été mandé à la suite de la cour : c'est
 un homme de condition , très-bon citoyen ,
 fort franc , & qui pourra dire des vérités dures
 à M. le chancelier.....

Du 12 janvier 1772.

Il paroît assez constant que M. le chancelier
 commence à concevoir de l'ombrage de M. *de*
B ynes , qui a auprès de lui le grand tort de
 lui avoir servi de ressource dans ses opérations ,
 au moment où elles étoient sur le point de
 rater. Aujourd'hui qu'il n'en a plus besoin ,
 il craint son génie ambitieux & ardent : en
 conséquence il travaille de loin à lui aliéner
 l'esprit du roi. Il a cherché à faire entendre
 indirectement à S. M. que M. *de Boynes* étoit
 une excellente tête , mais qu'un recueillement
 trop assidu fatiguoit ; qu'on croyoit même
 remarquer quelquefois des disparates dans ses
 raisonnemens , quand son esprit s'étoit tendu
 long-temps. Après avoir jeté ces insinuations
 préliminaires , suivant son génie tortueux &
 oblique , un jour de conseil des dépêches , que
 M. *de Boynes* , les mains sur son front , étoit
 dans l'attitude d'une méditation profonde ,
 M. le chancelier parut malignement prendre
 quelque inquiétude sur son compte , & lui
 demande brusquement ce qu'il a , s'il se trouve
 mal....

mal... s'il n'a pas mal à la tête. *M. de Boynes* ne s'étourdit point de l'apostrophe ; il répond froidement qu'il s'occupe de ce qui fait l'attention du conseil , & que pour preuve , il va résumer de point en point tout ce qui a été dit ; ce qu'il exécuta de la façon la plus éloquente & la plus lumineuse , ce qui déconcerta pour ce moment le projet de *M. le chancelier*.

Du 13 janvier 1772.

Me. Linguet continue à travailler infatigablement pour le nouveau tribunal : il paroît deux mémoires imprimés de cet orateur , qui sont très-recherchés. Le premier est une consultation pour *M. le prince de Ligne* , prince du St. Empire & d'Amblise , grand d'Espagne de la première classe , &c. contre l'abbaye royale de Corbie.

Le second en faveur de madame la duchesse d'Olonne contre le sieur *Orouke*.

Du 13 janvier 1772.

Tandis que le roi rentre dans ses domaines aliénés d'une part , & qu'on attaque à cet égard jusqu'aux princes du sang , on n'est pas peu surpris d'apprendre que *M. le marquis de Monteynard* vienne de faire un échange dans le genre de ceux qui ont si fort fait crier par le passé , & qui donnent lieu aux révisions actuelles. Il passe pour constant que pour très-peu de chose en retour , il vient d'obtenir en Dauphiné une forêt du roi , de 64,000 liv. de rente , conjointement avec *M. de Clermont* , commandant dans la province. Ce fait vérifié ne feroit point honneur à ce secrétaire d'état , dont la probité jusqu'ici avoit été assez intacte.

Du 14 janvier 1772.

Le nouveau tribunal a enrégistré le 7 de ce mois, 1°. des lettres - patentes du roi, données à Versailles le 19 décembre dernier, concernant les testaments mystiques ou secrets, ou autres actes de dernière volonté, qui seront passés dorénavant dans la ville, banlieue & chef-lieu de Valenciennes. 2°. Un édit donné à Versailles au mois de juillet 1771, qui répare l'omission faite dans l'état annexé à l'édit de février dernier, concernant *Mont-doubleau*, & le remet dans l'arrondissement du conseil supérieur de Blois, dont il avoit été distrait mal-à-propos.

3°. Des lettres-patentes, données à Versailles le 26 décembre dernier, portant attribution aux conseils supérieurs de Rouen & de Bayeux, des causes, instances & procès qui sont nés dans leur ressort actuel; & au conseil supérieur de Rouen de toutes les causes dont connoissoit la cour des aides de Rouen.

Du 14 janvier 1772.

On prétend que les fermiers généraux se plaignent que leurs affaires ne vont point depuis la réunion de la cour des aides au nouveau tribunal, d'autant que ces matieres exigent des connoissances spéciales & qui n'ont aucun rapport à celles des jurisconsultes ordinaires. Sur leurs plaintes réitérées, on ajoute qu'on a fondé MM. de la cour des aides de Paris supprimés, mais qu'ils se sont refusés à aucun arrangement, qu'au préalable on n'eût consulté leur premier président *M. de Malesherbes*; que ce dernier étoit resté

inflexible , & n'avoit voulu se prêter à rien que les choses ne fussent rétablies dans leur premier état , & à la charge sur-tout qu'aucun des membres de cette cour , passés au nouveau tribunal , ne pourroit rentrer dans ses premières fonctions.

Du 15 janvier 1772.

Le maire de Rouen , toujours à la suite de la cour , est M. le comte d'*Amfreville* , ancien capitaine des vaisseaux du roi : il paroît que l'omission faite par la ville d'offrir le vin de ville à MM. du conseil lors de leur installation , sous prétexte qu'on ne le devoit qu'au parlement , est un des principaux motifs de ce *veniat*.

Du 15 janvier 1772.

Depuis l'édit du roi concernant la rentrée de S. M. dans certains droits domaniaux engagés ou échangés , M. l'abbé *Terrai* a vu , comme on a dit , M. le duc d'*Orléans* pour le fonder. S. A. ne s'est point ouverte avec ce ministre : depuis il lui est parvenu une lettre des bureaux du contrôleur - général , où l'on annonçoit à M. le duc d'*Orléans* le dessein constant de S. M. de faire exécuter son édit. Ce prince extrêmement piqué d'une façon aussi indécente pour lui faire connoître les intentions du roi , lui a écrit directement ; il a marqué à S. M. qu'il avoit des défenses à exposer , & qu'il attendoit de son équité qu'elle voudroit bien faire suspendre toute exécution ultérieure de son édit , jusqu'à ce qu'il eût rassemblé son conseil & fait dresser son mémoire. Les choses en sont restées dans

cet état de suspension , & ce n'est que le dimanche 5 janvier que M. l'abbé de Breteuil est allé porter le paquet au roi : il ne l'a point ouvert : l'abbé a observé à S. M. que le duc d'Orléans la supplioit de ne faire juger son affaire & discuter son mémoire qu'aux deux des conseils assemblés des dépêches & finances. Sur quoi S. M. a dit : *Mais je ne sais si cela se peut ; il faut demander à M. le chancelier.* Le chef de la magistrature présent , a répondu avec un sourire affectueux , *que c'étoit très-possible : & l'on attend cette importante décision.*

Du 15 janvier 1772.

Une veuve fort riche de cette capitale (madame Destouches) , qui tient une fort bonne maison , & chez laquelle il va beaucoup de monde conséquemment , laissoit parler assez librement chez elle des événements du jour : on y trouvoit sur la cheminée les brochures clandestines , les lisoit qui vouloit , & quelquefois même on en faisoit tout haut la lecture. Des espions du gouvernement , tels qu'il s'en glisse dans toutes les sociétés , sous toutes sortes de formes , ont rendu compte de cette aisance ; & la dame en question a reçu de la police une injonction très-sévère d'être plus circonspecte , & sur-tout de ne point communiquer , ou laisser prendre communication chez elle , des brochures prohibées.

Du 16 janvier 1772.

C'est un arrêt du conseil d'état du roi , en date du 27 octobre 1771 , qui , sur ce que S. M. est informée qu'une partie de ses sujets

desiroient acquérir des rentes viagères , créées par un emprunt ouvert à Amsterdam , & validées par lettres-patentes du 30 décembre dernier , mais qu'ils étoient retenus par la crainte des difficultés qu'ils seroient dans le cas d'éprouver , soit pour consommer ces acquisitions en Hollande , soit pour recevoir les arrérages des rentes qui leur seroient constituées ; ordonne que l'emprunt de deux millions de livres de rentes viagères sur une & sur deux têtes , ouvert à Amsterdam , n'aura lieu en Hollande que pour moitié , & que l'autre moitié dudit emprunt sera ouverte à Paris au trésor royal.

Suit le contrat d'aliénation desdits deux millions de livres de rentes viagères , fait par les commissaires du roi , à la maison *Hornecca , Hogguer & Compagnie* , d'Amsterdam , le 19 juin 1771 , en vertu de lettres-patentes données à Marli le 12 juin précédent , qui autorisent pour les susdits commissaires les sieurs *Feydeau de Marville* , conseiller ordinaire au conseil d'état & au conseil royal des finances , *Moreau de Beaumont* , aussi conseiller d'état & ordinaire au conseil royal des finances & intendant des finances , & l'abbé *Terrai* , conseiller ordinaire au conseil royal & contrôleur-général des finances ; & à la fin sont les lettres-patentes du roi données à Versailles le 30 juillet 1771 , portant ratification du contrat d'aliénation , & le tout enrégistré au nouveau tribunal le 22 octobre & le 20 décembre 1771.

Du 17 Janvier 1772.

M. le marquis *de Pontecoulant* , major général des gardes du corps , a le cordon rouge

vacant par la mort du marquis *de Vibraye*. Le régiment des gardes est furieux de ce que cet officier qui n'est que maréchal de camp, l'emporte sur le marquis *de Vixé*, lieutenant général & lieutenant colonel dudit régiment : ils se plaignent sur-tout du maréchal *de Biron* qui après s'être voué aussi servilement au service du ministère qu'il a fait dans les nouvelles opérations, n'a pas plus de crédit ou ne le fait pas mieux valoir.

Du 17 dudit.

Le but du mémoire de M. le duc *d'Orléans* est de discuter si l'on est en droit de lui enlever une très-grande partie de ses revenus, à la faveur de l'article 9 de la déclaration du premier juin dernier, qui ordonne la rentrée au profit du roi dans tous les droits qui ont fait ou dû faire partie de ses fermes, & qui révoque tous abonnements ou engagements qui ont pu être faits. Dans le grand nombre des objets dont on veut dépouiller M. le duc *d'Orléans*, il en est sur lesquels il ne redoute pas l'examen le plus rigoureux ; il en est d'autres dont la conservation dépend d'une justice mêlée de faveur, mais dont ce prince ne doit cesser de jouir que par leur extinction, qui seroit plus préjudiciable au roi qu'à M. le duc *d'Orléans* ; enfin il y en a qui ne sont que de simples engagements, qui ne subsistent dans la main de M. le duc *de Chartres*, son fils, que par une grace particulière & suivie du roi en faveur des princes de son sang, toujours exceptés jusqu'à présent de l'exécution des édits qui en ordonnoient la réunion au domaine de S. M.

On insiste sur-tout sur deux terres fort considérables , situées en Normandie , provenant de la maison de *Montpensier* , & qui méritent une exception spéciale , puisqu'elles ont été données à M. le duc de *Montpensier* en échange de celles qu'il possédoit en Flandres & qui servoient à la rançon des enfans de *François* premier envoyés en ôtage chez l'empereur.

C'est M. de *Belle-Ile* , secrétaire des commandemens de M. le duc d'*Orléans* , qui passe pour auteur de ce mémoire , de 80 pages in-4°. très-savant , très-profond , très-bien discuté , mais dans lequel on fait tenir au premier prince du sang un ton de suppliant , peu noble , sur-tout dans un moment où il doit réclamer la justice du roi , & non implorer sa bonté.

Du 18 dudit.

M. le comte *Damfreville* est exilé à Hagenau en Alsace. Il paroît confirmé que le grand grief de ce maire de Rouen , est d'avoir d'abord refusé les vins de ville , comme on a dit , au conseil supérieur , & de ne les avoir ensuite accordés par ordre de la cour , que d'une manière peu honorable pour ces messieurs , & même aussi injurieuse que le refus.

Du 20 Janvier 1771.

Il paroît un troisième supplément à la gazette de France. Celui-ci prend véritablement la tournure d'une feuille de nouvelles ; quoique son principal but soit toujours de tirer au clair des diverses liquidations , ce genre de faits est aujourd'hui le moindre objet qui y soit traité. On a cherché à rendre ce supplé-

ment piquant par un recueil d'anecdotes bien scandaleuses , bien bonnes. L'auteur paroît vouloir succéder à celui de la *gazette encyclopédique* ; il tâte le goût du public , & l'on ne doute pas qu'insensiblement il ne le remplace.

Le Jansénisme ayant perdu son grand mérite , son intérêt véritable , par l'extinction des jésuites en France , s'est transformé dans le parti du patriotisme. Il faut rendre justice à celui-là , il a toujours eu beaucoup d'attraits pour l'indépendance , il a combattu le despotisme papal avec un courage invincible ; le despotisme politique n'est pas une hidre moins terrible à redouter , & il faut diriger aujourd'hui vers cet ennemi toutes ses forces désormais inutiles dans l'autre genre de combat.

Du 20 Janvier 1772.

Les premiers juges de Belême en Perche , avoient rendu une sentence de mort contre des malfaiteurs , sur laquelle , suivant l'usage , appel à *minima*. Le procès mis au rapport du sieur *Sorhouet* , il ne s'est trouvé aucun délit. L'innocence prétendue de ces prisonniers a été trouvée telle , que la tournelle a rendu un arrêt qui les décharge en plein ; ordonne leur élargissement , leur permet de prendre leurs juges à partie , &c. On donne en outre un *veniat* aux juges pour venir rendre compte d'une procédure aussi inepte , aussi irrégulière. Ces magistrats , rendus à Paris , interrogés sur leur jugement , se défendent de la façon la plus sûre & la plus vigoureuse : ils remarquent , en effet , que sur le rapport fait par extrait de pièces au sieur *Sorhouet* par son secrétaire , les pièces essentielles sont omises : ils demandent qu'on re-

mette sur le bureau toutes les pièces dudit procès, & ils trouvent un petit sac contenant une addition d'informations de plusieurs témoins, *de visu*, qui avoient déterminé leur sentence. Les bras tombent au sieur *Sorhouet*, & aux autres ; on fait les plus grandes excuses à ces juges, qui, à leur tour, tombent sur la friperie du rapporteur, & lui font les reproches les plus sanglans sur la confiance aveugle avec laquelle il s'en rapporte à un secrétaire ignorant ou étourdi. Bref, nouvel arrêt, qui infirmant le premier, ordonne que lesdits criminels élargis seront recherchés, constitués de nouveau prisonniers, pour leur procès leur être fait & parfait. Mais on assure que les juges de Belême, non satisfaits d'une réparation qui n'est pas assez authentique, veulent répandre un mémoire justificatif de leur conduite.

Du 20 Janvier 1772.

La caisse des consignations est un dépôt judiciaire, où sont portées par arrêt les sommes en contestation entre différents co-héritiers ou créanciers, &c. On sent que ce dépôt doit être sacré, puisqu'il est sous la sauve-garde de la justice même. Cependant madame la marquise *de la Palue*, ayant été pour retirer de cette caisse une somme de 80,000 livres, on lui a fourni cet argent en papier, sous prétexte que M. le contrôleur général y avoit substitué ces effets aux fonds effectifs qui y étoient. Cette dame ne pouvant avoir meilleure raison contre l'autorité supérieure, ou pour mieux dire, la force, a vendu ce papier, & en a eu 26,000 livres. Cette anecdote, débitée depuis un mois,

est si effrayante , si contraire à la sûreté publique , si incroyable , qu'on n'a osé la rapporter qu'après en avoir été suffisamment éclairci.

Du 21 Janvier 1772.

Par édits du mois d'août 1764 , & mai 1765 , on avoit supprimé les officiers municipaux créés dans les villes & communautés , & il avoit été ordonné qu'il y seroit pourvu par voie d'élection , sous prétexte que lesdites villes & communautés , ayant la liberté de se nommer elles-mêmes leurs officiers , n'en profiteroient que pour concourir unanimement au bien de la chose : aujourd'hui , par un édit donné à Fontainebleau , au mois de novembre 1771 , on reconnoît qu'au lieu de l'avantage qu'on s'étoit promis de l'exécution desdits édits , elle devenoit dans toutes les villes une source d'inimitié & de division , &c. en sorte que le bien qu'on s'étoit proposé d'opérer devient chaque jour le principe d'un mal réel. S. M. n'a cru pouvoir remédier trop tôt à cet abus , & n'a trouvé d'autre expédient que de créer & rétablir en titre dans toutes les villes & bourgs du royaume , des officiers municipaux comme par le passé , &c.

On trouve à l'article 3 dudit édit le motif de cette variation si commune dans notre administration ; il y est dit que la finance des officiers remboursés en contrats , lors de leur extinction , pourra être fournie moitié en quittances de finances , ou contrats provenant des liquidations de pareils offices supprimés par les édits sus-mentionnés , seulement , & le surplus en argent , & ce , pen-

dant le délai de trois mois seulement , à compter du jour de la publication du présent édit , lequel expiré , le montant de ladite finance ne pourra être fourni qu'en argent.

On voit par-là que le but véritable de cette recreation est d'avoir de l'argent , & après avoir injustement remboursé ces charges en papier , d'exiger plus injustement encore de la finance pour les racheter.

Le nouveau tribunal a senti cette tournure d'extorsion , mais il n'a pas moins enrégistré ledit édit , toutes les chambres assemblées le 15 janvier , à la charge que , sous quelque prétexte que ce soit , les villes & bourgs ne pourront être forcés d'acquérir les offices créés par ledit édit : comme aussi que les Octrois ne pourront être augmentés , même sur la demande des villes & bourgs , sous prétexte d'insuffisance de revenus , après leurs dépenses prélevées , pour payer les gages dedit officiers , à la charge pareillement que l'attribution (au conseil des contestations sur l'exécution du présent édit) portée en l'article dernier , ne sera entendue que conformément à l'article de 1733 , & encore sauf les droits & privileges que pourroient avoir les provinces de Flandres , d'Artois , &c.

Du 24 Janvier 1772.

On assure que *M. de la Borde* , l'ex-banquier de la cour , qui doit sa fortune à *M. de Choiseul* , se comporte à l'égard de ce ministre d'une façon très-louable. il n'oublie point tout ce qu'il doit à ce bienfaiteur ; il se met à la tête de ses affaires , & il achete 800 , 000 livres son hôtel , rue de Richelieu : il s'accom-

mode aussi d'autres parties , moins pour sa convenance que pour arranger l'ex-ministre. On parle de la vente des meubles , & tout annonce la décadence successive de cet homme si puissant.

Du 25 Janvier 1772.

MM. de la chambre des comptes se rassurent de plus en plus sur leur sort , & les diverses charges de cette cour sont recherchées avec d'autant plus d'empressement qu'elles sont regardées comme les plus solides.

Du 26 Janvier 1772.

Extrait d'une lettre de Pau du 17 janvier 1772.... L'état des gages de notre parlement est arrêté à la somme de 126, 500 livres. Le point est aujourd'hui de trouver à y satisfaire. M. le contrôleur général a déclaré que tous les fonds levés sur cette province étoient destinés ; & cependant M. le chancelier a fort à cœur que les gages de ces officiers soient payés régulièrement deux fois par an , & que le premier semestre soit acquitté à pâques prochain.

Le remboursement de la finance des offices est évalué en gros à 1, 200, 000 liv. environ. M. le Chancelier désireroit encore que ce fût le premier effectué en argent ; il a une reconnaissance particulière pour ce parlement , le seul qui ne l'ait pas contrarié dans son projet , & il a très à cœur que les membres en soient contents. En conséquence , notre trésorier , à ce qu'on écrit de Paris , est souvent en conférence avec le chef de la magistrature , & discute avec lui un projet par lequel ,

moyennant une taxe imposée sur les membres des trois états de Béarn, de Navarre & de Soule, il trouveroit promptement les 1, 200, 000, livres. en question ; taxe qui ne seroit point onéreuse , puisqu'elle seroit volontaire , & seroit imposée seulement sur la vanité , en ce que l'entrée comme noble aux états est ici affectée aux possesseurs de terre , même Roturiers , qui par-là jouissent de privileges que naturellement ils ne devroient pas avoir. Par cet arrangement, il seroit juste que le roi fît à la province la rente de cette somme qu'elle lui prêteroit , & cette rente fourniroit déjà 60 , 000 livres c'est - à - dire , la moitié des gages dont on vient de parler. Le surplus se prendroit sur les droits de présence des membres absens aux états , & autres reviremens qui ne seroient pas plus onéreux.

Il paroît qu'on est assez content ici de cette spéculation fort heureuse , sans mécontenter absolument personne.

Du 26 Janvier 1772.

Les notaires sont toujours inquiets sur ce qui les concerne , & le public ne paroît pas les plaindre beaucoup ; ils ont prodigieusement gagné depuis quelque temps , & la dernière charge de cette espece vendue a été portée à 240 , 000 liv. A commencer de la fin de l'année dernière , aucun ne peut être reçu , qu'il ne donne en blanc à M. le chancelier sa procuration *ad resignandum* ; en sorte qu'il ne fera plus maître de se choisir un successeur , & de traiter avec personne.

Du 26 Janvier 1772.

Il court une fable politique manuscrite , ayant pour titre , *le fermier & les chiens*. L'hi-

toire de la révolution actuelle s'y trouve dépeinte d'une façon énergique , MM. de la ^{***}, de Choiseul , de ^{***} y sont caractérisés à ne pas être méconnus ; cette satire est fort recherchée par les traits de force qu'on y remarque , & la hardiesse qui y regne.

Du 27 dudit.

Le ministère se trouve très-embarrassé : on sent journellement le besoin qu'on auroit d'une cour des aides : les fermiers généraux pressent pour son rétablissement , mais l'inflexibilité de ces austères magistrats désole M. le chancelier , qui voudroit bien éluder cette reconstruction : elle tient pourtant essentiellement à la finance , & l'on présume que le contrôleur général se trouve par-là gêné lui-même dans ses opérations. Les politiques sont attentifs sur la manière dont M. de Maupeou se tirera de ce pas très-glissant pour lui.

Du 27 janvier 1772.

Il paroît un édit du roi , donné à Versailles au mois de janvier 1772 , enregistré au nouveau tribunal , toutes les chambres assemblées le 22 de ce mois : il est dit dans le préambule que la suppression du parlement de Dombes comprenant une chambre des requêtes , qui y étoit unie , & connoissoit en première instance de toutes les affaires contentieuses , avoit fait cesser tout exercice de justice : les bailliages de Thoissey & de Chalamont , n'étant pas d'ailleurs pourvus d'officiers , & l'office du Châtelain de Trevoux étant aussi vacant : qu'en conséquence S. M. avoit cru devoir déterminer un nouvel ordre

pour l'administration de la justice dans l'étendue de la principauté de Dombes , & donner ainsi une nouvelle preuve de son affection pour les peuples de cette province , auxquels elle ne cessera d'en faire ressentir les effets &c.

C'est pourquoi le roi supprime les bailliages des villes de Thoissey , & de Chalamont , ainsi que l'office de Châtelain de Trévoux , & crée en la principauté de Dombes une sénéchaussée , & élection à Trevoux , ainsi qu'un grand sénéchal en la personne du sieur de *Montbriau* , &c. Le tribunal de Trevoux sera composé d'un lieutenant général , criminel , civil & de police , de cinq offices de conseillers , d'un avocat du roi , d'un procureur du roi , d'un substitut & d'un greffier civil & criminel &c.

La roi crée en outre un chatelain en la ville de Thoissey , en la personne du sieur *Bambrou* , dont les fonctions seront assimilées à celles du chatelain de Chalamont &c.

Du 27 janvier 1771.

Il seroit bien à désirer que M. le chancelier qui a si fort à cœur la réforme de la justice s'appliquât aussi à celle des abus dans son exécution : il est effroyable qu'un homme dans le cas d'être arrêté pour dettes puisse soutenir des combats contre des malheureux destinés à sa capture , combats aussi peu respectueux pour le roi , au nom duquel elle se fait , que funestes souvent aux suppôts destinés à ces fonctions , connus sous le nom vil d'*archers de l'écuelle* , ou de *la pousse* : tout récemment un homme attaqué ainsi , étant avec un ami , a joué de son couteau , & secondé de celui-ci a tué sur

le lieu deux huissiers , & blessé mortellement un troisieme. Le peu de cas qu'on fait de ce sang méprisable , rend ces revoltes très-communes , & ne permet pas que d'honnêtes gens s'exposent à une telle boucherie.

Du 28 janvier 1772.

Jusqu'à présent le nouveau tribunal , quoique réunissant les fonctions de la cour des aides , avoit craint , vu son impéritie , de s'immiscer dans ces matieres : cependant le 18 du mois il a rendu un arrêt de police dans cette partie ; il est intervenu à l'occasion des procureurs de l'élection de Chartres. Ceux-ci , au mépris des édits , arrêts & réglemens , conduits par un esprits de cupidité & dans la vue de s'arroger une autorité nuisible à l'intérêt public , non-seulement s'ingéroient de faire les rôles des tailles , sans en être requis par les assesseurs & collecteurs , mais osoient même s'annoncer publiquement comme en ayant le droit exclusif ; ils avoient poussé la témérité jusqu'à faire imprimer les 15 & 19 novembre dernier deux lettres circulaires à ce sujet , ils y imputoient un défaut de connoissance à ceux qui font les rôles , pour y supposer des erreurs & des abus ; s'érigeant ensuite comme réformateurs , ils avançoient qu'il étoit décidé qu'ils feroient les rôles en commun , & qu'on s'adresseroit à celui d'entr'eux qu'on jugeroit à propos : dans la seconde , le même pretexte servoit encore à donner un pareil avertissement , excepté qu'ils en avoient retranché l'expression : *il est décidé.*

Telles sont du moins les imputations portées dans la requête du procureur général , qui a

prétendu que ces lettres tendoient , d'un côté ; à insinuer que la décision dont elles parlent émane d'une autorité légitime , tandis qu'au contraire elles-mêmes font un attentat à l'autorité des édits , arrêts & réglemens , aux droits des assesseurs & collecteurs , & à ceux des officiers des élections auxquels appartient la vérification des rôles : que d'un autre côté , l'impression faite de ces lettres , sans permission , étoit une contravention aux réglemens de la librairie , &c.

Dans l'arrêt il est ordonné que les édits , arrêts & réglemens seront exécutés selon leur forme & teneur : en conséquence enjoint à toutes personnes quelconques de laisser aux assesseurs & collecteurs la liberté de répartir les impositions , écrire ou faire écrire leurs rôles par telles personnes non prohibées qu'ils aviseront , à peine de punition exemplaire ; & fait défenses sous les mêmes peines , aux procureurs en l'élection de Chartres & à tous autres , de s'immiscer directement ni indirectement , en la confection des rôles , s'ils n'en sont requis ; de plus à l'avenir écrire aucune lettre circulaire ni avertissement , tendant à gêner la liberté des assesseurs & collecteurs , & à tous imprimeurs d'imprimer aucune desdites lettres , avertissement ou autres pareils écrits... Ledit arrêt envoyé à l'élection de Chartres.

Du 28 janvier 1772.

Extrait d'une lettre de Besançon du 19 janvier 1772... M. le président d'Olivet , l'un des membres du parlement de cette ville exilés , étoit par lettre de cachet à sa terre de Choix , non loin de la maison de campagne de

M. le cardinal *de Choiseul* , archevêque de cette ville , chez lequel il alloit dîner. Un jour à table qu'il étoit question des difficultés de notre tribunal actuel pour l'enregistrement des nouveaux édits burfaux à lui adreffés , en blâmant la lâcheté avec laquelle les nouveaux diffidens avoient entré dans les vues de la cour , il les approuvoit du moins de défendre les droits de la Franche Comté , &c. Un officier , partifan de M. le chancelier , voulut prendre fait & caufe pour lui. Le magistrat , d'un caractère fort vif , mit beaucoup de chaleur dans la difpute , & dit au militaire beaucoup de chofes propres à le fâcher : la querelle n'eut pourtant pas de fuite pour le moment ; mais M. le préfident *d'Olivet* , non content d'avoir ainfi vexé fon adverfaire , lui adreffa en outre un cartel par écrit. On présume que fon lâche ennemi a eu la baffeffe de l'envoyer à la cour , car non-feulement il n'a répondu , ni de fait ni par écrit , mais quelque temps après des exempts font venus enlever par ordre du roi M. *d'Olivet* chez lui , & l'ont conduit vraisemblablement dans quelque château de force : l'on ignore encore quel eft fon fort.

M. le préfident *d'Olivet* eft neveu du fameux abbé *d'Olivet* , le traducteur de Cicéron.

Du 29 janvier 1772.

On a vu par divers édits la fermentation qui régnoit dans l'ordre des Bénédictins , & l'ardeur de plufieurs de ces moines pour dépouiller le froc & franchir les murs de leur cloître. Il en a réfulté une guerre de plume entre ces religieux petits-mâtres & les anciens , fort attachés à leur robe , à leur régime & à toutes

les pratiques de leur regle. Le roi s'étant expliqué à l'occasion de sa religion surprise par les premiers , tout paroïssoit rentrer dans l'ordre ordinaire : mais deux de ces religieux , pourvus d'abbayes , & forcés suivant l'usage à en manger les revenus avec leurs moines , ont pris la tournure de se faire nommer à des abbayes *in partibus* par le pape ; au moyen de ce nouveau titre ils ont prétendu pouvoir se séculariser , du moins ne porter que le petit scapulaire , & manger où bon leur sembleroit les revenus de leurs bénéfices. Le régime a mis en cause. M. l'archevêque de Paris qui , prétendant avoir la discipline de toute la hiérarchie ecclésiastique ou régulière à son ressort , a rendu une ordonnance qui enjoint à ces abbés défroqués de se retirer chacun dans leur communauté respective , d'y reprendre leur habit , & d'y vivre dans l'observance de leurs constitutions.

Les abbés bénédictins en ont appelé comme d'abus , & c'est aujourd'hui la matiere d'un procès qui se plaide au nouveau tribunal & qui attire beaucoup de curieux au palais. Le sieur *Courtin* , avocat assez versé dans les matieres bénéficiales , a déjà parlé pour les religieux : c'est le sieur *Gerbier* qui doit défendre M. l'archevêque.

Du 30 janvier 1772.

Extrait d'une lettre de Grenoble du 20 janvier 1772.... Notre parlement est absolument complet & stable : ceux qui avoient envoyé leurs démissions , au nombre de six , sont remplacés par deux anciens fameux avocats de notre barreau , un magistrat du second ordre , le fils d'un conseiller , & deux gentilshommes

de la province non lettrés , mais qui ont été gradués suivant les nouvelles facilités données par M. le chancelier. Toutes choses étant dans l'état de tranquillité , les lettres de cachet des exilés ont été levées ; il n'en subsiste que deux contre deux magistrats qui , non contents des arrêtés pris par la compagnie , déposerent des protestations particulières au greffe , le jour de la suppression du parlement , composé comme l'on voit , aux six près ci-dessus désignés , de tous membres de l'ancien.

Les gages des nouveaux officiers se montent à 130,000 livres environ , & pour y subvenir on a imposé 160,000 livres d'augmentation sur les impôts de la province.

Du reste , notre nouveau tribunal est assez ferme à l'égard des édits burseaux qui lui ont été envoyés récemment , il bataille avec beaucoup de chaleur , & demande un abonnement pour les deux vingtièmes. Comme la négociation se traite par l'entremise de M. le maréchal de *Clermont Tonnerre* , commandant de la province , nous espérons l'obtenir.

Du 30 janvier 1772.

Quoiqu'on ne connoisse encore aucun fait qui puisse autoriser les espérances de ceux qui comptent sur le rétablissement des choses , cependant beaucoup de gens reprennent confiance. Les liquidations du parlement de Paris ne vont plus : on n'en connoît aucune depuis celle de M. *le Fevre d'Amecourt* , c'est-à-dire depuis plus d'un mois ; ceux-même qui se sont fait liquider ne consomment point & refusent la remise de leurs provisions , on n'en compte qu'environ douze démis absolument ,

en protestant , soit par des raisons de santé , soit par des raisons de dégoût , ne vouloir plus rester au parlement , quand même il rentre-
roit. Les officiers du parlement de Rouen qui faisoient moins de difficulté que ceux de Paris sur la liquidation , s'arrêtent aussi à cet égard , dans l'espoir qu'ils seront réintégrés dans leurs fonctions.

Du 1 février 1772.

Il se vendoit depuis quelque temps une *histoire civile & naturelle du royaume de Siam & des révolutions qui ont bouleversé cet empire jusqu'en 1770* , publiée sur les manuscrits qui ont été donnés par M. l'évêque de Tabraca , vicaire apostolique de Siam , & autres missionnaires de ce royaume , &c. Ce livre , parfaitement ignoré , acquiert aujourd'hui de la célébrité , au moyen d'un arrêt du conseil , en date du 5 janvier , qui le supprime. Le privilège pour l'impression d'un écrit intitulé , *description du royaume & de la religion de Siam* , avoit été accordé le 16 juillet 1770 audit évêque. Celui-ci avoit chargé l'auteur de l'écrit en question de rédiger uniquement le manuscrit , & d'en épurer la diction. Le rédacteur s'étant approprié l'ouvrage , en avoit changé & la forme & le fonds & le titre. Le prélat en a probablement porté ses plaintes , & dans l'arrêt du conseil il est dit que continuant de traiter favorablement ledit sieur évêque de Tabraca , & vu son mémoire , le roi , de l'avis de M. le chancelier , lui conserve le privilège mentionné ci-dessus , & supprime *l'histoire civile* , &c. S. M. étant instruite que l'écrivain s'abandonnant aux écarts de son imagination , s'est visiblement écarté du plan & des intentions du sieur évêque ; que d'ailleurs ,

par une suite de cette licence , il lui étoit échappé , dans le cours de l'ouvrage , des assertions hasardées & des maximes dangereuses.

Du 3 février 1772.

Il n'y a point eu de nomination de cordons bleus à la chandeleur , comme plusieurs des aspirans l'espéroient. Ce jour-là S. M. a paru interroger les courtisans avec une joye maligne sur leur âge , sur leurs services , &c. Il y a dix places de chevaliers vacantes. On présume que le roi n'en veut point faire que M. le duc de *Bourbon* ne le soit.

Du 3 février 1772.

M. le duc de *la Vauguyon* , condamné par la faculté , il y a un an , avoit paru rappeler de cet arrêt , mais il vient enfin de succomber. Il est mort entre les bras de l'abbé *Grizel* , qu'il avoit mandé auprès de lui , & qui étoit son directeur. Ce seigneur étoit fort dévôt , & passoit pour un jésuite de robe courte : il étoit fort attaché à la société. Il n'est nullement regretté , même des jeunes princes ses élèves , & sur-tout de M. le dauphin & du comte d'*Artois*. On ne croit pas que le roi nomme un nouveau gouverneur à ce dernier , dont on va former la maison , & qui doit se marier l'année prochaine.

Du 4 février 1772.

L'ouverture du rôle de Paris se fait au parlement le lendemain de la chandeleur ; l'usage est que le châtelet s'y rende à la première cause , qui est toujours un appel d'une de ses sentences. L'année passée qu'il ne reconnoissoit

point le conseil tenant la cour , il n'y parut point , & ne fut pas inquiété à ce sujet. Mais aujourd'hui , la chose ne faisant plus de difficulté , il s'est rendu hier au nouveau tribunal. Ces magistrats subalternes étoient au nombre de 16 : le lieutenant civil , le lieutenant particulier , 13 conseillers & le procureur du roi ; ils ont été installés , sur les bas sieges , leurs places accoutumées , & ils se sont retirés quand le premier président leur a déclaré qu'ils pouvoient retourner à leurs fonctions.

L'ouverture en question s'est faite par la cause des fermiers généraux des postes , contre leurs créanciers , dans l'affaire de *Billard* ; comme les premiers ont déjà été condamnés au châtelet , & qu'ils sont appellans de la sentence , c'est le sieur *Doillot* qui a porté la parole pour eux , & qui a entamé un long plaidoyer qui durera plusieurs audiences.

Du 5 février 1772.

Madame la dauphine détestoit cordialement *M. de la Vauguyon* , sur-tout depuis que ce seigneur ayant surpris cette princesse lisant *la correspondance* avec *M. le dauphin* , en avoit été rendre compte au roi , qui en avoit fait des reproches à la princesse.

Du 5 janvier 1771.

Les lettres-patentes dont on a parlé , suspensives de l'arrêt du parlement , concernant les bulles , brefs , rescrits de *Rome* , &c. font une grande sensation dans cette capitale. Le clergé triomphe de la manière la moins équivoque , sur-tout la portion attachée au molinisme. Ces fanatiques entrevoient un chemin

ouvert au souverain pontife pour avancer ses prétentions, & une sorte d'acquiescement faite de la part du ministère, puisque c'est au moment même où le St. pere se déclare en faveur de la bulle, par la clause qu'on a rapportée, qu'on élude l'enregistrement nécessaire pour arrêter ces usurpations, & contenir une puissance toujours ambitieuse. Ils concluent en outre de cette clause, que le pontife actuel n'est point aussi ennemi des jésuites qu'on l'a supposé; qu'il a affecté de leur être opposé, pour ne pas se voir trop pressé à cet égard par les princes de la maison de Bourbon, & attendre, en temporisant, le moment opportun de les sauver, & même de les renvoyer en France, comme les suppôts du St. siege, trop unis à ses intérêts, par essence, pour craindre qu'ils s'en détachent. Ils se flattent que cet événement n'est pas conséquent à ce qui se passe, & quoiqu'ils n'aient pas beaucoup de confiance en la religion de M. le chancelier, ils espèrent qu'il contribuera par politique à un rappel qu'ils n'attendoient pas de son seul enthousiasme pour la bonne cause. Ils veulent que ce chef de la magistrature connoisse la nécessité où il est de se faire un parti puissant, pour balancer celui des princes & des patriotes, & qu'il sente n'en pouvoir opposer un plus ferme & plus sûr que le clergé & les jésuites: c'est sur ces conjectures qu'on forme le rappel plus ou moins prochain de ces bons peres.

Du 6 février 1772.

Les receveurs des domaines & bois ont été trouver la semaine dernière les intendants des finances de M. le duc d'Orléans, pour savoir si
son

son A. S. étoit enfin décidée à laisser exécuter les arrêts du conseil , concernant les domaines engagés ou aliénés ? Ces Mrs. ont répondu que M. le duc d'Orléans ne reconnoissoit nullement les arrêts du conseil , & que s'il y avoit un parlement S. A. auroit déjà fait assigner en restitution ceux d'entr'eux qui ont déjà fait de pareilles perceptions. Sur quoi ils se sont retirés & ont rendu compte de la réponse à M. *Cochin* , intendant des finances , dont dépend cette partie.

Du 6 février 1772.

Par la conduite de madame *Louise* on juge que cette princesse , naturellement ambitieuse , & aimant à jouer un rôle , s'est retirée aux Carmélites , autant dans l'espoir d'avoir quelque domination que par un attrait particulier pour la vie ascétique. Elle profite des conversations particulières qu'elle est dans le cas d'avoir avec le roi , & du droit de le prêcher , que lui semble donner son habit de religieuse , pour favoriser le parti dans lequel on a fait entrer cette princesse , comme celui le plus attaché au trône & à la vérité. M. l'archevêque va régulièrement toutes les semaines à St. Denis. - Le chancelier s'y rend fréquemment , & le bruit est général , que pour mieux se concilier la confiance de madame *Louise* , M. de *Maupeou* joue le dévot auprès d'elle , & a fait ses dévotions sous ses yeux. Quoi qu'il en soit , on peut concevoir à quel point cette princesse est sollicitée , & pousse ses correspondances , par la somme de ses ports de lettres ; dont l'état de dépense est de 16,000 livres , depuis son entrée en religion.

Du 7 février 1772.

C'est le Sr. *Lorry* , un des inspecteurs généraux des domaines , qui est chargé de l'examen du mémoire de M. le duc d'*Orléans* , & qui doit en rendre compte au conseil.

Du 7 février 1772.

Le Sr. *Gerbier* a plaidé pour la première fois au châtelet , mardi dernier , pour madame la marquise de *Gouy* , qui demande à se séparer de son mari. Outre l'éloquence naturelle de cet orateur , le spectacle nouveau de le voir reparoître au barreau , pour la première fois , avoit attiré beaucoup de monde.

Du 7 février 1772.

Le Sr. *Forbonnois* , homme à projets , en sa qualité d'inspecteur général des monnoyes de France , avoit formé un plan pour la destruction d'une partie d'entr'elles , & même de toutes comme cours judiciaires , & ne vouloit conserver que celle de Paris. Les membres de ces différentes cours de province étoient fort alarmés des bruits qui se répandoient à cet égard ; & M. de *Boulogne* , intendant des finances , qui avoit cette partie , sembloit assez disposé à adopter le plan proposé ; mais depuis que M. *Foulon* est à la tête des monnoyes , l'exécution en est suspendue , & l'on se flatte qu'elle n'aura pas lieu.

Du 8 février 1772.

Dimanche dernier , jour de la purification , où devoit se faire la nomination des dix cor-

dons bleus vacans , il y a eu bal à l'opéra , la fête étant censée finie à minuit. Ce concours de circonstances a donné lieu à une plaisanterie singulière , & qui a beaucoup amusé les spectateurs. Une troupe de dix masques s'est présentée , ayant chacun un nez d'une longueur extraordinaire , au bout duquel pendoit un ruban bleu , & sur le nez étoit écrit , *chevalier des ordres du roi* ; ce qui faisoit une allusion ingénieuse au pied de nez qu'ont eu les aspirans à cette distinction , d'autant plus marqué , qu'ainsi qu'on l'a observé , le roi s'étoit plu à flatter leur espoir jusqu'au dernier instant. On a fort recherché l'auteur de cette mascarade. On l'attribue aujourd'hui généralement à M. le duc de Chartres , & elle ne pouvoit gueres s'attribuer qu'à lui ou à quelqu'un de son rang.

Du 8 février 1772.

Extrait d'une lettre de Rouen du 1 février 1772. . . . Le conseil supérieur de cette ville continue d'être l'objet de la dérision publique & particuliere ; après avoir été joué par des farceurs , comme on l'a vu , & qui ont été mis au cachot , il est difficile qu'un tel tribunal prenne consistance , & obtienne de long-tems de la considération. Les officiers municipaux ne cessent de réclamer leur parlement. Dans leurs différens mémoires , après avoir établi invinciblement qu'on ne pouvoit anéantir cette cour , sans la violation la plus manifeste & la plus injuste de leurs privilèges & de leur capitulation , en se rendant à la France , ils demandent si en écartant un tel droit , Rouen est de pire condition que les autres capitales où l'on a conservé

le parlement ? Si la Normandie ne mérite pas la même distinction , par son étendue , par sa population , par sa qualité de province maritime , par son attachement à ses souverains , par son zèle à concourir aux impôts dont elle est chargée ? Ils discutent enfin les prétendus motifs de suppression établis dans l'édit , en font voir l'illusion & le ridicule ; ils prouvent que l'émulation supposée qui excitoit les négocians à sortir de leur état pour entrer dans la magistrature , bien loin de nuire au commerce , lui donnoit plus d'activité , par l'ardeur avec laquelle on devoit travailler à sa fortune , afin de jouir ensuite de la considération que donneroit la robe ; que rien n'étoit plus propre à diminuer la population & la richesse de la ville de Rouen , que l'extinction du parlement , qui la privoit par là de la grande circulation d'hommes & d'argent , qu'occasionnoit nécessairement le grand concours des affaires. Cet article , traité supérieurement , a fort déplu à M. le chancelier , & n'a pas peu contribué à faire exiler notre maire. Il a fort à cœur que ces mémoires ne se répandent point , & restent dans l'oubli où il les a mis. . .

Du 9 février 1771.

On ne sauroit rendre jusqu'à quel point la clameur publique s'est élevée contre M. de la Vauguyon à sa mort. La cour & la ville insultent à sa mémoire par une joie manifeste. On parle hautement de l'ineptie de ce seigneur , de sa bigoterie , de son attachement servile aux prêtres & aux jésuites. On ne peut se rappeler sans indignation qu'on ait mis

en concurrence , pour l'éducation des enfans de France , un tel personnage , vis à vis M. le duc de *Nivernois* , & qu'à la honte de ceux qui l'ont choisi il ait eu la préférence.

Le roi a déclaré qu'il ne nommeroit personne à la place de gouverneur de M. le comte d'*Artois* , il a chargé les deux sous-gouverneurs de service de lui rendre compte de l'éducation de ce prince , & quoiqu'ils servent alternativement par semaine, tous deux sont tenus de ne point s'absenter pour se suppléer en cas de besoin.

Du 9 février 1772.

C'est M. de *Boynes* qui est chargé de faire le rapport aux conseils des dépêches & des finances réunis du mémoire de M. le duc d'*Orléans* , d'après la discussion préliminaire qu'en doit préparer monsieur *Lorri*.

Du 10 février 1772.

Il paroît assez constaté que M. le chancelier a fait ses dévotions à St. Denis , & qu'il y communie souvent. On croit qu'il a pris le parti d'afficher la piété , dans l'espoir que le roi ne tarderoit pas à devenir dévot , & d'ailleurs pour se concilier de plus en plus madame *Louise* qui travaille à cette bonne œuvre. Il espere balancer ainsi la cabale contraire , à la tête de laquelle est madame *Dubarrî* , & la détruire tôt ou tard. On est fort attentif aux mouvemens des deux partis , & l'on en attend le résultat : ce qui peut être encore long. D'un autre côté , on veut qu'il s'en forme un troisieme : on remarque des courtisans qui , prévoyant les choses de plus

loin , commencent à se tourner vers le soleil levant , & à observer M. le *dauphin*. Ils ménagent en conséquence M. le duc de *Choiseul* , dont ils datent le retour à l'époque du regne futur de ce prince ; & ce ministre , conté la coutume des disgraciés , a beaucoup de monde. On va même à Chanteloup sans demander l'agrément du Roi , comme on faisoit ci-devant. Ce concours de flatteurs autour du jeune prince favorise le bruit démenti par d'autres , que S. M. a quelque petite tumeur sous la langue , qui suppure & annonce un sang qui se décompose ; qu'elle a aussi tous les soirs les pieds enflés. Il n'est que ceux approchant de la personne de S. M. qui puissent être bien sûrs de ces accidens , qui , quant à présent , ne l'empêchent pas de faire toutes ses fonctions.

Du 12 février 1772.

Il se répand un mémoire manuscrit : il est question de M. *de Nicolai* , ci-devant colonel de dragons , chevalier de St. Louis , & président à mortier du nouveau tribunal. Il se trouve aujourd'hui impliqué dans une procédure criminelle , intentée au châtelet , & instruite contre un particulier domicilié , auquel ce magistrat , fort dérangé dans sa jeunesse , avoit eu recours pour se tirer de circonstances critiques : il y a quelques années que ce particulier lui fit un prêt d'argent , revêtu de formes égales. Sur la plainte du président , par forme de déclaration , en usure , dans les actes souscrits par lui par-devant notaire , rendue devant un commissaire qui l'a dénoncé au ministère public ; celui-ci a rendu de son côté une nouvelle

plainte , & fait informer. On a décrété de prise de corps & constitué prisonnier ce particulier , & réglé cette affaire à l'extraordinaire. L'accusé , après avoir obtenu son élargissement provisoire , vient d'établir dans le mémoire en question que toute la procédure exercée contre lui est contraire à l'ordre public ; que si on la toléroit , il n'y auroit plus rien de sacré sur la terre , & que le crédit s'élevant au dessus de la loi , la tranquillité , l'honneur & la fortune des citoyens seroient à la merci de l'homme puissant. Il expose dans le plus grand détail les ressources que la calomnie a mises en œuvre pour le perdre , il démontre la fausseté de l'accusation par la contradiction des prétendus délits. Les témoins même , indépendamment de la nullité qui résulte de leurs qualités , sont dans le cas d'être regardés comme faux témoins , & punis suivant la rigueur de la loi , puisque dans leurs dépositions ils se trouvent en contradiction entr'eux & avec eux-mêmes.

Cette affaire , dont on avoit déjà rendu compte en gros , compromettre étrangement & le dénonciateur & les officiers publics , & le procureur du roi , ainsi que le lieutenant criminel du châtelet.

Du 13 février 1772.

Le Sr. *Billard* a été jugé hier , après avoir été mis sur la sellette : il y a eu plusieurs voix pour le faire pendre ; il est condamné au carcan , & à être banni à perpétuité. Les juges ont été fort longtems aux opinions , & l'arrêt n'a été prononcé qu'à 4 heures.

Il paroît que l'abbé *Gizel* a été entendu

en deposition , & suivant font état de décrété , d'assigné pour être ouï , dans lequel il étoit entré. On n'en dit rien de plus.

Le jugement n'est point encore exécuté. On croit même qu'il ne le sera pas. La famille est à solliciter une commutation de peine , & elle se flatte que le Sr. *Billard du Monceau* , parent du coupable , & parrain de madame la comtesse *Dubbari* , usera de tout son crédit auprès de cette dame , à cet effet.

Du 14 février 1772.

Le mémoire de M. le duc d'*Orléans* est toujours secret , c'est-à-dire qu'on ne le fournit à personne ; mais S. A. permet aux gens de son conseil , qui en ont , d'en donner communication sans déplacer. On cite un passage de cet ouvrage bien remarquable & bien important : c'est celui concernant les appanages , qu'il prétend devoir être accordés de droit aux princes de la famille royale , que la nation a élevée au trône par son choix. Aveu précieux dans la bouche du premier prince du sang , & bien contradictoire à la proposition étrange , avancée dans divers discours qu'on a fait tenir au roi , & que les parlemens même ont eu la foiblesse de répéter : *que le roi ne tenoit sa couronne que de Dieu.*

Du 16 février 1772.

Il passe pour constant que l'arrêt du conseil & les lettres patentes dont on a parlé , rendues depuis peu en faveur des bulles , brefs , rescrits , venant de la cour de Rome , ont excité les réclamations de divers souverains

de la maison de Bourbon , qui ont présenté par leurs ambassadeurs un mémoire pour se plaindre de cette infraction du pacte de famille , ou du moins d'un pacte particulier , par lequel on étoit convenu de faire unanimement un règlement propre à arrêter les entreprises du pape dès leur source , & même avant qu'elles fussent connues du public ; ils ont vu avec douleur que c'étoit une tournure , éloignée , il est vrai , & très-indirecte , mais certaine , pour favoriser le retour des jésuites en France ; & l'on ajoute que le roi de Portugal même en a fait aussi porter ses plaintes par son ambassadeur. On doute en conséquence que la suppression en question dure longtems , & l'on croit que le ministère de France sera obligé de céder à ces représentations réunies.

Du 16 février 1772.

La famille *de Ballard* , à l'instant de son arrêt rendu , s'est tellement remuée , qu'elle a obtenu un sursis indéfini , à la faveur duquel le coupable ne subira pas l'exécution de l'arrêt , & l'arrêt même reste sans publicité. Il a été reconduit à la bastille , d'où l'on imagine que l'on favorisera son évasion. Le public crie beaucoup contre une pareille faveur , d'autant qu'il paroïssoit nécessaire de faire un exemple éclatant en pareille matière.

Du 17 février 1772.

La troisième partie de la *correspondance* secrète entre *M. de Maupeou* , chancelier de France , & *M. de Sorbuet* , conseiller du nouveau tribunal , paroît enfin. On l'avoit annoncée depuis longtems , & le public l'atten-

doit avec impatience. Cette avidité la rend déjà très-chère, & la police après avoir mis les émissaires sur pied pour en empêcher l'introduction, travaille aujourd'hui à en arrêter le débit & la multiplicité des exemplaires.

Du 18 février 1772.

Tout Paris a été fort étonné aujourd'hui d'entendre crier l'arrêt de *Billard*, ce qui annonçoit que le surfis qui avoit suspendu la signature étoit levé, & que le roi laissoit un libre cours à la justice. Le condamné a soutenu son rôle jusqu'au bout. Il a paru à la grève, poudré, frisé, habillé en deuil de cour, où l'on est; & il est resté au carcan les yeux fermés, & comme un homme qui souffre toutes ces humiliations pour l'amour de Dieu. On ajoute qu'il a embrassé son bourreau. Ce spectacle a attiré un concours de monde prodigieux. Il s'est embarqué ensuite dans un fiacre, & est allé prendre hors de Paris une chaise de poste, qui l'a conduit, dit-on, à Neufchâtel.

Du 19 février 1772.

On est encore tout occupé du spectacle qu'a donné hier *Billard*, & de la tranquillité héroïque avec laquelle il a soutenu cette représentation. Il paroît que M. le chancelier, malgré toutes les protections employées par la famille du coupable, a déterminé le roi à ne faire aucune grace, & à résister aux sollicitations pressantes même de Madame la comtesse *Dubbarri*. On croit que c'est une suite de la vengeance du chef de la magistrature contre M. le *Coulteux*, premier président de

la chambre des comptes de Rouen , dont la femme est sœur de *Billard*. Il a voulu punir , en ce magistrat , toute sa compagnie , qui s'est si généreusement distinguée par sa résistance & par ses réclamations.

Il s'ensuit au moins de ce conflit d'autorités sur l'esprit de S. M. que madame *Dubarrî* & M. le chancelier ne sont plus aussi bien ensemble , & que ce dernier cherche à supplanter celle-ci dans l'esprit du roi , d'où les patriotes conçoivent quelque espérance de disgrâce future.

Du 21 février 1772.

La suite de la *correspondance* de M. de *Maupeou* & de M. de *Sorhouet* , faisant la troisième partie de cet ouvrage , n'est pas moins curieuse que les autres , par les anecdotes de toute espece qu'elle contient , & par les sarcasmes fins dont elle est aiguillée : mais le morceau qui est le plus recherché , qu'on regarde comme le plus éloquent de l'ouvrage , est le *Songe* , qu'il faut lire dans l'ouvrage même.

Cette partie , qui a 173 pages , est plus volumineuse que les précédentes : elle contient 11 lettres , dont la dernière , datée du 10 novembre. Elle est déjà très-chère , & le devient de jour en jour davantage. A la fin on lit cette note : *La suite pour les œufs de pâques de Monseigneur.*

Du 22 février 1772.

On regarde aujourd'hui le supplice de *Billard* comme une vengeance contre M. le *Couteux* , ainsi qu'on l'a dit : voici comme on

développe l'anecdote. On assure que *M. de Maupeou* voulant profiter de la circonstance critique où se trouvoit le beau-frère de ce premier président de la chambre des comptes de Rouen , pour avancer ses projets lui avoit fait proposer d'être premier président du conseil supérieur de Rouen ; en lui faisant entendre que le roi seroit sensible au zèle de ce magistrat , & qu'il eût à se flatter d'en obtenir les grâces qui pourroient lui être les plus intéressantes. Que *M. le Coulteux* étant resté inflexible à toutes les promesses de *M. le chancelier* , ce chef suprême de la justice avoit juré que cet homme inébranlable se repentiroit de sa fermeté , & avoit décidé le jugement de *Billard*. Voilà ce qui a laissé quelque tems l'affaire en suspens , au point qu'on croyoit que *Billard* ne seroit jamais jugé.

Du 24 février 1772.

M. Desormeaux , auteur estimé de plusieurs ouvrages historiques , a été nommé secrétaire de la pairie. Le *Sr. de Lauine* , avocat , qui y avoit de grandes prétentions , & qui avoit passé pour avoir été désigné , a succombé devant ce concurrent.

Du 24 février 1772.

Le roi , lorsqu'on lui a présenté la liste des membres des états de Bourgogne , proposés au choix de S. M. pour députés des trois ordres , a choisi , avec une prédilection marquée , *M. de Jaucourt* , capitaine des gardes de *M. le prince de Condé* , pour l'ordre de la noblesse ; & *M. l'abbé de Luzines* , ci-devant

précepteur de M. le duc de Bourbon , pour le clergé : il s'en est même expliqué d'une façon flatteuse , en disant que cela feroit plaisir à ces princes. D'où l'on a inféré que S. M. revenoit sur le compte de ses parents , & commençoit à s'ennuyer de ne les plus voir.

Du 26 février 1772.

Extrait d'une lettre de Montargis , du 20 février 1772. M. Duval , conseiller au châtelet , l'un des 42 protestants exilés , a été trouvé pendu dans son grenier , vendredi dernier 14 de ce mois. On ne peut attribuer cette funeste catastrophe qu'à des vapeurs noires dont il étoit tourmenté , auxquelles s'étoit mêlée , à ce qu'on présume , une jalousie amoureuse , car on ne voit pas que cela pût provenir du dérangement de sa fortune.

Du 26 février 1772.

Extrait d'une lettre de Besançon , du 18 février 1772. . . . Toute l'histoire du président d'Olivet est vraie , jusqu'à la lettre de cachet ; il est toujours à sa terre , & quoique l'officier ait eu la lâcheté de refuser de se battre , on ne croit pas qu'il y ait joint l'atrocité d'avoir rendu compte au chancelier du cartel que lui a offert le magistrat.

Quant aux édits , notre parlement a enregistré la continuation des deux vingtièmes , après beaucoup de difficultés , &c. mais les nouveaux droits d'aides , de gabelles , de papier timbré , &c. qu'on vouloit introduire , ne sont point reçus. M. l'intendant & le commandant de la province se sont réunis pour

réclamèr contre cette violation des privileges de la Franche-Comté ; & l'on présume que le ministère a craint d'exciter une trop grande fermentation. Cette province frontiere est d'autant plus à ménager que dans un soulèvement , elle pourroit mettre incontinent sur pied , peut-être quatre-vingts mille hommes de troupes , le génie belliqueux de nos habitants les excitant presque tous à servir.

Du 27 février 1772.

Le procès du particulier , nommé *Lavau* , vexé par le président *Nicolaï* , pour fait d'usure prétendue , a été jugé dernièrement au châtelet à l'avantage de l'accusé. Il a été déchargé unanimement de l'accusation infâme , portée contre lui. Il n'y a eu rien de prononcé en sa faveur , relativement aux réparations , dommages & intérêts , la procédure ayant été instruite à la réquisition de la partie publique , contre laquelle on n'en peut obtenir , mais vers laquelle il lui est permis de se pourvoir , pour connoître ses dénonciateurs , & diriger ensuite contr'eux sa demande en réparations.

Du 28 février 1772.

On se plaint depuis long-temps de la façon indécente dont se font les prises de corps pour dettes , & de la sorte des gueux commis à de pareilles captures ; en sorte que ce sont presque toujours des combats à essuyer , qui mettent en danger la vie des citoyens. *M. de Sartines* , comme chargé de la police , & plus à même de connoître les désordres auxquels donne lieu cette mauvaise partie de l'administration , auroit fort à cœur de la faire chan-

ger. Il est question d'établir des officiers publics comme à Londres , revêtus d'un caractère respectable & infaillible , qui , par leur seule présence & attouchement , obligeront le décrété à les suivre dans le lieu de sa prison. On propose aussi de restreindre les droits du créancier par corps au seul commerce , & d'ordonner qu'il ne fera plus souscrit des lettres de change par les particuliers ne faisant point de commerce , ou du moins qu'elles n'aient pas la même force.

Du 28 février 1772.

Le sieur *Cromot* , secrétaire du cabinet du roi , & sur-intendant des finances de M. le comte de *Provence* , est furieux contre l'auteur de la troisième partie de la *Correspondance* , parce qu'on y fait le décompte de ce qu'il a gagné lorsqu'il étoit premier commis des finances , & qu'on y démontre qu'en cinq ans de temps , outre ses gages & une pension de 30,000 liv. sur une place de fermier général , il a grappillé deux millions six cents mille livres ; mais ce qui l'outré encore plus , c'est la plaisanterie qu'on y fait de sa généalogie , par laquelle il se fait descendre d'un *Cromus* , chevalier Romain , dont il est sensible , dit-on , qu'il doit être parent , au moins au datif , *Cromus* , *Cromi* , *Cromo*.

Du 28 février 1772.

La cause de madame la duchesse d'*Olonne* , contre M. le comte *Orourke* , est devenue si grave par l'animosité des avocats , que le comte *Orourke* a pris les conclusions les plus extraordinaires : il a demandé que le mémoire im-

primé contre lui fût laceré, il a dénoncé au ministère public les plaidoieries, comme attentatoires à la puissance du roi, à la majesté du parlement, à la dignité d'avocat. Me. *Linguet* a cru devoir imprimer un précis, où, sous prétexte de résumer l'objet de la cause, les moyens des deux parties, & de réfuter victorieusement ceux de son adversaire, il entre en explication, & se disculpe des déclamations injurieuses & indécentes qu'on lui impute.

Fin du second volume.



a39003



009547653b

